

Le Monde

78641
184

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14415 - 6 F

DIMANCHE 2 - LUNDI 3 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

La dérive de l'ETA

MOINS de vingt-quatre heures après le sanglant attentat à la voiture piégée de Vic qui a coûté la vie à neuf personnes dont trois fillettes, la police espagnole est parvenue à démanteler le « commando Barcelona » soupçonné d'en être l'auteur. Ce succès va permettre d'apaiser l'opinion publique de plus en plus scandalisée par ces tueries ainsi qu'en témoignent les cris proférés à l'adresse du ministre de l'Intérieur lors des obsèques des victimes. Les citoyens espagnols ne comprennent pas cette violence aveugle dans un pays où la démocratie a été retrouvée et où les jusqu'aboutistes de l'ETA font de plus en plus figure de desperados.

Le combat mené par les nationalistes basques a en effet de plus en plus l'apparence d'une lutte meurtrière sans commune mesure avec les aspirations d'un peuple soucieux de préserver sa culture et son indépendance. Il s'agit avant tout de la dérive anachronique d'un mouvement qui a perdu ses racines populaires et qui tente de justifier son existence par des actes terroristes audacieux et absurdes dans lesquels plus personne ne se reconnaît.

LORS de l'un des tout premiers attentats commis par l'ETA il y a une vingtaine d'années et qui était dirigé contre une publication, l'activiste avait - après avoir posé sa bombe - constaté, en quittant furtivement les lieux, qu'un concubine se trouvait encore sur place malgré l'heure tardive. Pour éviter de faire une victime inutile, ce membre de l'ETA avait fait demi-tour pour tenter de désamorcer l'engin et avait sauté avec lui.

Cet exemple illustre de manière saisissante l'incroyable dégradation d'une organisation née dans les années 60 dans un climat idéaliste de lutte contre la dictature, et qui s'est depuis progressivement transformée en une véritable secte sanguinaire. Comment les auteurs habituels des communiqués de l'organisation pourraient-ils expliquer que les corps déchiquetés des fillettes de Vic contribuent à la « vaillante lutte d'émancipation du peuple basque » ?

DOUZE ans après l'approbation, à une large majorité, du statut d'autonomie par la population basque, pourquoi l'ETA militaire tue-t-elle toujours ? Il serait dérisoire d'affirmer que les centaines d'assassinats commis depuis le retour de la démocratie ont aujourd'hui pour objectif le rattachement de la Navarre à la communauté autonome basque ou l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, deux des cinq points de l'« alternative KAS », le vieux programme minimum élaboré par l'ETA il y a quatorze ans et dont elle réclame inconditionnellement l'acceptation inconditionnelle par Madrid.

Si l'ETA tue encore aujourd'hui, ce n'est plus pour défendre un programme politique. C'est avant tout pour prouver, et sans doute aussi pour se prouver, qu'elle existe toujours. Les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 et la menace terroriste que l'organisation fait peser sur eux ne lui offrent qu'une possibilité : assassiner. Aucun peuple ne peut se retrouver dans ces tueries. C'est un nationaliste modéré, Jose Antonio Ardanza, président du gouvernement autonome, qui ne retient plus son dégoût. « Cela me donne envie de pleurer », affirmait-il, il y a quelques jours, après qu'une bombe ait fait sauter la voiture dans laquelle se trouvaient un garde civil et ses trois enfants.

Lire page 24 l'article de THIERRY MALINIAK

M0146 - 0803 - 6,00 F



Le plan de désarmement de M. Mitterrand

La France est prête à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire

M. Mitterrand a repoussé à lundi 3 juin la publication du plan de désarmement français qu'il avait annoncé pour vendredi, à l'issue du sommet franco-allemand de Lille. Ce plan, qui se veut global, ne concerne pas que le Proche-Orient, contrairement à celui rendu public mercredi dernier par le président Bush, et prend en compte tous les types d'armes. Il prévoit aussi l'adhésion de la France au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont le but est de limiter le nombre des puissances nucléaires. Paris et Pékin sont les seules puissances nucléaires officielles à n'avoir pas adhéré à ce texte.

« Pas concurrent mais pas identique »

par Jacques Amalric

Il y a plusieurs semaines qu'experts et diplomates français travaillaient, sous la houlette élyséenne, au plan de désarmement dont M. Mitterrand a annoncé, jeudi 30 mai, à Lille la publication pour le lendemain. Soucieux de ne pas irriter inutilement le président Bush, qui avait retardé à plusieurs reprises la divulgation de son propre plan pour le Proche-Orient (pour des raisons diplomatiques mais aussi du fait de ses ennuis de santé), le président de la République avait décidé de ne faire connaître ses propositions qu'après celles des États-Unis, qui ont été exposées mercredi dernier par M. Bush.

Le plan français, qui se présente sous la forme d'un document de cinq ou six pages, a été transmis jeudi par l'Élysée à Washington, Londres, Moscou et Pékin, le chancelier Kohl étant informé de vive voix par le président de la République. Sa publication, annoncée pour vendredi par M. Mitterrand, a été finalement repoussée à lundi prochain.

Pour éviter de froisser des susceptibilités, notamment dans les pays de l'hémisphère Sud où l'on craint beaucoup un blocus du Nord sur les hautes technologies, les responsables français veulent se donner le temps d'informer en détail nombre de capitales. « Les pays du Sud ont autant d'intérêt que ceux du Nord à ce que pro-

gresse la réduction des armements. Notre approche est tout aussi respectueuse des uns que des autres et il nous faut éviter tout malentendu. Le dossier est suffisamment complexe sans le compliquer inutilement », explique-t-on dans l'entourage du président de la République.

Contrairement au plan Bush, que certains responsables français jugent insuffisamment ambitieux (c'est l'un d'eux qui en donne le résumé suivant : « on gèle la situation au Proche-Orient en laissant une légère supériorité à Israël et en plaçant sous contrôle les pays arabes »), le plan français se veut global même s'il prévoit des adaptations à chaque région.

Lire la suite page 4 et un point de vue page 2

Le feu éteint en Angola

L'accord de paix signé le 31 mai met fin à quinze années de guerre civile

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

La signature d'un accord de paix en bonne et due forme, vendredi 31 mai, à Lisbonne, entre le président José Eduardo dos Santos et M. Jonas Savimbi, le chef rebelle de l'UNITA, ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de cette ancienne colonie portugaise qui, depuis son indépendance, en 1975, a été épuisée par une sanglante guerre civile alors que ses richesses lui ouvraient grand la voie du développement économique. La signature de cet accord de paix, conclu à Estoril, le 1^{er} mai, après vingt-sept jours d'âpres négociations,

est de bon augure. En Angola d'abord, parce que, après tout, le cessez-le-feu informel entré en vigueur le 15 mai, a été respecté, à quelques incidents près, contrairement à ce que pouvaient laisser craindre des accrochages sur le terrain à la veille même de la date fatidique. Dans la région aussi, où les conflits s'éteignent les uns après les autres.

Déjà, l'indépendance de la Namibie avait couronné, le 21 mars 1990, l'accord de New York, signé, le 22 décembre 1988, par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba. Le régime de Pretoria s'était ainsi désengagé d'Angola tandis que La Havane commençait à évacuer ses barbus. Soucieux de ne pas compro-

mettre la délicate période de transition vers une « démocratie non raciale », les dirigeants sud-africains constataient avec soulagement que, autour de leur pays, la flamme communiste vacillait. A preuve, le Mozambique voisin où ils ont officiellement cessé tout soutien aux rebelles de la RENAMO. Ces « bandits armés », comme on les nomme à Maputo, viennent de s'entendre, à Rome, avec les représentants du FRELIMO, le parti unique au pouvoir, sur un calendrier de négociations. C'est un pas supplémentaire vers la paix dans cette colonie portugaise.

FREDERIC FRITSCHER

Lire la suite page 5

Le pape en Pologne

(ALORS ?... DES PROJETS POUR LA POLOGNE ?)

ON VA PEUT-ÊTRE FAIRE ENCORE UN GOSSE !...



Le rôle de l'Eglise catholique divise la société polonaise par JOSÉ-ALAIN FRALON

Jean-Paul II souligne « l'énorme processus historique » parti de Pologne par HENRI TINCO

page 3

A nos lecteurs

Notre journal n'a pas paru hier en raison d'un mouvement de grève des personnels techniques déclenché dans la matinée de vendredi. Ce mouvement avait pour but de protester contre la décision, confirmée la veille par la direction du Monde, de commencer à appliquer, sur les salaires versés au début du mois de juin, le plan de redressement qu'elle a mis en œuvre pour la partie qui concerne les rémunérations de ces personnels.

Le numéro daté samedi n'ayant pas été publié, nous avons été contraints de modifier la configuration de celui d'aujourd'hui. Il comporte donc le supplément « Le Monde Sans Visa » et une page « Débats » (la page « Dates » étant reportée). Notre prochain numéro (daté mardi 4 juin) comportera le supplément habituel « Champs économiques ».

Avec notre prochain numéro sera également diffusé (en pile séparée) un supplément magazine « Campus » de 48 pages intitulé : « Le bond en avant des bac + 2 ».

La pratique des « mères porteuses » est illicite

La Cour de cassation a condamné, par un arrêt rendu vendredi 31 mai, la pratique des « mères porteuses », qui, « portant atteinte à l'indisposibilité du corps humain », constitue « un détournement de l'institution de l'adoption ». page 14

M. Mitterrand et le « dialogue fracassant »

A Grenoble, le chef de l'Etat appelle à la « mobilisation » du pays page 7

SANS VISA

■ Les fantômes de Phnom-Penh ■ Sancerre, coteau inspiré ■ Bibliothèque nationale : les écrits restent, les livres s'en vont ■ Jeux ■ La table. pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

Chaban, le vétéran de Bordeaux

De la Résistance au feuilleton des Girondins, un demi-siècle de vie publique a passé... Portrait d'un hussard pacifique

M. Jacques Chaban-Delmas devait assister, samedi 1^{er} juin, à la finale du championnat de France de rugby, opposant l'équipe de Bègles-Bordeaux à celle de Toulouse. Retour aux sources pour l'ancien trois-quart aile du club du CAB, auquel le football vaut actuellement son lot de déboires, au point de perturber une scène politique jusque-là pacifique.

par Laurent Greilsamer

Un instant, son visage s'est figé. Jacques Chaban-Delmas a durci son regard, lâchant distinctement : « Par moment, j'aurais aimé avoir des grenades à la ceinture. Je sais encore tuer. » Et puis Chaban, avec qui l'on vient d'évoquer le feuilleton du club de football des

Girondins, laisse passer un blanc et murmure comme un conseil à lui-même adressé : « Mais non, toujours « cheese, cheese... » Ses lèvres esquissent alors un sourire de plâtre et sa main, d'un revers, chasse les fantômes du ministre du budget, Michel Charasse, et de son jeune opposant socialiste, François-Xavier Bordeaux.

Et voici notre Chaban national, ce « Bonaparte gai » décrit un jour par François Mauriac, virtuose du gentleman agreement, séducteur par décret divin, arborant sur ses épaules, telle une parure naturelle, l'étoile invisible de la Résistance. Enfin quoi ! s'il se retourne, son demi-siècle de vie publique ne parle-t-il pas pour lui ?

Jacques Chaban-Delmas, soixante-seize ans, jadis le plus jeune général de l'armée des ombres, qui accepta titres et marquis sous la IV^e, thésaurisa

la présidence de l'Assemblée nationale sous la V^e et tenta vainement de promouvoir la « nouvelle société » une fois parvenu à l'hôtel Matignon, a déjà sa place dans nos livres d'histoire. On le visite comme un monument historique. Seuls des inconscients se risqueraient à l'outreager. François-Xavier Bordeaux lui-même, chef de file des socialistes au sein du conseil municipal, a multiplié les « ambassades » avant de l'affronter avec la fougue et le tremblement des parricides.

Lire la suite page 10

HEURES LOCALES

■ L'urbanisation menace les vins de Bandol ■ Des élus jouent les chefs d'entreprise. ■ L'île-de-France court après l'eau. pages 9 à 12

MANIÈRE DE VOIR N° 12

ALLEMAGNE JAPON LES DEUX TITANS

MODELES OU MENACES ?

100 pages 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉBATS

Pays de l'Est

Un entretien avec M. Jean-François Deniau

« Nous n'avons pas à imposer aux autres notre jacobinisme »

M. Jean-François Deniau est député UDF du Cher et ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères dans les gouvernements de M. Messmer et de M. Barre.

« Vous parlez de plus en plus critique de la politique française à l'égard de l'URSS et des pays d'Europe centrale. Pourquoi ? »

« Qu'avez-vous fait de la paix ? C'est la question que nos enfants se posent en droit de nous poser, ainsi que de nombreux peuples opprimés, en cette fin des années 80 qui ont vu l'effondrement du communisme en Europe, et de nombreux bouleversements sur d'autres continents. Les autorités françaises ont largement raté l'événement de l'unification de l'Allemagne. Elles sont en train de rater aussi celui du démantèlement de l'Europe orientale. Par attachement aux seuls schémas existants, par jacobinisme mal fondé... Il y a un moment où la pusillanimité diplomatique devient simplement de l'impuissance. Nos dirigeants n'ont pas voulu voir la révolution qui se produisait. Ils ont préféré ignorer la réalité, c'est-à-dire l'échec global à la fois d'un système politique et d'un empire colonial. »

« A quoi ces erreurs sont-elles dues selon vous ? »

« A un mélange de prosopéisme et de conservatisme. A l'idée, chez certains de nos dirigeants (comme encore chez certains de nos intellectuels), que l'URSS, c'est sacré parce que c'est dans le sens de l'histoire. Le phénomène de sacralisation du dernier empire colonial au monde ne date pas d'aujourd'hui. Mais comment survit-il aux leçons de l'histoire elle-même ? »

« Autre explication à cet acharnement thérapeutique : il faut que deux superpuissances subsistent, envers et contre tout, pour que la France puisse incarner une troisième voie. Malheureusement mythique, puisqu'il n'y a plus, en fait, qu'une seule superpuissance. On se souvient du gouvernement socialiste condamnant à égalité l'intervention soviétique en Afghanistan et celle des Etats-Unis à la Grenade. Heureux temps que celui des fausses fenêtres... »

« Que faire ? »

« Le bon sens et la prudence sont d'abord de ne pas nier l'avenir et d'éviter le soutien inconditionnel à un seul homme et à un homme seul, M. Gorbatchev. De ce point de vue, quoi qu'on pense de M. Eltsine, le traitement qui lui a été infligé lors de son passage en France, au Parlement de Strasbourg comme à l'Elysée, était non seulement grossier mais stupide. Ou est la prudence traditionnelle des diplomates ? Elle joue désormais à l'envers. »

« Même remarque à propos du discours de François Mitterrand à Moscou le 6 mai, apportant un soutien appuyé et sans réserve à M. Gorbatchev au moment où l'armée rouge tue et massacre sous ses ordres en Arménie. Rappelons que les Arméniens sont particulièrement visés par Moscou parce qu'ils ont accepté de respecter les règles d'accès à l'indépendance posées par M. Gorbatchev lui-même. S'ils réussissent, ils créent un précédent très dangereux pour les organes communistes centraux. »

Pas d'aide sans garantie de démocratie

« Qui faut-il aujourd'hui aider en URSS ? »

« Il ne faut plus accorder d'aide à l'URSS sans but précis, sans critères d'efficacité, sans calendrier, sans garantie de démocratie, « sans âme ». Les pays occidentaux en général, la France en particulier, ont eu tort. Il faudrait aussi plus de modestie et trouver des relais qui tiennent compte des nouvelles réalités pour accorder cette aide. »

Ces relais passent par Moscou, mais au moins autant par les Républiques ; ils passent aussi par les collectivités locales, les entreprises, ceux qui comptent sur le terrain. »

« Ce qu'il faut, c'est aider à sortir d'un système colonial pour les uns d'un régime politique pour tous. Ne pas imposer notre jacobinisme aux autres. Faire les liens qui s'imposent et aussi le tri. Il faut que nos experts comprennent qu'on ne pourra réformer l'économie soviétique que lorsque le problème des nationalités aura été aussi pris en compte. »

« Comme dans toutes les crises, tout est prioritaire en même temps : le développement économique, les réformes démocratiques, la sortie du régime impérial par un statut de décentralisation, d'autonomie ou d'indépendance... et ce n'est pas à nous de décider. Le choix de son destin par chacun n'est plus dissociable du progrès de tous. »

« Alors, aidons à avancer, par catégories. Les Républiques baltes, dont nous n'avons jamais reconnu l'annexion par Staline, doivent venir en premier. Quand des démocrates manifestent à Moscou, ils brandissent des drapeaux des Pays baltes, parce que ceux-ci sont un symbole du refus de l'ère stalinienne, donc un symbole de liberté pour tous. Est-ce qu'à Paris on peut accepter de comprendre cela ? »

« Autres catégories : la Géorgie, l'Arménie et, à part, la Moldavie. Troisième groupe : l'Ukraine et la Biélorussie qui pourraient s'entendre avec la Russie s'il y a une décentralisation intelligente et effective. Il y a enfin les Républiques d'Asie centrale, qui ont su infiltrer et manipuler les structures marxistes, mais qu'il serait erroné de voir comme une zone de tranquillité dans un océan de contestation. »

Pensez-vous qu'on puisse faire l'économie de modifications de frontières ?

« Tout, de toute façon, devrait être soumis à l'épreuve de la démocratie. Rien ne peut remplacer une vraie consultation popu-

laire. Pourquoi ne la demandons-nous pas ? Pourquoi, quand elles ont lieu, refusons-nous d'en tenir compte ? Le rôle de la France devrait être d'abord de marteler cette idée en rappelant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Devant notre silence, l'abbé Grégoire doit se retourner dans sa tombe, au Panthéon ! La France a soutenu les élections en Namibie. Bien. Elle se doit de soutenir le même principe partout et pour tous. Et ses conséquences. »

« On ne peut plus, en même temps, refuser la démocratie et refuser qu'on touche aux frontières. Soit nous prenons la tête d'une grande rénovation diplomatique qui établisse un statut des minorités internationalement protégées et on pourra limiter les modifications de frontières. Soit on refuse la voix aux peuples, et ce sont les frontières actuelles qui sauteront, dans le désordre et l'affrontement. »

« Je regrette que la France soit sans regard, sans voix, sans idéal. Pourquoi ne pas aider les Baltes ? Pourquoi refuser d'aider à la nécessaire évolution des Républiques de Yougoslavie ? Pourquoi parler de « réconciliation nationale » aux Erythréens qui se battent depuis trente ans pour le seul droit à l'autodétermination alors que nous avons si longtemps soutenu le dictateur rouge d'Addis-Abeba ? Pourquoi ne pas condamner l'utilisation par l'URSS des problèmes de minorités ethniques ou religieuses pour tenter de justifier le maintien de l'empire. Mercredi encore, à l'Assemblée nationale, j'ai demandé que nous exigeions [au Liban] le départ des troupes étrangères et des élections libres. Le conseil des ministres vient d'approuver. Mais pourquoi, en tant que Français, ne pas dire clairement que l'Europe, c'est pour nous la liberté, et reconnaître cet espoir aux autres. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

TRAIT LIBRE



The Independent, lundi 27 mai

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourd, directeur de la publication
Bruno Freppet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucifora, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints du directeur de la rédaction)
Thomas Feronet
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
La Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourd, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimé
du « Monde »
12, rue de la Harpe
75001 PARIS CEDEX
N° 4952 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourd, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupont, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 40-65-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-91-70 Société Générale
du journal Le Monde et Repère Presse SA

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN LUXEM- BURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres-CEE
3 mois	480 F	572 F	770 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés, ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire toutes
nos pages en capitales d'imprimerie.
PP-Paris RP

Désarmement

La France devrait adhérer au traité de non-prolifération

par Karl Kaiser, Laurence Martin et Cesare Merlini

Le traité de non-prolifération (NPT) a été l'une des plus grandes réussites de la communauté internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il a aidé à limiter le nombre des Etats reconnus posséder l'arme atomique à un groupe de cinq, qui s'est constitué, en 1964, avec l'arrivée de la Chine dans le club nucléaire. La guerre du Golfe a brutalement rappelé l'importance qu'il y a à empêcher, ou à limiter, l'extension des armes atomiques. La spectre d'un Irak capable de produire un dispositif nucléaire, combiné à l'existence de missiles à moyenne portée, a ajouté une dimension particulièrement dramatique à la crise.

L'apparition de nouvelles puissances nucléaires dans un monde en voie de développement aux prises avec une multitude de conflits en suspens, où qu'elle intervienne, ébranlerait sans aucun doute la stabilité régionale. Mais la prolifération nucléaire menace aussi directement les intérêts et la sécurité des pays développés, puisqu'elle est liée de façon croissante au progrès de la technologie des missiles qui permet d'atteindre des cibles plus éloignées. En outre, le terrorisme restant un problème majeur pour toutes les sociétés développées, le possible accès des terroristes aux matières nucléaires dans les pays en voie de développement accentuerait gravement leur menace potentielle.

Le régime international de non-prolifération, constitué d'un ensemble d'institutions et de traités internationaux ayant à ce jour plutôt bien rempli leur rôle, aborde cependant une phase critique. Son document central, le traité de non-prolifération qui est entré en vigueur en 1970 pour une durée de vingt-cinq ans, doit être renouvelé en 1995. Par ce traité, les cinq pays reconnus posséder l'arme atomique (Etats-Unis, URSS, France, Chine et Royaume-Uni) s'engagent à ne pas transférer les technologies et le matériel d'armement nucléaire, les autres signataires promettant de ne pas les acquérir. Le régime fonctionne en accord avec les directives du Club de Londres, dit des fournisseurs, qui prévoit des contrôles plus sévères sur les exportations sensibles des pays industriels avancés, ainsi qu'avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA), une institution des Nations unies qui, avec succès, a surveillé et gardé les activités nucléaires afin de soutenir les engagements du NPT et les directives en matière d'exportation.

L'autonomie nationale

Le régime a fourni des moyens internationaux efficaces pour observer et réellement contenir les pays ayant des capacités technologiques limitées mais des ambitions militaires bien connues, qu'ils soient membres du NPT (comme l'Irak, la Libye et la Corée du Nord), ou non-signataires (comme Israël, le Pakistan ou l'Inde). Ce régime codifie un engagement à renoncer à l'option nucléaire, même là où les capacités technologiques existent, et de ce fait, maintient la stabilité de la politique internationale.

Le NPT a été conclu à l'époque où le général de Gaulle engageait la France dans son propre programme nucléaire. Celle-ci, à l'époque, refusait de signer, arguant du fait que le traité lui était imposé par les superpuissances, et qu'il restreignait son autonomie nationale. Mais ayant compris qu'étendre au reste du monde la logique de sa position

conduirait à une déstabilisation prolifération des Etats nucléaires, la France a, dès 1976, décidé d'agir comme si elle était signataire, adhérant au principe de non-prolifération. En 1989, le représentant français à l'assemblée générale de l'IAEA, s'exprimant au nom de la Communauté européenne, a lu une déclaration commune de soutien total au régime de non-prolifération. De même, la France respecte-t-elle pleinement les règles restrictives du Club de Londres des fournisseurs.

Les responsabilités d'une démocratie

Avec le renouvellement du NPT en 1995, une participation française officielle au traité apparaît d'une importance croissante. La signature de la France au bas du traité de non-prolifération serait, en effet, porteuse de plusieurs messages capitaux :

— un message aux pays fortement tentés par le nucléaire militaire, montrant que le consensus international sur le non-prolifération s'élargit et se consolide. La France confirmerait ainsi son action, en tant que nation et principal partenaire de la Communauté européenne, dans la construction d'un nouvel ordre international, plus stable, plus pacifique et qui, en dernière analyse, consolidera la sécurité des pays qui croient aujourd'hui avoir besoin de la bombe atomique pour se protéger ;

— un message aux pays industriels avancés qui ont renoncé à l'arme atomique, indiquant que la France est prête à rejoindre les autres démocraties dans une structure commune de sécurité pleinement partagée. Cela serait important surtout pour les pays d'Europe, et en particulier pour l'Allemagne réunifiée qui a, dans le traité devant conduire à l'unification, reconnu son engagement d'un statut non nucléaire ;

— un message au seul autre pays nucléaire reconnu, resté hors du NPT, la République populaire de Chine, pour qu'elle aussi adhère, afin que les cinq pays du club nucléaire puissent aider au renouvellement, et peut-être à l'amélioration du traité en 1995, assurant ainsi le continu d'un régime effectif de non-prolifération ;

— un message, enfin, aux signataires non nucléaires du NPT, montrant les progrès des puissances nucléaires à l'égard d'un renforcement du régime de contrôle comme contrepartie à leur renoncement.

La politique internationale dans le monde de l'après-guerre froide se caractérisera par une multiplication des instabilités et des risques. L'augmentation du nombre des nations possédant un armement nucléaire devrait en conséquence avoir aujourd'hui un effet plus déstabilisant que dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale. En adhérant au NPT, la France assurerait les responsabilités d'une des premières démocraties du monde, renforcerait considérablement les moyens de combattre la prolifération nucléaire, et resserrerait les rangs européens dans la poursuite d'une politique commune.

Karl Kaiser est directeur de l'institut de recherche de la société allemande pour les affaires étrangères ; Laurence Martin est directrice de l'institut royal des affaires internationales ; Cesare Merlini est président de l'institut italien des affaires internationales.

COURRIER

Les Gandhi et les Kennedy

On ne cesse de comparer, depuis plusieurs jours, la dynastie « Kennedy » et la dynastie « Nehru-Gandhi ». Pourrait cette dernière, qui détient, depuis tant d'années, la destinée de l'Inde entre ses « vases », ne ressembler guère à la famille Kennedy, celle-ci n'ayant obtenu un tel pouvoir politique que lors du bref passage de John Fitzgerald.

Même si les morts, accidentés, assassinés, se comptent tristement aussi bien dans l'une ou dans l'autre famille, on ne peut associer le mythe de « l'américan dream », avec cette passion, cette idéologie, qui guide l'Inde depuis son indépendance.

De plus, l'Amérique s'est passée des Kennedy, mais l'Inde, pour elle, se passe de Gandhi !

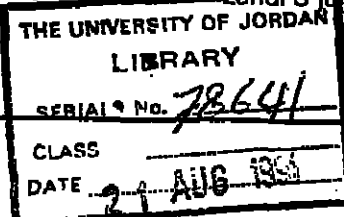
PATRICE MACHURET
Pleisir (Yvelines)

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

Le quatrième voyage du pape dans son pays

Le Monde • Dimanche 2 Lundi 3 Juin 1991 3



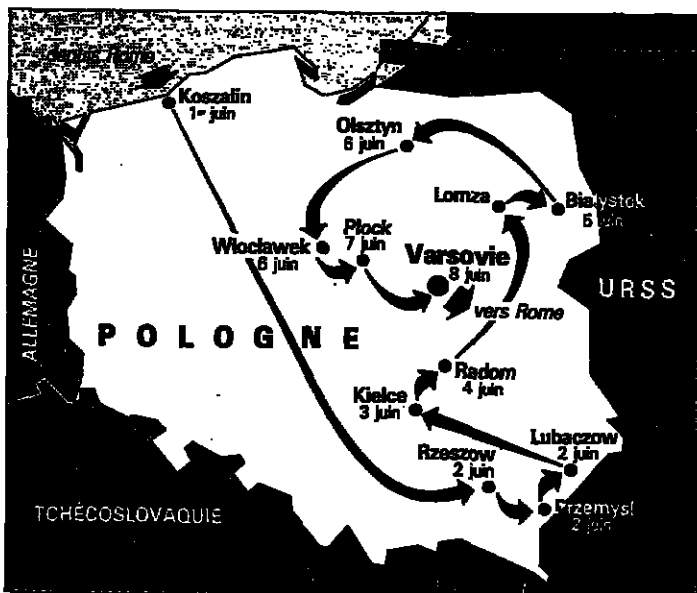
Jean-Paul II souligne « l'énorme processus historique » parti de Pologne

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Jean-Paul II est arrivé, samedi matin 1^{er} juin, à l'aéroport de Koszalin, dans le nord-ouest de la Pologne pour son quatrième voyage dans son pays. Accueilli par le président Lech Wałęsa et le cardinal Glemp, primat, le pape s'est déclaré heureux de « retrouver la voix de [sa] patrie. C'est une nouvelle voix venue d'une nation à nouveau souveraine. Nous attendons depuis tant d'années » a ajouté Jean-Paul II « le temps où cette voix pourrait résonner dans toute sa vérité ». Il a souligné « l'énorme processus historique » accompli dans son pays natal depuis sa dernière visite de juin 1987. M. Lech Wałęsa lui a répondu : « Sans vous il n'y aurait pas eu de Solidarité, il n'y aurait pas eu d'« août polonais » ni victoire de la liberté ».

La souveraineté pontificale, jusqu'au 9 juin, douze villes pour la plupart situées en Pologne orientale.



près des frontières soviétiques, risque d'être le plus délicat.

Au cours d'une conférence de presse, vendredi 31 mai, à Varsovie, Mgr Orszulik, porte-parole de l'épiscopat, et deux responsables gouvernementaux ont rappelé les obstacles multipliés autrefois sur la route du pape et souligné la qualité de la collaboration, entre les autorités de l'Eglise et celles de l'Etat pour le succès et « l'impact social » de ce quatrième voyage.

télécommunications) serviront à l'équipement du pays. Mais le scepticisme de l'opinion face à l'opportunité d'un tel voyage, est, dit le Père Stanislas Opieła, l'un des organisateurs, « le prix à payer de la normalisation démocratique du pays ».

Si 89 % de la population estime que la visite de Jean-Paul II est « un événement important ou plutôt important », l'image du pape est indirectement atteinte par le soupçon d'abus de pouvoir d'une Eglise qui peine à trouver sa place dans une société pluraliste et libérale.

Aux frontières de l'URSS

Le deuxième pôle d'attraction vient des rendez-vous prévus avec les minorités nationales et religieuses du pays. La Pologne compte trois cent mille personnes d'origine ukrainienne, deux cent mille d'origine biélorusse et quelques dizaines de milliers d'origine lituanienne. A Przemysl, dimanche, le pape devait rencontrer la communauté uniate de rite byzantin, disséminée en Pologne mais majoritairement déportée après la guerre à l'ouest dans les anciens territoires allemands et placée depuis sous le contrôle de l'Eglise catholique latine (1). Trente mille Ukrainiens soviétiques devaient même franchir la frontière pour le voir. Trois jours après, Jean-Paul II rencontrera la

communauté d'origine lituanienne à la cathédrale de Lomza, également renforcée par des milliers de pèlerins venus de voisins de la Lituanie avec, dit le rumeur, le président Landsbergis, à leur tête. Mercredi 5 juin toujours, Jean-Paul II sera à Białystok, accueilli par des pèlerins qui auront fait le voyage de Białystok (six cents autobus sont prévus) et il rencontrera des représentants de l'Eglise orthodoxe de Pologne.

On voit mal le pape ne pas prendre en compte les aspirations de ces communautés à l'indépendance, comme il l'a fait pour la Pologne. Mais il lui faudra jouer prudence pour ne pas gâcher la chance de franchir la frontière à son tour et de réaliser son vieux rêve d'un voyage en Union soviétique. Cette visite en Pologne sera une sorte de levée de rideau avant un éventuel déplacement à Vilnius (Lituanie), Lvov (Ukraine) et Moscou.

HENRI TINCQ

(1) L'Eglise Sainte-Thérèse de Przemysl, qui appartient à des carmélites polonaises mais qui a été louée pour cinq ans par l'épiscopat latin à l'Eglise uniate, et où le pape devait se rendre dimanche, est occupée depuis près d'un mois par des laïques polonais, refusant tout effort de médiation, même venu de la présidence de la République.

Le rôle de l'Eglise catholique divise la société polonaise

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Elle exagère bien sûr Anna Wałęsa, responsable d'une association pour la jeunesse de l'Etat, quand elle affirme, sans ambages : « Le totalitarisme de l'Eglise catholique dans la Pologne d'aujourd'hui est pire que celui du parti communiste-Ider! ». Beaucoup plus troublant, en revanche, est le long silence préliminaire de Maria Duma, une ouvrière de Varsovie, mère de famille catholique. « On ne peut pas comparer l'Eglise et les communistes, mais malgré tout, finalement par avouer, en ce moment, l'Eglise s'occupe beaucoup trop de ce qui ne la regarde pas, et je suis choquée par les moyens qu'elle emploie pour faire passer ses idées ».

Toutes les deux ont décidé de rester chez elles lors de la visite du pape dans la capitale. Et pourtant, toutes les deux n'ont mangé, pendant des années, qu'à la main, pendant des heures dans le froid, aucune des messes du père Popieluszko et ont acclamé Jean-Paul II lors de ses trois précédentes visites dans son pays natal. « Le pape, on lui doit une fièvre chandelle », avoue la militante de la laïcité.

Une rigidité médiévale

Ces deux prises de position sont révélatrices de l'opinion d'une grande partie des Polonais. Les sondages montrent que plus de 60 % de la population estime « trop grande » l'influence de l'Eglise dans la vie publique, et 63 % souhaitent que la Constitution inscrive, noir sur blanc, le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, contrairement à l'avis de la hiérarchie catholique qui s'est prononcée contre ce principe et préconise une formule plus « souple » sur l'antagonisme réciproque des deux entités.

Mais c'est toujours sur la question de l'interruption volontaire de grossesse que se manifestent les oppositions les plus marquées à l'intérieur de la société polonaise et que la position de l'Eglise paraît, aux yeux de beaucoup, comme la plus intolérable. C'est ce cas d'une petite ville proche de Varsovie qui n'hésite pas à dire que les femmes qui portent un stérilet ne pourront pas recevoir la communion. C'est cet enfant qui arrive chez lui en disant à ses parents de signer un appel contre l'avortement, sinon ils ne pourront plus assister à la messe. C'est cet étudiant d'une école qui demande aux enfants de leur laisser les parents « de la voir laïcs ». C'est enfin ce curé qui, le jour de Pâques - ou traditionnellement les Polonais illustrent la résurrection par une allégorie -

fait dessiner une figure d'enfant disloqué dont les membres ont été arrachés! Cette attitude n'est pas uniquement perceptible dans les coins reculés de la campagne polonaise : les discours de la hiérarchie catholique à Varsovie ne font pas preuve de beaucoup plus de nuances. Jeudi dernier encore, à l'occasion de la procession du Christ roi, le primat de Pologne, Mgr Glemp, insista à plusieurs reprises sur « les camps de la mort » à propos des milliers de femmes qui se font avorter chaque année en Pologne.

Pour le moment, cette pression de l'Eglise n'a pas encore, semble-t-il, porté ses effets, puisque les sondages font apparaître que 65 % environ des Polonais se prononcent pour la possibilité d'une interruption volontaire de grossesse et que seuls 25 % des catholiques pratiquant régulièrement (et 10 % des catholiques pratiquant irrégulièrement) sont pour une interdiction totale de l'avortement, comme le souhaite l'Eglise catholique.

Celle-ci manifeste aussi, par rapport aux moyens anticonceptionnels, une rigidité médiévale. Il faut entendre parler le père Marian Racinski, chargé de la préparation des fiancés au mariage, des « méthodes naturelles de la planification de la famille » pour s'en rendre compte. Le livre qu'il conseille aux futurs mariés s'ouvre sur une pleine page montrant la « petite graine » et - pour rester dans la métaphore agricole - le député Storkik n'hésite pas à déclarer, en séance parlementaire, que les problèmes des campagnes seraient résolus totalement aujourd'hui si les « dix-sept millions de personnes victimes d'un avortement » étaient encore en vie et consommant les produits de la terre polonaise.

« On ne discute pas du bien et du mal par référendum »

« Ce qui est grave, ce n'est pas tant cette attitude de l'Eglise, qui a le droit d'avoir ses opinions, que la pression diffuse qu'elle exerce sur la société, notamment sur les responsables politiques qui n'ont pas sy opposer », estime un universitaire de Varsovie. Ainsi, sur la question de l'avortement, la Chambre des députés a décidé... de ne rien décider, renvoyant l'examen du dossier au Parlement qui sera élu en octobre. Beaucoup en effet - dont le président Wałęsa lui-même, si l'on en croit certains commentateurs - auraient bien fait l'économie d'un tel conflit en laissant en l'état la loi de 1956 autorisant l'avortement, quitte à rendre plus contraignante son application comme c'est le cas aujourd'hui.

La très sévère proposition de loi adoptée par le Sénat en mai 1990

- rendue encore plus stricte par une commission de la Diète qui a prévu de pénaliser l'avortement en cas de viol ou d'inceste... n'a pas été examinée en séance plénière. « Pris entre l'Eglise et les sondages, mes collègues ne savent plus très bien où ils en sont », ironise un parlementaire. Quant à la proposition d'organiser un référendum sur ce sujet, elle est radicalement combattue par l'Eglise : « On ne discute pas, même par référendum, du bien ou du mal ».

Cette opposition au « relativisme » - pierre angulaire de la doctrine des adeptes de Mgr Lefebvre - semble être partagée par la plus grande partie de la hiérarchie catholique. « C'est là, dans ce manichéisme, que l'on peut trouver une continuité entre les communistes et l'Eglise », explique un journaliste polonais, Konstantin Gebert. Pendant un demi-siècle, on

nous a ainsi dit qu'il y avait le bien - le socialisme - et le mal - tout le reste. Il était criminel alors de dire : Et si nous discutons? « Et même, ajoute-t-il, si des gens ne croient pas à ce que l'Eglise leur dit, pas plus qu'ils ne croient aux « idéaux » du socialisme, ils continueront à faire semblant d'y croire. » Un homme d'affaires français rétorque : « Si ceux qui veulent faire du fric ici jugent qu'il est bon de faire bénir la bourse par l'Eglise, eh bien, ils le font, même s'ils sont parfaitement agnostiques ».

Trouver les mots du dialogue

Pour le moment, hormis certaines manifestations de jeunes anarchistes qui ont crié haut et fort leur hostilité à l'Eglise et même à la personne du souverain

pontife, cette pression de l'Eglise n'a pas provoqué de réactions politiques palpables. Certes, en privé, des ouvriers ou des paysans se moqueront de ces « curés qui roulent en Mercedes » et des intellectuels vont se faire part de leurs craintes. Mais rares sont les responsables politiques qui se risqueront à attaquer l'Eglise de front. Si Don Camillo existe, Peppone, lui, se terre, et l'instituteur laïque libre-penseur - si tant est qu'il existe - ne peut décemment pas se battre contre la force qui a lutté et de quelle manière! - contre le totalitarisme socialiste. « Je ne peux quand même pas m'allier aux anciens communistes pour lutter contre le cléricisme », s'insurge, comme à regret, cet intellectuel et ancien dissident de Varsovie. L'éclatement de Solidarité, dont les adhérents couvrent tout l'échiquier politique polonais, a ainsi

laissé la place à la seule force organisée : l'Eglise. Il faudra sans doute bien des années pour que se crée un autre pôle capable de rééquilibrer la société polonaise. « Il y a pourtant une grande différence entre l'Eglise et le parti communiste, ironise Konstantin Gebert, c'est que l'Eglise est une intelligence. Mais par une sorte d'inertie, par absence de contrepartis, l'Eglise peut un jour se retrouver, à sa propre surprise, en train d'accomplir des fonctions politiques, voire politiques ».

A cet égard, le voyage du souverain pontife et le ton des discours qu'il va prononcer vont être déterminants pour l'avenir de la Pologne. Reste à savoir si Jean-Paul II va trouver les mots du dialogue.

JOSÉ-ALAIN FRALON

URSS

La deuxième bataille de Leningrad

En marge de la campagne pour l'élection présidentielle russe, le 12 juin, une autre bataille fait rage, lourde de symboles en cette fin de règne du communisme : celle du nom de Leningrad, sur lequel les habitants de l'ancienne capitale des tsars sont appelés à se prononcer par référendum le même jour.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Fondée en 1703 par Pierre le Grand, Saint-Petersbourg avait été une première fois rebaptisée en 1914, après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie ; jugé trop germanique, le nom de Saint-Petersbourg fut transformé en Petrograd - littéralement en russe : la ville de Pierre. Berceau de la révolution d'Octobre, la ville fut de nouveau rebaptisée le 26 janvier 1924, cinq jours après la mort de Lénine, pour prendre le nom de Leningrad.

Mais Leningrad est aujourd'hui, avec Moscou, l'une des places fortes de la contestation anticomuniste en Russie, et son maire, Anatoli Sobtchak, fait partie de cette nouvelle génération d'hommes politiques qui révisent les vieux communistes. Depuis un an, plusieurs villes soviétiques rebaptisées dans l'enthousiasme révolutionnaire

ont repris leur ancien nom : Gorki est redevenue Nijn-Novgorod, Kouibychev, Samara ; Kaliningrad, Tver ; et Ordjonikidze, Vladikavkaz. Quant à Stalingrad - qui s'appelait Tsaritsyne jusqu'en 1925 - il y a longtemps déjà que la déstalinisation lui avait permis de devenir Volgograd. Rien de plus naturel donc que Leningrad se posât à son tour la question.

Or Leningrad n'est pas seulement illustre pour le rôle qu'y a joué Lénine. Elle a subi, de 1941 à 1944, neuf cents jours d'un siège impitoyable sous les canons des nazis. Malgré le mort de 1,5 million de civils, dont beaucoup de froid et de faim, la ville ne céda pas. Plus d'un million de vétérans, affirme le chef du PC de Leningrad, M. Boris Guidaspov, sont encore là pour en témoigner, et changer le nom d'un lieu marqué de tant d'héroïsme serait pour eux une insulte.

Les conservateurs communistes ont donc trouvé à un cheval de bataille d'autant plus commode à enfoncer que la municipalité de Leningrad a décidé de donner le choix aux électeurs, non pas entre Leningrad, Petrograd et Saint-Petersbourg, mais seulement entre Leningrad et Saint-Petersbourg. La Pravda a ouvert en première page une rubrique intitulée « Défendons Leningrad » où les lettres de lecteurs indignés sont les bienvenues. M. Sobtchak y

est accusé de tous les maux et soupçonné de s'être mis assiduellement à l'étude de l'allemand pour devenir un bon « Saint-Petersbourgeois ». On y prédit la défaite des « Saint-Petersbourgeois » sur la base d'un sondage publié par le journal local Nievskia Vremia, qui accorde 48,4 % des préférences aux partisans de Leningrad, 33,3 % à ceux de Saint-Petersbourg et 10,6 % à ceux de Petrograd.

Soljenitsyne aussi...

Les communistes viennent de recevoir un appui inattendu mais qu'ils utilisent sans vergogne, celui de Soljenitsyne, qui, depuis son exil du Vermont, a fait savoir à la presse soviétique qu'il était opposé à la restauration de Saint-Petersbourg, un nom qui fut imposé au XVIII^e siècle et au mépris de la langue russe et de la conscience russe. (Le nom employé en russe est en fait le nom allemand, Sankt-Petersburg). Si l'on estime que le nom de la ville doit rendre hommage à l'empereur Pierre le Grand, alors « Petrograd est plus raisonnable » estime l'écrivain russe. Mais si l'on veut préserver le sens historique de la ville qui était de rendre grâce à l'apôtre Pierre, alors le nom russe doit être « Svïato-Petrograd ».

Non content d'avoir introduit la quatrième proposition, Soljenitsyne conclut qu'en tout état

de cause, cette décision est beaucoup trop importante pour être laissée aux seuls habitants de Leningrad : c'est à la Russie tout entière qu'elle appartient. L'académicien Dmitri Likhatchev est aussi réticent, mais pour d'autres raisons : il craint que le retour du nom de Saint-Petersbourg, auréolé de rancœurs, ne soit un peu ridicule aujourd'hui, en cette période d'effondrement culturel et de chaos général.

Quoi qu'il en soit, assure le conservateur Boris Guidaspov, ce référendum, « manœuvre politique » pour attirer les gens dans les bureaux de vote le 12 juin afin de les faire voter parallèlement pour le président de Russie et pour les élections municipales à Leningrad, est « anticonstitutionnel et voué à l'échec ». Les camarades communistes de M. Guidaspov veulent bien comprendre qu'on ait débaptisé Stalingrad puisque cela résultait d'une prise de position du Parti au XX^e Congrès sur le stalinisme. Mais, à leur connaissance, le Parti n'a pas désavoué Lénine. C'est là qu'un jeune journaliste russe du quotidien libéral Moskovski Komsomolets porte le coup de grâce lors d'une conférence de presse : « Vous distinguez Stalingrad et Leningrad, leur dit-il, mais ne voyez-vous pas que pour les gens maintenant, Staline, Lénine, tout cela c'est pareil? »

SYLVIE KAUFFMANN

DIPLOMATIE

La préparation de la réunion des sept grands pays industrialisés

M. Bush semble résigné à accepter la présence de M. Gorbatchev au sommet de Londres

WASHINGTON

de notre correspondant

Pas vraiment convaincu par les promesses de réforme économique distillées par l'URSS, M. Bush paraît pourtant disposé à faire quelques gestes en faveur de M. Gorbatchev, et à accepter, un peu à contre-cœur, qu'il soit « invité » à venir à Londres en marge du sommet des sept grands pays industrialisés.

Le président américain a reçu vendredi 31 mai un groupe d'émigrés soviétiques qui depuis trois jours s'emploient activement à persuader les Américains du sérieux et de l'ampleur du nouveau projet de réforme économique. Mais les envoyés de M. Gorbatchev - son conseiller Evgeny Primakov, l'économiste Grigori Iavlinsky et un premier vice-premier ministre, M. Tcherebakov - ne paraissent pas avoir vraiment emporté la conviction d'une administration devenue assez sceptique, après avoir longtemps pris pour argent comptant les propos de M. Gorbatchev et de son entourage.

Dès la veille, jeudi, un responsable américain « anonyme » avait exprimé de sévères réserves : « Il y a des améliorations mais je ne crois pas que cela représente l'effort vraiment fondamental qui devra être fait pour qu'ils arrivent à l'économie de marché ». Et, ce qui n'arrange rien, personne n'ignore que pour l'instant le plan en question, ou du moins la version écrite qui en a été présentée sous forme d'une lettre signée par MM. Primakov et Iavlinsky, est en fait un article commandé et destiné à l'origine à une revue spécialisée. Le plan lui-même est toujours en

cours d'élaboration avec le concours actif d'économistes de Harvard. Tout cela sent un peu l'improvisation ou le propos de circonstance, mais il n'était pas question pour M. Bush de paraître, seul parmi tous ses partenaires occidentaux, refuser de tendre la main à M. Gorbatchev.

D'autant que le numéro un soviétique entonne à nouveau des couplets réformateurs, après avoir, l'automne et l'hiver derniers, fait entendre une musique beaucoup moins agréable aux oreilles occidentales.

M. Bush a donc pris acte des bonnes intentions exprimées devant lui par les émissaires de M. Gorbatchev : « J'ai aimé ce que j'ai entendu », a-t-il déclaré vendredi après avoir reçu MM. Primakov et Iavlinsky. Certes, il a

aussitôt souligné qu'aucune décision n'avait encore été prise, mais il a laissé entendre que cela ne saurait tarder. Il semble désormais très probable que Washington satisfasse aux demandes les plus immédiates de Moscou d'un crédit de l'ordre de 1,5 milliard de dollars, destiné à financer de nouveaux achats de produits agricoles; l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée en matière commerciale; et une « invitation » de M. Gorbatchev à Londres, à la mi-juillet, pour lui permettre, comme il le souhaite si ardemment, de plaider sa cause auprès des riches pays occidentaux réunis à l'occasion du G-7.

On sait que M. Bush considérerait sans le moindre enthousiasme ce dernier projet, qui placerait automatiquement cette réunion sous le

signe de l'aide à l'URSS. Mais l'insistance des Soviétiques et la réaction très positive des principaux partenaires occidentaux font qu'il devient très difficile pour le président américain de paraître faire obstruction.

30 à 50 milliards de dollars par an

Pour couronner le tout, le sommet soviéto-américain ardemment souhaité par M. Gorbatchev pourrait finalement avoir lieu cet été, si la rencontre de Lisbonne entre le secrétaire d'Etat James Baker et M. Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, se révèle fructueuse.

Autant de gestes qui seraient grandement appréciés par Moscou, et confirmeraient que Washington continue à miser sur M. Gorbatchev. Autant de gestes aussi qui ne coûteraient pas trop cher au budget des Etats-Unis, moins désireux que jamais de verser de vastes quantités d'argent à un pays qui semble bien loin du chemin de la guérison. Sans doute, en sortant vendredi de la Maison Blanche, M. Primakov s'est-il voulu rassurant sur ce point particulièrement sensible.

Comme on lui demandait ce que l'URSS attendait avant tout de l'Occident, il a modestement répondu « de la patience d'abord, de la compréhension ensuite ». Et il a affirmé n'avoir pas abordé avec M. Bush la question d'une aide financière américaine à l'URSS. Mais il a été moins pudique dans ses entretiens avec les responsables du Fonds monétaire international, auxquels, selon le Washington Post, il a expliqué que Moscou aurait besoin d'une assistance occidentale de 30 à 50 milliards de dollars chaque année et ce pendant cinq ans.

JAN KRAUZE

M. Attali invite le président soviétique à Londres, « si possible en juillet »

Le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), M. Jacques Attali, a invité le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à se rendre à Londres pour une « séance de travail » à la banque « si possible en juillet », a annoncé vendredi 30 mai la BERD.

Le porte-parole de la BERD n'a pas voulu préciser si M. Attali souhaitait que la visite de M. Gorbatchev coïncide avec le sommet des sept grands pays industrialisés (G-7) du 15 au 17 juillet. Il a indiqué que l'ensemble des dirigeants de ses quarante et un membres seraient tous à tour invités à Londres pour des séances de travail, affirmant que M. Gorbatchev n'était que le premier de la liste. L'an dernier, le sommet des Sept de Houston avait

chargé la BERD de réaliser une étude sur l'économie soviétique en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Remise en janvier, cette étude « sera étudiée à Londres en juillet », a déclaré jeudi M. Attali à la fin d'un discours consacré aux questions monétaires en Europe centrale. « J'espère que cette réunion permettra de décider d'offrir une assistance occidentale à l'URSS », a-t-il ajouté en soulignant que la BERD était « prête à agir immédiatement » notamment en matière d'aide technique.

M. Attali, qui a préparé les précédents G-7 comme « sherpa » du président français, accompli actuellement une tournée dans les pays participant en préalable au sommet de juillet. (AFP)

Au sommet franco-allemand de Lille

M. Mitterrand a exprimé ses désaccords avec les projets de réforme de l'alliance atlantique

M. François Mitterrand a confirmé jeudi 30 mai lors d'une conférence de presse donnée conjointement avec le chancelier Helmut Kohl à l'issue du sommet franco-allemand de Lille, que la France ne s'intégrerait pas aux nouvelles structures militaires dont l'OTAN est en train de se doter.

Il a estimé n'avoir pas à faire de commentaires sur le projet de création d'une Force de réaction rapide présentée la veille à Bruxelles par les ministres de la défense des autres pays membres de l'Alliance atlantique. Il a ajouté cependant que les organismes militaires « ne sont pas toute l'Alliance », que « ce n'est pas à leur niveau que peuvent se régler tous les problèmes » et qu'il s'exprimerait prochainement sur les aspects politiques de la réforme de l'OTAN. « J'ai des réserves à émettre sur le plan de la stratégie politique (...). Je les ferai connaître; cela ne tardera pas », a-t-il notamment déclaré.

Le chancelier, dont le pays est partie prenante à la réorganisation en cours du dispositif militaire de l'OTAN, mais qui s'est aussi engagé, au côté de la France, à doter la Communauté européenne des moyens d'une politique de défense commune, a fait valoir que ces deux démarches devaient être complémentaires, qu'il fallait se garder d'une attitude « du tout ou rien ». Il a fait savoir que le prochain sommet de l'OTAN se tiendrait en novembre et a espéré que les polémiques seraient d'ici là surmontées par la concertation.

MM. Kohl et Mitterrand se sont

d'autre part déclarés partisans d'inviter M. Gorbatchev au prochain sommet des sept pays les plus industrialisés à Londres en juillet. Le président de la République a précisé qu'il devait s'agir d'une « consultation », non d'une participation de plein droit et que la question du montant de l'aide à attribuer à l'URSS devait être débattue entre Occidentaux.

Le chef de l'Etat français et le chancelier ont d'autre part exprimé leur commune préoccupation quant à la situation en Yougoslavie et adressé à tous les dirigeants de ce pays un message dans lequel ils affirment que « seul un dialogue pacifique fondé sur la démocratie, l'égalité de droit, le respect des droits de l'homme et des garanties pour les minorités peut assurer l'avenir de la Yougoslavie ».

C. T.

Le plan de désarmement du chef de l'Etat

Suite de la première page

« Il n'est pas concurrent du plan américain », dit-on, mais il ne concerne pas les armes de destruction massive (nucléaire, chimique) et les vecteurs pour les transporter (missiles balistiques de plus de 150 kilomètres de portée), mais prend en compte toutes les armes conventionnelles. La plus grande nouveauté du plan français serait l'annonce de l'acceptation française d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont le but avoué est de limiter le nombre de pays détenteurs de l'arme nucléaire. Paris, jusqu'à présent, refusait de sauter le pas au nom d'un certain sens de l'indépendance nationale mais respecte l'esprit du traité depuis plusieurs années.

La France a d'ailleurs participé en tant qu'observateur à une réunion des pays signataires du TNP en 1989. L'autre puissance nucléaire avancée et jugée particulièrement « proliférante » - à n'avoir pas

adhéré au TNP est la Chine. La France voudrait l'entraîner avec elle et le sujet a été abordé par M. Roland Dumas lors de sa récente visite officielle en Chine. On ignore encore quelle a été la réponse de ses interlocuteurs.

Les autres propositions françaises ne sont pas aussi nouvelles. La lutte contre les armes chimiques y a sa place (d'autant plus facilement que le président Bush vient d'abandonner l'idée de conserver un stock minimum de sécurité) ainsi que - vieille idée - l'utilisation des satellites aux fins de vérification. Le plan français, enfin, serait à « stricte multiplicité » puisqu'il passerait en revue tous les niveaux d'action possible (rôle du Conseil de sécurité dans la tenue d'un registre mondial des ventes d'armes; adaptation du système de sécurité européen à d'autres régions; mise en place éventuelle d'un système de contrôle national, etc.) et les problèmes particuliers posés par chaque type d'armes.

JACQUES AMALRIC

A Bruxelles

Le Berlaymont, siège de la Commission européenne, sera détruit

La vie paisible - sinon confortable - des quelque trois mille fonctionnaires qui travaillent au siège de la Commission européenne va être bouleversée: le Berlaymont, bâtiment de béton, de verre et d'acier qui les abrite depuis 1968, sera détruit pour cause d'insalubrité.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le commissaire européen en charge du dossier, M. Antonio Cardoso Cunha, a annoncé, jeudi 30 mai, que ses pairs avaient tranché le débat de ces dernières semaines (le Monde du 22 mai):

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

débarrasser tous les étages de l'amiante utilisé jadis comme matériau d'isolation avant qu'il ne devienne cancérogène reviendrait au moins aussi cher que de construire du neuf.

Locataire d'une société étatique belge, la Commission en a parlé au bailleur qui est d'accord pour affecter le loyer des années restant à courir à l'occupation d'autres bâtiments. Dispersés un peu partout, ceux-ci, dont certains sont occupés par des services publics belges, permettront aux hôtes d'attendre une destination définitive.

M. Cunha ne peut pas dire avec précision quand commencera un déménagement dont le coût, avec les frais annexes, est évalué à 100 millions d'écus (700 millions de francs), mais il sait très bien ce qu'il veut pour le bâtiment futur: « une architecture de qualité », pas « une tour de Babel ». Après avoir écarté l'hypothèse, un moment envisagée, d'une « petite Brasília européenne » à l'écart de Bruxelles, il a évoqué l'éventualité d'un « Berlaymont 2 », édifié sur le même site. Une occasion de rompre enfin la fatalité qui semble condamner les institutions euro-

péennes à engendrer la laideur.

La Commission n'a pas les moyens de devenir propriétaire, mais, pour son futur bail, elle estime qu'il est de sa responsabilité de « payer d'accueil » de la soustraire aux appétits des promoteurs. « L'Etat belge est notre protecteur contre les spéculateurs », a affirmé M. Cunha, un compliment en forme de mise en garde, pour qui connaît les juteuses affaires liées à la création du « quartier européen » de Bruxelles.

Le gouvernement a immédiatement fait savoir qu'il avait dans ses cartons un projet de reconstruction sur le même emplacement. Toujours décidé à gagner la « bataille du siège » pour ravir le Parlement européen à Strasbourg, il sait qu'il doit faire vite et bien pour la Commission, à un moment où le surcoût de travail provoqué par l'union économique et monétaire rend encore plus gênant l'éparpillement provisoire des directions générales et des commissaires.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la demande française de l'évacuation des troupes syriennes

Beyrouth a vivement dénoncé l'attitude de Paris

Le ministère des affaires étrangères a évité, vendredi 31 mai, de commenter les critiques du gouvernement libanais à la suite des déclarations du chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, demandant le retrait des troupes syriennes du Liban. « Nous ne réagissons pas. Nous n'allons pas faire de la polémique », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Les milieux politiques de Beyrouth ont vivement réagi, mercredi, propos tenus par M. Dumas. Paris a, tour à tour, été accusé d'ingérence dans les affaires intérieures libanaises, de « vouloir provoquer une nouvelle crise entre Beyrouth et Damas » et de « remuer les cendres des conflits libanais ».

« Regrettant vivement l'attitude de la France qui se répète sans cesse », le premier ministre, M. Omar Karamé, a affirmé : « Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention sur le fait que nous tenons à d'excellentes relations privilégiées avec la France, mais nous n'accepterons jamais une ingérence de quelque nature que ce soit dans nos affaires intérieures, car nous sommes plus que tout attachés à notre indépendance et notre souveraineté ». Sur un ton plus virulent, M. Abdallah Al Amine, ministre d'Etat et chef de la branche libanaise du parti Baas (au pouvoir en Syrie), a dénoncé cette « ingérence de la vieille France qui nous a colonisés et tué nos jeunes gens, la France qui a été l'amie d'Israël en 1956, l'insolent gouvernement français qui ne s'est pas encore rendu compte que le Liban est une partie intégrante de la nation arabe ».

D'autre part, un ancien premier ministre, M. Selim Hoss, a posé cette question : « Pourquoi la communauté internationale, et la France en particulier, ne prend-elle aucune initiative pour l'application de la résolution 425 de l'ONU, qui stipule le retrait inconditionnel d'Israël du Liban, comme elle l'a fait pour la résolution concernant le retrait israélien du Koweït ? »

Cette nouvelle polémique intervient alors que les relations entre les deux pays sont déjà au point mort. Le moment de la déclaration de M. Dumas a surpris, mais elle tient sans doute à des considérations de politique intérieure en France. Les trois présidents de groupes d'opposition, MM. Bernard Pons, Charles Millon et Pierre Méhaignerie n'avaient-ils pas écrit mardi au président Mitterrand pour lui demander d'exiger de l'ONU le départ des troupes

étrangères et la tenue d'élections libres ? Accusé de faiblesse, comme souvent à propos du Liban, le gouvernement a vraisemblablement voulu montrer qu'il n'était pas en reste, alors qu'apparaissait il avait réagi prudemment à la signature du traité syro-libanais, le 22 mai.

D'ailleurs, jeudi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a paru atténuer la portée des propos de M. Dumas en affirmant : « Notre politique constante a été de faire en sorte que les accords de Taëf, qui visent à la restauration du Liban dans sa pleine indépendance et sa pleine souveraineté soient appliqués jusqu'au bout ». « Cela passe, a-t-il souligné, par le retrait de toutes les forces étrangères et des élections libres. C'est dans la conformité du traité syro-libanais avec [ces accords] que l'on pourra se faire un jugement ».

Le problème

Aoun

Le problème n'est-il pas que, malgré des déclarations officielles répétées, Paris n'a soutenu les accords de Taëf que du bout des lèvres, à défaut de pouvoir susciter une autre solution ? M. Karamé, dénonçant les « contradictions » françaises, n'a pas manqué de souligner que la question du retrait des troupes syriennes, mentionnée dans le traité syro-libanais, reprend sur ce point le texte de Taëf. De même, ce document prévoit la nomination de députés au Parlement libanais, dans l'attente des élections libres que la France appelle de ses vœux. Ces malentendus sont un frein à une reprise des relations confiantes que souhaitait nombre de Libanais qui s'inquiètent d'une influence exclusive syro-américaine. Encore faudrait-il que Paris accepte de prendre en compte une évolution qui a quand même ramené le calme dans un pays déchiré depuis seize ans.

D'autre part, le problème posé par le général Michel Aoun n'est pas de nature à faciliter la détente. Celui qui a voulu jusqu'au bout défendre l'indépendance du « Liban » chrétien s'oppose aux Syriens, avant d'être évincé en octobre 1990, va entamer son huitième mois de refuge dans la résidence de l'ambassadeur de France à Beyrouth (le gouvernement libanais refuse de le laisser partir en France). On s'attende à Beyrouth comme à Damas que le problème puisse à lui seul continuer d'altérer aussi gravement les relations entre Paris d'une part, Damas et Beyrouth d'autre part, les rencontres officielles étant pratiquement gelées par la France tant que le sort du général n'est pas réglé.

FRANÇOISE CHIPAUX

Pour rembourser les dommages de la guerre du Golfe

M. Perez de Cuellar propose un prélèvement maximum de 30 % sur les exportations du pétrole irakien

Pour rembourser les dommages de la guerre du Golfe, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a recommandé, vendredi 31 mai, de fixer à 30 % le prélèvement maximum sur les recettes d'exportation de pétrole irakien.

Il appartient désormais à la commission chargée de gérer le fonds d'indemnisation, mis en place par le Conseil de sécurité le 20 mai dernier, de déterminer à son tour un pourcentage qui pourra varier en fonction des résultats économiques de l'Irak. Pour le moment, l'Irak ne peut encore vendre son pétrole, en raison de l'embargo qui a été imposé

par l'ONU et n'est toujours pas levé sur ce point. Avant la guerre, l'Irak produisait environ trois millions et demi de barils de pétrole par jour au prix moyen de 21 dollars le baril.

Notre correspondant après des Nations unies, Afshar Bessir Pour, nous signale que le pourcentage proposé par M. Perez de Cuellar constitue une « déception » pour Washington ainsi que pour le Koweït. Ces deux pays avaient proposé une fourchette allant de 40 % à 50 %. Les pays non alignés pour leur part estiment qu'elle devrait se situer entre 5 % et 10 %.

IRAK : découverte des cadavres de deux journalistes britanniques. - Retrouvés dans le nord de l'Irak, deux cadavres ont été identifiés, jeudi 30 mai, comme étant ceux de deux journalistes britanniques, Nick Della Casa et Charles Maxwell, disparus en mars dernier alors qu'ils allaient filmer la rébellion kurde pour le compte de la BBC. Leur décès porte à vingt le nombre de journalistes tués dans le monde depuis le début de l'année, a déclaré vendredi l'association française Reporters sans frontières - dont trois en Irak avec le mort du photographe allemand Gad Schuster Gross, tué par des soldats irakiens le 29 mars. (AFP, Reuters.)

Violente distribution de l'OLP contre les Etats-Unis. - Le représentant de l'OLP a violemment dénoncé, jeudi 30 mai, « la politique d'agression » des Etats-Unis au Proche-Orient, devant le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réuni à Abuja (Nigeria). « Si les Etats-Unis ne cherchent pas sincèrement une solution au problème palestinien, ce sera le signal d'explosions, non seulement dans les pays arabes mais aussi en Asie et en Afrique », a déclaré M. Jamal al-Sourani, membre du comité exécutif de l'OLP, en dénonçant par ailleurs « l'assistance des Etats-Unis à Israël dans l'évacuation » des falachas d'Ethiopie. (AFP)

سكان العراق

AFRIQUE

ANGOLA : après quinze ans de guerre civile

Le président Dos Santos et le chef de l'UNITA signent un accord de paix

Le président angolais, M. José Eduardo dos Santos, et le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, ont signé, vendredi 31 mai, à Lisbonne, la page d'un conflit vieux de plus de quinze ans en signant solennellement l'accord de cessez-le-feu conclu à Estoril, le 1^{er} mai, que les troupes du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et les soldats rebelles observent déjà, sur le terrain, depuis deux semaines.

Le Conseil de sécurité avait accepté, jeudi, à l'unanimité, que l'ONU se charge de surveiller le cessez-le-feu et, plus tard, les élections. Le coût de cette opération - la troisième d'envergure des Nations unies en Afrique avec la Namibie et le Sahara occidental - est estimé à 132 millions de dollars.

La signature de l'accord de paix a eu lieu au ministère portugais des affaires étrangères. Ont assisté le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, son homologue soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, ainsi que le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, et le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Ymeri Museveni, chef de l'Etat ougandais.

Long de cinquante-sept pages, l'accord d'Estoril est l'aboutissement d'un an de négociations directes serrées entre les deux parties, sous les auspices du Portugal, avec les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'ONU comme observateurs. Outre la fixation du calendrier du cessez-le-feu, cet accord prévoit, notamment, l'organisation des premières élections libres (présidentielles et législatives) entre septembre et novembre 1992, ainsi que la fusion des deux armées ennemies en une armée nationale.

« La réconciliation de la famille angolaise est irréversible et il faut rétablir la confiance », a déclaré le chef de l'Etat. Pour sa part, M. Savimbi a assuré qu'il ne retournerait plus en brousse pour reprendre la guerre. Une guerre qui a fait plus de cent mille morts...

Le cessez-le-feu est l'aboutissement d'un an de négociations directes serrées entre les deux parties, sous les auspices du Portugal, avec les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'ONU comme observateurs. Outre la fixation du calendrier du cessez-le-feu, cet accord prévoit, notamment, l'organisation des premières élections libres (présidentielles et législatives) entre septembre et novembre 1992, ainsi que la fusion des deux armées ennemies en une armée nationale.

Le feu éteint

Suite de la première page

La signature officielle du cessez-le-feu par le président José Eduardo dos Santos et M. Jonas Savimbi, vendredi 31 mai, à Lisbonne, sous les yeux attentifs du secrétaire général des Nations unies, du secrétaire d'Etat américain et de son homologue soviétique, traduit l'impatience de la communauté internationale de voir la guerre civile prendre fin, une bonne fois pour toutes. Les anciens tuteurs, l'Union soviétique pour le MPLA et les Etats-Unis pour l'UNITA, se sont montrés vigilants. Leurs pressions ne se sont pas relâchées, ce qui a incité les parties au conflit à faire des concessions.

chés militaires après de leur ambassade. « Avec le retrait des derniers Cubains, l'UNITA peut s'installer à Luanda », a déclaré M. Savimbi, lundi, à Pretoria, après avoir eu des entretiens avec le président Frederik de Klerk qui l'a assuré que « l'Afrique du Sud resterait une amie de l'UNITA ».

Le chef rebelle a indiqué qu'il quitterait son quartier général de Jamba, situé dans le sud-est du pays, pour s'installer, le 1^{er} juillet, dans la capitale angolaise. « Nous y avons déjà acheté un hôtel et des maisons », a-t-il précisé, sous-entendant que beaucoup de ses partisans étaient fatigués de la vie en brousse et avaient « hâte de rentrer chez eux ».

« Au moins 75 % des voix »

Le 26 mars, l'Angola avait sauté le pas du multipartisme. Les 300 députés de l'Assemblée populaire ont mis fin au régime de parti unique en vigueur depuis 1975. L'UNITA et quelques autres formations de moindre importance, comme l'Association civique angolaise (ACA) de l'ancien prêtre Joaquim Pinto de Andrade, pour nommer leur rôle sur la scène politique. Une fois achevée, bien entendu, la transformation en parti de la redoutable machine de

guerre du mouvement rebelle, fort de 50 000 hommes. Les premières élections libres devraient, selon l'accord de paix, être organisées entre septembre et novembre 1992. Le MPLA souhaitait qu'elles ne se déroulent pas avant trois ans. L'UNITA, de son côté, exigeait qu'elles aient lieu avant mai 1992. L'avis du médiateur portugais, le jeune secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Jose Manuel Duaro Barroso, qui, dans la coulisse, proposait un délai de dix-sept mois, a finalement prévalu.

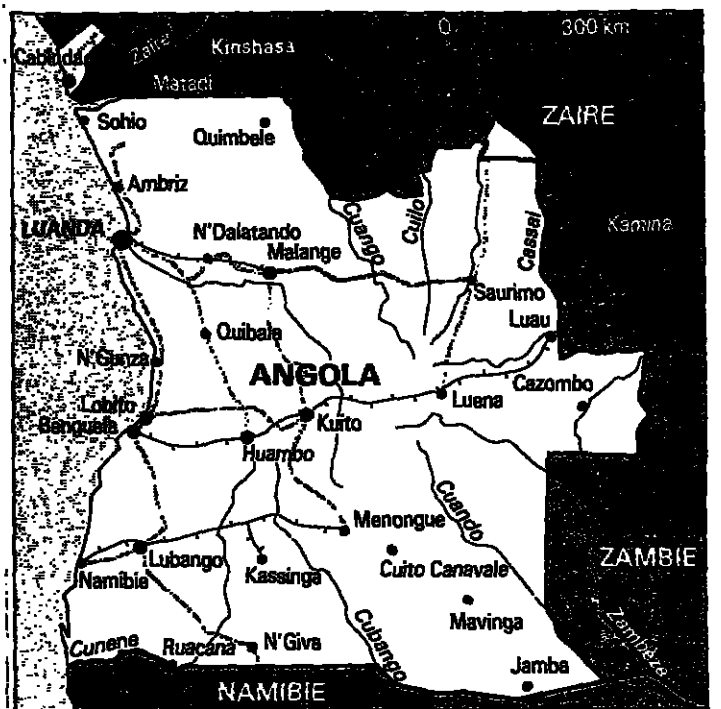
Jusqu'à ces élections, le gouvernement de M. dos Santos restera au pouvoir. De manière « transitoire », estime M. Savimbi. Il reconnaît, cependant, que le MPLA a rétabli, fin avril, le poste de premier ministre et compte sur la Commission commune politico-militaire, qui devrait être prochainement créée pour contrôler les décisions du pouvoir. Le chef rebelle est convaincu qu'il l'emportera haut la main lors du prochain scrutin. Avec « au moins 75 % des suffrages », avait-il indiqué lors du 7^e congrès de l'UNITA, réuni « pour la dernière fois dans le bush ». Sa confiance se fonde sur l'emprise qu'il estime avoir sur les campagnes ainsi que sur l'avantage précieux, selon lui, de n'avoir pas à répondre d'un bilan décevant de quinze ans de mauvaise gestion, de corruption et de souffrances imposées par l'Etat de guerre. Dans l'immédiat, un problème crucial se pose, celui de la

démobilisation des forces en présence sur le terrain. Certes, les deux parties sont convenues de créer une armée unique, née de la fusion des 50 000 guerilleros de l'UNITA et des 150 000 soldats gouvernementaux. Les deux états-majors se sont déjà rencontrés pour tenter de résoudre en commun les difficultés qui ont surgi depuis l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu.

Mais créer une zone démilitarisée de 10 kilomètres, une sorte de « couloir de sécurité », est une chose, cantonner dans les mêmes casernes les ennemis d'hier en est une autre. M. Savimbi a bien son idée sur la question. Il propose de conserver en l'état l'armée de l'air et la marine gouvernementales mais pas l'infanterie, à ses yeux « inexpérimentée ». Dans la mesure où l'UNITA n'a jamais eu de forces aériennes ou navales, la logique est sauve.

Plus de 100 000 morts

Il est peu probable, cependant, que le MPLA, vu l'importance cruciale de l'armée de terre, accepte que celle-ci soit uniquement composée d'anciens guerilleros. La Commission commune politico-militaire, composée de militants du MPLA, de l'UNITA et de représentants des médiateurs soviétique, portugais et américain, aura pour mission de veiller à la bonne intégration des deux armées au sein d'une même force.



Les accords d'Estoril prévoient aussi que le gouvernement angolais et l'UNITA mettent en place une commission « de vérification et de surveillance », chargée de veiller au respect des engagements contractés. Pour vérifier l'application du cessez-le-feu et le bon déroulement du processus électoral, M. Perez de Cuellar a proposé au Conseil de sécurité de l'ONU, dans un rapport rendu public, mercredi, une prorogation du mandat de l'actuelle Mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM), qui devait s'achever le 1^{er} juillet.

L'Angola, le seul pays subsaharien, avec le Nigeria, à être membre de l'OPEP, regorge de pétrole, de gaz, de diamant, de minerais, sans compter les vastes gisements connus mais encore inexploités de cuivre, d'uranium et autres phosphates. Mais c'est aussi une terre dévastée. En 1974, un an avant son indépendance, ce pays était l'un des premiers producteurs de café robusta. Aujourd'hui, les destructions directes causées par la guerre, l'Angola est potentiellement riche. Les hommes d'affaires le savent et les multinationales aussi, lesquelles attendent qu'un signe de paix pour se montrer à Luanda.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Jonas Savimbi, l'enfant de Mao et de Reagan

Cette journée des doutes du 22 juin 1989, à Gbadolite au Zaïre, Jonas Savimbi ne l'oublie pas de si tôt. Devant un aréopage de chefs d'Etat africains à la mine réjouie, il avait alors, dans le cadre d'une vaine tentative de cessez-le-feu, échangé une poignée de mains « historique et pathétique » avec le président angolais, Eduardo dos Santos.

Malgré des cérémonies, la trop habile main de Jonas Savimbi ne comprend pas que le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) accepte de s'effacer, momentanément, de la scène politique pour faciliter l'heureux déroulement du processus de paix. Son prince, le pouvoir en place à Luanda consentait à lui donner un titre sans fonctions...

Allons donc ! Qui pouvait imaginer que lui, l'irréductible loup, se prêterait à pareille mascarade, baisserait pitoyablement pavillon devant son frère ennemi, « un indigne », à l'occasion d'un accord qui n'a jamais cessé de nourrir le plus profond mépris ? « Je lui fais peur », assurait-il alors pour expliquer qu'on ait ainsi voulu le contraindre à un tel acte. « Même si je perds la guerre, je mourrai dans mon pays », répliqua, amer et vindicteux, le chef rebelle.

Des déconvenues. Jonas Savimbi est à ce moment plus d'une décennie qu'il s'est promis de tenir en main, un jour, les rênes du pouvoir. Ce fils d'un chef de gare - le premier Noir à occuper pareille fonction dans cette ancienne colonie portugaise - est né en août 1934 à Munhango, le long de la ligne de chemin de fer de Benguela que ses hommes - guerre civile oblige - s'emploient, beaucoup plus tard, à rendre impraticable. Ecole protestante sur place, puis études médicales à Lisbonne, il trouve, enfin, sa voie à l'université de Lausanne où il obtient, en 1965, une licence en sciences politiques. Avant même de recevoir sa peau d'âne, il se lance dans la lutte anticoloniale et devient le ministre des affaires

étrangères d'Holden Roberto, le fondateur du Front de libération nationale de l'Angola (FLNA). En mars 1966, il lui fallut composer pour créer sa propre « maison », à l'enseigne de l'UNITA. Il voyagea, il s'informa, il chercha des appuis, il noua des relations avec les têtes d'affiche du théâtre tiers mondiale de l'époque, Ben Bella, le « Che » (Guevara), Nasser et surtout Mao, maître de guerre, dont il n'oublia jamais les bonnes recettes et qui l'invita à suivre un cours accéléré d'entraînement aux méthodes de la lutte clandestine.

« Rempart de l'Occident »

Trop peu pour lui : en 1975, son landemain de l'indépendance, Jonas Savimbi fait une courte apparition dans le gouvernement d'Alvor. Puis, jugeant la part provisoirement perdue, il se résigne, avec quelque trois mille hommes, à gagner le maquis. Au terme d'un « long trek », il s'installe à Jamba - « la terre du bout de la terre », comme disaient les Portugais - dans l'extrême sud-est de l'Angola, à proximité immédiate de la Namibie d'où il recevait vivres et munitions.

Jamba devient alors la capitale ad interim d'une République dont le contrôle un bon tiers du territoire. Celui qui se présente fièrement comme le « dernier rempart de l'Occident en Afrique » y reçoit toutes sortes de gens plus ou moins recommandables, des « croisés » que son anticommunisme fascine, aussi bien que des trafiquants que le bruit des armes attire. Dans ce camp retranché que les troupes gouvernementales ne réussissent jamais à investir, ce bon élève de Mao, peu ouvert à la critique, fait régner une discipline de fer en s'appuyant, pour assurer sa propre sécurité, sur les membres de son ethnie, les Ovimbundus, qui composent environ 40 % de la population angolaise.

Du charisme ? peut-être pas. Une autorité naturelle ? assurément. En verveuse civile ou en tenue militaire, le bérat vissé sur le tête, le revolver à la hanche et le stick à la main, Jonas Savimbi a l'air de tout, sauf d'un bandit de grand chemin. Partisan d'un vague socialisme à l'africaine, il s'accommode fort bien de l'économie de marché. Cet enfant chéri des services spéciaux occidentaux n'est pas peu fier d'avoir été honoré par Ronald Reagan, qui le reçut à la Maison Blanche, du titre de « combattant de la liberté ».

Car ce « barbudo » angolais s'en est toujours allé répétant qu'il n'y a « pas de collaboration possible avec le communisme ». Même à l'heure de la persécution, il met en garde les Occidentaux contre les sourires enjoliveurs de Mikhaïl Gorbatchev. « Méfiez-vous, leur dit-il, il joue de vos faiblesses. » Ce qu'il réclame ? L'Angola aux Angolais, tout simplement. « Nous n'avons pas chassé les Portugais, explique-t-il, pour que les Soviétiques et les Cubains prennent leur place. »

Escapade à Colombey

Le chef de l'UNITA a toujours soutenu qu'une fois l'épouvante communiste éteinte d'Afrique australe, le régime de Pretoria n'aurait plus de raison de se sentir assiégé et s'engagerait obligatoirement sur le chemin des réformes. Une analyse que n'a pas démentie la suite des événements. Ses fréquentations douteuses avec le « diable raciste », même si l'on prend la précaution élémentaire de condamner le système de l'apartheid, lui vaudront de solides inimitiés parmi ses « frères » africains. Après l'accord de New-York sur le retrait des troupes cubaines d'Angola, en décembre 1988, il devra s'habituer à vivre sans les Sud-Africains qui ne lui

auront pas ménagé leur aide militaire mais qui le lâcheront plus leur compte.

A ses moments perdus, ce rebelle prend plaisir à taquiner le muse. L'habileté manœuvrière d'un Hassan II, d'un Houphouët-Boigny ou d'un Mobutu, qu'il se flatte de compter au nombre de ses amis, le séduit. A qui, dit-il, se méfie-t-il ? A lui-même, car, même si ses hommes se sont battus comme de braves diables sans toujours respecter les lois du genre. A la guerre comme à la paix...

« Le temps ne travaille pour personne », il le sait et il le dit. Au risque de paraître jouer les divas, Jonas Savimbi réclame, à cor et à cri, des négociations directes avec ceux de Luanda. Il lui faudra patienter très longtemps avant d'obtenir gain de cause. Gagnant sur presque toute la ligne, ce négociateur retors ne voit plus, aujourd'hui, se dresser devant lui d'obstacles majeurs qui lui interdiraient de quitter définitivement le « bush » et de s'installer, dès le 1^{er} juillet, dans la capitale angolaise, pour y continuer le combat politique. A bureaux ouverts.

Lui qui a dévoré les œuvres complètes du général de Gaulle, avait, un jour, lorsqu'il était encore étudiant en Europe, fait une escapade à Colombey-les-Deux-Églises. Il tenait à apercevoir de ses yeux le domaine de la Boissière où vivait celui qu'il admirait pour avoir toujours été en avance sur son temps. Jonas Savimbi ne serait pas mécontent qu'au bout du compte on lui reconnaisse pareil flair politique.

Le chef de l'UNITA aime citer cet adage : « La chose facile, on la fait immédiatement. L'impossible prend un peu plus de temps. » Dans la case de l'Angola, la recherche d'une paix durable, à tout de même, duré quinze ans...

JACQUES DE BARRIN

En conflit depuis l'indépendance

- 11 novembre 1975 : après cinq siècles de colonisation portugaise, l'Angola accède à l'indépendance.
- Automne : l'Afrique du sud envoie des troupes dans le sud de l'Angola pour soutenir l'UNITA contre les forces gouvernementales du MPLA, elles-mêmes soutenues par un corps expéditionnaire cubain.
- 8 février 1976 : Huambo, le quartier général de l'UNITA, tombe aux mains du MPLA.
- mars : les troupes sud-africaines se retirent officiellement du sud de l'Angola.
- 29 septembre 1978 : l'ONU adopte la résolution 435 sur l'indépendance de la Namibie.
- 24 août 1981 : l'armée sud-africaine lance une opération contre les maquisards namibiens de la SWAPO installés dans le sud de l'Angola.
- 16 février 1984 : un accord est signé, à Lusaka en Zambie, entre les autorités de Luanda et celles de Pretoria, qui prévoit le retrait des troupes sud-africaines d'Angola.
- 15 avril 1985 : le gouvernement sud-africain annonce officiellement le retrait de ses troupes du sud de l'Angola mais reconnaît, un mois plus tard, y maintenir un contingent.
- 10 juillet : Le Congrès américain abroge l'amendement Clark

- qui interdisait, depuis 1976, toute fourniture d'aide militaire à l'UNITA.
- 20 juillet 1988 : Luanda, La Havane et Pretoria acceptent, pour la première fois, d'établir un lien direct entre le retrait des soldats cubains et l'application de la résolution 435.
- 5 août : de nouvelles négociations aboutissent, à Genève, à un accord de principe en vue d'un cessez-le-feu.
- 22 décembre : un accord est signé, à New-York, qui prévoit un retrait « échelonné et complet » des troupes cubaines d'Angola.
- 22 juin 1989 : M. Savimbi et le président dos Santos échangent une poignée de mains historique à Gbadolite au Zaïre et acceptent un cessez-le-feu.
- 24 août : le chef de l'UNITA donne à ses troupes l'ordre de reprendre les combats.
- 9 décembre 1990 : le MPLA donne son accord pour une révision de la Constitution en vue de l'instauration du multipartisme.
- 26 mars 1991 : le parlement adopte une loi qui instaure le multipartisme.
- 1^{er} mai : un accord de paix est conclu entre le MPLA et l'UNITA, sous les auspices du Portugal.
- 31 mai : l'accord de paix est signé à Lisbonne par M. Savimbi et le président dos Santos.

F. R.

AFRIQUE

ÉTHIOPIE : retour au calme à Addis-Abeba

Le nouveau pouvoir s'engage à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire

Un calme précaire est revenu à Addis-Abeba, où les nouvelles autorités se sont engagées, vendredi 31 mai, à maintenir la « stabilité » du pays et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. A Paris, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a évoqué, dans un entretien publié, samedi, par le Figaro, l'avenir de l'Érythrée, qui n'est pas l'Éthiopie. Selon lui, « une Érythrée libre et démocratique sera un élément essentiel de la stabilité de la région ».

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

L'aide humanitaire a été prétextée, vendredi, à un premier contact entre les nouvelles autorités et la communauté étrangère d'Addis-Abeba. Lors d'une conférence de presse, organisée par le Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), et à laquelle les représentants des organisations humanitaires, des Nations unies et du corps diplomatique ont assisté, M. Tamrat Layne, vice-président du FDRE, a promis qu'il ferait « tout, notamment en matière de sécurité, pour faciliter le travail des organisations humanitaires ».

Celles-ci sont, en effet, nombreuses à se plaindre de l'insécurité et du désordre qui commencent à prévaloir dans des régions où la fuite des anciennes autorités a entraîné une vacance du pouvoir, dans l'Est par exemple. Les assurances données par les dirigeants du FDRE de garantir « la stabilité » n'ont pas vraiment convaincu. Selon M. John Winter, un des responsables du Programme de secours conjoints (PSC), qui distribue des vivres à un million de Tigréens, il s'agit surtout pour les anciens rebelles de tenter de rassurer leurs interlocuteurs sur leur capacité à remettre de l'ordre dans le pays.

Ainsi, l'ancienne organisation gouvernementale de secours, dotée d'une nouvelle direction, va-t-elle reprendre son activité sous la surveillance du FDRE. Un signe « encourageant », selon M. Winter, « mais il faut espérer qu'ils seront

à la hauteur de leur tâche et que le FDRE ne sera plus, comme dans le passé, un obstacle bureaucratique à l'acheminement des secours ».

A en croire les dirigeants tigréens, le port d'Assab sur la mer Rouge, d'où sont acheminés les approvisionnements d'Addis-Abeba et l'aide humanitaire aux victimes de la famine, est ouvert. Mais, la route d'Assab reste peu fréquentée à cause du banditisme. Quant à l'aéroport de la capitale, il n'a pas encore été rouvert.

Mesures d'intimidation

Bien qu'Addis-Abeba ait, depuis jeudi, retrouvé son activité habituelle, les autorités, échauffées par les manifestations qui avaient fait, la veille, neuf morts et plus de trois cent quatre-vingts blessés, n'ont pas renoncé à leur politique d'intimidation. Sur chaque place, la présence d'un ou de deux camions équipés d'un canon léger ou d'une mitrailleuse, donne à la capitale l'aspect d'une ville occupée.

Politique apparemment efficace, puisque les manifestations ont brusquement cessé dans la capitale. Pourtant, vendredi, la ville voisine d'Alaki a été le théâtre d'une manifestation de grande ampleur. Des contestataires y ont défilé, eux aussi, pour dénoncer les États-Unis, « complices des Weyane » (surnom donné aux Tigréens) et réclamer l'« unité pour l'Éthiopie ».

« La peur empêche sans doute les gens de continuer à manifester, estime un intellectuel. Mais, malgré la colère suscitée par la conférence de Londres et son « torpillage » par les Américains, il y a aussi le désir de laisser le nouveau pouvoir à l'essai. Après tout, les Tigréens ont peut-être réellement abandonné leur doctrine marxiste et adapté leur programme à la réalité éthiopienne ? » A son avis, les manifestations hostiles au nouveau régime auraient éclaté spontanément sans l'aide du Parti des travailleurs éthiopiens, l'ancien parti unique, ni celle de l'Alliance des groupes d'opposition qui a été exclue des négociations de Londres.

A Addis-Abeba, le vide administratif se comble lentement. Dans les campagnes, les choses se sont normalisées plus rapidement. A en

croire la responsable de l'organisation Action internationale contre la faim (AICF), M^{me} Barbara Radelli, bloquée deux semaines, près de la ville de Dessalé, à environ 400 kilomètres au nord de la capitale, l'arrivée des maquisards dans les localités abandonnées par l'administration « a mis généralement un terme à toute tentative de pillage ».

Malgré ces témoignages optimistes, nul ne peut prédire quelle sera la conduite des nouvelles autorités. On apprend, vendredi soir, que le général Tesfaye Gabre Kidane, qui avait assuré les fonctions de président après la fuite du colonel Mengistu, s'était réfugié à l'ambassade d'Italie, d'où il avait demandé la garantie écrite qu'il bénéficierait, s'il se livrait, d'un procès régulier et public. Demande refusée par le FDRE, qui a en vain intimé l'ordre aux diplomates italiens de lui remettre ledit général.

Selon la radio nationale, de nombreux dignitaires de l'ancien régime – dont M. Fischea Desta, ex-vice-président – se sont rendus, jeudi, aux autorités. Plus de deux cents officiers de la base militaire de Debré Zeit auraient fait de même.

JEAN HÉLÈNE

Les nouvelles autorités éthiopiennes font « du bon travail », selon les États-Unis. – Le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, a justifié, vendredi 31 mai à Lisbonne, l'assistance apportée par Washington aux nouvelles autorités éthiopiennes. En dépit des manifestations sanglantes de ces derniers jours, « les marxistes ont fait jusqu'ici un bon travail », a souligné M. Cohen. Selon lui, le FDRE a donné la preuve que ses combattants étaient disciplinés, capables de prendre le contrôle du pays sans commettre d'abus. Concernant l'Érythrée et son éventuelle sécession, M. Cohen a estimé que c'était un problème que les Éthiopiens devaient régler entre eux. Il a noté que les Érythréens auraient déjà pu proclamer leur indépendance, mais ne l'avaient pas fait, préférant préparer le terrain à un référendum et contribuer à la stabilisation de l'Éthiopie. C'est là une « prise de position digne d'hommes d'Etat », a affirmé le responsable américain. – (Reuters)

explosé dans le poste de garde. Selon la police, cet attentat, qui n'avait toujours pas été revendiqué samedi matin, porte la marque de l'IRA : les militants de l'Armée républicaine irlandaise utilisaient fréquemment des mortiers dissimulés à l'arrière d'un camion. – (AFP)

SÉNÉGAL
Accord de cessez-le-feu en Casamance

Le gouvernement sénégalais et les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) ont signé, vendredi 31 mai, à Bissau, un accord de cessez-le-feu. Cet accord prévoit le retrait complet des forces militaires dans les zones de conflit, la cessation des hostilités et la libre circulation des personnes et des biens dans la région de Casamance, située dans le sud du pays.

Cette signature a eu lieu cinq jours après la décision du président Abdou Diouf de faire libérer les 346 détenus pour activités indépendantistes et d'arrêter les poursuites contre les séparatistes casamançais. Le texte a notamment été paraphé par l'abbé Diakoune Senghor, solitaire-trois ans, considéré comme le cerveau du MFDC, qui est sorti de prison, mardi. – (AFP)

URSS : un attentat dans un train a fait deux morts. – Un responsable du ministère soviétique des chemins de fer a déclaré, vendredi 31 mai, qu'un attentat était à l'origine d'une explosion qui a fait deux morts et sept blessés dans un train en Transcaucasie. L'explosion s'est produite jeudi à Daghestan, sur la côte de la mer Caspienne et a dévasté le dernier wagon d'un convoi qui allait de Moscou à Bakou. – (Reuters)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : le trafiquant de drogue envisagerait de se rendre

Pablo Escobar à l'écoute de « La minute de Dieu »

Cette fois serait-elle la bonne ? Après avoir si souvent laissé entendre qu'il pourrait se rendre, le trafiquant le plus recherché de Colombie, Pablo Escobar, a confirmé, jeudi 30 mai, dans un communiqué envoyé à la radio privée Caracol qu'il se livrerait à la justice « bientôt ». Dans le document, authentifié par son empreinte digitale, Escobar rappelle les décrets officiels qui garantissent aux narcos qui se rendent la non-extradition et des remises de peine, mais ne voit formulé d'autres exigences (entre autres, selon certaines sources, le limogeage du chef de la police secrète, M. Maza Marquez). Escobar pourrait bien s'être rangé aux avis d'un curieux négociateur : le Père Rafael Garcia Herreros, qui l'a rencontré à plusieurs reprises dans son repaire. La reddition de don Pablo serait imminente, affirme le prêtre, dont la forte personnalité est largement à la mesure de celle de son « client ».

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Le médiateur peu banal entre le gouvernement colombien et Pablo Escobar, patron du cartel de Medellín, est un curé comme on en rencontre dans l'Espagne profonde à l'époque franquiste : un prêtre sombre, au visage dur sous le casque du dr de ses cheveux blancs. On l'imagine volontiers en chaire tonnante contre les maux du siècle. Le Père Rafael Garcia Herreros est un personnage hors du commun. Il porte ses quatre-vingt-deux ans avec verdeur, raide dans sa soutane noire qui, sur son corps maigre, ressemble à un uniforme. Ce croisé parfois acariâtre est aussi célèbre en Colombie que l'Abbé Pierre en France et un peu pour les mêmes raisons. Mais le style est bien différent. Animateur depuis de nombreuses années d'un programme de télévision très suivi, « La minute de Dieu », le Père Rafael demande aux riches de donner aux pauvres. Ou plutôt il exige la charité au nom de Dieu. Non sans succès. Il contrôle une organisation de bienfaisance qui a construit des logements sociaux, et un quartier de Bogota porte le nom de son émission vedette.

Pablo est un bon garçon.

L'égérie colombienne est puissante, influente, en majorité conservatrice. Elle a aussi ses partisans. Elle a aussi ses ennemis. Dans les années 60, elle a même connu des courus-guérilleros comme Camilo Torres et Domingo Lain, qui ont rejoint les maquis communistes de l'époque, rompant avec leur hiérarchie. Tous deux ont été tués au combat ou assassinés. Le Père Rafael n'est

pas de ce bord-là. Restranché au cœur de la bonne société, qui l'admire et le redoute, il refuse le combat politique mais se veut au service du petit peuple.

Ce n'est pas tout à fait un hasard si Pablo Escobar – qui envisagerait de se rendre à la justice à condition de ne pas être extradé aux États-Unis et d'être incarcéré dans une prison de son choix, protégé par l'armée – a choisi de faire confiance au seul Père Rafael pour une négociation délicate. Don Pablo, lui aussi, a bâti sa popularité à Medellín, en multipliant les œuvres de bienfaisance. Escobar, recherché par toutes les polices de Colombie (assistées de quelques experts américains et étrangers), est beaucoup plus en sûreté dans

ment et les autorités ecclésiastiques à poursuivre sa mission.

L'adieu aux armes, sinon au trafic, de Pablo Escobar serait sans doute une grande victoire pour le gouvernement colombien qui a lancé un plan global de pacification avec les tueurs du cartel. M. Gaviria a déjà marqué des points en décembre 1990, puis en janvier dernier avec la reddition des trois frères Ochoa, dirigeants d'un cartel qui avait déclaré la guerre au gouvernement en juillet 1989. Les Ochoa sont incarcérés dans une prison confortable et attendent paisiblement leur procès, assurés au principe de bénéficier de fortes réductions de peine, selon les dispositions adoptées par la justice colombienne.



les quartiers populaires des collines du nord-est de Medellín. Ce qu'on appelle les communes : un dédale de ruelles pentues, d'escaliers, de bâtiments aveuglés, qui évoquent le casbah d'Alger et où les militaires de la quatrième brigade ne se hasardent qu'avec précaution.

L'autre refuge de Don Pablo se trouve dans le département d'Antioquia, dans le moyen Magdalena, accidenté et boisé, où les milices au service des narcos continuent de faire la loi. Un no man's land où le Père Rafael s'est déplacé pour négocier la libération de Francisco Santos, rédacteur en chef d'El Tiempo et de Manja Pachon, une journaliste de télévision, tous deux détenus depuis huit et six mois par les extraditables, le bras armé du cartel de Medellín, responsable des nombreux attentats et assassinats depuis deux ans.

Le Père Rafael est allé seul à ce premier rendez-vous avec Pablo Escobar, une simple ruane (le poncho colombien) passée sur sa soutane. Il est revenu confiant : « Pablo, dit-il, est un bon garçon, intelligent, qui fait confiance à la justice de son pays. Il envisage vraiment de se rendre en compagnie d'autres membres de son organisation. » Le retour à Bogota après cet entretien des deux otages a encore fait monter la cote du Père Rafael, formellement autorisé par le gouverne-

Le succès de l'opération « Ochoa » a pu inciter Pablo Escobar à imiter son exemple. L'homme est traqué et « fatigué », selon le Père Rafael. Ses pouvoirs, sirois ses moyens lui ont permis de mener à l'enlèvement de Francisco Santos en septembre 1990 aurait coûté 700 000 dollars aux extraditables (sont amoindris). Le capo colombien le plus redouté, mais dont on a peut-être exagéré le rôle de grand patron du trafic international des stupéfiants, aspire à profiter de sa colossale fortune, s'il peut échapper à l'extradition et aux représailles de ses « amis » et de ses ennemis, et s'en être avec quelques années de prison de luxe en Colombie, comme les Ochoa.

Le gouvernement, avide de proclamer cette victoire, multiplie les gestes de bonne volonté pour encourager Escobar à sortir de sa tanière. Mais cet assaut de courtoisie n'est pas du goût de tous les chefs de l'armée et de la police : une polémique s'aggrave se développe. Proposé par ses supporters pour le prix Nobel de la paix, le Père Rafael a reçu de nombreuses menaces de mort. Quant au journal La Prensa, qui appartient à l'ex-président conservateur, Misael Pastrana, il lance une accusation grave : ceux qui veulent saboter l'opération « Pablo Escobar » redoutent que ce dernier puisse dire tout ce qu'il sait.

MARCEL NIEDERGANG

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE
Les islamistes jugent improbable leur participation aux élections législatives

A la veille de l'ouverture officielle de la campagne pour les élections législatives du 27 juin, quelques dizaines de milliers d'islamistes se sont rassemblés, vendredi 31 mai, autour des deux principales mosquées d'Alger. La veille, la brigade anti-émeutes avait utilisé grenades lacrymogènes et canons à eau pour empêcher un cortège de plusieurs milliers de manifestants du Front islamique du salut (FIS) de passer devant le commissariat central de la capitale.

Cette marche avait eu lieu après le démenti publié par M. Abassi Madani, le président du mouvement islamiste, qui a nié l'authenticité d'un communiqué du Majlis Ech-Choura, la direction collégiale du FIS, appelant à la fin de la grève générale « illimitée », déclenchée samedi dernier.

Dans un entretien accordé, jeudi, à l'agence Reuters, M. Madani qualifie de « faux et truqué » ce communiqué, qui, selon lui, « pourrait avoir été fabriqué par les services de renseignement ». Il a affirmé que « la grève continue, se développe selon une démarche qui nous permet de maîtriser la situation dans le calme ». Le chef de file des islamistes a, d'autre part, jugé improbable la participation du FIS aux élections législatives. « Comment voulez-vous que l'on prenne part à des élections menées par un pouvoir qui n'écoute pas les voix des manifestants et grévistes ? Est-ce qu'il va respecter leurs voix dans les urnes ? », s'est-il interrogé. – (AFP, Reuters)

GRÈCE
Georges Koskotas extradé des États-Unis

L'ancien banquier et magnat de presse grec, Georges Koskotas, recherché dans son pays pour escroquerie, a été ramené, vendredi 31 mai, à New-York par les autorités américaines à des policiers grecs afin d'être extradé. L'ex-directeur de la Banque de Crète, accusé d'avoir détourné 230 millions de dollars et qui avait provoqué la chute du gouvernement socialiste de M. Andreas Papandréou, est sorti de la prison de Middleton et devait arriver dans la journée de samedi à Athènes.

Recherché par la police grecque, il avait fui vers les États-Unis en novembre 1988. Poursuivi dans ce pays pour d'autres délits, il avait été arrêté dès son arrivée.

Georges Koskotas doit témoigner dans le procès ouvert en mars contre des dignitaires socialistes, dont M. Papandréou, auquel il a affirmé avoir versé des pots-de-vin. – (AFP)

IRLANDE DU NORD
Trois soldats tués lors d'un attentat au mortier

Trois soldats de l'Ulster Defence Regiment (UDR) ont été tués et 18 autres légèrement blessés, dans la nuit du vendredi 31 mai au samedi 1^{er} juin, dans une attaque au mortier lancée contre la base militaire de Glenann, près de Mankerrill dans le comté d'Armagh. Plusieurs obus ont été tirés de l'arrière d'un camion qui s'était garé à un endroit surplombant la base de cette force auxiliaire de l'armée britannique. Un engin aurait

EN BREF

CHILI : un mouvement de guérilla dépose les armes. – Le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), mouvement de guérilla chilien qui avait tenté d'assassiner l'ancien président Pinochet en 1986, a annoncé vendredi 31 mai qu'il déposait les armes. Le mouvement clandestin a l'intention de se transformer en formation politique légale. – (Reuters)

CHINE : nouvelle protestation d'étudiants à Pékin. – A la veille du deuxième anniversaire du massacre de Pékin, le 4 juin 1989, des étudiants de l'université de Pékin ont défilé le soir dans la nuit de vendredi 31 mai à samedi 1^{er} juin en jetant des bouteilles par les fenêtres. En chinois, bouteille se dit « xiaoping », qui se prononce comme le prénom du dirigeant chinois Deng Xiaoping. De son côté, la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), regroupée des dissidents réfugiés à l'étranger, a lancé un appel demandant la libération de tous les prisonniers politiques incar-

rés depuis 1989, l'annulation des poursuites contre les opposants en exil, des réformes économiques et politiques et l'ouverture d'un dialogue entre le régime et l'opposition.

ÉQUATEUR : l'épidémie de choléra a fait 343 morts. – Le choléra a fait 343 morts en Equateur et 20 188 personnes sont touchées par l'épidémie, a indiqué vendredi 31 mai, à Quito, le directeur général de la santé publique. Au Pérou, le bilan de l'épidémie est de 1 559 morts et de 193 768 cas enregistrés. – (AFP)

ÉTATS-UNIS : le neveu du sénateur Kennedy, accusé de viol, plaide non coupable. – M. William Kennedy Smith, le neveu du sénateur Edward Kennedy, accusé de viol (le Monde des 6 avril et 11 mai), a plaidé non coupable, vendredi 31 mai, devant un juge de Palm Beach (Floride) qui a fixé au 5 août la date de son procès. – (AFP)

MALI : l'ex-président Moussa Traoré prochainement traduit en justice. – L'ex-président Moussa Traoré et tous les dignitaires de son régime renversé le 26 mars ont déjà été déférés devant la Cour suprême du Mali ou vont l'être, a-t-on appris, vendredi 31 mai, de source judiciaire à Bamako. On précise que trente et une personnes ont été traduites devant la Cour suprême entre le 28 et le 31 mai, l'ancien chef de l'Etat devant l'être prochainement. – (AFP)

PAKISTAN : explosion dans un dépôt de munitions de l'armée. – Une forte explosion a fait un nombre indéterminé de victimes vendredi 31 mai dans un dépôt d'armes et de munitions situé dans une base militaire à Newshera, près de la frontière afghane. Les causes de l'explosion sont inconnues, mais il s'agit de la seconde, en trois ans : le 10 avril 1988, l'explosion d'un dépôt militaire près de Rawalpindi avait fait des centaines de morts. – (AFP, Reuters)

POLITIQUE

En visite à Grenoble pour le congrès de la Mutualité française

M. Mitterrand souhaite un « dialogue fracassant » pour « mobiliser le pays »

Comme il l'avait fait en 1982 à Bordeaux, en 1985 à Lyon et en 1988 à Nice, M. François Mitterrand est venu à Grenoble, vendredi 31 mai, au trente-troisième congrès national de la Mutualité française (vingt-cinq millions de personnes protégées pour un chiffre d'affaires d'environ 40 milliards de francs). Avant d'intervenir devant quelque trois mille congressistes, le chef de l'Etat a été accueilli à l'hôtel de ville par M. Alain Carignon (en congé du RPR).

GRENOBLE
de notre envoyée spéciale

Le 23 janvier 1985, recevant M. Mitterrand, celui qui allait devenir l'un des ministres de la cohabitation avait usé d'un ton vif pour dénoncer le découpage cantonal entrepris par les socialistes. M. Mitterrand lui avait alors fait la leçon. Six ans plus tard, M. Carignon, qui se situe d'abord « à Grenoble », ensuite « dans l'opposition », et qui entretient des rapports « corrects » avec le RPR, a failli revivre la même mésaventure.

M. Carignon s'est interrogé sur « cette époque qui a choisi de jouer à cache-cache avec toutes nos certitudes », où ni le socialisme ni le libéralisme ne sont des « ennemis », mais où « l'ennemi » a pour nom aujourd'hui « l'injustice, l'indécision et la peur ». Il a invité les Français à relever « le défi de la réconciliation » pour répondre aux enjeux de l'Europe, de l'éducation

et de la ville. M. Mitterrand a jugé qu'il n'y avait pas à se plaindre des « courants d'air » et des quelques « cyclones » dans « notre siècle », car « cela donne aux générations actuelles une responsabilité qui peut les mobiliser ». Que l'ennemi soit l'injustice, M. Mitterrand en a convenu en observant que certains en avaient eu la perception dès le début de l'ère industrielle.

Contre une société « éclatée »

Quant à la réconciliation, si elle est nécessaire devant des « enjeux qui commandent tout », comme la préparation de 1993, elle ne doit pas empêcher, aux yeux de M. Mitterrand, que « la vie civile s'aligne » et qu'« un peu partout on reprenne goût à la chose publique ». Il a ajouté : « Il faut avoir toujours à la victoire de ceux qui croient en ce qu'ils croient. Il faut que s'engage un dialogue quelquefois fracassant afin de passionner les masses et de mobiliser un pays comme le nôtre ».

En montant les escaliers de la mairie, M. Mitterrand s'était fait applaudir sur sa gauche et à droite. Lorsqu'il les a descendus, l'accueil s'est inversé. Parmi les manifestants, des jeunes et des représentants du personnel hospitalier, dont certains devaient être reçus par des collaborateurs du président de la République. Avant son arrivée à la Mutualité, des agriculteurs et des producteurs de lait ont exprimé leur mécontentement.

Devant les congressistes, M. Mitterrand s'est placé, naturellement, sur le terrain de « l'élan

social ». Observant que « les déséquilibres mondiaux viennent chez nous provoquer de nouveaux désordres », il a lancé : « Travaillons, réagissons, unissons-nous ! » Le président de la République a centré son intervention sur la cohésion sociale : « Nous n'avons pas seulement besoin d'un développement économique, surtout industriel, nous n'avons pas seulement besoin d'un épanouissement culturel, nous avons besoin de la cohésion sociale qui ne pourra jamais se construire sur la base de l'injustice et qui exige l'engagement de tous, et d'abord des privilégiés ». Pour le chef de l'Etat, il n'est pas question d'accepter « une société délaissée ». Son ambition est « d'intégrer à la marche générale de notre société tous ceux qui en sont exclus ».

« Mieux soigner, sans dépenser plus »

M. Mitterrand a demandé que soient pris sans délai les décrets d'application découlant des mesures législatives en faveur des centres de santé. A propos du tiers payant, il a jugé « anormal que, dans le système généralisé de protection sociale, trop de gens soient contraints de s'adresser aux consultations gratuites mises en place par les associations caritatives et humanitaires », ce qui risquerait de conduire « vers un système de soins à plusieurs vitesses ». Pour la prise en charge des personnes âgées dépendantes, il a observé qu'il n'est pas dans la tradition de la Mutualité « de laisser la seule initiative privée y pourvoir, ce qui conduirait inévitablement, mal-

gré l'action considérable des collectivités locales, à écarter les plus démunis ».

Evocant l'équilibre de la Sécurité sociale, M. Mitterrand a affirmé : « On peut mieux soigner sans dépenser plus, et même en faisant des économies. On a déjà commencé de le faire. Gestion rigoureuse ne veut pas dire régression des droits sociaux. Au contraire, elle doit les consolider et les renforcer. » Après avoir assuré que les pensions de retraite, telles ne seront pas remises en cause, le chef de l'Etat a annoncé que « les décisions destinées à garantir la Sécurité sociale seront prises dans les toutes prochaines semaines ». « Elles ne seront pas faites pour faire plaisir (mais) pour sauver notre système social, pour établir plus de justice et pour harmoniser pour longtemps un système trop souvent déséquilibré ».

Autour des principes de responsabilité et d'initiative, il est possible de faire progresser le système de soins, tout en maîtrisant la progression des dépenses », a-t-il ajouté, avant de préciser que seule « y conduira une action à long terme concertée, planifiée ». Le chef de l'Etat a cité comme exemple de valeurs « de solidarité, d'initiative, de responsabilité » auxquelles se réfère le gouvernement la loi sur la ville, la solidarité entre communes pauvres et communes riches et la création de revenus minimum d'insertion. Ces trois domaines montrent, selon le président de la République, que l'objectif « reste la cohésion sociale de la nation tout entière ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Le difficile mariage de l'esprit d'entreprise et de la vocation mutualiste

GRENOBLE
de notre correspondant

« L'Europe sociale est en panne. (...) L'espace commun qui se prépare est celui d'une Europe libérale dans laquelle les logiques du marché et de la concurrence sont dominantes. » Le président de la très puissante Mutualité française, M. René Teulade, a martelé ces quelques mots lors de l'ouverture du congrès. Celui-ci s'inscrit dans la ligne directe du rendez-vous de Nice organisé en 1988, au cours duquel la Mutualité avait, pour la première fois de son histoire, admis publiquement qu'elle devait se comporter comme une entreprise à part entière, tout en privilégiant cependant la solidarité. Le choc de la concurrence général par les sociétés d'assurances, elles aussi intéressées par le marché de la santé, intervenant après une longue période de développement tranquille dans un contexte de quasi-monopole, aura été salutaire. Le tissu mutualiste s'est en effet ressaisi en adoptant une

politique vigoureuse de développement de la formation de ses cent mille administrateurs bénévoles et de ses cinquante mille salariés.

Cette « révolution culturelle » ne s'est pas cependant réalisée sans quelques difficultés. La Mutualité recherche en effet le moyen de bien articuler l'entreprise et la vocation mutualiste, qui fait la force de la Mutualité.

Participer à la réinsertion des exclus

Celle-ci ne doit pas, lance un congressiste, « se banaliser en singeant les assurances », mais au contraire affirmer sa spécificité. « La nécessité du développement ne doit jamais nous faire oublier que l'entreprise n'est qu'un outil au service de l'éthique du mouvement mutualiste », a répondu M. Teulade, qui a mis en garde ceux qui, « dans nos groupements, ont davantage tendance à se situer dans une logique de rattrapage des compagnies d'assurances ».

L'une des tâches aujourd'hui prioritaires de la Mutualité est de participer activement au travail de réinsertion des personnes exclues de la société. L'enjeu apparaît très important pour la Mutualité française, qui a déjà signé une dizaine de contrats avec des collectivités départementales. Ceux-ci ont permis la mutualisation d'hommes et de femmes en difficulté. Le projet plaidé par les instances dirigeantes de la Mutualité française semble avoir eu quelques difficultés à être accepté par les grandes mutuelles de fonctionnaires, dont les adhérents ne sont pas, à la différence des autres salariés, confrontés au problème du chômage.

Le congrès de Grenoble a d'autre part insisté sur le rôle essentiel joué par les Centres de santé, qui dispensent une médecine de qualité accessible à tous. « Par leurs tarifs », a rappelé M. Teulade, « ils sont la seule réponse au développement voire à l'exclusivité du secteur 2 dans certaines régions » (1). Toutefois, des

conditions fiscales particulières et une réglementation spécifique rendent leur existence aléatoire. Elles risquent de faire des Centres de santé les prochaines « victimes » d'un raisonnement purement économique. Sur ce point, le président de la République a rappelé que des mesures législatives avaient été prises pour abaisser leurs charges. Il a promis que « sans délai » des décrets d'application seraient pris et que « leur existence sera garantie ».

Devant le chef de l'Etat, le « patron » de la Mutualité française a enfin indiqué qu'il ne pouvait être question, selon lui, de remettre en cause le droit à la retraite à soixante ans, « conquête sociale majeure de cette décennie et dont je réaffirme l'intangibilité du principe ».

CLAUDE FRANCHILLON

(1) « Honoraires libres » pratiqués par les médecins conventionnés.

Au cabinet du président de la République

M. Patrick Buffet a été nommé conseiller technique à la présidence de la République, chargé des questions industrielles. Il remplace M. Didier Oury qui occupait cette fonction depuis janvier 1989, et qui devrait entrer à CMB-Packaging, leader européen de l'emballage.

Fin le 19 octobre 1993 à Lyon, M. Patrick Buffet, ingénieur en chef des mines a commencé sa carrière comme chargé de mission auprès du préfet de la

région Rhône-Alpes. Chef de bureau à la direction générale de l'énergie et des matières premières en 1981, il est nommé conseiller technique au ministère de l'Industrie l'année suivante avant de devenir, en 1984, directeur de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de l'énergie (M. Martin Malvy). De 1986 à 1989, M. Buffet a été directeur du plan et du développement de l'entreprise ministre et chimique avant de devenir président-directeur général d'une de ses filiales, Sanders.

M. Pierre Méhaignerie invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, député UDF d'Ille-et-Vilaine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury-RTL-Le Monde », dimanche 2 juin, de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien ministre de l'équipement et du logement du gouvernement

de M. Jacques Chirac, président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton, du Monde et de Paul-Jacques Truffaut et d'Isabelle Torre, de RTL. Le débat était dirigé par Jean-Pierre Defrain.

M. Le Pen relaxé Un discours « offensant » mais non diffamatoire

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député européen, et M. Pierre Durand, directeur du journal Présent, ont été relaxés, vendredi 31 mai, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris du délit de « diffamation raciale », que le parquet et quatre associations lui reprochaient d'avoir commis dans un entretien publié le 11 août 1989.

Interrogé par M. Durand sur « le lobby mondialiste », M. Le Pen avait stigmatisé « les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, égalitaire », avant de déclarer : « Il y a la maçonnerie ; je crois que la Trilatérale joue un rôle. Les grandes internationales, comme l'Internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit anti-national ».

Le 17 août 1989, le parquet avait ouvert une information judiciaire et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), l'association SOS Racisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), ainsi que la Ligue des droits de l'homme se joignaient à cette poursuite, qui a pu être menée à son

terme grâce à la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen, votée le 13 mai 1990 par le Parlement européen.

Cependant, la loi sur la presse impose aux juges des règles très strictes pour établir la diffamation. Ainsi, les propos litigieux doivent nécessairement comporter « l'imputation d'un fait précis ». En l'occurrence, la 17^e chambre correctionnelle, présidée par M. Claude Grellier, constate dans son jugement : « Le postulat exprimé par M. Le Pen est le reflet d'une conviction personnelle d'ordre politique, dont il n'appartient pas au tribunal d'apprécier la justesse. » Tout en relevant que vouloir opposer les intérêts nationaux et ceux d'organisations internationales, « ressort d'un discours polémique réducteur », et que les propos incriminés sont « particulièrement offensants pour les associations juives internationales », les juges estiment que ces propos « s'inscrivent dans le cadre d'une idée exprimée de façon globale », qui ne suffit pas à caractériser le délit.

M. P.

A l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur la ville est adopté grâce à l'abstention des communistes

Par 273 voix contre 265 sur 565 votants, l'Assemblée nationale a adopté, samedi 1^{er} juin, le projet de loi d'orientation sur la ville. Seuls le groupe socialiste et dix députés non inscrits ont voté pour, le PC s'est abstenu, les groupes RPR, UDF et UDC, ainsi que dix non-inscrits ont voté contre.

« Des mini-Stains à Neuilly, ce serait très bien ! » Le temps d'une formule, M. Bernard Carton, porte-parole du groupe socialiste sur le projet de loi sur la ville, a ressuscité dans l'hémicycle les fantômes des temps épiques de 1981... Le temps d'une formule seulement. Car, en mai 1991, une boutade de ce genre suscite immédiatement une remontrance du ministre, mettant en garde le trop fougueux député contre le danger de la « caricature ». Pas question pour M. Michel Delebarre de laisser croire un instant que les pavillons tranquilles de la banlieue chic de Paris pourraient un jour se réveiller exorcisés de grands ensembles modèle Seine-Saint-Denis !

Seule concession au lyrisme : le titre premier du projet de loi qui proclame solennellement un « droit à la ville ». Les députés de l'opposition n'ont pas manqué de souligner le caractère incantatoire de ce beau principe. A l'heure où les banlieues sont secouées par la malvivance et la violence. A ce tout nouveau droit, M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) s'est d'ailleurs empressé de venir d'ajouter, mais en vain, celui de la « sécurité dans la ville ».

Ces frissons passés, les députés se sont replongés dans l'aridité des articles du projet qui leur était soumis. Car la loi sur la ville, c'est d'abord cela : une refonte laborieuse du L 302-7 du code de la construction ou du L 332-22 du code de l'urbanisme, en passant par le code général des impôts ou celui des communes.

Présenté par M. Delebarre comme une « loi anti-ghettos », le texte propose un ensemble de dispositions destinées à assurer la mixité de l'habitat (le Monde du 29 mai). Ce principe doit désormais guider toutes les opérations de logement neufs, la rénovation des quartiers anciens et la gestion des « ghettos » existants.

Pour la construction de logements neufs, le projet de loi met en place un dispositif incitant les communes ou les syndicats intercommunaux à établir, pour une durée au moins égale à cinq ans, un « programme local de l'habitat » prévoyant une « répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements ». Relativement consensuelle, l'idée s'est vite heurtée à un autre grand principe, celui de la « décentralisation et du respect de l'autonomie des collectivités locales ».

Les difficultés sont surtout apparues lors de l'examen du dispositif particulièrement contraignant retenu pour les grandes agglomérations (celles comprises entre deux cent mille et trois cent cinquante mille habitants, et dont la population a, en moyenne annuelle, augmenté de plus de 0,5 % entre les deux derniers recensements). Visant d'abord la région parisienne, le déséquilibre entre banlieues riches et banlieues pauvres est très marqué, le texte prévoit d'autoriser le représentant de l'Etat à exercer son droit de préemption urbain lorsque la commune fait preuve d'une « mauvaise volonté à réaliser des logements sociaux ».

Remise en cause de la loi Malraux

Les élus UDF et RPR se sont également fortement opposés à l'article du projet de loi qui autorise les communes, sur délibération du conseil municipal, à faire participer les constructeurs privés à la diversité de l'habitat, en leur demandant une contribution à la construction de logements sociaux, soit en argent, soit en terrain, contrepartie d'une opération immobilière ou de l'installation d'un centre commercial. Pour M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne), une telle disposition risque « d'asphyxier la construction de logements en France, alors que l'important serait de la favoriser ».

C'est au contraire cette incitation que M. André Duroménil (PC, Seine-Maritime) a protesté. Pour le député communiste, cette mesure aurait dû être rendue obligatoire par le projet de loi. Les députés communistes ont toutefois obtenu satisfaction sur l'une de leurs grandes revendications concernant le droit, pour les maires, de don-

ner leur avis sur l'attribution de logements sociaux dans leur commune.

Le deuxième grand volet du texte, consacré au maintien de l'habitat, notamment à vocation sociale, dans les quartiers anciens, a donné lieu à un autre bras de fer, plus modeste celui-ci, mais plus attendu, entre la majorité socialiste et le gouvernement. M. Delebarre a refusé l'amendement déposé par M. Malandain, qui prévoyait une extension du champ d'action et des moyens financiers de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Face à la détermination du rapporteur et du groupe socialiste, renforcée par le soutien de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), le ministre de la ville a été contraint de recourir au vote bloqué pour que cette mesure ne figure pas dans son projet de loi.

L'opposition droite-gauche classique s'est à nouveau retrouvée sur l'article 18 du texte, qui remet partiellement en cause les dispositions fiscales avantageuses mises en place par la loi Malraux de 1962 sur la restauration immobilière. La volonté du gouvernement est d'empêcher que la rénovation des quartiers anciens ne se traduise par l'éviction des populations âgées ou modestes.

Pour être autorisé à imputer les déficits fonciers sur le revenu global, le propriétaire devra respecter désormais quatre conditions : les travaux de restauration devront porter sur des locaux exclusivement destinés à l'habitation ; ces locaux devront être loués pendant une durée minimale de neuf ans, et leur location devra être effective dans l'année qui suit l'achèvement des travaux. Enfin, les loyers devront être conventionnés, afin d'éviter des hausses excessives de prix.

Conformément à ce qu'avait annoncé, mardi 28 mai, M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et du logement, le dispositif de la loi de 1983, qui institua des avantages fiscaux en faveur de l'investissement locatif, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1992. M. Delebarre a également indiqué que le premier ministre, M. Edith Cresson, s'était engagé à augmenter de vingt pour cent les loyers à l'immédiation des logements à usage social (PALUS), dans la loi de finances pour 1992.

« Etatisation des sols »

Autre sujet de désaccord entre la majorité et l'opposition, le retour des Zones d'aménagement différé (ZAD) dans le droit de l'urbanisme. Pour M. Giraud, comme pour M. Delattre (UDF, Val-d'Oise), il s'agit d'une « véritable étatisation des sols ». La loi de 1967, qui a été formulée à l'encontre des établissements publics fonciers, instaurés par le texte pour donner aux communes un outil leur permettant de faire des acquisitions foncières et immobilières afin de constituer des « réserves » à l'abri de la spéculation.

Enfin, sur le dernier volet du projet de loi relatif aux grands ensembles, les députés des trois groupes de l'opposition ont reproché au gouvernement d'avoir voulu se donner bonne conscience à peu de frais, en signant, d'un trait de plume, la mort des Zones d'urbanisme prioritaire (ZUP). Pour « reconquérir la vie dans les grands ensembles », les députés de l'opposition avaient, il est vrai, de toutes autres propositions : comme celles, déposées par amendements, par M. Delattre, de créer dans ces ZUP de véritables « zones franches » pour les entreprises, compensées budgétairement par une taxe sur « les bombes de peinture abrasif utilisées pour la réalisation des tags » ! Le gouvernement s'est limité à la version initiale du projet qui prévoit que les communes ou les groupements intercommunaux peuvent fixer des périmètres à l'intérieur desquels les entreprises de moins de cent cinquante salariés sont exonérées de taxe professionnelle pendant un maximum de cinq ans.

A 4 heures du matin, samedi 1^{er} juin, après quatre jours de débat, le lyrisme avait paradoxalement changé de camp. On a ainsi entendu M. Giraud expliquer le vote « contre » de son groupe, au motif que le gouvernement s'était contenté « d'offrir généreusement des articles supplémentaires au code de la construction » au lieu d'avoir cherché véritablement à « faire renaitre la vie dans nos grands ensembles ».

PASCAL ROBERT-DIARD

F. R.

POLITIQUE

L'élection législative partielle de Belfort

M. Chevènement « monte au filet » dans sa ville

L'élection législative partielle de Belfort, dont le premier tour devait avoir lieu dimanche 2 juin, aura mis M. Jean-Pierre Chevènement aux prises avec huit autres candidats. L'ancien ministre de la Défense devra, selon toute vraisemblance, affronter un second tour pour lequel M. Edith Cresson a fait savoir qu'elle viendrait le soutenir.

BELFORT

de notre envoyé spécial

Lorsqu'il avait annoncé, le 22 avril, avec M. Gilbert Marin Moskovitz, sa suppléante, la démission de cette dernière et sa propre candidature à l'élection législative partielle, M. Chevènement s'était présenté comme un opposant de l'intérieur à la politique de M. François Mitterrand. Autant qu'à celle de M. Michel Rocard. Sa démarche se situait dans la continuité de sa démission du gouvernement, le 29 janvier précédent, en raison de son désaccord avec la guerre contre l'Irak. Il demandait aux électeurs de lui donner la légitimité démocratique indispensable à ses projets d'avenir.

Ces projets, l'ancien ministre de la Défense allait les préciser rapidement en dénonçant les trois « tournants » de la politique des socialistes au pouvoir : le tournant « libéral » de 1983, le tournant « centriste » de 1988, le tournant « atlantiste » de 1990. En cette période de morose dixième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir, alors que le débat politique était dominé de nouveau par les « affaires », M. Chevènement appelait de ses vœux, invité le 10 mai à l'Élysée par tous ceux - il y avait aussi M. Rocard - que M. Mitterrand souhaitait associer à la commémoration de sa première élection à la présidence de la République, l'ancien ministre de la Défense à repris sa place parmi les

barons du socialisme. M. Cresson, qui devait venir l'appuyer dans sa campagne, a confirmé cette intention après être devenue premier ministre, et elle se serait rendue à Belfort samedi 1^{er} juin si la jurisprudence du Conseil constitutionnel n'avait fait craindre à M. Chevènement que des images télévisées de cette visite, après la clôture officielle de la campagne, ne fournissent à ses adversaires un motif de recours en annulation. M. Cresson épaulera donc son ami pour le scrutin de ballottage auquel il paraît impossible qu'il échappe.

L'histoire

a « déjà jugé »

La campagne de l'ancien ministre a changé de nature. De la guerre du Golfe et de sa démission, il n'est plus question qu'allusivement dans sa profession de foi. Il arrive dans les réunions électorales qu'on l'interroge sur ce sujet, mais le plus souvent, c'est lui qui l'aborde pour déclarer par exemple : « Nous n'allons pas revenir sur le passé, l'histoire jugera. » Et d'ajouter, confiant : « J'ai le sentiment qu'elle a déjà jugé. » Il précise, si besoin est, que les problèmes que la guerre contre l'Irak devait permettre de résoudre sont toujours là - le Liban, le conflit israélo-palestinien - et qu'elle en a ordonné d'autres, celui des Kurdes principalement, qui ne sont pas davantage maîtrisés. Le « nouvel élan », sous le signe duquel M. Chevènement avait placé sa candidature est toujours mentionné, mais avec cette précision : « La nomination de M. Cresson comme premier ministre manifeste la profondeur de ce besoin. » L'accent est mis plutôt sur les problèmes de Belfort et de sa région, avec, au premier rang, la menace qui pèse sur Bull. Le risque de voir fermer cette usine, l'un des principaux employeurs de Belfort (avec Alsthom et Peugeot), a contribué à ce que M. Chevènement décide de provoquer cette élection partielle dès le mois de juin. « Il faut monter au filet, ici », explique-t-il, « sinon, on est laminé. »

Le 28 mai, le maire de Belfort a participé à Paris à une réunion

autour de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. Les solutions envisagées permettraient de conserver la moitié des mille quatre cent cinquante emplois, tandis qu'une société de développement industriel, déjà dotée de 40 millions de francs, aura pour mission d'aider à la création d'entreprises nouvelles.

« M. Chevènement s'est occupé, comme ministre, de Bull. Pas d'Alsthom. Bull ne va pas, Alsthom va bien », M. Jean Rossetol, le candidat unique de la droite parlementaire, ne peut pas manquer d'opposer les succès d'Alsthom, groupe privé, aux déboires de Bull, dont l'Etat est l'actionnaire quasi unique, mais il n'oublie pas que la société d'information fut le produit d'une « ambition nationale » qu'un gaulliste comme lui ne saurait renier. Maître de conférences de droit public, le conseiller général (RPR) de Danjoutin, candidat contre M. Chevènement en 1978 déjà, ne se fait guère d'illusions sur ses chances de battre l'ancien ministre.

M. Rossetol a l'œil sur le Front national, qui lui donne des frayeurs dans ce département où M. Jean-Marie Le Pen avait dépassé 17 % des voix en 1988, et dans cette ville où certains quartiers donnent près de 25 % de

leurs suffrages à l'extrême droite. Le candidat de celle-ci, M. Jean-Yves Roubez, un jeune assistant parlementaire entré il y a deux ans au conseil municipal, exploite le thème de l'immigration pour rapprocher son score de celui de M. Le Pen. Dans cette campagne peu mobilisatrice, les Verts ont, eux, pour objectif, de « faire leurs voix », sans plus.

Le paradoxe est qu'à l'exception de M. Rossetol et de M. Roger Heyer (Génération-Ecologie), les autres candidats partagent, avec des motivations différentes, l'hostilité de M. Chevènement à la guerre. C'est le cas de M. Joël Niess (PCF), des deux candidats trotskistes - M. Gilbert Guilhem (Ligue communiste révolutionnaire) et M. Eliane Lacaille (Lutte ouvrière) - de M. Roubez (FN) et de M. Alain Fousseret (Verts). M. Ferdinand Moschenross, candidat autonomiste alsacien, n'aborde pas le sujet.

M. Chevènement se donne pour objectif d'approcher au premier tour le score que M. Mitterrand avait obtenu en avril 1988, soit près de 38 % des voix. Lui-même avait été réélu au mois de juin suivant, dès le premier tour, avec 53,66 % des voix, mais il n'avait pas à affronter, comme cette fois-ci, huit candidats.

PATRICK JARREAU

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs adoptent la réforme de l'aide juridique

Les sénateurs ont adopté, jeudi 30 mai, en première lecture, le projet de loi réformant l'aide juridique présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Favorable à l'économie générale du texte qui a pour objectif principal d'étendre le régime de l'aide judiciaire mis en place en 1972 au bénéfice des justiciables défavorisés, la majorité sénatoriale a voté le projet de loi après l'avoir légèrement retouché. Les groupes communistes et socialistes se sont abstenus.

La majorité sénatoriale a plutôt fait bon accueil au projet de loi qui dépoussiérait le système actuel d'aide juridique et qui prévoit un relèvement des plafonds d'accès à l'aide juridictionnelle. Le projet étend par ailleurs l'aide à tout le contentieux et décentralise son versement par l'Etat au niveau des barreaux. Comme à l'Assemblée nationale (le Monde du 3 mai), les critiques de la droite, soucieuse du sort réservé aux avocats, et des communistes, ont surtout porté sur la faiblesse des moyens prévus par l'Etat pour répondre à la montée en charge entraînée par le projet.

Les sénateurs ont adopté un amendement dispensant du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée les prestations indemnisées

totallement ou partiellement par l'Etat dans le cadre de cette aide. Ils ont également institué, pour rétribuer les avocats, un dispositif voisin de celui adopté à l'Assemblée nationale, fondé sur le type de procédure, combattu par le gouvernement qui lui préférerait un calcul prenant en compte le nombre des missions, un barème d'heures par procédure et un coefficient horaire. Les sénateurs ont également supprimé, contre l'avis du gouvernement, des socialistes et des communistes, une disposition majorant la dotation des barreaux les plus chargés en la matière.

S'agissant du financement de l'aide, alors que le projet du gouvernement ne faisait intervenir l'Etat que pour compenser les disparités interdépartementales, les sénateurs ont obtenu qu'il soit mentionné dans tous les cas. Les sénateurs se sont enfin montrés tout à fait favorables au deuxième volet du texte, dont le garde des sceaux a reconnu le caractère « expérimental », à savoir l'aide à l'accès au droit qui inclut une nouvelle aide à la consultation ainsi qu'une assistance au cours de procédures non juridictionnelles.

G. P.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Après l'attentat de Bastia

Perquisition au siège du MPA

La police judiciaire a effectué, jeudi 30 mai, une perquisition au siège du Mouvement pour l'Autodétermination (MPA), dans le centre de Bastia (Haute-Corse) ainsi qu'au siège de son hebdomadaire *Paese* et à l'imprimerie, située dans la banlieue de la ville. Les policiers souhaitent prendre connaissance d'une disquette de logiciel utilisée dans la fabrication du journal.

Cette perquisition, qui était effectuée sur commission rogatoire du parquet de Paris, s'inscrit dans le cadre de l'enquête menée sur l'attentat qui a détruit mercredi (le Monde du 31 mai) une partie des locaux du Conseil général de Haute-Corse et qui a été revendiquée par le FLNC « canal habituel », proche du MPA. Quelques militants du MPA ont protesté contre cette perquisition en bloquant une rue au centre d'Ajaccio. De leur côté, les conseillers généraux de Haute-Corse se sont réunis en session extraordinaire jeudi. Ils ont souhaité une visite du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand.

Attentats en Corse. - Une résidence secondaire de Pianottoli-Caldarelli, à l'extrême sud de la Corse, a été gravement endommagée, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mai, par un attentat. Plusieurs charges ont partiellement détruit la villa de M. Christian de Clarens, courtier en assurances vivant à Paris. Le même nuit, une charge de forte puissance a explosé à bord du *Santa-Régina*, une barque de pêche ancrée dans le port de pêche d'Ajaccio. La barque, appartenant à M. Michel Serriera, marin pêcheur, a été entièrement détruite.

Cris et lueurs dans le chaos

La prise en compte de la misère du monde, la volonté de changer la vie.

D'un autre parlementaire qui, dans une assemblée aussi raisonnable que le Sénat, a voté aussi contre la participation à la si réusée guerre du Golfe, il fallait s'attendre à tout, voire à une démonstration tendant à prouver la fécondité du chaos en politique.

Dans l'essai qu'il publie, Jean-Luc Mélenchon, jeune et turbulent sénateur socialiste de l'Essonne, s'exprime à titre personnel. Ce militant socialiste, venu du trotskisme, l'un des co-fondateurs de la Nouvelle école socialiste, veut interdire la gauche à ouvrir un débat théorique sur ses finalités et ses méthodes d'analyse et d'action, au lieu de se perfectionner dans le respect des lois du marché. On pourrait, comme le font certains de ses camarades, mettre ces velléités sur le compte de la jeunesse et d'un gauchisme mal soigné si elles n'excitaient pas mieux l'esprit qu'un discours de premier ministre et les prétendues répliques que lui apportent amis et adversaires.

A sa manière, Jean-Luc Mélenchon ressent le besoin d'un nouvel élan et il propose de partir à la conquête du chaos pour y chercher les bases d'un nouveau réalisme en politique. L'ouvrage qu'il signe, sous ce titre et ce sous-titre, a d'abord le mérite de bousculer le ronron du débat entre gestionnaires un peu plus sociaux ou un peu plus libéraux. Si l'auteur va au-delà d'un réel talent polémiste, c'est parce qu'il s'interroge, en avançant des éléments de réponse, sur une autre lecture des valeurs de la gauche et sur la nouvelle méthodologie qui aidera à les mettre en œuvre.

Il ne prétend pas réinventer le socialisme mais renouveler ses références scientifiques, puisque la science a révélé la complexité de ses sujets d'études en même temps qu'elle se donnait d'autres voies d'approche. Ainsi, au lieu d'analyser le mouvement réel de l'histoire à la lumière des modèles déterministes empruntés au darwinisme et à la physique classique, il serait plus approprié et fécond, explique-t-il - au risque de déclencher l'hilarité à droite - de s'inspirer de la théorie du chaos et de la science des catastrophes. Jean-Luc Mélenchon estime qu'on y trouvera de meilleurs outils pour appréhender des phénomènes qui sont apériodiques (non soumis à des séries linéaires), qui sont tributaires de

quantités négligeables et dont la réalité est différente suivant l'échelle spatiale ou temporelle à laquelle on se place.

La démonstration est plus parlante lorsque l'auteur évoque les désordres de la réalité sociale et l'incapacité dans laquelle se trouvent les politiques et les économistes, quoiqu'ils prétendent, d'en prédire et d'en gérer la course. « Le chômage, l'incompressible pour deux millions et demi de personnes dans notre pays selon les experts, est, observe-t-il, la figure la plus claire du chaos dans son encheînement à l'ordre qui le produit et qu'il entretient à sa manière. » Mais exemples d'incohérence, de contradiction, d'aberration, sont versés au dossier. Selon l'auteur un véritable projet socialiste continu de trouver sa justification dans ces désordres s'il sait repérer dans le chaos les méthodes et les moyens de son action positive.

On n'est pas tenu d'être convaincu par l'enthousiasme théorique et militant de Jean-Luc Mélenchon mais on ne lui ne lui reprochera pas de s'enfermer dans les bestes idéologiques du passé. Si la gauche a toujours un sens, il faut le retrouver, car il s'est égaré à l'usage du temps et du pouvoir. Dans cette quête, l'auteur avance bravement en franc-tireur.

Le manifeste pour le changement que lance un autre député de la gauche socialiste, Patrice Finel, conseiller régional d'Ile-de-France, ancien membre du comité directeur du PS, vise à remettre à l'heure les pendules du socialisme, à revenir à ce que l'auteur appelle les « valeurs-boussoles ». Il s'agit, selon lui, d'en finir avec une gestion socialiste dont le modèle le plus achevé est Pierre Bérégovoy pour rebâtir la gauche « sinon la crise des idées sera bientôt suivie d'une crise d'identité ».

Au-delà de différences perceptibles, ces cris et murmures dans les rangs socialistes ont plusieurs dénominateurs communs. Outre qu'ils émanent de jeunes élus et du même département, ils expriment une grande déception et appellent le socialisme à un retour à l'homme, à la personne, à l'individu. Au citoyen aussi, car ils traduisent un rejet du carcan institutionnel de la V^e République dont l'actuel président semble s'être accommodé : avis aux candidats à la succession !

► *La Fracture*, de Marie-Noëlle Lienemann. Gallimard, 174 pages, 75 F.

► *A la Conquête du chaos*, de Jean-Luc Mélenchon. Denoël, 276 pages, 115 F.

► *Du Mitterrandisme au socialisme*, manifeste pour le changement, de Patrice Finel. L'Harmattan, 184 pages, 80 F.

Le débat sur les « affaires »

« Certains procureurs auraient mieux fait de se taire »

déclare M. Barre

Dans un entretien accordé au *Figaro* du 31 mai, M. Raymond Barre, interrogé sur le changement de ton entre M. Edith Cresson et M. Michel Rocard, explique que celui-ci ne doit pas « masquer la continuité de la politique gouvernementale sur le fond. Ce n'est pas étonnant puisque c'est le président de la République qui en fixe les grandes orientations ». L'ancien candidat à la présidence de la République regrette que lors des nominations aux postes de responsabilité « le pouvoir socialiste se soit, dans un certain nombre de cas, abandonné à ses préférences partiales au-delà de ce que l'on peut tenir pour acceptable ».

A propos des « affaires », M. Barre affirme : « Certains procureurs auraient mieux fait de se taire ! Je crois que l'opposition des propos de l'exploiter sans vergogne

les « affaires », c'était, compte tenu du climat général de désintérêt pour la politique, risquer de mettre en cause la démocratie elle-même. Il n'est jamais bon de se complaire dans les marécages. »

Interrogé sur la possibilité qu'il soit nommé premier ministre en cas de nouvelle cohabitation, M. Barre répond : « Pourquoi voulez-vous que j'entre en compétition avec les éminentes personnalités de l'opposition qui cachent de moins en moins leur impatience de devenir premiers ministres ? (...) Et puis, j'ai été à Matignon pendant près de cinq ans : il est normal que, maintenant, j'aspire à monter plutôt qu'à faire du surplace... »

Questionné sur sa candidature lors des primaires organisées par la droite avant l'élection présidentielle, il réplique : « Croyez-vous vraiment qu'elles auront lieu ? »

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'avocat des Verts

A la suite de la publication d'un article intitulé « Au tribunal de grande instance de Paris, les Verts engagent une procédure incertaine sur l'affaire Urba-Gracco » dans nos éditions du 25 mai, nous avons reçu de M. Pierre-François Divier, avocat du parti écologiste, un texte intitulé : « Référé Urba-Gracco : les prétendus « propos de café du commerce » de l'avocat des Verts. »

En voici le texte : « Ainsi, selon votre article du 25 mai 1991 relatif à la procédure de référé des Verts dans l'affaire Urba-Gracco, le 22 mai dernier, sur trois heures et demi d'audience, je n'aurais laissé que « neuf minutes » au représentant du Parquet « pour son réquisitoire », lequel, telle une « mitrailleuse », m'aurait « renvoyé à mes chères études » et « conseillé (...) de canaliser (...) [mon] imagination créatrice ». M. Phlippe le juge, aurait ensuite « [paru] soulagé d'en avoir fini ». Mon assignation aurait été « louffue », « confuse », « brouillonne », et ma « procédure, un modèle de désordre, fondé sur des propos de Café du commerce » (sic). L'esprit d'objecti-

visé d'Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde guidait-il toujours votre plume ?

Sur une audience de près de quatre heures, deux heures et demi ont été consacrées aux plaidoiries des six avocats de la défense - dont le sergent que vous avez nommé est celui habituellement chargé des intérêts de votre journal - ainsi qu'à l'intervention - également occultée - de M. Bidalou.

Face à mon assignation prétendue « louffue », « confuse » ou « brouillonne », les avocats adverses ont déposé cinq jeux de conclusions d'un total de trente-huit pages ! Un argument impaire d'irrecevabilité ne s'explique-t-il pas habituellement en cinq lignes. Pourquoi, entre autres, l'avocat de M. Monate, que vous dites soulever une irrecevabilité, s'est-il, alors, donné la peine d'écrire treize pages de conclusions ?

Quant aux prétendus « propos de Café du commerce » sur lesquels se serait fondée ma procédure, ils sont essentiellement constitués par le livre, à ce jour, sans erreur, non poursuivi pour diffamation, d'un

ancien inspecteur de police, portant sur l'enquête qu'il a personnellement menée.

Ces « propos de Café du commerce » ont été publiés le 16 juillet 1988, p. 9202, les comptes officiellement déclarés de la campagne de M. Mitterrand en 1988, et signés par le même expert-comptable que celui de la société Urba.

Ces « propos de Café du commerce », c'est enfin et surtout l'entretien de M. Monate, président d'Urba-Gracco, réalisé par votre propre journal (*le Monde*, 6 décembre 1989) mettant en cause M. Nallet aujourd'hui partie au procès mais qui peut, par ailleurs, adresser des injonctions au procureur général, qui peut à son tour en adresser au procureur de la République (C.F.P.P. art. 36 et 37) et par voie de conséquence au magistrat qui me renvoie à « mes chères études ». Sans doute ces lettres sur l'indépendance et l'impartialité du juge, dans la convention européenne (art. 6, paragraphe 1).

مكتبة الأنجلو

HEURES LOCALES

Des élus jouent les chefs d'entreprise

L'engagement des collectivités locales dans la création de sociétés de services peut réserver des surprises : la réussite du département de l'Hérault dissimule l'échec de Saint-Girons

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

AUTANT les élus de l'Hérault, le département le plus informatisé de France, sont satisfaits d'avoir créé une entreprise devenue en quinze ans la première société de services de la région, autant les responsables de Saint-Girons (Ariège) ont quasiment chassé de leur mémoire le souvenir, pourtant très récent, de la participation de la commune à une société qui devait distribuer son système monétique à travers toute la France.

En 1976, à une époque où les préfets demandent aux élus de voter des budgets qu'ils préparent et se chargent de faire approuver, Jean Bène, le président (PS) du conseil général de l'Hérault, estime que son département doit maîtriser le développement de ses propres services de gestion pour en contrôler les coûts. Il charge Gérard Saumade, qui lui succédera à la tête de l'instance départementale, d'une mission qui porte également sur l'avenir de l'audiovisuel dans la région. A la suite de cette étude, le conseil général de l'Hérault vote à la quasi-unanimité le principe de la création d'une société d'économie mixte (SEM) dont la vocation sera double : participer à l'informatisation des services du département et aider les petites communes de la région à se moderniser. La société prend d'ailleurs le nom de SIAGE (Société d'Informatique et d'Aide à la Gestion).

Associé à la Caisse des dépôts, le département est l'actionnaire principal de cette société d'économie mixte, à laquelle participent les communes importantes de l'Hérault, y compris la Ville de Montpellier, pourtant dotée d'un service informatique intégré. Avec un effectif de cinq personnes, la SIAGE réalise rapidement l'informatisation des services des cartes grises et des bourses d'enseignement. « Il fallait des résultats pour crédibiliser l'entreprise », explique Bernard Delaban, qui dirige la société depuis quinze ans.

« Un outil indépendant de la politique »

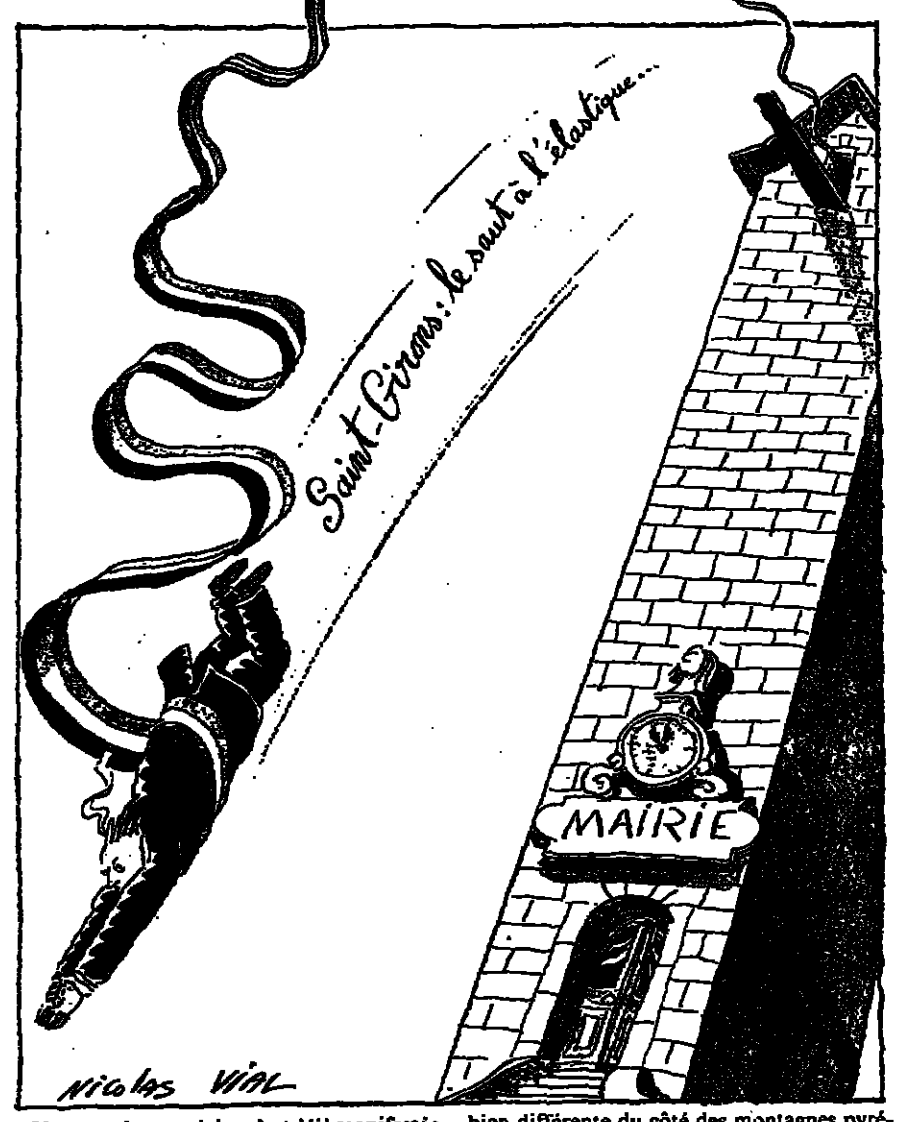
En parallèle, une étude sur une quinzaine de communes détermine les besoins des petites villes du département. L'information inconnue alors beaucoup des élus : le risque est grand d'investir dans des matériels coûteux et peu satisfaisants, le personnel des mairies est souvent réticent. Pour convaincre, Bernard Delaban assiste avec son micro-ordinateur aux discussions des budgets dans les conseils municipaux : « Je faisais des simulations des différentes options pour calculer leur impact sur la fiscalité. Certains conseillers municipaux modifiaient leur vote en fonction des conséquences sur leur propre feuille d'impôts. » Dès 1977, les premières communes du département s'informatisent sur les conseils de la SIAGE, qui détache des spécialistes dans leurs services. A la suite de ces premières interventions, le département de l'Aude et la région Languedoc-Roussillon deviennent les plus gros clients de la société après le département de l'Hérault (1).

La SIAGE emploie aujourd'hui une centaine de personnes, dont une partie sont directement détachées auprès des collectivités locales. Elle a réalisé 42 millions de francs de chiffre d'affaires en 1990 et travaille pour 4 régions, 20 départements, 450 communes,

200 organismes publics, parapublics et d'intérêt collectif, ainsi que pour une vingtaine d'administrations.

Louis Villaret, qui préside à ses destinées en tant que vice-président du conseil général de l'Hérault, reconnaît que cette réussite a dû vaincre certaines résistances : « Il fallait acquiescer l'image d'outil indépendant de la politique. » La plupart des collectivités locales de Languedoc-Roussillon – le conseil régional excepté – sont en effet à majorité socialiste.

société agisse autrement. Après les conseils en organisation, en contrôle de gestion, en ressources humaines, la SIAGE offre régulièrement de nouveaux services : infographie, formation des personnels, organisation des espaces de travail, fichiers fiscaux. Véritable consécration officielle : c'est à ses spécialistes qu'a été confiée la réalisation de la simulation sur les conséquences de l'intercommunalité prévue par le projet de loi Joxe-Baylet. La situation est



Une certaine suspicion s'est déjà manifestée après des changements de majorité, mais deux audits se sont conclus sur des satisfactions. Les responsables de la SIAGE n'ont jamais envisagé d'étendre leurs activités hors des marchés publics. Ils ont, au contraire, toujours veillé à élargir leur champ d'intervention dans le secteur des collectivités locales.

« Il nous faut sans cesse innover. Les techniques et les besoins évoluent. Nous investissons tous les résultats de l'entreprise dans la recherche », précise Bernard Delaban. Les actionnaires de la SIAGE, qui sont aussi ses clients, comprendraient d'ailleurs mal que la

bien différente du côté des montagnes pyrénéennes. Lorsque la municipalité de Saint-Girons décide en 1986 de participer à la création d'une société chargée de commercialiser le système monétique qui équipe la commune, les élus cherchent avant tout à fixer dans la région des emplois de haute technologie.

Cette société, baptisée Métacard, réunit des industriels et le Girris, qui associe plusieurs communes du Couserans autour de Saint-Girons. La carte à puce en est à ses balbutiements et l'expérience de paiement multi-services mise en place à Saint-Girons attise la curiosité de dizaines de municipalités, qui se

précipitent en Ariège. Le maire de l'époque, Jean Ibanes, réussit à transmettre son enthousiasme pour ce nouveau mode de gestion des restaurants, du ramassage scolaire et des garderies, même si le système rencontre beaucoup de difficultés à se mettre en place.

Faute d'environnement industriel adapté, faute également d'étude de marché sérieuse, la commercialisation du système Logimac est un échec cuisant : la société Métacard affiche en 1987 un déficit de 1 million de francs pour 600 000 francs de chiffre d'affaires. Il est long et coûteux d'adapter les installations aux besoins spécifiques de chaque ville. La municipalité demande au cabinet-conseil TEN, de Claude Neuschwander, de faire un bilan de la société. Ses conclusions sont rapides : le marché est limité, le produit n'est pas encore au point. Joël Bourak, le consultant envoyé sur place, demande cependant à entrer dans le capital et prend la direction de la société. Sous le nom de Mutacard, elle est relancée et s'installe à Paris en mars 1988. Seuls deux techniciens continuent à travailler à Saint-Girons, où se maintiendra cependant jusqu'en décembre 1990 le siège officiel de la société. Mais dès décembre 1989 les communes associées dans le Girris ont quasiment quitté le capital de Mutacard, constatant qu'il était effectivement impossible de maintenir une activité de la société sur place.

En attendant l'explosion de la monétique municipale

Quatre villes prennent rapidement commande de systèmes monétiques auprès de Mutacard, mais il faut entièrement repenser la conception du produit. Les responsables de Mutacard doivent donc s'orienter pour des raisons de trésorerie vers de nouveaux marchés. A partir de mai 1988, ils mettent au point pour une fédération mutualiste une carte-santé. En 1989, Mutacard équipe le centre nautique de Coudé-sur-l'Escout d'un système de paiement. Le produit est ensuite vendu à d'autres centres de loisirs ou de thalassothérapie. Douze personnes travaillent alors dans la société, qui réalise un chiffre d'affaires de 10 millions de francs.

Début 1989, les villes de Courcouronnes et de Chilly-Mazarin demandent à Mutacard d'installer des systèmes de paiement dans leurs cantines scolaires. Ces commandes n'assurent qu'un tiers du chiffre d'affaires, mais la société n'en reste pas moins tournée vers le marché des collectivités locales. « Nous cherchons à convaincre les élus de l'intérêt de se doter de systèmes monétiques, sans leur cacher qu'ils n'en retireront pas d'économie immédiate, mais que la gestion informatique des systèmes municipaux permet au bout du compte des gains de productivité », explique Joël Bourak. Il se dit persuadé que la monétique municipale connaîtra un jour une véritable explosion, en lui donnant ainsi raison d'avoir fait preuve de plus d'obstination que la municipalité de Saint-Girons.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Le capital de la SIAGE, qui est passé en 1990 de 500 000 francs à 1 800 000 francs, est détenu aujourd'hui à hauteur de 51 % par le département de l'Hérault, de 11 % par la région Languedoc-Roussillon, de 6 % par le département de l'Aude, de 5,5 % par 80 communes, dont certaines se trouvent dans d'autres zones géographiques.

Les maires et la violence

TOUS les maires de villes de banlieue font ces temps-ci le même cauchemar. Ils sont réveillés en sursaut un samedi soir par un appel téléphonique leur annonçant l'explosion de colère de jeunes brisant les vitrines d'un centre commercial ou affrontant les CRS.

Depuis que des maires politiquement aussi divers que ceux de Vaux-en-Velin, Sartrouville ou Mantes-La-Jolie ont vécu ce scénario d'épouvante, aucun élu ne peut se prétendre à l'abri d'une explosion. « Nous sommes tous des Laurent Watzel (le maire UDF de Sartrouville, NDLR) en puissance », résumait M. Claude Parnes, le maire (UDF) de Roissy-sous-Bois... deux jours avant la flambée de Mantes-La-Jolie, lors d'un colloque aux Ulis (Essonne). Certes, peu d'élus se reconnaissent dans la conduite musclée et parfois provocatrice du maire de Sartrouville. Certains maires, de droite comme de gauche, nourrissent un dialogue quotidien avec les jeunes des cités et ressentent l'irruption de la violence comme une profonde injustice.

Dans le tourbillon qui accompagne inéluctablement ce type d'événement, les maires constituent une cible de choix. Pêle-mêle, on les tient responsables pour responsables de l'insécurité, du mauvais climat régnant sur les violences, des dégradations commises à l'encontre des commerces, des excès policiers. S'ils réclament la répression, ils se font injurier par les jeunes. S'ils tentent d'analyser le « malaise » social, on les accuse de laxisme, voire de complicité avec les « casseurs ».

Dévestateurs pour la vie locale, les événements dramatiques des banlieues pourraient précipiter quelques remises en question. La création de « polices municipales » a accordé l'idée erronée et dangereuse d'une responsabilité du maire en matière de sécurité publique. L'implantation d'hypermarchés à proximité immédiate des logements peut se révéler socialement désastreux. Enfin, la création de « structures » permanentes destinées à susciter et à aider les initiatives des jeunes peut être bien moins efficace, à long terme, qu'une présence permanente et des interventions « sur mesure ». Passer des discours sur la justice sociale à un dialogue quotidien avec des jeunes enfin reconnus comme citoyens à part entière est une exigence urgente pour tous les élus.

PHILIPPE BERNARD

La planète mer se visite à Boulogne

Au terme de conflits municipaux, le centre Nausicaa vient d'ouvrir sur les rives de la Manche, pour permettre aux visiteurs de découvrir la vie sous-marine

A l'entrée du port de Boulogne-sur-Mer, au pied de la jetée, un impressionnant coquillage, que des érudits ont joliment baptisé Nausicaa, abrite, sous sa longue silhouette, le Centre international de la mer. A deux pas de la promenade de la plage, que domine la statue équestre du général San Martin, car le libérateur de l'Argentine est mort dans cette ville... Un beau site portuaire et de loisirs pour un équipement exceptionnel, auquel on a d'ailleurs accordé le label « grand projet ». Les élus ont accueilli ses premiers visiteurs (1) par ces mots : « Bienvenue sur la planète mer » (les deux tiers du globe que l'on qualifie de terrestre). Car l'ambition des promoteurs est grande. Il ne s'agit pas ici d'offrir à la contemplation des visiteurs quelques espèces plus ou moins rares de la faune marine, mais de les guider dans cette grande aventure qu'est la découverte de la vie sous-marine sous toutes les latitudes, la recherche d'un univers encore mal connu et l'exploration des fonds marins par l'homme. Le pôle technologique se compose d'un bassin d'essai et de démonstration.

Le clon de Nausicaa est sans doute cet aquarium en aménagement de 600 mètres cubes au cœur duquel on peut se pla-

cer pour admirer les évolutions des requins-gris. Mais l'ensemble est une merveilleuse mise en scène : escalier de lumière, sol photoluminescent, ambiance créée dans les tons bleutés avec un son très affiné, car, contrairement à une formule célèbre, la mer n'est pas le monde du silence. Il s'agit, précisent les responsables, du centre le plus important d'Europe, unique dans sa conception : 14 000 mètres cubes d'eau pour vingt aquariums et 150 000 mètres carrés d'exposition. La présentation de quelque 3 000 poissons s'effectue de façon très diverse dans l'ambiance du lagon corallien à 28 degrés ou dans la fraîcheur des mers froides. Plus encore, par un agencement surprenant mais efficace, le visiteur se trouve tout à coup sur le pont d'un chalutier, la nuit, par mauvais temps bien sûr, et voit devant lui remonter le chalut et s'affaier la pêche.

Polémique municipale

Le parcours se poursuit par des jeux où l'on simule le rôle d'un amateur ou d'un maraîcher. Enfin, la recherche n'est pas oubliée : l'IFREMER montre ses études de nouveaux types d'engins de pêche. Il s'agit bien d'un lieu d'animation,

d'un outil de recherche et de démonstration pour les scientifiques et les professionnels. Il existera même des espaces pour accueillir des congrès et des expositions temporaires.

Nausicaa a déjà une longue histoire. C'est en 1980 que deux étudiants, l'un agronome, Stéphane Hénard, l'autre stagiaire à l'Institut de pêches maritimes, Philippe Valette, imaginent ce projet. Ils trouvent une oreille très attentive, celle de M. Guy Lengagne, député, maire (PS) de la ville, qui rêve lui aussi d'un bel équipement sur les ruines de l'ancien casino. L'océanographe Christophe Liacopoulos apporte sa technique : le Centre aura vingt aquariums, sa salle de cinéma, des laboratoires, une médiathèque, un restaurant gastronomique, etc. M. Lengagne devient secrétaire d'Etat à la mer en 1983 et tout s'accélère. Jacques Rougerie, l'inventeur des villages sous-marins, remporte le concours et se met au travail. Son œuvre aujourd'hui suscite l'admiration.

Il a donc fallu une dizaine d'années pour que naisse ce Centre de la mer. Il a même été au cœur d'une polémique politique qui a peut-être

eu son importance dans la perte de la mairie de Boulogne par M. Guy Lengagne, en 1989. Mais son successeur, M. Jean Muscatel (divers droite), n'a pu que poursuivre l'achèvement d'un centre qui était déjà en bonne voie.

Le financement global a été de 160 millions de francs, entièrement assuré par des fonds publics : le Fonds européen de développement régional (43,67 %), l'Etat (9,77 %), le conseil régional (16,55 %), le conseil général du Pas-de-Calais (8,28 %), l'IFREMER (5,92 %), la chambre de commerce et d'industrie (2,49 %) et la ville de Boulogne-sur-Mer (10,19 %).

Il s'agit d'un investissement considérable. Mais Nausicaa, la déesse grecque, est bienvenue sur ce rivage du Pas-de-Calais pour accueillir les cohortes de passagers qui débarqueront bientôt du tunnel sous la Manche.

GEORGES SUEUR

(1) Nausicaa sera ouvert tous les jours, d'avril à septembre de 10 à 20 heures, d'octobre à mars de 10 heures à 18 heures. Prix : 45 F ; enfants : 25 F (réduction pour les groupes). Tél. : (06) 21-30-99-99.

L'urbanisation menace les vins de Bando

Le vignoble varois fête son cinquantenaire confronté à la pression foncière

TOULON

de notre correspondant

HÉRITAGE des Phocéens installés à Marseille, vers l'an 600 avant Jésus-Christ, le terroir de Bando a survécu grâce à l'obstination des vignerons qui ont toujours défendu leurs vignes et la qualité de leur vin. Ils sont aujourd'hui trois cent cinquante exploitants, répartis sur cinquante-deux domaines représentant 1 192 hectares couvrant huit communes de l'ouest varois (Bando, Sanary, La Cadière, Le Castellet, Ollioules, Evénos, Saint-Cyr et Le Beausset) entre Toulon et Marseille.

Exporté au dix-septième siècle vers les « îles françaises » (les Antilles), ce vin de bord de mer mûrissant sous le soleil et sur des terrains silico-calcaires est particulièrement apprécié à la cour de Louis XIV. Dans la période qui suit les guerres napoléoniennes, 1 200 bâtiments font escale chaque année dans le port de Bando pour y embarquer 65 000 hectolitres de

vin provenant de ce terroir qui n'a pas encore d'appellation. Il faudra attendre 1941 pour que le bando ait sa charte. Il est alors soumis à un encépagement personnalisé, le rendement plafonné à 40 hectolitres à l'hectare et les vins ne peuvent être vendus qu'après un délai de conservation en fûts d'au moins huit mois pour les blancs ou rosés et de dix-huit mois pour les rouges.

« Les bando se portent bien », estime Michel Bronzo, président du Syndicat des producteurs, qui est heureux d'afficher 41 300 hectolitres produits contre 11 223 voilà dix ans. « Si la production croît, c'est la fin de l'extension des plantations dans un domaine qui, pourtant, est figé dans l'espace. En 1978 ce domaine couvrait 556 hectares, soit le vingtième de sa surface actuelle. Et par rapport à l'an dernier il s'est accru de 58 hectares dont une vingtaine de plantations nouvelles venant remplacer des vignes abandonnées ou non classées. »

JOSÉ LENZINI
Lire la suite page 11

F. R.

HEURES LOCALES

REPÈRES

CENTRE

Romp le silence
sur l'histoire des camps
d'internement
de juifs

À l'initiative des municipalités d'Orléans, de Pithiviers et de Beauce-la-Rolande, et d'un certain nombre de personnalités, dont l'avocat Serge Klarsfeld et M^{me} Hélène Mouchard-Zay, fille de l'ancien ministre du Front populaire, et conseiller municipal d'Orléans, un centre de recherche et de documentation sur la déportation des juifs dans le département du Loiret vient d'être créé. Le but de ce centre, qui sera installé à Orléans, est de rompre « l'énorme silence », qui selon M^{me} Mouchard-Zay, a toujours entouré l'histoire - peu glorieuse - des camps d'internement de Pithiviers et de Beauce-la-Rolande sous l'occupation.

C'est dans ces camps, mis en place par le gouvernement de Vichy, sous administration française, que furent enfermés par milliers les juifs arrêtés à Paris, notamment le 14 mai 1941. Du 19 au 22 juillet 1942, arrivèrent dans ces camps les victimes de la grande rafle du Vel d'Hiv. Quelques jours plus tard, sur ordre de Leguay, alors adjoint de René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, les gendarmes qui gardaient les deux camps séparément de force les femmes et les enfants. Lorsque Vichy eut le feu vert des Allemands pour les déporter, on entassa dans des wagons plombés les enfants, âgés de trois mille cinq cents, âgés de deux à seize ans, dont certains déjà moribonds. Ils furent gazés à leur arrivée à Auschwitz où leurs parents les avaient précédés de quelques jours.

MIDI-PYRENEES

Des arpentés
de terre tarnaise
légues
aux Indiens

Depuis le 8 mai, un petit coin de terre tarnaise, un hectare et demi à l'est d'Albi-Carnaux, est terre indienne. Un siècle après Wounded Knee, deux chefs de tribus lakota, un des sept composantes des Sioux, ont pris possession de leur territoire sur la petite commune de Faussergues. Et désormais, *Ampo-Luta* (l'aube rouge) sera le nouveau nom du lieu-dit sur cette terre occitane.

Car c'est bien en passionné de l'histoire des Indiens et de leur génocide que Thierry Cintas a voulu mettre à la disposition de ses « frères » ce lopin de terre, hérité il y a deux ans de ses grands-parents. Agé de vingt-neuf ans, cet éducateur, qui travaille à Carnaux, avait alors écrit à tous les interlocuteurs dignes de répondre au nom des Indiens à son offre.

C'est le représentant en France du Lakota Treaty Council, Didier Dupon, un Lillois, qui a saisi l'opportunité. Ce qui, dans le voisinage, passait pour un projet farfelu, c'est donc concrétisé avec la plantation sur la « mère terre » de quatre bouts de bois, symboles des points cardinaux. Et, au centre, les ambassadeurs du peuple lakota, Birgit Killis Straight et Johnny Looking Cloud, ont également planté dans le sol français une cinquième baguette avec une plume d'aigle, venue, elle aussi, du Sud-Dakota.

RHONE-ALPES

Ouverture
d'un nouveau casino
à Annecy

Le ministère de l'intérieur a récemment accordé son autorisation à l'ouverture d'un nouveau casino à Annecy (Haute-Savoie), intégré dans la rénovation d'un ancien palais, l'Impérial, situé au bord du lac et transformé en hôtel de luxe par le groupe Alcan-Höpf de Francfort. Ce complexe accueille également le centre de congrès de la ville, qui, lui, a été financé par la municipalité de M. Bernard Besson, ancien ministre (CDS). Représentant un investissement de 70 millions de francs, le casino bénéficie d'installations informatiques pour toutes les formes de jeux, à l'exception des machines à sous.

La Haute-Savoie compte désormais quatre établissements de jeux, avec ceux d'Evian, de Chamonix et de Megève, tandis que la ville frontalière d'Annemasse a, elle aussi, un projet en cours. L'Impérial d'Annecy entre également en concurrence avec les casinos d'Aix-les-Bains (Savoie) et de Divonne-les-Bains (Ain), à proximité immédiate de Genève et de la Suisse.

Chaban,
le vétéran de Bordeaux

Suite de la première page

Deux fois, trois fois, il aura conseillé à Chaban de lâcher Claude Bez, le tonitruant président du club de football des Girondins. Et plus tard, en une sorte d'hommage paradoxal, il laissera encore échapper : « C'est un artiste... Son courage a profondément marqué Bordeaux ».

Ce républicain-là, en tout cas, ne suscite ni animosité ni mépris. Après tant de secousses ces derniers mois, Noël Mamère, élu maire de Bègles en 1989 sous la bannière de la majorité présidentielle, affirme d'emblée : « Chaban ne mérite pas tant d'infamie ». Et Michel Sainte-Marie, le puissant maire de Mérignac, tuteur de l'opposition socialiste à la Communauté urbaine de Bordeaux, parle d'un « RPR de bonne compagnie ». Partout ailleurs qu'à Bordeaux, on se pincerait en l'entendant assurer cette évidence bordelaise : « Il a su rendre le pouvoir aimable ».

S'il y a ici une énigme, nous en approchons peut-être. « Souriez, mon vieux, souriez », déclare souvent Chaban, c'est votre meilleur arme. Lui-même a su en user allègrement au point de laisser encore confondre l'un de ses amis par son « extraordinaire vertu de charme ». Ce fut l'emballage d'un art politique de la plus belle eau, mariant avec doigt florentinisme et sens du compromis.

Dès les élections législatives de 1946, il revêt la toque du gaullisme - n'est-il pas l'un des plus jeunes Compagnons de la Libération ? - et la casaque radicale, une famille d'accueil lui convient. Sur les murs de la ville, le képi du général et la bouffarde d'Edouard Herriot sont convoqués pour intimider aux électeurs : « Votez pour lui ». Et tant pis pour la contradiction...

Vendetta
et grand écart

Bordeaux se fera à la manière, tout en arrondis, de ce hussard pacifique. Ici, décrète ce prince de l'entre-deux, ce maître des alliances, on gère. Bref, on évite les face-à-face, sources de tensions, toute la quintessence de la « politique parisienne » avec ses investissements et ses micro-guerres froides. Voilà l'art de Chaban.

Ainsi fonde-t-il en 1948 avec les deux « poids lourds » socialistes de la Gironde, Robert Brettes et René Cassagne, l'Union des maires de l'agglomération. Dix ans plus tard, les mêmes, chez le préfet, élisent leurs circonscriptions électorales. Quelques années encore et naîtra en 1968, dans le même esprit de concertation, la Communauté urbaine de Bordeaux, qui regroupe vingt-six municipalités autour de la ville.

N'aurait-il, en lieu et place d'adversaires, que de bons opposants, des vassaux consentants ? Depuis des décennies - c'est ici la juste unité de mesure - les barons socialistes qui règnent aux frontières de la ville lui prêtent en tout cas allégeance selon les termes d'un pacte tacite : « A moi la ville, à vous la périphérie ». Mieux qu'une pratique, une culture toujours vivante. Ainsi Noël Mamère fut-il élu, en 1989, à la Communauté urbaine grâce à l'extrême courtoisie du RPR et de l'UDF.

« Chaban, a sa composition, et je m'honore d'appartenir à sa équipe », indique Michel Sainte-Marie. Cela ne veut pas dire abdiquer. Si l'on considère Bordeaux à la loupe, c'est un vertige. Ce maire n'a de cesse de récupérer un à un les élus réticents, lisant les aspirations, phagocytant les oppositions. Tout adversaire est un transfuge en puissance. Quatre ennemis déclarés, issus du nido-socialisme local, passent ainsi dans son camp au milieu des années 50. Ce ne seront pas les derniers. Aux autres, qu'il inscrira plus tard sur sa liste, il déclare sans rire : « Vous serez mon opposition ».

Il entend tout aspirer. « Votre politique de la jeunesse est entièrement à revoir », lui lance en 1965 Simone Noailles, aujourd'hui adjointe pour les questions sociales. « Eh bien, vous la changez. Ça m'intéresse d'avoir des gens qui ne sont pas de mon avis », répond-il aussitôt. En 1989, il rencontre après l'élection Michel Duchêne, l'un des Verts. « Vous êtes des miens, mais vieux », assure Chaban. Et voilà l'écologiste promu adjoint à l'environnement.

« La politique est entièrement neutralisée », confie Chaban en se frottant les mains. Mais cette obsession de la bonne entente générale et ce grand écart permanent, ne sont-ce pas précisément la forme supérieure de la politique ?

Pour avoir subi un western municipal sans merci entre 1947 et 1954, Bordeaux se féliciterait presque de cet état d'apesanteur. En ces temps-là, l'ancien maire, Adrien Marquet, frappé du sceau de dix

ans d'indignité nationale pour collaboration avec l'occupant, entretenait par personnes interposées une rude vendetta contre Chaban « l'étranger ». Toute une opposition locale, mêlant la droite extrême et des courants populistes, s'acharnaient à cisiller la trajectoire de ce troïka brillant élu, fringant international de rugby inscrit au club de Bègles qui lui fournissait son service d'ordre.

Jacques Chaban-Delmas finit par se débarrasser de son adversaire. La mort fit ensuite son œuvre. Alors seulement, Bordeaux - « une ville toute en clans, où les dosages de la naissance, de la religion, de la fortune, du métier et de la politique composent une mosaïque de familles, de castes et de chapelles », selon son maire - se donna-t-elle vraiment à lui.

Dès 1946, ses amis Jacques Soustelle, commissaire de la République à Bordeaux en 1944, et Maurice Bourges-Maunoury, commissaire régional en 1945, lui avaient du reste révélé le dessous des cartes bordelaises. De subtiles alliances avec les Chartons, le patronat et la hiérarchie catholique firent le reste.

Mais justement : parce qu'elle s'est toujours « vendue » naturellement, sur sa bonne mine et son vin, Bordeaux n'a jamais appris à se vendre. Terrible handicap aujourd'hui. L'antienne de Chaban-Delmas allant répéter « faut

Une mission d'Air Inter chargée d'étudier pour 1993 la décentralisation des services administratifs, comptable et informatique de la compagnie (cinq cent cinquante salariés) a éprouvé la différence de culture des deux villes. Dans la pénombre de son bureau, Jacques Chaban-Delmas, très urbain, assure que le projet intéresse Bordeaux. Quelques jours plus tard, le maire de Toulouse, à peine sondé, demande : « Vous voulez combien d'hectares ? » et remporte le lot. De quoi alimenter le pessimisme de certains qui remâchent le fait que l'on forme quatre fois plus d'ingénieurs à Toulouse qu'à Bordeaux.

Le nez
d'Hermès

La-bas, tout ne serait que chantiers, grands travaux, dynamisme trépidant. Tandis qu'ici, sur cette fin de terres trop douce à vivre... Il faut la volubilité d'un Gascon comme Michel Pétauud-Létang, concepteur de la future Cité mondiale du vin, pour rappeler à sa ville d'adoption son capital de notoriété : « Bordeaux, ça se boit, ça se goûte. Trouvez à l'étranger quelqu'un qui n'ait jamais entendu parler de nous ! ».

Mais justement : parce qu'elle s'est toujours « vendue » naturellement, sur sa bonne mine et son vin, Bordeaux n'a jamais appris à se vendre. Terrible handicap aujourd'hui. L'antienne de Chaban-Delmas allant répéter « faut



L'auréole de sa jeune gloire ne rachète-t-elle pas la dérive des élites durant l'Occupation ?

« Sa statue est bouillonnée comme celle de Lénine », constate l'ancien bâtonnier Bertrand Favreau. A partir de 1954, nul en effet ne songera sérieusement à se constituer en contre-pouvoir. Mais le système Chaban n'a rien d'un parti unique. Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1970, Roland Dumas en 1977, Catherine Lalumière en 1983, François-Xavier Bordeaux en 1989 devront démocratiquement s'incliner. « Il les écrase tous, voilà l'évidence », assure un observateur.

D'où vient alors cette angoisse diffuse ? Pourquoi Bordeaux accumule-t-elle amertumes et frustrations, regrets et dégoûts. Parce que « Bordeaux s'insularise », note Gilles Savary, économiste et directeur de cabinet du président du conseil général, Philippe Madrelle (PS). Parce que, à l'évidence, la crainte d'une discrète décadence hante la ville.

Quand la France se penche stupidement, toutes tendances confondues, sur la « décennie Mitterrand », comment ne pas comprendre que Bordeaux s'interroge sur le quasi-demi-siècle Chaban ? Dans les diners en ville, les arguments sont désormais rodés : or, déplore une « fuite de l'industrie » et l'on brode sur des scénarios catastrophes.

« Autogénération », diagnostique Jean Dumas, géographe et directeur de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux. « En réalité, explique-t-il, si l'industrie a perdu de 1975 à 1990 quinze mille emplois, le tertiaire en a créé plus de trente mille. » Rien n'y fait : plus souvent qu'à son tour, la « ville rose » et son jeune maire Dominique Baudis lancent les nuits des patrons bordelais. « Dans le triangle de notre inconscient, nous sommes tarabotés par Toulouse », reconnaît Gilles Savary (1).

faire avant de faire savoir » paraît presque ringarde quand Montpellier autoproclame « métropole » et que Toulouse s'affiche fièrement comme un Houston européen.

Qui sait que quatorze mille techniciens de haut niveau fabriquent autour de Bordeaux le nez d'Hermès, les boosters d'Ariane et les missiles balistiques M4 à tête nucléaire ? Pour l'attractivité, notre bassin d'emploi doit être de Toulouse, confirme mezza-voce Paul Glotin, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie.

Grande épopée. Sur ce terrain, le système Chaban s'est doté depuis longtemps d'une arme redoutable, tout à la fois réseau d'influence et bureau d'études, qui s'abrite derrière une appellation gentiment provinciale : le Comité d'expansion aquitaine. Ici ont pris corps les orientations stratégiques, dument appuyées à Paris par Jacques Chaban-Delmas.

Il faut, pour comprendre, remonter en arrière. A peine la V^e République est-elle installée dans ses meubles que Bordeaux s'adapte en effet toutes les formes à portée de main. « De 1958 à 1961, nous avons installé ou renouvelé plus de deux cent cinquante entreprises », se rappelle le préfet de l'époque, Gabriel Delaunay. Du haut de son perchoir de l'Assemblée nationale, Chaban n'est pas en reste. Il a même conclu à l'Elysée dans l'embrasure d'une fenêtre entre Pompidou, Chaban et Henry Ford II, raconte Jacques Valade, « dauphin » du maire à l'époque, ministre de la recherche scientifique.

Mais depuis ? « Il faudrait des pigures de rappel », souffle un industriel. La dernière décennie a été ponctuée par l'imparable « désertion » des raffineries pétrolières. Adieu Esso, adieu Elf, adieu Shell... La crise, mon bon monsieur ! Une crise vécue comme un drame et peut-être bien comme le lointain écho du mauvais sort s'acharnant sur son maire.

A trois reprises, en effet, le bon-hœur politique lui échappe. Georges Pompidou et ses conseillers ne le laissent pas mettre en place son projet de « nouvelle société » de 1969 à 1972. Adieu Mitterrand ! En 1974, les Français lui préfèrent Valéry Giscard d'Estaing. Adieu l'Elysée ! Une seconde après avoir lancé un appel en faveur de son adversaire du premier tour, Chaban lâche, selon la légende : « Eh bien, j'espère que François va gagner ».

Mais François Mitterrand lui manquera à son tour. En 1986, l'ultime repêchage lui fait défaut. La cohabitation semblait pourtant avoir été conçue pour lui : RPR et « ami » du président de la République qu'il connaît depuis 1943 et tuteur, qui dit mieux ?

On imagine les retours à Bordeaux, et la brûlure provoquée par le mot cruel de François Giroud dans l'Express en 1974 : « Je n'en tire pas sur une amulette ». Pourtant, le « système Chaban » tient encore, étayé par une légion de solides fonctionnaires municipaux. Sans compter de hauts fonction-

ment des frondes discrètes, notées récemment dans une grande enquête le déclin de sa population. Il est vrai que de 1968 (270 000 habitants) à 1990 (210 000), la courbe n'invite pas à l'euphorie.

Encore la chute concerne-t-elle aussi les communes limitrophes du Bassin, de Bègles, Cenon, Pessac, Talence et Bassens. Si l'agglomération « pèse » tout de même quelque 680 000 habitants - ce qui la place devant Toulouse (608 000 habitants) - est-ce assez pour conjurer un climat délétaire et cultiver des prétentions d'euro-métropole ?

Oui, répond Chaban, dont la colère vive en découvrant le piètre classement de Bordeaux dans le palmarès des villes européennes de la DATAR, en 1989. « Chaban fait toujours le stupéfait », note l'un de ses proches. Ce jour-là, il tempête et fit l'impossible, en vain, pour obtenir la révision de l'ouvrage...

N'entend-il pas monter à Paris, Londres et Berlin de quoi l'on est capable. Ici ? Ainsi veut-il son métro. Ainsi aspire-t-il aussi à lancer Bordeaux dans des « travaux babyloviens », selon son expression. Son plus récent plaisir aura été de déjeuner avec Ricardo Bofill et Norman Foster, deux divas de l'architecture convoquées et retenues au chevet de la rive droite : des dizaines d'hectares du vieux hangers et de friches.

L'avenir sera donc culturel, sous la haute direction de son épouse Micheline, ministre des arts et des lettres et arbitre suprême des dégarcs. Bordeaux, qui consomme quelque 20 % de son budget à la culture et se pique d'art contemporain, a accueilli dans les anciens entrepôts Lainé les œuvres de Richard Serra et expose actuellement celles de Daniel Buren. Tant pis pour ceux, comme François-Xavier Bordeaux, qui protestent contre les sommes englobées dans l'achat d'un « art de cailloux » (White Rock Line, de Richard Long, acquis pour 366 000 francs) et s'indignent de ce que le Centre d'art contemporain (CAC) devienne la « maison de réception de M^{me} Chaban-Delmas ».

Il n'y a plus
de personnel

A ces médisants, à ceux que la lente dégringolade du tourisme laisse rêveurs, on répond rente viticole, dynamisme du réseau bancaire et financier, étonnante force du commerce de luxe. Certes, mais le « système » n'est plus ce qu'il était. Signe des temps, Jacques Chaban-Delmas, qui suit toujours s'entourant avec intelligence, n'a pas trouvé le secrétaire général de haut niveau qu'il cherchait pour la Communauté urbaine de Bordeaux. « Il n'y a plus de personnel », remarque-t-il avec lassitude.

En réalité, une nouvelle génération politique lui échappe. Faute de renouvellement, son entourage technico-administratif - certains proches collaborateurs lui donnent toujours du « mon général » - a fini par se scléroser. Politiquement, le sens de la fidélité et du compromis lui ont interdit tout bouleversement de son équipe municipale en 1989. Enfin, l'époque est révolue où la préfecture et la justice réagissaient au moindre coup de sonnette. De quoi rendre myope.

On comprend mieux, alors, la légèreté avec laquelle furent accueillis les premiers signaux inquiétants concernant le club des Girondins en provenance de la direction générale des impôts et de la nouvelle chambre régionale des comptes, fruit de la décentralisation. Que de jeunes fonctionnaires et magistrats puissent lui souffler des conseils de prudence en matière de gestion à l'ère Chaban, l'inspecteur des finances, dit le laisser-passer. Mais lorsqu'il fallut se rendre à l'évidence que Claude Bez, patron des Girondins et expert-comptable diplômé, avait un sens tout personnel de la comptabilité, il était trop tard.

Avant d'espérer secrètement que l'affaire s'étouffe d'elle-même et de prier pour que l'on ne « parle plus des Girondins », il se persuada que l'on formait - à Paris ? à Bordeaux ? - un « complot » contre lui. Mais non... Il avait tout simplement donné le football à Bez le Présidentiel comme l'on confie ses clés.

Pour avoir soutenu au-delà du raisonnable ce « personnage outrancier », Chaban a plus sûrement abîmé son image, sinon sa légende, qu'en commentant n'importe quelle autre gaffe. Elu jusqu'en 1995, n'est-ce pas même de se représenter, il émet à sa manière, ce vieux maire qui affirme être « resté un homme de l'ombre ».

En l'absence de réelle alternative politique, nul doute qu'il pense à l'ordre de mission que lui avait fait de Gaulle en 1947 : « Vous rendrez à cette ville la splendeur qu'elle n'aurait jamais dû perdre ».

LAURENT GRELSAMER

(1) Gilles Savary développe son analyse dans le Dérive des régions, ouvrage paru aux éditions Virapoux (222 pages, 1990, 120 francs).

DES BOLS
statut

sation menace
de Bandol

Publication

مكتبة المجلد

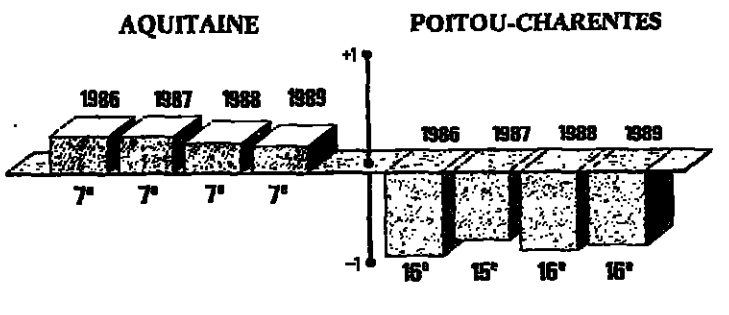
HEURES LOCALES

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération + 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.



AQUITAINE: 7°
L'Aquitaine se classe dans le premier tiers des régions de province pour trois des variables économiques composant l'indicateur synthétique : valeur ajoutée par habitant, salaire moyen et taux de création d'entreprises.
La valeur ajoutée par habitant dépasse de 3 % la moyenne de province en raison d'une productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé) élevée. Les activités agricoles, avec une viticulture florissante, et les industries agroalimentaires se sont montrées dynamiques depuis 1986. Toutefois, le chômage est relativement important, et l'écart avec la moyenne de province s'est même légèrement accru, passant de 0,4 point en 1986 à 0,7 point en 1989.
Entre les recensements de 1982 et de 1990 l'accroissement de la population a été de l'ordre de 140 000 personnes ; il est dû en quasi-totalité à un excédent des arrivées sur les départs, alors que les décès sont presque aussi nombreux que les naissances.

POITOU-CHARENTES: 16°
La région Poitou-Charentes occupe une place assez médiocre selon l'indicateur synthétique retenu ici. Pour chacun des quatre indicateurs partiels qui le composent, elle se place dans la deuxième moitié des régions de province.
La productivité du travail est inférieure de près de 6 % à la moyenne nationale (île-de-France exclue). Poitou-Charentes souffre à cet égard d'un handicap structurel dû au poids important de secteurs dégageant une faible valeur ajoutée par emploi occupé : l'agriculture, qui représente 10 % de la valeur ajoutée régionale (contre 5 % dans l'ensemble du pays) et les services non marchands qui en représentent 20 % (contre 17 % au niveau national). La valeur ajoutée agricole a cependant sensiblement progressé depuis 1986.
Malgré une croissance de l'emploi assez lente de 1986 à 1989, le rythme de la baisse du chômage a été proche de celui de l'ensemble des régions de province sur cette période.

Des élus à la recherche d'un statut
L'assemblée des pouvoirs locaux veut devenir le « quatrième pilier » du Conseil de l'Europe

BERGEN (NORVEGE)
de notre envoyée spéciale

« L'HEURE est venue pour les élus locaux de jouer un rôle plus important sur la scène européenne », estime M. Lucien Sergent, président de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (UDF) d'Île-de-France. Il a fait savoir récemment à Bergen (Norvège), au cours d'une conférence des ministres chargés des collectivités locales.

L'assemblée qu'il préside réunit cent quatre-vingt-deux élus désignés par chacun des Etats membres (1). Créée en 1957 pour débiter du fonctionnement de la démocratie locale, elle est à l'origine de plusieurs textes comme la convention de Madrid, qui encourage la coopération transfrontalière (le Monde daté 12-13 mai), ou la charte de l'autonomie locale, dont plusieurs pays de l'Est viennent de s'inspirer pour mettre en œuvre leurs réformes. Elle prépare des propositions de résolutions sur les langues régionales, la ville, la formation du personnel territorial et l'intégration des étrangers.

Avec les bouleversements survenus à l'Est et, plus généralement, l'intérêt accru porté à la régionalisation, les membres de la Conférence permanente estiment qu'ils méritent mieux qu'un statut d'« experts auprès du comité des ministres », n'ayant ni la maîtrise de leur budget ni celle de leur personnel. « Il n'est plus acceptable, surtout, que les propositions des

élus locaux passent par le filtre des représentants des Etats : parlementaires et ministres des affaires étrangères », proteste M. John Morgan, vice-président britannique (conservateur) de la Conférence.

L'assemblée des élus locaux souhaite pouvoir mettre en œuvre elle-même ses propres résolutions. Elle espère devenir « le quatrième pilier du Conseil de l'Europe », à côté de la Cour des droits de l'homme, de l'Assemblée parlementaire et du comité des ministres. Elle est soutenue par M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe. En revanche, les représentants des Etats risquent d'avoir un avis plus réservé.

M. Sergent et ses collègues ont voulu tester, à Bergen, les réactions des ministres des collectivités locales, pendant une séance à huis clos. Leur proposition a reçu un accueil silencieux. Pour certains exécutifs, cette absence de commentaires signifie que les ministres ne se sentaient pas compétents pour répondre. Pour d'autres, en revanche, elle traduirait un refus poli. Les ministres se seraient comportés comme les représentants des Etats - qu'ils sont - et non comme les défenseurs des collectivités locales.

RAFAËLE RIVAIS

(1) En France, les dix-huit députés et leurs dix-huit suppléants sont choisis par l'Association des maires de France, l'assemblée des présidents de conseils généraux, l'Association nationale des élus régionaux, l'Association des présidents de régions socialistes et progressistes et le Conseil des communes et régions d'Europe. Un savant cocktail équilibre les représentations géographiques et politiques.

L'urbanisation menace les vins de Bandol

Suite de la page 9

Volontairement circonscrit dans un périmètre de 3 000 hectares, le bandol est assujéti, du fait de sa situation géographique, à une pression foncière importante « qui va en s'aggravant compte tenu du fait que nous sommes devenus la grande banlieue de Toulon et de Marseille », explique Gérard Duffort, président du Syndicat des domaines de Bandol. Cela ajoute aux difficultés inhérentes à un territoire morcelé notamment par des zones déjà construites ou en relief.

La réalisation d'un échangeur autoroutier a récemment fait peser de lourdes menaces sur ce patrimoine viticole, les communes du Castellet et de La Cadière ayant un temps souhaité réviser leurs plans d'occupation des sols en vue de réaliser des zones artisanales ou industrielles. Le bandol en aurait fait les frais, comme cela risque d'être le cas pour certaines parcelles n'excédant pas 5 000 mètres carrés et actuellement exploitées par des bédouins, que des promoteurs sollicitent en permanence. « Difficile de résister longtemps », explique l'un d'eux. Avec 3 000 mètres carrés la rentabilité viticole est nulle et je pourrais « réaliser » cette parcelle à 40 francs le

mètre carré alors que des lotisseurs m'en offrent 500 francs ! »

Conscients des dangers, les deux syndicats des vins de Bandol viennent de réaliser une étude socio-économique qui met en superposition le zonage des POS et l'occupation effective des sols. « Il en résulte des zones d'incohérence : ainsi, plus de 200 hectares sont-ils classés constructibles alors qu'ils sont actuellement plantés en bandol », s'étonne M. Duffort pour qui « il est urgent d'obtenir une véritable consultation avec les mairies concernées ». Cette étude a également permis de révéler que 234 hectares de terres classées en bandol sont actuellement abandonnées.

Pour éviter tout risque de glissement vers l'immobilier, les deux syndicats se proposent de créer un groupement foncier « pouvant se substituer à d'éventuels acheteurs. Nous pourrions alors trouver un moyen terme et proposer des prix situés entre les cotes viticoles et immobilières ». Il en va à terme de l'avenir du bandol, qui représente tout de même un chiffre d'affaires de 5,5 millions de francs, dont 20 % réalisés à l'exportation.

JOSÉ LENZINI

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Adolescents et espace public.
Le Comité pour le développement de l'espace pour le jeu (CODEJ), soutenu par la Fondation de France, organise un séminaire sur les adolescents et l'espace public, les jeudi 6, vendredi 7 et samedi 8 juin à Saint-Egrève (Isère). Architectes, éducateurs et chefs de projets DSDO proposeront leurs témoignages aux aménageurs qui souhaitent programmer des espaces publics pour les adolescents.

■ Renseignements au (16-1) 43-49-46-18.

■ Qualité de la ville - L'Association des maires ville et banlieue de France organise ses troisièmes « rencontres sur la qualité urbaine des villes de banlieue et de leurs agglomérations » à la Valette-du-Var, les jeudi 13 et vendredi 14 juin. Les villes à deux vitesses, l'équilibre social entre villes et agglomérations ou l'accueil des populations en difficulté feront l'objet de débats auxquels participeront élus, aménageurs, représentants de l'Etat et rapporteurs de l'Assemblée nationale.

■ Renseignements au (16-1) 42-61-44-47.

PUBLICATIONS

■ Audiovisuel et collectivités. - Le vingtième Festival national de l'audiovisuel et de la communication de Biarritz proposera, pour la deuxième année consécutive, du mardi 18 au samedi 22 juin, une compétition de films ayant pour thème les collectivités publiques. Elle sera organisée en collaboration avec le Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (CNCTA), association présidée par M. Jacques Baumel (député RPR), qui s'efforce de promouvoir la communication par le câble.

■ Renseignements au (16-1) 47-42-44-10.

■ Aménagement du territoire. - La collection « Que sais-je ? » vient de réactualiser l'ouvrage de M^{me} Jérôme Monod et Philippe de Castelbajac, l'Aménagement du territoire. Cette sixième édition expose le travail de la DATAR, décrit la répartition des activités entre les régions, rappelle l'enjeu des débats sur la ville et le milieu rural ou sur le littoral et la montagne, et explique l'implantation des voies de communication.

■ PUF, 125 pages, 108, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

TRÉSORERIE PREMIÈRE
NOUVELLE SICAV MONÉTAIRE INVESTIE EN TITRES ÉMIS OU GARANTIS PAR L'ÉTAT

NOUS CONTRIBUONS À FAIRE
DE CHAQUE JOUR QUI PASSE
UN JOUR QUI GAGNE.



Investisseurs institutionnels, sociétés d'HLM, associations et organismes à but non lucratif, la Société Générale vous propose un nouveau placement : TRÉSORERIE PREMIÈRE.

Pour répondre à vos critères d'investissement spécifiques, notamment la sécurité, la Société Générale lance Trésorerie Première. Composée exclusivement de valeurs françaises émises ou garanties par l'État, cette Sicav monétaire de capitalisation est un excellent placement à court terme.

Avec Trésorerie Première, vos liquidités sont rémunérées à un taux proche de celui du marché monétaire ; vous bénéficiez de la gestion professionnelle des spécialistes de la Société Générale, l'un des premiers gestionnaires de capitaux européens.

Jusqu'au 23 août 1991, les souscriptions ne sont soumises à aucun droit d'entrée.

Avouez que ce serait dommage de ne pas nous rencontrer quand on sait que Trésorerie Première peut faire de chaque jour qui passe un jour qui gagne.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

HEURES LOCALES

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les horaires variables des employés municipaux de Montpellier

Le tribunal administratif de Montpellier vient d'annuler l'arrêté pris le 7 juillet 1989 par Georges Frêche, le maire socialiste de la ville, qui prolongeait la durée de travail du personnel municipal de 35 heures à 39 heures hebdomadaires. Une mesure justifiée selon lui par un nécessaire accroissement de la productivité du personnel. Le tribunal, se référant au code des communes, a estimé qu'une telle décision ne pouvait être prise par simple arrêté municipal, mais devait faire l'objet d'une délibération.

Le maire de Montpellier a-t-il eu vent du contenu du délibéré avant sa publication officielle? Toujours est-il qu'il a fait voter, le mois dernier, par le conseil municipal une délibération prolongeant la durée du travail du personnel, afin de se replacer dans un cadre légal, et parant ainsi toute éventualité de retour aux 35 heures.

Le temps de travail à la mairie ne devrait donc pas changer. Mais les syndicats s'interrogent désormais sur la possibilité de réclamer des indemnités correspondant à la période de juillet 1989 à avril 1991 au cours de laquelle le personnel a travaillé 39 heures au lieu de 35. La CGT considère en effet que ces quatre heures de différence hebdomadaire doivent être rémunérées au titre des heures supplémentaires.

LIMOUSIN

Nouvelles liaisons aériennes pour Limoges

Deux liaisons aériennes quotidiennes viennent d'être créées à partir de l'aéroport de Limoges-Mérignac vers Bordeaux et Toulouse. C'est une compagnie nouvellement créée, Air-Aquitaine, basée à Pau, qui assure ces liaisons avec une fréquence biquotidienne.

Ces deux liaisons ont brièvement existé par le passé, mais n'ont pas survécu aux hausses des coûts d'exploitation. Elles entraînaient de très fortes dépenses pour les collectivités (ville de Limoges, conseil général de la Haute-Vienne) qui comblaient les déficits d'exploitation sans parvenir pour autant à assurer la pérennité de ces liaisons. C'est ce qui a amené ces collectivités à refuser de nouveaux soutiens financiers demandés par la chambre de commerce et d'industrie de Limoges, gestionnaire de l'aéroport, pour lancer de nouvelles liaisons régulières. L'originalité de l'initiative d'Air-Aquitaine est de ne pas demander de subvention mais seulement une détaxation aéroportuaire. Le pari fait sur ces deux liaisons de proximité (moins d'une heure dans les deux cas) s'appuie sur le rôle international croissant des aéroports de Bordeaux-Mérignac et Toulouse-Mérignac.

Réserves de Corrèze

Traumatisés par la fermeture de leur collège, dévotement par l'image pas toujours dynamique que les médias donnent du Limousin en général et de la Corrèze en particulier, les habitants de Juillac, chef-lieu de canton de 1 200 habitants situé à une trentaine de kilomètres de Brive, ont décidé de réagir avec humour en créant la première réserve de Corrèze vivants, destinée « à préserver leurs frères et leurs sœurs de la modernité ». En réalité il s'agit d'un clin d'œil et d'une invitation à venir découvrir une petite vitrine de la technologie corrézienne.

Produits du secteur agro-alimentaire, du tourisme ou de l'électronique avaient pris place au pied d'un superbe manoir abandonné, à quelques mètres du collège, qui fermait définitivement ses portes le 6 juillet. Fidèle à son passé, mais refusant de faire de celui-ci une image triste, Juillac ne veut pas mourir. Habitants et amis venus de Paris l'ont fait savoir.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Michel Delberghe et de nos correspondants Jean-Pierre Barjou (Albi), Georges Chatain (Limoges), Michel Dubreuil (Brive), Régis Guyotat (Orléans) et Jacques Monin (Hérault).

DOSSIER

L'Ile-de-France court après l'eau

La région parisienne ne peut se contenter des sources et des barrages pour son alimentation : les élus doivent imaginer d'autres moyens d'approvisionnement

L'Ile-de-France est un gigantesque château d'eau. Ni pénurie ni gros danger ne menacent, aujourd'hui, les consommateurs. Mais l'inquiétude est pour demain. Parce que les dix millions et demi d'habitants seront plus de douze. Parce que les nitrates et les pesticides ont tendance à se glisser partout. Parce que l'urbanisation a rendu les sols imperméables et que les orages emportent les pollutions vers les rivières. La construction d'un cinquième barrage-réservoir sera nécessaire. Ainsi, probablement, que de longues canalisations pour acheminer le précieux liquide jusqu'aux portes de la métropole en le protégeant de toute agression. Peut-être même faudra-t-il un jour aller puiser l'eau dans les lacs de montagne.



Sous le pont Marie, le 16 août 1942, la Seine n'est plus qu'un ruisseau. Depuis la mise en service des barrages-réservoirs, le niveau du fleuve a moins subi de grandes variations.

DEUX années de sécheresse consécutives en témoignent : l'Ile-de-France - Paris et les sept départements de la région - n'a pas à redouter le manque d'eau. En dépit d'une pluviosité parsemée et d'une consommation accrue par la chaleur, les Franciliens ont traversé des années d'été sans coupures d'eau au robinet et sans que la Seine ne révèle ses fonds secrets... C'est que les réserves pèsent lourd. Pour la consommation quotidienne de 2 à 3 millions de mètres cubes, les quatre barrages-réservoirs situés en amont de la capitale accumulent 850 millions de mètres cubes. De quoi voir la menace venir, même si les spécialistes ont appris que, pour une consommation donnée, il faut produire le double à cause des pertes inévitables et des marges de manœuvre indispensables.

Ces chiffres, pourtant, ne doivent pas faire illusion. Politiques ou techniques, les responsables ne jouent pas à se rassurer. Ouvrant, il y a tout juste un an, les Journées nationales de l'eau, organisées par l'Association des maires de France, M. Jacques Chirac lançait : « Il faut réfléchir à l'avenir ». Les raisons de cette exhortation ne manquent pas. Elles s'appellent augmentation des besoins, dégradation de la qualité des eaux captées dans le sous-sol et, enfin, ... la chance.

300 litres par jour et par habitant

La chance? Un document de l'Agence de bassin l'évoque en mots à peine voilés : « Le risque de pénurie d'eau en région parisienne, qui s'est fortement réduit avec la mise en service des grands ouvrages réguliers, subsiste néanmoins en cas de concomitance d'année sèche et d'accident sur une ressource ». Autrement dit, nous l'avons échappé belle ces dernières années, où la sécheresse a sévi. Si, alors, une pollution importante avait contaminé une rivière, c'eût été le drame.

Or la probabilité d'un tel accident est loin d'être nulle. Les experts de l'Institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine (IIBRS) placent deux cartes l'une sur l'autre : celle des usines de production d'eau potable en amont de la capitale, sur la Seine et sur la Marne, et celle des implantations industrielles, sources possibles de pollution (hydrocarbures, chimie), auxquelles on peut ajouter le schéma des sites de pollution due aux transports : saisi par les trois graphiques coïncident presque exactement. Les cinq usines de traitement qui produisent les trois quarts de l'eau potable de 10 millions de Franciliens y figurent. Sur ce réseau Seine et Marne, une centaine de petites pollutions sont recensées chaque année. « Petites », c'est une chance.

L'inquiétude pour le présent s'accroît à considérer l'avenir. PDG de la Société parisienne des eaux, qui gère la distribution sur la rive gauche de la capitale, M. Jacques Stevance souligne que l'hypothèse de croissance de la consommation

est faible dans Paris intra-muros. Elle est actuellement de 250 à 300 litres par jour par habitant. Mais, récemment, le président de l'IIBRS, M. Henry Wolf, maire UDF de Meudon et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, notait que ce chiffre est inférieur aux moyennes dans plusieurs autres pays d'Europe. A Zurich, il atteindrait 400 litres par jour. Il est vrai, toutefois, que les incitations à économiser l'eau freinent la tendance ascendante.

En revanche, un accroissement - massif, celui-ci - proviendra de l'augmentation prévue de la population. L'esquisse préparatoire au nouveau schéma retient l'hypothèse d'une Ile-de-France peuplée de 12,3 millions d'habitants dans vingt-cinq ans. 1 700 000 de plus qu'aujourd'hui, qui consommeront quotidiennement 500 000 mètres cubes d'eau potable et exigeront donc une production double : 1 million de mètres cubes supplémentaires chaque jour. Encore ne prend-on en compte que les résidents. L'espace Euro Disney, à Marne-la-Vallée, qui doit ouvrir en avril 1992, évalué à 1 million le nombre de visiteurs attendus par mois.

Pour ne rien arranger, la qualité des eaux souterraines se dégrade. Or 40 % de l'eau potable destinée aux Parisiens sont captés à la source. A la différence des eaux emmagasinées dans les barrages-réservoirs, puis acheminées par les rivières et qui se polluent au cours de cet acheminement.

ment, les eaux souterraines transportées par tuyaux et aqueducs, vieux souvent de plus d'un siècle, sont souillées dès l'origine par les nitrates et les pesticides.

Il arrive que la Ville de Paris achète, par exemple, la colline qui couvre les sources (Armenières dans l'Yonne) pour s'assurer d'un périmètre de protection. Des contrats sont passés avec les agriculteurs. Il n'empêche. La norme de 50 mg de nitrates par litre est parfois dépassée, comme il arrive l'hiver dans l'aqueduc de l'Avre, à l'ouest de Paris. Globalement, on a constaté, ces dernières années, que le taux de concentration des nitrates s'élève d'un milligramme par litre par an. Le traitement devient de plus en plus coûteux et problématique car il introduit à son tour des substances dans l'eau.

Un cinquième barrage

On comprend mieux, dès lors, que les travaux nécessaires et substantiels entrepris depuis quelques années pour restaurer les canalisations (50 millions de francs par an) ont été consacrés depuis six ans pour la seule rive gauche, rappelle M. Stevance) ne suffiront pas. L'appel de M. Chirac à préparer l'avenir se poursuivait par la commande d'étude de deux projets : l'implantation d'un cinquième barrage-réservoir en amont de Paris et la construction d'une grande canalisation « qui conduirait directement

l'eau peu polluée de ces barrages vers l'agglomération parisienne ».

A l'origine, les barrages-réservoirs ont été construits moins pour la fourniture de l'eau domestique que pour éviter les inondations. C'est après la crue de 1924, moins forte que celle de 1910 mais s'y ajoutant dans la mémoire, que la construction du premier ouvrage à Pannecière, sur l'Yonne, a commencé. Trois autres ont suivi : sur la Seine, sur la Marne et, enfin, sur l'Aube, inauguré l'an dernier. Pour écarter les eaux mais aussi soutenir les étiages, éviter de réduire à un fillet les rivières en période de sécheresse et tard, du coup, l'alimentation des usines de captation et de traitement.

Ces barrages-réservoirs ont démontré qu'ils remplissent leur double rôle, non sans conflits potentiels parfois. Ainsi les agriculteurs souhaitent-ils, au printemps, que les barrages ne soient pas remplis, afin de « garder du vide » pour stocker les eaux en cas de crue. Alors que les responsables de la fourniture de l'eau, qui notent déjà la sécheresse actuelle de certaines appes, ont envie de remplir le plus possible pour soutenir l'étiage en été ou même au début de l'automne.

La construction d'un cinquième barrage sur un site non encore défini (Yonne, Armançon ou sur un autre affluent de la Marne) a toute chance de voir le jour. Le million - les 2 millions, peut-être - de mètres cubes à produire chaque jour dans les prochaines décennies seraient

ainsi, en grande partie, assurés. Avec l'apport de nappes qu'on a détectées près de Montreau, en amont de Paris, et près de Dreux, en aval, notamment.

Restent le deuxième projet mis à l'étude : une canalisation reliant les barrages entre eux avant d'exporter sa collecte vers les usines de traitement et la distribution aux abonnés : 200 kilomètres de tuyaux de grand diamètre, doubles pour des raisons de sécurité, et qui mettraient le liquide à l'abri des pollutions superficielles.

Le conseil d'administration de l'IIBRS a effectué, le mois dernier, un voyage d'études dans le Land de Bade-Wurtemberg, dans la région de Stuttgart. Accompagnés d'experts et d'élus, les responsables de l'approvisionnement en eau de l'Ile-de-France ont visité des installations qui produisent 700 000 mètres cubes d'eau par jour, tirée à 60 mètres de profondeur dans le lac de Constance et emmenée à 250 kilomètres de distance à travers le Jura souabe (lire l'encadré ci-dessous). « C'est convaincant », conclut M. Henry Wolf, quant à la qualité, à la sécurité et au respect de l'environnement. Et pour un coût comparable à celui obtenu dans la région parisienne. « Dans quelques semaines, une autre réalisation sera visitée : celle de l'alimentation de la ville de New-York, également assurée par de longues canalisations.

CHARLES VIAL

Le choix de Stuttgart

Les Allemands profitent, depuis quarante ans, de la fraîcheur des eaux du lac de Constance

STUTTGART

de notre envoyé spécial

EN gros bouillons verts ourlés d'écume, l'eau jaillit dans l'énorme marmite qui couronne l'usine haute, au sommet du mont Siplingen. 312 mètres plus bas, sur la rive du lac de Constance (Bodensee en allemand), des tuyaux plongent leur crépine à 80 mètres de profondeur pour aspirer l'eau dans les couches où elle est la plus pure et la plus fraîche, 7 000, jusqu'à 9 000 litres à la seconde sont ainsi captés et poussés vers 3 millions et demi d'habitants, ceux de Stuttgart et ceux de cent soixante-treize communes, dont certaines sont situées à 260 kilomètres du point de départ.

Les installations de la Bodensee-Wasserversorgung (BWV) datent des années 50. On les dirait inaugurées hier et faites pour la visite. Tuyaux et pompes ripolinés de neuf occupent un

espace savamment étudié. Mais le vert pédagogique n'a rien à envier à la rigueur technique.

L'idée de puiser une eau qui provient à 90 % de montagnes a été astucieusement mise en œuvre. Les communes riveraines du point de captage ont été, dès le départ, associées - et desservies. Il est vrai que les « prédateurs » ne commettaient pas d'acte irréparable : les 700 000 mètres cubes prélevés chaque jour ne faisaient baisser que de 1 millimètre le niveau du lac, deux fois moins que l'évaporation, à supposer que les affluents cessent d'affluer.

Les 1 500 kilomètres de canalisations, dont certaines dépassent 2,20 mètres de diamètre, se séparent en deux itinéraires. L'un traverse, sur une longueur de 24 kilomètres, le lac jusqu'à 260 mètres de profondeur. Les montagnes du Jura souabe. L'eau est traitée dès le départ, puisque des abonnés l'attendent sur-le-champ. Elle est donc tran-

sportée potable. Micro-filtres, puis ozone, par un procédé de plus sur des tores de céramique efficace à 97 %. Et, enfin, filtres et sable avant une légère chloration qui se dissoudra le temps du transport : une réserve de charbon actif attend pour le cas d'une grosse pollution. Elle n'a jamais servi en vingt ans !

Capturer l'eau du lac du Bourget?

Le système de pompage dévore de l'énergie : pour 2 millions de deutschmarks par mois. Cependant le prix payé par l'abonné ne s'écartera guère de celui dû à Paris : 2 deutschmarks le mètre cube environ, car chaque commune fixe le taux des taxes.

Les élus de Paris et de la région Ile-de-France, les techniciens, les fonctionnaires, les distributeurs qui ont visité, le mois dernier, les installations de la BWV - à l'initiative de M. Henry Wolf, président de l'Institution

interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine, et de M. Philippe Galy, directeur général - ont été vivement séduits. Le projet de canaliser l'eau des barrages de l'Yonne et de l'Aube pour l'acheminer à Paris a gagné du terrain. Il importera d'être « prudent avec les élus et les collectivités qui en permettent, tout au long du parcours, la réalisation, a déclaré M. Wolf. Mais on peut dire, d'ores et déjà, que les canalisations à longue distance ont fait la preuve de la qualité et de la sécurité de l'approvisionnement ».

A tel point qu'une idée, envisagée au début du siècle, a été de nouveau agitée : amener l'eau des lacs de Genève ou du Neuchâtel jusqu'à Paris... « Cette éventualité n'est pas chimérique », a émis M. Wolf, mezzo-voce. Peut-être pas en provenance du Léman, mais du Bourget ou d'Annecy, pourquoi pas?

C. V.

président du Sy...

Garde

مكتبة الأمل

JUSTICE

Un entretien avec le président du Syndicat de la magistrature

« Nous ne sommes pas à la botte du gouvernement », nous déclare M. Jean-Claude Nicod

Lors de son dernier congrès, il y a un an, le Syndicat de la magistrature (SM) avait fléchi l'explosion. Pendant ce congrès, un groupe de magistrats conduit par M. Frédéric N'Guyen, juge d'instruction à Paris, avait violemment dénoncé la « politique d'accompagnement du pouvoir » menée par le syndicat depuis 1981. Parmi eux, un jeune magistrat du Mans était venu dénoncer à la tribune le scandale de la loi d'amnistie. Il s'agissait de M. Thierry Jean-Pierre. A l'occasion du congrès 1991 qui a lieu durant le week-end à la cour d'appel de Paris, l'atmosphère est toujours tendue. Le juge Jean-Pierre a annoncé qu'il comptait dénoncer à nouveau la politique de « collaboration » avec la chancellerie menée par le bureau du SM M. Jean-Claude Nicod, président du Syndicat de la magistrature, s'explique sur cette crise.

nous accordait que l'accessoire, nous avons rompu les négociations avec la chancellerie. » Certes, il y a des membres du syndicat place Vendôme. Mais en 1981, quand certains de nos membres sont parvenus à engager dans les cabinets ministériels, personne ne les a critiqués. Nous avons soutenu l'avènement de ce régime, nous rêvions de profonds bouleversements, nous pensions pouvoir coopérer, et d'ailleurs, on nous le demandait. Soyons honnêtes : nous ne sommes pas les seuls à nous être un peu embourbés dans le « couloir critique ». Mais peu à peu, nous avons évolué : la liste qui a remporté les élections l'année dernière, au congrès, avait d'ailleurs bien précisé qu'elle se plaçait dans une logique purement syndicale. Il n'était pas question de soutenir un quelconque pouvoir.

Le résultat est là : cette année, le syndicat a connu une activité militante comme aucunement dans le passé. Nous avons mené trois actions très dures, avec des grèves et des manifestations en robe. Voyez surtout l'affaire Jean-Pierre, où nous avons engagé une action très militante contre la chancellerie. Je ne sais pas ce qu'il faut faire de plus pour prouver que nous ne sommes pas à la botte du gouvernement !

« Les magistrats ont baissé les bras »

La journée de protestation sur l'indépendance de la magistrature que vous avez organisée le 16 mai a été un échec. Comment expliquer cette faible mobilisation des magistrats ?

Il y a certainement eu un phénomène de découragement. En un an, nous avons mené trois actions sur les projets qui nous tenaient à cœur : le statut des magistrats et la réforme du conseil supérieur de la magistrature. Quand nous avons vu que l'on ne nous accordait que l'accessoire, nous avons rompu les négociations avec la chancellerie.

la chancellerie... Le 16 mai, nous demandons donc aux magistrats de s'engager dans une quatrième journée, alors que nous connaissions déjà la réponse négative du gouvernement. Les magistrats ont baissé les bras. Ce demi-échec est également lié à la date et au type de mobilisation que nous avons choisi : l'organisation de débats avec les citoyens.

Ces derniers mois, le combat du syndicat a surtout porté sur le statut et la réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM), dans une évolution que certains qualifient de « corporatiste ». N'avez-vous pas délégué certains combats traditionnels du SM, comme l'exclusion ou l'accès au droit ?

C'est vrai, nous avons beaucoup travaillé sur le statut et sur le CSM, mais la raison était simple : ce sont des questions qui agitent le syndicat depuis sa création. En 1968, il ne s'agit pas d'un combat artificiel : ces problèmes de statut, nous les rencontrons tous les jours sur le terrain. Bien souvent, dans les tribunaux, les magistrats sont engagés dans les comités de prévention de la délinquance ou dans les expériences de médiation pénale, mais ils butent rapidement sur des problèmes institutionnels : il n'existe aucune structure organique qui permette une véritable action. Les gens sont donc ramenés à leur seule bonne volonté. D'où notre réflexion sur les structures, sur la direction des juridictions, et donc sur le statut.

La SM et le Syndicat des avocats de France (SAF) viennent de demander le retrait du projet de réforme du code pénal, dont le livre II vient d'être adopté par le Sénat. Cette campagne ne vient-elle pas un peu tard ?

Nous avions déjà vivement critiqué le projet et adressé des avis aux commissions des lois du Parlement. Nous dénonçons alors

le choix en faveur du « tout-répresse ». Mais nous avons lancé la campagne pour le retrait à la suite du passage du texte au Sénat. Le projet en sort tellement transformé qu'il n'est même plus amendable ! Aujourd'hui, il n'y a plus rien à espérer du travail parlementaire. Nous demandons donc le retrait pur et simple de l'ensemble du projet.

M. Henri Nallet a été nommé garde des sceaux au mois d'octobre. Quel bilan tirez-vous de ces sept mois passés à la chancellerie ?

Si nous faisons un inventaire, nous mettrons à l'actif le budget, même si il manque un plan pluriannuel, et l'aide légale, même si le projet nous paraît insuffisant. Cela fait un actif bien pelé ! Au passif, nous mettrons la réforme du statut, celle du Conseil supérieur de la magistrature, et ce projet de réforme du code pénal parfaitement inacceptable.

Plus inquiétantes encore sont les déclarations du garde des sceaux sur les rapports entre la justice et l'Etat. Dans les discours du ministre, ce qui se joue, ce sont les auditeurs de justice de Bordeaux ou au colloque de la fondation Jean-Jaurès, Henri Nallet a fait de la justice non pas une institution de l'Etat mais une institution dépendant très directement du pouvoir exécutif. Et il se donne, lui, garde des sceaux, le rôle de régulateur ultime de l'institution judiciaire. Nous ne pouvons pas être d'accord. La justice est beaucoup plus qu'un service public. C'est une organisation de l'Etat qui a une mission très précise, la protection des libertés, ce qui suppose qu'elle soit indépendante du pouvoir exécutif. Il s'agit d'une opposition fondamentale sur laquelle il n'est pas question de transiger.

Propos recueillis par ANNE CHEMIN

Devant le tribunal correctionnel de Pontoise

Malheur à crédit

M. Myriam Dubois a été condamnée, mercredi 29 mai, à un an de prison avec sursis, trois ans de mise à l'épreuve et 35 000 F de dommages et intérêts par la quatrième chambre du tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise). Motif : abus de confiance. Elle n'avait pas pu faire face au remboursement d'une voiture acquise en 1984. Lors de l'audience, le représentant du parquet avait demandé l'ajournement de la peine, compte tenu de la détresse matérielle et morale de l'inculpée dont un des trois enfants est séropositif. Les juges n'ont pas suivi.

Depuis le 5 janvier 1985, date à laquelle son petit Joffrey, six ans, a subi une transfusion, la vie de M. Dubois est « un cauchemar ». Très vite, son enfant fait des maladies infectieuses à répétition sans qu'on en connaisse la raison. Son état de santé demande des soins fréquents. En mai, Myriam doit quitter son travail de représentante et perd son salaire de 12 000 F mensuels. A cette époque, son mari trouve un emploi de mécanicien en Bretagne. La famille déménage. Il ne lui reste alors que 7 000 F mensuels pour vivre, allocations familiales comprises.

La couple, comme tant d'autres, est surendetté. Quand tout allait bien, il a acheté à crédit un appartement qui sera vendu plus tard aux enchères et une voiture au nom de Myriam. La maladie de Joffrey, infecté par le virus du sida, coûte cher.

Bonne foi

Entre temps, la société de crédit a porté plainte pour détournement de gages et abus de confiance devant une juridiction pénale et M. Dubois, qui l'ignore, est condamnée par défaut à six mois de prison ferme et 35 000 F de dommages et intérêts en octobre 1988. Elle fait opposition à cette première décision et l'affaire est renvoyée, le 29 mai de cette année, devant la même juridiction. Pour témoigner de sa bonne foi, elle versera 1 500 F à la barre et proposera un calendrier de remboursement de 1 500 F par mois. Cette démarche n'empêchera pas sa condamnation à un an de prison avec sursis, trois ans de mise à l'épreuve et 35 000 F de dommages et intérêts. « Qui s'occupera de mon fils si je n'arrive pas à payer et qu'on me met en prison pour un an ? », s'interroge Myriam, qui a décidé de faire appel.

MARTINE LARONCHÉ

JOURNAL D'UN AMATEUR

ÊTRE en garde à vue, c'est aussi être sous la garde de la police. Dans le sens que donne à ce mot le code civil lorsqu'il parle, à l'article 1384, « des personnes dont on doit répondre ». C'est un aspect de la garde à vue, épineuse police s'il en fut, qui pour avoir moins de célérité, revêt la même importance que son versant répressif. Elle sous la garde de la police, cela signifie qu'elle est garante de l'intégrité de la personne retenue, au même titre qu'elle doit, grâce à la garde à vue, réunir des éléments de culpabilité ou, pas moins, d'innocence.

Personne n'admettrait qu'un suspect interpellé par la police soit, malgré cette détention, être happé par la foule et lynché. Il ne serait pas déraisonnable admettre qu'un suspect se fasse faire les poches pendant son interrogatoire. La police a donc un devoir de protection qui est la contrepartie de son pouvoir d'accusation. Ce devoir de protection est absolu.

La police a l'obligation de garantir la sécurité des citoyens, y compris à l'égard des commissaires, y compris à l'égard des suspects, de quoi qu'on les soupçonne. Il ne s'agit pas de dire que cette obligation pèse également sur la gendarmerie qui n'a pas moins le pouvoir de décider des gardes à vue.

Au moment de la garde à vue, un suspect (ainsi catalogué à tort ou à raison) est pris dans un processus pathologique mortel qui trouve son origine chronologique et topographique à l'interieur d'un commissariat, c'est que l'obligation de protection contenue dans la garde à vue n'a pas été assurée. On ne dira rien si des assurances données par le médecin sur la « compatibilité » de la détention du jeune Aissa avec son état de santé.

Cette obligation est incontestable puisque l'intéressé n'a plus sa liberté de décision et de mouvement, pas même pour veiller à sa santé, puisqu'il en a été dessaisi par une autorité légale qui doit donc l'exercer à sa place et au moins aussi bien que lui.

Comme il n'est pas contesté que l'agonie du jeune Aissa ait commencé et se soit presque achevée à l'intérieur d'un local de police et au cours d'une garde à vue, c'est que l'obligation de protection n'a pas été remplie, soit par action, soit par omission.

La première hypothèse, c'est celle du tabassage qui connaît quelques précédents... Elle n'est envisagée ni par la famille - dont la réserve et la dignité en de pareilles circonstances sont exemplaires et méritoires - ni par les « codétenus » du jeune homme.

Ces derniers ont plutôt décrit une brutale indifférence. C'est donc l'hypothèse de l'omission. Il sera difficile de la rejeter ou de la contester puisque Aissa n'est mort que par faute de soins, soit en raison de soins tardifs qui tous auraient dû être dispensés lors de la garde à vue et non pas lorsqu'elle s'achève par la mort de celui qui en était l'objet.

L'essort de cela que la garde à vue n'est pas seulement cette regrettable « zone de non-droit », expression qui est aussi une manière d'absoudre par avance les défaillances et les fautes qui seraient constatées durant cette période.

Que l'obligation de protection, symétrique et caution du droit de garder à vue toute personne s'il en prend envie à un policier, ne soit pas, en tant que telle, inscrite dans les textes, sauf erreur, les bévues historiques commises ici même la semaine dernière et redoublées plus bas incitent à la modestie - ne change rien à l'affaire. La juridiction saisi la cas échéant saurait dire s'il s'agit d'une faute simple, lourde, particulièrement lourde, etc.

Garde

C'est souligner que le rapprochement, légitime mais trop vite opéré, entre la mort d'Aissa Ilich, aujourd'hui, et celle de Malik Oussekine, du temps de M. Charles Pasqua, est incertain. Même si ce rapprochement tient au fait que les deux jeunes gens étaient d'origine maghrébines, qu'ils avaient la malchance, qu'on n'ose qualifier de supplémentaires, d'avoir une santé fragile, et que (euphémisme au moins pour l'un d'eux) la police est mêlée à leur mort. Car, pour le reste, il y a une différence entre les deux drames. Au regard du fonctionnement des institutions, en l'occurrence la police, les circonstances de la mort d'Aissa sont plus graves.

Durant une manifestation, comme celle à laquelle participait Malik Oussekine, ou dans laquelle il s'était laissé prendre, la police n'a aucune obligation de protection des manifestants dont la liberté est entière. Elle n'a que l'obligation, bien souvent théorique, d'être au besoin de le rappeler, de maintenant une proportion entre l'attitude des manifestants et sa propre réaction. Il est inutile de redire que cette « proportion » n'a guère joué pour que Malik Oussekine garde la vie... En revanche, dût-on paraître rabâcher que de le répéter, la protection de la police est requise au profit d'une personne retenue.

CETTE protection, par ce qu'elle implique aussi d'abstention (pour ne pas désigner autrement le refus de recourir aux interrogatoires musclés), pourrait-elle être assurée par l'installation de filigranes systématiques dans les commissariats comme le propose M. Philippe Marchand ?

Une telle mesure d'ordre matériel serait-elle de nature à empêcher que la garde à vue soit un peu moins cette « zone de non-droit » qu'elle demeure largement ? Sous réserve que les syndicats de policiers ne crient pas à la suspension - alors que la négligence des parquets fait de la police une institution de fait incontrôlée, le droit ne disant guère et les

magistrats n'agissant pas plus... imagine-t-on la totalité des locaux de police ainsi équipés ?

Imagine-t-on les kilomètres de pellicule dévorés quotidiennement puisque l'on ne saurait se borner aux seuls interrogatoires et aux places où elles ont lieu ? N'est-ce pas en dehors de ces moments et de tels lieux que s'est noué le drame au terme duquel est mort Aissa Ilich ? Peut-on être assuré que rien n'échappera à cet œil mort et orwellien que dénoncent déjà les policiers ? Imagine-t-on, enfin, en ces temps de vaches maigres, la dépense que cela représenterait ?

A une telle suggestion, cependant, il est possible de présumer une intention assez transparente. Elle permettrait (le conditionnel s'impose) de contourner, ou au moins de différer l'idée que des avocats soient présents durant les gardes à vue. Ce qui est d'autant plus amusant (et à inscrire à son crédit) que M. Marchand est lui-même avocat.

La question est moins simple qu'il n'y paraît. La revendication des avocats, qu'il n'est pas unique mais qui est la plus sonore, n'est pas sans ambiguïté. La satisfaction ne démontre pas le moins du monde que, alors, le mort d'Aissa Ilich aurait été évité. Les gens modestes n'ont pas, comme d'autres, leurs avocats sous la main dont ils peuvent réclamer la venue à tout moment.

C'est toujours la même histoire. On voit bien que c'est le mal, le ramène n'en découle pas sur-le-champ. L'exemple américain ? Qu'on l'adopte et ses partisans d'aujourd'hui auraient tout fait de demander le retrait. Du moins ceux qui n'en rêvent que pour une meilleure protection des droits de chacun, suspects compris, et pas d'autre chose.

PS. 1. - Ce n'était vraiment pas brillant, la semaine dernière, d'avoir oublié, ainsi que le remarquait entre autres M. Yvonne Aubert, de Paris, ou M. Jacques Cressard, de Rennes, de mentionner Paul Doumer, assassiné par Gorguloff en 1932, alors que, président de la République, il inaugurerait la vente des écrivains combattants ; encore moins brillant, bien qu'un seul lecteur l'ait signalé, l'oubli de Jean Jaurès, assassiné au Café du Croissant en 1914. Le paragraphe sur le « quasi cantinier » en prenait un coup.

Puisque nous en sommes au chapitre des repentirs, rendons grâce à M. Paul Fohr, d'Avignon, qui rétablit, au profit du mot « oriflamme », le genre féminin qu'il n'aurait pas dû perdre, et à M. Flo, de Pau, qui, à propos d'« Algérie », il y a quinze jours, précisait qu'un carrefour n'est pas « passager », mais « passant », « passager », dit-elle, étant, selon le dictionnaire qu'elle cite, populaire.

PS. 2. - Message secret : l'Éléphant s'éveille la nuit.

PS. 3. - Un tendre adieu, un déferent salut à Léon Gaschia, gentilhomme de Venise.

(1) Dont on relève, triste précision, que sa traduction française est Jésus.

PHILIPPE BOUCHER

La controverse sur la mort du lycéen de Mantes

Les parents d'Aïssa Ilich portent plainte

Les parents d'Aïssa Ilich ont déposé, mercredi 29 mai, devant le tribunal de Versailles, une plainte pour « non-assistance à personne en danger » et « homicide involontaire ». Ils reprochent notamment aux policiers leur refus de faire parvenir des médicaments à leur fils asthmatique durant sa garde à vue consécutive aux incidents survenus à Mantes-la-Jolie. L'avocat de la famille Ilich, M. Henri Leclerc, a déclaré : « Les responsabilités, tant médicales que policières, doivent être sanctionnées après une autopsie qui a révélé des traces de coups ». Il envisage un autre dépôt de plainte pour « coups et blessures volontaires ».

Considérant qu'« à tout moment les règles de la procédure pénale et de la déontologie ont été respectées par les officiers de police judiciaire chargés de l'affaire », la Fédération nationale autonome de la police (FNAAP, majoritaire chez les policiers en civil) a demandé que l'enquête administrative menée par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) soit immédiatement rendue publique.

Avocats dans les commissariats Les policiers ont été « consternés et révoltés (...) par des déclarations inconséquentes émanant de responsables politiques éminents [qui] sèment le trouble dans l'opinion », selon la FNAAP. Visant, sans la nommer, les propos tenus par M. Edith Cresson au sujet de

la mort d'Aïssa Ilich, le Monde du 31 mai, la Fédération a estimé que « certaines prises de position démontrent de la part d'élus ou de personnalités gouvernementales une méconnaissance totale des règles et du fonctionnement de la procédure judiciaire et de l'enquête de police ».

De son côté, la Ligue des droits de l'homme a exprimé « les plus vives réserves sur le principe même de la garde à vue et les conditions dans lesquelles elle se déroule quotidiennement ». La LDH demande notamment que les détenus soient informés de leurs droits, qu'ils puissent prévenir leur famille, s'entretenir avec un avocat, et obtenir la visite du médecin de leur choix. « Il est urgent que la France se mette en conformité avec les principes définis par la Convention européenne des droits de l'homme et avec la législation de la grande majorité des États européens ».

Enfin M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, a déclaré, vendredi 31 mai, une lettre au premier ministre dans laquelle il demande que soit déposé au Parlement, « dès la présente session, un projet de loi instituant la présence systématique d'avocats dans les commissariats ». Dans sa lettre, M. Marchais évoque la mort d'Aïssa Ilich : « Les fautes commises paraissent extrêmement graves (...) et totalement inacceptables au regard des droits de l'homme », déclare-t-il.

Le SOS-Racisme réclame un plan d'urgence pour les banlieues. Une délégation de SOS-Racisme et de la coordination des cités « OBU » (Opération banlieues unies), conduite par M. Harlem Désir, a été reçue, vendredi 31 mai, à l'hôtel Maignon par M. Gérard Moine, directeur du cabinet du premier ministre. « Nous avons demandé la mise en place d'un plan d'urgence pour les banlieues avant l'été (...). Il faut que chaque jeune puisse constater dans les deux mois que quelque chose a commencé à changer dans son quartier pour réamorcer la pompe de l'espoir », estime SOS-Racisme.

M. Edith Cresson en visite à Orly - Le premier ministre, M. Edith Cresson, s'est rendu, vendredi 31 mai à Orly (Val-de-Marne), dans la banlieue sud de Paris, pour attirer l'attention sur l'action de certaines municipalités dans le domaine de l'intégration et de l'insertion sociale. Les différentes actions conduites depuis de nombreuses années dans la commune par M. Gaston Vieux, maire « reconstruc-teur » communiste, élu du Parti communiste français lors des élections municipales de mars 1989, ont été présentées à M. Cresson dans la Maison de la jeunesse et de la culture.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

F. R.

JUSTICE

L'estimant contraire au principe de l'indisponibilité du corps humain

La Cour de cassation déclare illicite la pratique des « mères porteuses »

Réunie en assemblée plénière vendredi 31 mai, la cour de cassation a rendu un arrêt condamnant la pratique dite des « mères porteuses ». Après avoir entendu le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique, la cour a estimé que de telles pratiques de substitution contreviennent au principe de l'indisponibilité du corps humain et à celui de l'état des personnes. Elle souligne, par ailleurs, que de telles pratiques constituent un détournement de l'institution de l'adoption.

A la surprise générale, la cour d'appel de Paris, dans un arrêt daté du 15 juin 1990, s'était prononcée en faveur de l'adoption des enfants conçus par des mères porteuses. Prenant une décision contraire à celle du tribunal de grande instance de Paris, les magistrats de la cour d'appel soulignaient alors que « la maternité de substitution, en tant que libre expression de la volonté et de la responsabilité individuelle de ceux qui y souscrivent hors de toute préoccupation lucrative, doit être considérée comme licite ».

En cassant cet arrêt et en affirmant le caractère illicite de telles pratiques, la Cour de cassation consolide avec force le consensus à la fois éthique et juridique qui, ces dernières années, s'est progressivement constitué en France (1).

« Verdict d'espoir » pour Michel Vaujour. — La cour d'appel de Paris a condamné, vendredi 31 mai, Michel Vaujour à quinze ans de réclusion criminelle pour deux vols à main armée, commis en 1986 après son éviction de la maison d'arrêt de la Santé (le Monde du 29 mai). « Donner à cet homme un message d'espoir », avait demandé aux jurés son avocat, Me Raphaël Constant. La cour a entendu le message puisqu'elle a ordonné que la peine soit réduite de vingt ans de réclusion criminelle à laquelle la cour d'appel de Paris avait condamné, en 1988, pour une série de hold-up.

MÉDECINE

La polémique sur la découverte du virus du sida

Le professeur Gallo estime avoir été mal compris

Dans une interview diffusée vendredi 31 mai sur France-Info, le professeur Robert Gallo, du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland) est revenu sur les termes de la lettre qu'il a publiée le même jour dans la revue scientifique britannique Nature et contesté l'interprétation qui en est faite dans la presse internationale (le Monde du 31 mai). « Il n'y a rien de nouveau depuis 1984, déclare-t-il. A part le fait que le virus du sida n'est pas le même que celui du sida, c'est d'ailleurs nous qui l'avons publié et l'Institut Pasteur était d'accord. Quand, par la suite, l'Institut Pasteur dit que BRU a pu être contaminé par LAI si cette donnée est bien exacte, on peut alors penser qu'il a pu de même contaminer de très nombreuses cultures dans d'autres laboratoires. Et par conséquent, j'ai écrit dans la revue Nature qu'il est probable que ce virus ait aussi pu contaminer nos laboratoires à un moment de l'année 1984. (...) Mais cela ne change rien à l'histoire ».

Le professeur Gallo rappelle ensuite qu'il n'a jamais contesté le fait que la première publication sur le virus LAV, en 1983, émanait de l'équipe pastoriennne, mais qu'à cette époque personne ne connaissait la cause du sida. « Ils [l'équipe de l'Institut Pasteur] ne pouvaient pas cultiver ce virus et ne

Cette pratique s'était initialement développée à la fin des années 70 aux États-Unis, en marge des techniques de procréation médicalement assistée. Elle consiste, dans un couple dont la femme est stérile, à concevoir un enfant avec la sperme du mari (l'insémination artificielle étant de rigueur) grâce à une autre femme, elle, fertile. Cette dernière s'engage à remettre l'enfant dès sa naissance au couple demandeur. Dans la majorité des cas connus, un tel « portage » est rémunéré à hauteur, en France, d'environ 50 000 francs.

Pour la cour de cassation, l'argent ne fait rien à l'affaire, cette pratique étant condamnée même si elle est mise en œuvre en l'absence de contrepartie financière. L'arrêt précise ainsi dans ses attendus que « le contrat par lequel une femme s'engage, fût-ce à titre gratuit, à concevoir et à porter un enfant pour l'abandonner à sa naissance contre-

vient tant au principe d'ordre public de l'indisponibilité du corps humain qu'à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes ». Plus généralement, il souligne, à propos de telles adoptions, qu'elles ne sont que « l'ultime phase d'un processus d'ensemble destiné à permettre à un couple l'accueil à son foyer d'un enfant conçu en exercice d'un contrat tendant à l'abandon à sa naissance par sa mère ». Selon la cour, « portant atteinte au principe de l'indisponibilité du corps humain et de l'état des personnes », ce processus constitue « un détournement de l'institution de l'adoption ». La cour fonde ses conclusions sur plusieurs articles (6, 1128 et 353) du Code civil.

J.-Y. N.

(1) L'arrêt de la Cour de cassation ne rend pas en question l'adoption de l'enfant concerné qui avait été autorisée par la cour d'appel de Paris.

Prévenir les dérives

par Jean-Yves Nau

L'ARRÊT de la Cour de cassation confirme la prise de position du Comité national d'éthique tout comme les différentes condamnations prononcées ces dernières années, tant par les autorités médicales que par les ministres en charge de ce dossier. La justice elle-même avait déjà tranché en interdisant la création d'associations visant à faciliter la réinsertion de tels « adultes biologiques ».

En définitive, au vu de la jurisprudence, on sait aujourd'hui que sur ce problème précis il n'y a pas besoin de nouveau texte pour condamner cette pratique », souligne M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation et membre du Comité national d'éthique.

La réaffirmation par la Cour de cassation de la ligne jurisprudentielle française est, sans aucun doute, un élément essentiel. Elle devrait aider à prévenir d'inquiétantes dérives. On imagine, en effet, jusqu'où pourrait conduire le développement de telles pratiques dans les pays où elles seraient tolérées pour l'instant. Qui interdirait, alors, qu'elles soient du champ médical pour être mises en œuvre, par exemple, par des couples fertiles,

la femme souhaitant ne pas avoir à supporter la charge de la grossesse, l'enfant porté par une « nourrice anténatale » étant conçu par fécondation in vitro à partir des propres gamètes du couple ? La jurisprudence étant aujourd'hui établie, la question se pose malgré tout de la répression de ceux qui encouragent de telles pratiques.

Le groupe multidisciplinaire, réuni à la demande du gouvernement et présidé par M. Guy Brabant (Conseil d'État), jugé utile, en 1989, de prévoir une infraction spécifique. On attend avec intérêt la décision retenue sur ce thème par Mme Noëlle Lenoir, chargée par M. Michel Rocard, alors premier ministre, et par le président de la République, d'un important rapport sur la bioéthique (1). Il restera par ailleurs, point essentiel, à harmoniser les différentes positions nationales dans l'optique de 1993, certains annonçant, d'ores et déjà, la création d'associations européennes de mères porteuses.

(1) M^{me} Noëlle Lenoir a remis, ces derniers jours, son rapport à M. François Mitterrand. Ce document sera rendu public le 11 juin.

ÉDUCATION

Pour répondre aux demandes du premier ministre

M. Jospin précise sa position sur l'apprentissage

M. Lionel Jospin ne pouvait rêver déplacement plus opportun que celui qu'il a effectué en Alsace, jeudi 30 mai, en compagnie de M. Jacques Guyard, nouveau secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique. Tous les ingrédients étaient en effet réunis pour une vigoureuse défense et illustration du rôle de l'éducation nationale et de sa capacité d'évolution et d'adaptation.

Premier acte à Strasbourg où le ministre de l'éducation nationale a signé le contrat entre l'État et le pôle universitaire européen qui réunit, dans un groupement d'intérêt public, les trois universités, la communauté urbaine de Strasbourg, le département du Bas-Rhin et la région Alsace. Soulignant le caractère exemplaire de ce réseau auquel l'État apporte 12 millions de francs et la promesse d'une dizaine de postes supplémentaires, M. Jospin a rappelé sa démarche de « partenariat renforcé » avec les collectivités locales. Loin d'être réduites au rôle de bailleurs de fonds, ces dernières sont appelées à participer de plus en plus à la formation des jeunes pour assurer notamment une meilleure adéquation aux besoins de l'emploi. Elles pourront également proposer aux universités de nouvelles filières adaptées aux demandes de l'environnement local.

Le deuxième acte, à Mulhouse, devait lui permettre de compléter la démonstration. La visite de l'Institut universitaire de technologie et de son centre d'apprentissage universitaire qui permet à des étudiants de préparer leur diplôme de génie électrique en partageant leur temps entre la formation scientifique à l'université et la formation pratique en entreprise,

Une peine de prison avec sursis est requise contre le directeur de Nice-Opéra

Le procès Europ Show

M. Lucien Salles, soixante et un ans, gérant d'une entreprise de spectacles, la SARL Europ Show, et directeur de Nice-Opéra, a comparu, jeudi 30 mai, devant la 6^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Nice sous les inculpations d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale. Ce procès était le premier mettant en cause un proche de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin. Le substitut du procureur, M. Pierre Claude Scholten, s'est borné à requérir une peine d'emprisonnement avec sursis, et une forte amende. Le jugement a été mis en délibéré au 18 juin.

NICE

de notre correspondant régional

Instruite avec célérité et examinée dans des délais non moins brefs par le tribunal correctionnel de Nice, l'affaire Europ Show n'était-elle qu'une « détonation » qualifiée l'avocat de M. Lucien Salles, M. Thierry Lévy ? On attendait, en effet, du dossier plus de lumière sur le « système Médecin » qu'il n'en a apportée. Parmi les faits reprochés à M. Salles figuraient notamment de curieux versements à l'étranger effectués par Europ Show. Leur destination réelle est restée inconnue.

« Un métier totalement irréaliste »

D'un montant global de 1 358 455 francs, ils étaient justifiés par des factures établies par une société anglaise de façade, Westard United, censée recruter des artistes anglo-saxons pour le compte d'Europ Show. Selon M. Salles, les artistes, en réalité, à payer un intermédiaire, du nom de Nouri Lévy, qu'il a présenté comme une sorte « d'espoir » agissant « dans l'ombre » et dont la trace n'a jamais été retrouvée. Au sujet d'un autre transfert, de 105 000 francs, opéré au profit de sa fille résidant aux États-Unis, le gérant d'Europ Show a prétendu qu'il s'agissait d'une avance que celle-ci lui avait consentie. Il l'a remboursée au moyen d'une facture outrageusement faussée (en-tête d'une société de Houston au Texas).

et mention de registre du commerce de la banque nicoise d'Europ Show).

Avance prétendument récupérée encore, la somme de 156 000 francs venant en paiement de deux factures de fournisseurs mais virée au compte de son épouse, M^{me} Annie Salles (les factures ont disparu et l'attestation produite à leur place est manifestement de pure complaisance). Avance, toujours, les 170 000 francs encaissés, cette fois, sur le compte personnel de M. Salles et distraits les 220 000 francs correspondant à quatre factures d'une association nicoise sans existence légale - Club SUDD - qui aurait assuré, dans les milieux étudiants, la promotion des spectacles organisés par Europ Show. A la tête de celle-ci, une jeune femme, M^{me} Elisabeth Arnault, devenue, peu après, attachée de direction d'Europ Show, mais surtout connue pour son rôle d'intermédiaire dans l'affaire de la renégociation de la ville de Nice (qui lui a valu de toucher une commission de 530 000 francs).

On a également vu surgir, un instant, le nom d'une société, Monaco Sponsoring, dont les rela-

tions avec le comité des fêtes de la ville de Nice font l'objet, depuis quelques mois, d'une enquête de police. Un compte fournisseurs créditeur de 201 000 francs, au nom de cette société, a été ouvert et reporté, pendant trois exercices, dans la comptabilité d'Europ Show. M. Salles a affirmé, pourtant, qu'il « n'a jamais travaillé » avec ce prestataire de services. Tout au long de l'audience, il n'a cessé, au demeurant, de plaider sa « bonne foi » tout en reconnaissant qu'il exerçait « un métier totalement irréaliste ».

Quant à la fraude fiscale qui lui est par ailleurs reprochée, en relation avec les délits d'abus de biens sociaux - le Trésor lui réclame 1 663 924 francs - il s'est dit « un peu marié » d'être devant le tribunal « pour cela ». Bien qu'il ait jugé l'affaire « d'une certaine gravité », le substitut Scholten a fait preuve, dans ses réquisitions, d'une modération inattendue en invoquant « le mauvais état de santé » de M. Salles. M. Lévy, pour sa part, a plaidé la relaxe pure et simple de son client.

GUY PORTE

La gestion du Comité des fêtes de Nice

M. Jacques Médecin est à nouveau déclaré « comptable de fait »

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement provisoire qu'elle vient de rendre, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a déclaré conjointement et solidairement « comptables de fait » de la commune de Nice, quatre personnes ayant participé à la gestion de l'association paramunicipale du comité des fêtes, des arts et des sports de la ville. Il s'agit de MM. Jacques Médecin, ancien maire (CNI) de Nice, président de droit, qui subit ce sort pour la troisième fois, Jean Oltra, directeur général, déjà visé une fois par la même imputation, Robert Lecoq, directeur financier et Edmond Belling, ancien directeur des services financiers de la ville. Le jugement porte sur une somme de 266 890 190 francs, correspondant aux subventions municipales allouées au comité des fêtes de 1985 à 1990. Dans ses attendus, la chambre considère, notamment, le comité « comme dépourvu de toute autonomie réelle par rapport à la ville de Nice » et que, par conséquent, les fonds, « essentiellement d'origine municipale », manés par les personnes mises en cause, n'avaient pas perdu leur caractère de deniers publics communaux.

Elle souligne, de surcroît, qu'il existait une confusion entre les comptes du comité des fêtes et d'une autre association paramunicipale, Nice-Communication. Les intéressés ont un délai de deux mois pour fournir la preuve que les fonds ont bien été utilisés dans l'intérêt public, justificatifs comptables à l'appui.

Nouvelle plainte pour fraude fiscale

En outre, une nouvelle plainte pour fraude fiscale a été déposée, le 21 mai, par la direction des services fiscaux des Alpes-Maritimes, auprès du procureur de la République de Nice, contre MM. Jacques Médecin et Lucien Salles, pris en leur qualité de président et de directeur de l'association Nice-

Opéra. Il leur est reproché d'avoir soustrait frauduleusement à l'établissement et au paiement d'une somme de 4 160 605 francs d'impôts sur les sociétés dus au titre de l'exercice clos en 1987 « en omettant de soumettre la déclaration de résultats dans les délais prévus ». L'administration fiscale considère, en effet, que la gestion de Nice-Opéra « n'était pas désintéressée », puisque cette association fonctionnait, en fait, comme une véritable entreprise de spectacles ayant systématiquement recours à des méthodes commerciales et de publicité et recherchant des bénéfices. L'administration fiscale a donc engagé dans un intérêt autre que celui de l'association, ce qui, en termes fiscaux, doit s'analyser comme un excédent de recettes non imposables.

Dès le 22 mai, le procureur de la République de Nice, M. Louis Aumeras, a transmis le dossier, par la voie hiérarchique, à la chambre criminelle de la Cour de cassation afin que celle-ci désigne une juridiction d'instruction (M. Médecin bénéficie, en sa qualité de maire, à laquelle est attachée celle d'officier de police judiciaire, du privilège de juridiction).

A la suite des renseignements recueillis aux États-Unis, dans le cadre de l'information ouverte à Grenoble contre l'ancien maire de Nice pour abus de confiance au préjudice de Nice-Opéra (le Monde du 6 avril), on a appris, enfin, que M. Jean-Marc Armengaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, avait transmis la procédure au parquet général de cette ville pour qu'il prenne des réquisitions d'inculpation. M. Médecin, en fuite en Uruguay, pourrait faire l'objet, directement, d'un nouveau mandat d'arrêt ayant valeur d'inculpation. Le parquet peut aussi se prononcer pour une convocation normale de l'intéressé devant le magistrat instructeur, qui donnerait lieu à un procès-verbal de carence puis à la saisine de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble.

G. P.

DEFENSE

Intensification des échanges militaires entre la France et la Tchécoslovaquie

Pour la première fois depuis la fin du régime communiste en 1989, un ministre français de la défense a été invité à séjourner, du vendredi 31 mai au dimanche 2 juin, en Tchécoslovaquie. Cette visite de M. Pierre Joxe, sur l'initiative de son homologue tchécoslovaque, fait suite à un accord, signé en décembre 1990, par le chef d'état-major français des armées de l'époque, le général Maurice Schmitt, qui institue des échanges militaires entre les deux pays.

La visite de M. Joxe coïncide avec celle de soixante-dix officiers

de l'Ecole de guerre française à Prague. Des officiers tchécoslovaques devraient bientôt recevoir des bourses pour suivre des cours dans les écoles militaires françaises. Une mission de la Délégation générale pour l'armement (DGA) a été reçue en mars par les autorités du pays. Le responsable tchécoslovaque de l'armement se rendra en juillet en France pour visiter des installations et des centres de recherche militaires. M. Joxe a invité son collègue de la défense, M. Lubos Dobrovsky, à venir à la mi-juin au 39^e Salon international de l'aéronautique du Bourget.

GÉRARD COURTOIS

SPORT

INTERVIEW

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE

LE MONDE

L'ÉQUIPE



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

LIGNES

Une fin en majesté

CONNORS finit en majesté. Pendant trois heures trente, il a donné un festival de tennis inventif, et aussi d'espièglerie, de grâce. Il part sur un exploit humain, autant que sportif. Du panache, du grand art.

A l'évidence, Connors ne voulait pas jeter l'éponge sur un score négatif, d'où son forcé pour arracher l'égalisation à deux sets partout, et y ajouter, symboliquement, un premier point gagnant.

Il avait si bien caché sa souffrance qu'on s'est demandé ce qu'il en faisait de toute contestation, l'amenait brusquement, peu après 19 heures, vers l'arbitre de chaise. L'annonce de l'abandon a consterné les dix-sept mille spectateurs du central, qui ont salué, debout, la sortie de l'ancien premier joueur mondial, soudain marqué, épuisé.

On s'est souvenu après-coup qu'il avait fait appel à un masseur lors du troisième set. Ruisselant de sueur, il devait s'essuyer après chaque échange, et il soulevait de plus en plus les épaules en inspiration forcée pour combattre l'essoufflement. Mais la victoire ne paraissait pas hors de portée, malgré le passage à vide du troisième set perdu 2-6. Connors imposait sa cadence, trouvait constamment des angles extrêmes. Ses montées au filet et ses accélérations ne faiblissaient pas. Chang était baladé, dominé, hors d'état de contre-attaquer. Si l'endurance de Connors égalait sa virtuosité et son entraînement, tout était possible.

Coups de folie

Il manquait à la rencontre les qualités complémentaires ou contrastées qui font les affrontements mémorables. Hormis leur même nationalité, américaine, tout opposait les deux hommes : droitier contre gaucher, grand contre petit, renvoyeur contre voleur, raison méthodique contre opportunisme inspiré. Avec leurs dix-neuf ans d'écart, c'était un peu le père contre le fils, à cet âge où la fougue adolescente se trouvait chez l'ainé, et chez le cadet le calme des grognards.

A la sagesse mûrie de son vis-à-vis, Connors a tout de suite opposé ses coups de folie, dans tous les secteurs du jeu. Il ne serait pas dit qu'il assurait le score pour le score.

Chaque balle l'amuse, pour elle-même, comme s'il découvrait les joies du smash ajusté ou de l'amortie. Un sourire farouche illumine son visage, aussi mobile et riche en mimiques que celui de Chang paraît clos et sans expression.

L'espèce d'étonnement radieux où le mettent ses coups gagnants, Connors n'hésite pas à le prolonger par des gags spontanés. Il vient bleugner avec son T-shirt, il caresse la bande qui lui a concédé un point inespéré, il tend sa raquette au ramasseur. Un dirigeant quelconque se fait-il appeler par VHF personnelle - cette muflerie se répand de plus en plus - Connors improvise une réplique : « Dis à ma femme que ça va bien pour moi ». A un jeune supporter qui a profité d'un silence pour hurler une fois de plus « Jimmy », il répond avec flegme : « Que puis-je pour vous ».

Les deux sets perdus n'empêchent pas sa jovialité. La quatrième manche donne l'impression que Connors a retrouvé entièrement ses forces. Il rit de ses anticipations prophétiques. La chaleur dessèche son étreinte. L'ombre commence à mordre les couloirs. Quatre-vingt. L'ancien prend le service du cadet. Il est à un jeu des deux sets partout tant espérés. « Allez », crie le central, plein à craquer. « Ouf ! » ajoutent certains, se croyant à l'arène, et fiers de ce tour brave. Pour la cinquième fois de la rencontre, une des balles de Connors glisse sur la bande avec des hésitations de roulette. Le joueur salue sa chance revenue d'un hochement de tête. Sévère : oui, vraiment, tout le stade, dressé, croit à un cinquième set harassant mais jouable.

Quelques minutes plus tard, ce sera le concubinage au pied de la chaise, la tête enfouie sous le serviette, le masque même pas soulevé de Chang, et un formidable « Ah ! » perçant les gradins. La surplanteur se trouve chez l'ainé, et chez le cadet le calme des grognards.

A la sagesse mûrie de son vis-à-vis, Connors a tout de suite opposé ses coups de folie, dans tous les secteurs du jeu. Il ne serait pas dit qu'il assurait le score pour le score.

« Lorsque est numéro un français, les trois premiers de Roland-Garros sont des épreintes, car on sait qu'on n'a pas le droit de se faire battre par quelqu'un de moins fort, expliquait-il. Dans ces conditions, je considère que mes trois matches ont été assez bons, mais pas assez pour gagner le tournoi. C'est maintenant que cela devient intéressant. Le jeu n'est pas des derniers semaines sur terre battue, mais je reste un outsider ».

Si Guy Forget a préservé ses chances, Henri Leconte n'a pas su prendre la voie royale qui aurait pu le conduire en demi-finale après les forfaits d'Ivan Lendl et de Jonas Svensson, placés par le tirage au sort sur sa route en huitième et en quart de finale. Petr Korda, son vainqueur au deuxième tour, entre dans la catégorie des joueurs complets dotés d'une technique sans faille, mais aussi sans éclat. Ce retour à l'anonymat pour Henri Leconte, en pleine crise de doute après six tournois consécutifs où il n'a pu dépasser le deuxième tour, a été heureusement compensé pour le tennis français par la confirmation, face à Mats Wilander, du talent de Fabrice Santoro.

La relève française

Sept Français restent à l'affiche du premier week-end des Internationaux de France. Samedi 1^{er} juin, Fabrice Santoro et Thierry Champion, tombés respectifs de Mats Wilander et de Pete Sampras, le dernier vainqueur de l'US Open, devaient se rencontrer pour une place en huitièmes de finale. Cette ambition est aussi celle d'Arnaud Boetsch, opposé à l'Argentin Gabriel Markus, de Karine Quentrec et de Mary Pierce qui rencontrent la Yougoslave Monica Seles et l'Argentine Gabriela Sabatini. Dimanche 2, Guy Forget et Nathalie Tauziat devaient tenter de se qualifier pour les quarts de finale contre Michael Chang, vainqueur par abandon (douleurs aux lombaires) de Jimmy Connors, et la Japonaise Naoko Sawamatsu.

Qualifié pour les huitièmes de finale où il rencontrera Michael Chang, le plus jeune vainqueur de Roland-Garros en 1989, Guy Forget a tenu son rang de tête de série et de numéro un français. Sans toutefois convaincre sur ses chances d'atteindre la finale, le 9 juin. Face au jeune Sud-Africain Marcos Ondruska, qui avait gagné en qualifications le droit de disputer son premier tournoi du Grand Chelem, le Français est passé par tous les états : l'euphorie d'un premier set contre un adversaire réduit au rôle de faire-valoir, la déconcentration et la crispation pour conclure face à un joueur qu'il avait laissé prendre confiance avec le gain de la troisième manche.

« Lorsque est numéro un français, les trois premiers de Roland-Garros sont des épreintes, car on sait qu'on n'a pas le droit de se faire battre par quelqu'un de moins fort, expliquait-il. Dans ces conditions, je considère que mes trois matches ont été assez bons, mais pas assez pour gagner le tournoi. C'est maintenant que cela devient intéressant. Le jeu n'est pas des derniers semaines sur terre battue, mais je reste un outsider ».

Si Guy Forget a préservé ses chances, Henri Leconte n'a pas su prendre la voie royale qui aurait pu le conduire en demi-finale après les forfaits d'Ivan Lendl et de Jonas Svensson, placés par le tirage au sort sur sa route en huitième et en quart de finale. Petr Korda, son vainqueur au deuxième tour, entre dans la catégorie des joueurs complets dotés d'une technique sans faille, mais aussi sans éclat. Ce retour à l'anonymat pour Henri Leconte, en pleine crise de doute après six tournois consécutifs où il n'a pu dépasser le deuxième tour, a été heureusement compensé pour le tennis français par la confirmation, face à Mats Wilander, du talent de Fabrice Santoro.

Santoro, le plus jeune joueur (dix-huit ans) du tableau final. Même si le Suédois, comme Yannick Noah, semble désormais plus intéressé par la musique que par le tennis, le benjamin français a intelligemment conquis le droit de rencontrer Thierry Champion (vingt-quatre ans), auteur de l'exploit du deuxième tour en éliminant Pete Sampras, vainqueur du dernier US Open et tête de série n° 6 à Roland-Garros.

« Maître de la défense agressive »

L'an dernier, Thierry Champion avait été le trouble-fête des Internationaux de France en sortant des qualifications avant d'échouer en quart de finale contre Andreï Gorn. Le futur vainqueur. Son revers lifté de microtonne délivre des balles hautes et sans constance qui repoussent l'adversaire loin derrière sa ligne et l'obligent à prendre de gros risques pour attaquer. Dès que l'adversaire, lassé de l'échange, tente l'aventure au filet, le Français utilise généralement à merveille ses armes de contre : un passing ou un lob lifté d'une diabolique précision.

« Thierry est devenu un maître de la défense agressive. Il agit à la manière d'un judoka qui se sert du poids de son adversaire pour le renverser. Il lui laisse prendre le risque de l'attaque pour mieux le contraindre », explique son entraîneur Francis Ravetto. Ce Sud-Africain, ancien tennismen professionnel puis directeur du centre d'entraînement de Pierre Barthes au cap d'Agde avant d'ouvrir sa propre académie de tennis près de Dublin, avait joué un deuxième motif de se réjouir avec la qualification, sans perdre un set dans ses deux premiers matches, d'Arnaud Boetsch (vingt-deux ans).

Champion d'Europe junior et vainqueur de l'Orange Bowl en 1985, Arnaud Boetsch était alors considéré comme le grand espoir du tennis français. Son toucher de balle, son élégance et son apparente nonchalance, l'ont fait comparer à Adriano Panatta dont il avait déjà la silhouette un peu épurée. Depuis six ans, il n'a pourtant jamais réussi à confirmer son niveau professionnel les espoirs qu'il avait fait naître. N'a-t-il pas jusqu'ici consenti tous les sacrifices nécessaires ?

« Je n'ai rien à me reprocher, répond-il. J'ai eu besoin de plus de temps que d'autres pour apprendre, mais je crois que j'ai trouvé cette saison une stabilité à mon meilleur niveau. Depuis janvier 1990 où, avec Thierry Champion, il a rejoint Francis Ravetto, Arnaud Boetsch a beaucoup travaillé. « Arnaud est un entraîneur qui construit et d'une grande pureté, estime son entraîneur. Sans perdre de sa créativité, nous avons dû travailler la puissance et les effets pour donner plus de cadence et d'agressivité à son jeu ».

GÉRARD ALBOUY

Les résultats du jeudi 30 mai...

SIMPLE MESSIEURS

Deuxième tour

Premier quart de tableau (1)
EDBERG (Sué.) n° 11 b. Sisti (Aut.) 6-4, 5-7, 7-6, 6-3; Cherdakov (URSS) b. Kuhn (Aut.) 6-3, 6-3, 6-3, 6-3; Yzaga (Péru) b. Pescarou (Rou.) 6-2, 6-2, 6-0; Chertakov (URSS) b. Cash (Aus.) 6-7, 6-1, 6-3, 3-6.

7-5; COURIER (Eu.) n° 9 b. Ferreira (AUS), 6-2, 6-3, 6-4; Larsson (Sué.) b. Dosedel (Tch.), 7-5, 6-2, 6-4; Marin (Eu.) b. Müller (Eu.) 6-1, 6-2, 6-4; Harniss (Péru) b. NARSEVIC (You.) n° 8, 6-1, 6-4, 6-1.

Deuxième quart de tableau

Davin (Arg.) b. Jais (Arg.) 6-4, 6-3, 6-2; Vade (Tch.) b. LECONTE (Fra.) 3-6, 6-4.

7-6, 6-4; BOETSCH (Fra.) b. Kuti (Sué.) 6-3, 6-3, 6-3; Markus (Arg.) b. Perez (Mex.) 2-6, 6-4, 6-3; SINGH (Ind.) n° 12 b. Krajcek (Sué.) 6-7, 7-6, 6-3, 6-2; Conn (Eu.) b. BEHARAVES (Fra.) 7-5, 6-1, 6-2; SANTORO (Fra.) b. Wilander (Sué.) 6-2, 6-3, 6-2; CHAMPION (Fra.) b. SAMPRAS (Eu.) n° 6, 6-3, 6-1, 6-1.

SIMPLE DAMES

Deuxième tour

Premier quart de tableau
M. SELES (You.) n° 1 b. M. De Swardt (AUS), 6-0, 6-2; K. QUENTREC (Fra.) b. P. Fendick (Eu.) 6-1, 4-6, 6-3; S. Cocchini (Ita.) b. C. SURE (Fra.) 6-2, 6-2; A. HUBER (AIL) n° 10 b. F. Bonagioni (Ita.) 6-0, 6-2.

...et ceux du vendredi 31 mai

SIMPLE MESSIEURS

(Huitièmes de finale)

Troisième quart de tableau
Minniss (Arg.) b. Camposore (Ita.) 2-6, 6-3, 6-1, 6-3; Hessek (Sué.) b. Carbonnel (Esp.) 7-6, 4-6, 6-4, 6-3; Mancini (Arg.) b. Gustafsson (Sué.) 6-3, 3-6, 6-2, 6-3; AGASSI (Eu.) n° 4 b. P. McEnroe (Eu.) 6-2, 6-2, 6-0.

Quatrième quart de tableau

FORGET (Fra.) n° 7 b. Ondruska (AUS), 6-1, 6-4, 3-6, 6-3; CHANG (Eu.) n° 10 b. Connors, 4-6, 7-5, 6-2, 4-6, aband.; Davet (Esp.) b. DELATRE (Fra.) 4-6, 6-2, 6-3, 6-4; BECKER (AIL) b. Masur (Aus.), 6-3, 6-3, 6-2.

SIMPLE DAMES

(Huitièmes de finale)

Troisième quart de tableau
A. SANCHEZ-VICARIO (Esp.) n° 5 b. K. Gudge (Eu.) 6-1, 6-1; T. Whitinger (Eu.) b. A. Grossman (Eu.) 7-6, 6-4; E. Reinach (AIS) b. K. MALEVA (Sué.) n° 11, 6-4, 6-4.

COMMUNICATION

Anne Sinclair obtient l'interdiction d'un dessin de « Lui »

La Cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 31 mai, l'ordonnance rendue la veille à la demande d'Anne Sinclair par le juge des référés et ordonnant au mensuel Lui de retirer la double page centrale de son numéro de juin. Cette double page représentait un dessin représentant la journaliste à moitié nue.

« 7 sur 7 » en Diane chasseresse. La journaliste, qui demandait 200 000 francs de dommages-intérêts pour ces dessins « honteux, faits à son insu » et le retrait du magazine jusqu'à suppression de la couverture, a obtenu 40 000 francs de provision et s'est déclarée « satisfaite » par la décision du tribunal.

L'éditeur de Lui, les publications Filipacchi, devra aussi arrêter toute publicité à la radio et faire retirer les affiches des kiosques qui montraient la « une » du magazine, un dessin dénudé de la présentatrice de

Le magazine Lui estime pour sa part que cette décision constitue « une mesure d'une exceptionnelle gravité », qui « n'a jamais été accordée pour un simple dessin ».

Alors que les syndicats appellent à la grève le 14 juin

Le déficit de FR 3 s'est élevé à 179,8 millions de francs

Interrogé à l'Assemblée nationale par M. Gilbert Gantier, député UDF de Paris, le nouveau ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, a révélé, vendredi 31 mai, que le conseil d'administration de FR 3 du 10 juin prochain devrait arrêter à 179,8 millions de francs le déficit net comptable de FR 3 pour 1990. C'est beaucoup plus que ne l'annonçaient les prévisions initiales de la chaîne (50 millions) et que ne l'avait estimé le rapport d'audit effectué par le cabinet Coopers & Lybrand (-95 millions) à la demande de M. Hervé Bourges, président commun d'A 2 et de FR 3 (Le Monde du 23 mai). Ajouté aux 744,2 millions de déficit d'Antenne 2, cette nouvelle évaluation porte à 924 millions de francs les pertes cumulées des deux chaînes publiques. Un record.

Renault doit construire des autos qui aient la même élégance, la même sûreté, la même capacité que les véhicules fabriqués par les industriels privés; or, précisément, nous espérons tous que, tout en étant capable de rivaliser avec la télévision privée dans le domaine du divertissement, la télévision publique apportera aux Français l'information et les programmes que la télévision privée ne peut pas diffuser.

Le ministre a toutefois justifié le rôle et le mode de tutelle administrative exercée par l'Etat sur la vie des chaînes. « Comment s'étonner qu'on exerce sur la télévision une tutelle d'un type différent de celle qui s'exerce sur Renault ? (...)

A ce sujet, le ministre a également rappelé que « le président et les directeurs généraux des deux chaînes étudient un plan visant à rationaliser la gestion des deux sociétés et à les aider à retrouver un équilibre durable ». Plan qui sera connu début juillet. En attendant, l'inquiétude monte dans l'audiovisuel public. Redoutant « la suppression de certaines d'emplois, la remise en cause des qualifications et des garanties collectives », trois syndicats de FR 3, la CPDT, la CGT-journalistes et la CFTC, ont déposé un préavis de grève reconductible pour le 14 juin.

Le débat sur la colorisation des films

La Cour de cassation tranche en faveur du droit d'auteur

La Cour de cassation a donné raison le 28 mai aux héritiers de John Huston contre la Ciné qui dans la longue polémique sur la colorisation en animant que le droit américain donnant tout pouvoir au producteur sur l'œuvre privée, dans ce cas, sur le droit moral d'un auteur qui peut s'opposer en France à toute altération de son œuvre.

La Cour de cassation a jugé au contraire que les règles de droit moral sont d'ordre public et donc supérieures à toutes dispositions stipulées dans des contrats particuliers, même étrangers. La SACD, qui se réjouit de cette décision, estime que la Cour confirme ainsi qu'un auteur bénéficie en France de ce droit moral même s'il est privé dans son pays.

Les héritiers de John Huston, soutenus par la Société des réalisateurs de films et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, obtenaient alors du tribunal de grande instance de Paris l'interdiction

de cette diffusion. Un an plus tard, la cour d'appel de Paris autorisait la Ciné à diffuser le film colorisé en estimant que le droit américain donnant tout pouvoir au producteur sur l'œuvre privée, dans ce cas, sur le droit moral d'un auteur qui peut s'opposer en France à toute altération de son œuvre.

Jean-Edern Hallier arrête l'« Idiot international »

L'écrivain Jean-Edern Hallier a indiqué jeudi 30 mai que son hebdomadaire l'Idiot international allait cesser de paraître en raison de graves difficultés financières. Le polémiste a précisé que les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) avaient bloqué 1,1 million de francs provenant des ventes du journal afin de régler les dommages-intérêts que le journal devait à M. Bernard Tapie et à Georges Kiejman, qui avaient engagé des procès contre lui en 1989 pour injures, diffamation et atteintes à la vie privée (Le Monde du 27 octobre 1989).

L'Idiot international avait aussi été condamné à verser des dommages-intérêts à M. Christian Bourgois, éditeur de Salman Rushdie, ainsi qu'au ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, et à son épouse. Récemment, il avait utilisé abusivement le titre et le logo du Canard enchaîné. Il avait cessé après que l'hebdomadaire satirique eut porté l'affaire devant les tribunaux.

L'Idiot international, créé en 1968 par Jean-Paul Sartre et Jean-Edern Hallier, avait été relancé une première en fois en 1984 par l'auteur des Aventures d'une jeune fille. Il avait choisi de repartir en mars 1989 à un rythme hebdomadaire avec une rédaction composée d'écrivains et de dessinateurs comme Patrick Besson, Thierry Pfister, Gédé, etc. Sa diffusion atteignait alors, selon son directeur, les 100 000 exemplaires. Après diverses épreuves, il avait reparu en novembre 1990. L'hebdomadaire emploie onze salariés.

Y.-M. L.

FOOTBALL : le plan de relance du club parisien

Canal Plus prend le pouvoir au Paris-Saint-Germain

M. Jean Tibéri, adjoint au maire de Paris, a annoncé, vendredi 31 mai, la conclusion d'un accord pour le plan de relance du Paris-Saint-Germain. M. Bernard Brochand, jusqu'alors vice-président, prend la présidence du club parisien en remplacement de M. Francis Borelli. M. Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus, devient président de la Société à objet sportif (SOS) chargée de gérer le club. Le journaliste de Canal Plus, M. Michel Denizot, se voit confier le poste de vice-président.

Aux prises avec des difficultés sportives et financières (Le Monde du 14 mai), le Paris-Saint-Germain devait entamer une nouvelle ère et changer radicalement de visage avec l'entrée dans le capital de la chaîne de télévision cryptée Canal Plus. Le tandem Brochand-Lescure va bénéficier, à son arrivée, d'un

cadeau royal de la mairie de Paris, qui a décidé d'éponger toutes les dettes de l'équipe parisienne (30 millions de francs). En outre, elle s'engage, pour trois ans, à verser une subvention annuelle de 30 millions de francs.

Pour sa part, la SOS entrera, avec d'autres partenaires, à hauteur de 49 % dans le capital du club. Selon M. Brochand, Canal Plus s'engage à verser environ 30 millions de francs sur un budget annuel total de 120 millions. De quoi permettre à M. Michel Denizot, d'entreprendre pour la saison 1991-1992 un recrutement à la hauteur des nouvelles ambitions du PSG qui visera, promettent les nouveaux dirigeants, « une place dans les cinq premiers du championnat ».

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

CULTURE

CINÉMA

L'attraction universelle

Une histoire d'amour, à Paris, aujourd'hui
Rien de plus simple, rien de plus beau



Dominique Fayssse et Thierry Fortineau

UN CŒUR QUI BAT
de François Dupeyron

C'est un film qui devrait parler à beaucoup de gens. Qui dit, mezza voce, les choses les plus importantes, les plus essentielles. Celles qui font que la vie vaut d'être vécue, même si elle paraît grise comme le ciel de Paris au-dessus du métro aérien, du côté de Barbès, un matin. Les choses qui ont trait à l'amour, à l'incroyable soudaineté de l'amour.

Dans le métro... Elle va se faire draguer dans le métro. Mado est rousse, mariée à un antiquaire des Puces, sympa. Elle a un grand garçon, adorable. Elle a un métier cahin-caha, comédienne. Elle habite une péniche, lambrassée. On saura tout d'elle, au fur et à mesure. Mais dans le métro on ne sait rien. Elle n'est qu'une femme ni jeune ni vieille, ni laide ni belle, rousse dans son manteau marron. Et cet homme, plutôt jeune que vieux, ni beau ni laid, l'a esquivée d'un regard. Ils sont tout le monde, ils sont n'importe qui, ils sont nous, ils sont la preuve aveuglante, merveilleuse, de l'attraction universelle.

Cinq minutes plus tard, appuyé au zinc d'un bistrot, il lui demandera : « Vous connaissez un hôtel dans le quartier ? ». Elle répondra : « C'est un peu rapide, non ? ». Il dira : « Non ». Aussitôt Mado et

Yves (Thierry Fortineau) sont amants, étonnés d'avoir aussi fait l'un de l'autre, ils marchent dans la ville comme des touristes en vacances d'eux-mêmes. Ils sont libres parce qu'étrangers dans des quartiers inconnus, Pigalle, Montmartre et leurs chambres d'hôtel monochromes et anonymes.

Ils se prennent, elle veut se dépêcher. Ils se perdent et voudront se reprendre. Mado ne casse rien de son existence, s'achète des chaussons quand ça va mal, il n'y a pas de violence. La pire brutalité, c'est une rose qui perd la tête. Mado voit les gens autrement, des gens qu'elle ne regardait jamais auparavant, deux ivrognes qui se valent, un vieux couple moche qui se sépare, un clochard humilié, la vie d'en dessous, la vie...

Une histoire banale, un adulte bourgeois. On pourrait voir ça comme ça. Ce n'est pas la manière dont le voit François Dupeyron. Sa manière à lui est incroyablement simple, juste, personnelle. Il ne montre pas d'indulgence excessive pour ses héros sans signes particuliers et leur passion citadine, mais il les aime comme ils sont, sans fausse pitié, sans gloire, valant une émotion permanente, authentique, que saura surtout traduire, avec vaillance, avec une lucidité magnifique, Dominique Fayssse dans le rôle de Mado. Dupeyron retrouve avec bon-

heur des vertus cardinales du grand cinéma français en deux traits, en une scène, croquer des silhouettes formidables (le veilleur de nuit « qui compose pour le téléphone », Daniel Laloux, le clochard insaisissable, Roland Amstutz) ; avec la complicité du directeur de la photo Yves Angelo réinventer Paris, redonner sa force au dialogue, à l'ellipse. « Tu a des enfants ? » Il répond : « Une fille de sept ans. Et toi ? ». Elle répond : « Un garçon de dix-huit ans. » On ne peut régler avec plus de concision, de pudeur et de cruauté le problème de la différence d'âge...

Le premier long-métrage de François Dupeyron était chic et agaçant. *Drôle d'endroit pour une rencontre*, c'était plutôt drôle de rencontre pour cet endroit, Catherine Deneuve et Gérard Depardieu avaient l'air d'avoir raté le dernier métro sur un parking d'autoroute. Mais aujourd'hui, comme libéré par l'absence de stars, François Dupeyron réussit avec ce *Cœur qui bat* rythmé par les percussions de Jean-Pierre Drouot un grand film d'amour en mineur, et se révèle le plus original et le plus exigeant des chroniqueurs du quotidien. Le plus optimiste aussi, malgré les apparences. Puisqu'il suffit peut-être de descendre dans le métro...

DANIEL HEYMANN

VENTES

Sotheby's à Berlin-Est

Sous le signe de l'identité nationale retrouvée,
une première vente consacrée à l'art expressionniste allemand

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Du travail propre et soigné : 7288 millions de deutschemarks, 80 % de lots vendus. Deux heures bien nettes découpées au carré (environ une toile par minute) par l'Auktionsator, le Dr Christoph Graf Douglas, un peu raide, tout de même, dans sa chemise à faux col blanc. Ce furent des enchères calmes, menées par un commissaire-priseur sans passion et sans état d'âme, souriant et remerciant régulièrement le public selon les innombrables codes de la maison anglo-saxonne fondée en 1744.

Drôle d'ambiance tout de même pour ce qui s'annonçait, quelques heures plus tôt, comme « une contribution à l'un des événements les plus importants des dix dernières années : la réunification de l'Allemagne ». Bénéficiant d'un nouveau-né par une dérogation de jeunes femmes en tailleur-collier de perles, la première vente de Sotheby's à Berlin-Est s'est placée sous le signe de la rigueur allemande. Seule la recherche rationnelle des racines, le culte du sentiment national justifient les prix atteints par les expressionnistes tels que Jawlowski (520 000 francs pour le *Paysage de Wasserburg*) ou encore Nolde, avec une toile adjugée 1,3 million de deutschemarks (4,4 millions de francs, soit le plus gros prix de la vente). Ici, la valeur décorative semble l'avoir emporté sur l'importance historique réelle : ces beaux coquelicots très rouges mais un peu gras ont été peints en 1950, soit une bonne quarantaine d'années après la grande période expressionniste, dont l'âge d'or se situe entre 1905 et 1918.

Cette vente à ce qui fut l'Est n'est pas tout à fait une première puisque, en juillet 1988, Sotheby's organisait des adjudications à Moscou au Sovin Center. Mais l'adresse a valeur de symbole : la vente s'est déroulée dans le palais Am Festungsgraben, un gros bâtiment neo-classique situé Unter den Linden, la plus célèbre avenue de Berlin. Ancienne résidence des ministres des finances prussiens, ce palais fut longtemps le siège des Amities RDA-URSS. Aujourd'hui, Sotheby's, localité d'un art à vendre trois fois de quelques salles au premier étage, partage depuis janvier 1991 l'endroit avec la Barclays Bank et la société Salomon Brothers. Dans le parking, les BMW utilitaires et les Toyota argument les Lada bleu-gris. A l'intérieur,

les gros lustres balaient le décor en stuc d'une vilaine lumière jaune ; une vieille odeur de soupe aux choux continuait de traîner dans les couloirs, et il n'y a encore qu'une seule ligne de téléphone. Mais on est là pour oublier, voire pour se donner des airs de pionnier.

Car, contrairement à Christie's et à l'autre maison de ventes aux enchères de la ville, la Villa Grisebach, située à Berlin-Ouest, Sotheby's, forte de six antennes en Allemagne (Munich, Hambourg, Cologne, Francfort, Wurtemberg, Niedersachsen), a choisi une voie inédite : pas de magasin, pas de galerie autour de ce Sotheby's new-look. Les voisins, ce sont d'abord les musées situés à cinq minutes à pied, abritant derrière leurs façades noires les trésors de Berlin-Est. A cinq minutes encore, mais dans l'autre direction, du côté de la porte de Brandebourg, on vend pile-mêle sur le trottoir des masques à gaz, des insignes militaires, des trébuchets miniatures fabriqués en Chine, des bouts de mur à partir de 3 francs.

Une véritable stratégie commerciale

En choisissant Berlin-Est, Sotheby's lance sa grande BA culturelle des années 90 : ramener l'art allemand en Allemagne et rendre à Berlin sa vocation de capitale du marché de l'art, identité saccagée par les nazis lorsque, à partir de 1933, l'expressionnisme devint symbole de l'art « dégénéré ». Signe des temps : c'est le Musée de Leipzig qui a récupéré, lors de cette vente, une œuvre de la collection de Sotheby's, une toile de Karl Hofer (90 000 DM) confisquée en 1937 par les nazis et vendue par la suite. C'est la deuxième fois qu'un musée allemand rachète une œuvre depuis les « événements ». Mais les bons sentiments cèdent parfois à l'avarice. L'aquarelle de Feinert, adjugée par Sotheby's en 1990 au Musée de Halle, n'aurait toujours pas été payée.

Présenté comme une entreprise de charité diplomatique, le défi de Sotheby's révèle en fait une véritable stratégie commerciale. « Ici, il n'y a pas de crise », confie M. Harry Schlichtmann pendant la vente. Ce marchand de Stuttgart n'hésite pas à renchérir trois fois avec succès. Les derniers résultats enregistrés à Londres en décembre prouvent, toutes proportions gardées, la bonne santé de la peinture expressionniste allemande face à la déconfiture de l'art impressionniste et moderne depuis dix ans

à Paris, Londres et New-York. Peu touchées par la spéculation (contrairement à l'art contemporain), les cotes ont monté d'une façon régulière depuis dix ans.

A quelques notables exceptions près (Kokoschka et Kandinsky sous vendus à Londres et New-York), le marché, essentiellement local, est soutenu fidèlement par les collectionneurs allemands, industriels pour la plupart, originaires de Hambourg, Berlin, Munich et Cologne. Fédéralisme oblige, le marché n'est pas concentré comme à Paris ou à Londres. Mais il est plus cocardier : si le Beckmann a été ravalé, disent les experts de Sotheby's, c'est parce que le peintre n'a pas exécuté cette toile en Allemagne mais à Amsterdam où il s'était réfugié à partir des années 30. Il reste qu'aujourd'hui l'incertitude que peut susciter la peinture expressionniste allemande est double : sous le signe de l'ouverture européenne, il entreprend toute la légende nationale et romantique. Et bien des influences venues de Paris et d'ailleurs se retrouvent dans cette peinture du tourment et de la couleur pure.

En arrivant sur un terrain déjà balisé, Sotheby's a peut-être sacrifié la qualité au profit du coup médiatique. La prochaine vente de la firme anglo-saxonne aura lieu le 28 novembre. Mais les plus belles toiles expressionnistes reviennent ces jours-ci à la villa Grisebach, maison de vente aux enchères, au statut, il est vrai, plus contestable, car elle dépend de cinq marchands. Installée depuis six ans à Berlin (face à Christie's) elle défend pourtant brillamment son titre de première maison de ventes d'œuvres d'art dans ce domaine : 35 millions de DM de chiffre d'affaires en 1990, contre 6 en 1986. D'Otto Dix à Kirchner, on y verra moins de bouquets et de scènes de genre que chez Sotheby's, davantage d'effets rythmiques et d'outrepassés visionnaires : un orchestre paranthétique de Beckmann estimé entre 700 000 et 900 000 DM, des Tahitiennes gauguiniennes, mais revues sous le prisme noir et tragique d'Otto Mueller, un paysage mouvementé de Karl Schmidt-Rottluff daté de 1909, un couple de femmes de Nolde aux lèvres violemment peinturlurées. Cette vente fleurie se déroulera entre le 31 mai et le 1^{er} juin, elle ne compte pas moins de 876 lots.

LAURENCE BENAÏM

La griffe du passé

Jack Nicholson acteur et réalisateur retrouve son personnage
de « Chinatown » pour un polar nostalgique

THE TWO JAKES
de Jack Nicholson

Jake Gittes a fait la guerre en héros et prospère comme détective privé. Mais il porte toujours la cicatrice au nez que lui fit Polanski dans *Chinatown*. Un deuxième Jake, l'excellent Harvey Keitel, débarque dans son bureau, pour lui confier une histoire d'adultère qui, comme onze ans plus tôt, dissimule de sombres machinations immobilières dans la vallée de San-Fernando. Les deux Jake du titre portent les mêmes chaussons bicolores. De temps en temps, la terre tremble et achève de secouer le scénario déjà confus.

Nicholson réalisateur ressemble à Nicholson comédien : il cultive un penchant coupable pour la grimace, cadrages tordus ou montage en triple axel renversé. Nicholson réalisateur reste un acteur : il s'intéresse surtout aux rencontres entre les personnages et les dialogues. Avec quelque bonheur dans ces face-à-face distingués et distants, généralement interrompus par une explosion, une dégelée de coups de poing ou de coups de feu. Mais pour multiplier les occa-

sions, il met en piste une nuée de seconds rôles, qui ont vite fait de rendre l'intrigue quasi incompréhensible, ce qui est souvent gênant - et sans intérêt, ce qui l'est davantage.

D'ailleurs Nicholson se fiche un peu de ces affaires de terrains à bâtir où gît du pétrole, de trahisons à tiroirs et de chasses-croisés entre flics hargneux, truands brutaux et hommes d'affaires louches. Il se préoccupe plus d'une méditation nostalgique sur le passé qui ne revivra pas mais à l'empreinte du quel on n'échappe pas.

On lui aurait pardonné son insistance à développer le thème, d'aphorismes las en flash-back à effets - avec le magnétophone comme symbole envahissant et peu fiable de la mémoire - on aurait à la rigueur toléré la misogynie du film. Mais pas l'immonde teinte rousse qu'il infuse à la charmante Meg Tilly, en fantôme des amours mortes de Jake Gittes avec la regrettable Faye Dunaway.

JEAN-MICHEL FRODON

Les éditeurs phonographiques français lancent la cassette deux titres. - Pour tenter de freiner le déclin irrésistible du disque 45 tours, dont les ventes ont chuté de près de 45 % en un an, le SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique) vient de décider le lancement de cassettes audio comportant deux titres, un sur chaque piste. Ce nouveau format sera vendu sur des présentoirs spécifiques, chez les disquaires et dans les grandes surfaces.

Souvenirs d'un pays disparu. - L'Entreprise poursuit sa gigantesque virée dans les cinémas d'Europe de l'Est, baptisée East Side Story, avec un court détour par l'ex-RDA. Cinq films pour dessiner une époque révolue, *Traces de pierres* de Frank Beyer, réalisé en 1966, mais interdit jusqu'en 1989, et des œuvres de la « dernière année », 1989, dont les titres traduisent bien l'ambiance : *L'Amour interdit*, *La Cassure*. A découvrir sans regrets. - Jusqu'au 11 juin à l'Entrepôt (14). Tél. : 45-40-78-38.

THÉÂTRE

Aux 28^{es} Rencontres de Berlin, les premières de l'Allemagne réunifiée, l'Est est en vedette

Comme l'an passé, l'ambiance, aux Rencontres théâtrales de Berlin - qui rassemblent chaque mois de mai les meilleurs spectacles de langue allemande - est d'ouverture à une série de critiques - a été assombrie par les incertitudes qui pèsent sur les institutions de l'ex-RDA. L'agonie prévue n'a pas eu lieu - jusqu'à présent - mais les caisses publiques sont vides, et les salles aussi. Dans la mesure où les théâtres n'ont pas sclérosé par la routine et la fidélité au régime, dans la mesure où ils expriment une opposition codée, ils tenaient un rôle compensateur qui a disparu. De plus les gens dépendent leur solide monnaie de l'Ouest pour réaliser des désirs longtemps inassouvis : voiture, vêtements, voyages.

Mais l'ex-RDA possède le plus grand parc théâtral au monde : plus de soixante salles pour dix-sept millions d'habitants. Elles ont vu, grâce aux subventions d'État, d'ailleurs modestes, à l'exception de quelques grandes institutions de prestige. Certaines villes de moins de 30 000 habitants disposent d'un établissement, souvent délabré, mais avec trois troupes : dramatique, lyrique, chorégraphique. Un luxe qui ne pourra pas être maintenu sans les aides venues de l'Ouest.

Des besoins culturels énormes

Le public de l'Ouest est venu compenser celui de l'Est. Par voie de conséquence, les théâtres de l'Ouest se vident. Le Sénat, gouverneur de la ville réunifiée, ne peut tous les entretenir en même temps que remettre sur pied ceux de l'autre côté.

La gloire ou la mort

Pourtant, les hommes politiques commencent à comprendre - même à Bonn, d'où vient l'argent - que Berlin doit conserver la langue allemande de son paysage artistique. Quelle devienne ou non capitale, la ville est une métropole de 3 à 6 millions d'habitants dont les besoins culturels demeurent énormes.

Quelques semaines avant les Rencontres, le sénateur de Berlin a publié une étude faite, à sa demande, par quatre critiques, sous la direction d'Ulrich Nagel (1). Ils recommandent quelques changements - la Freie Volksbühne, dont Hans Neuenfels a été le dernier directeur sans parvenir à retrouver un public, accueillera les spectacles dramatiques et chorégraphiques, - mais aucune fermeture, si ce n'est pour le théâtre d'opérettes de l'Est. Selon eux, les trois Opéras doivent se maintenir, chacun gardant son identité. Le Staatsoper, le plus riche en tradition et en subventions, comme une sorte de vaisseau amiral - directeur artistique Daniel Barenboim, qui devra se montrer moins exigeant qu'à l'Opéra-Bastille.

Le « document Nagel » a donné lieu à toutes sortes de discussions publiques et privées pendant les Rencontres, d'autant que, sur douze spectacles, six étaient berlinois. Mais on a appris que le festival n'aurait pas pu financer plus de six spectacles venus d'ailleurs, et de toute façon, la qualité des mises en scène berlinoises était indéniable. Les deux points culminants des Rencontres ont été à l'ouverture le *Black Rider* de Bob Wilson avec le Thalia de Hambourg (le 20 septembre) et la clôture, l'*Ivanov* de Peter Zadek avec le

Burgtheater de Vienne (le 7 février). A côté, les autres spectacles avaient du mal à s'imposer : la dernière pièce de Botho Strauss par le Kammertheater de Munich, dans la mise en scène de Dieter Dora, semble prouver que l'émotion causée par la réunification a fait perdre à l'auteur son humour.

Le *Conte d'hiver* de Shakespeare, par Luc Bondy à la Schaubühne, est mieux construit, plus ironique que la version en français de Nanterre, d'ailleurs mal reçue par la critique allemande. Alexander Lang, homme de l'Est et nouveau directeur du Schiller, a été sélectionné d'une part grâce à Bernhard Minetti, qui, seul, raconte avec un sourire de magicien malicieux les cruels *Contes de Grimm*. D'autre part, pour les *Brigands* de Schiller, façon Mick Jagger et Rolling Stones.

Une autre version des *Brigands* a été sélectionnée à la Volksbühne de Berlin-Est : celle de Frank Castorf, nouvelle idole de certains critiques. Il aborde librement les classiques, les démolit, les truffe de citations, de textes personnels, de thèmes rock, de gags obsessionnels, d'activités burlesques ou macabres, qui parfois démasquent les personnages et violent l'actualité. Castorf ne craint ni les naïvetés, ni le sexe, ni le Grand-Guignol : aucune forme de mauvais goût. Les comédiens orient et se roulent par terre, le chahut risque à chaque instant de représenter une fin en soi. C'est également le cas avec John Gabriel Borkmann d'Ibsen, finalement préféré à sa mise en scène des *Brigands*, politiquement plus agressive.

La plus jeune talent des Rencontres, également venu de l'ex-RDA,

est un ami et disciple de Castorf. Comme lui, il invente des approches bizarres et laisse ses comédiens se défouler, mais ne perd pas pour autant l'axe de la pièce. Il a monté *Maison de poupée* d'Ibsen avec le Théâtre de Weimar.

On pourrait croire que, si la RDA est capable d'abriter de tels talents, elle n'a pas de souci à se faire pour son avenir théâtral. C'est oublier le décalage des salaires entre les deux parties de l'Allemagne et la loi du marché. L'Ouest achète les meilleurs acteurs en scène, comédiens, musiciens, décorateurs, techniciens - et les maquilleurs, dont la formation a été particulièrement bonne. Wolfgang Engel (2) a quitté Dresde pour Francfort.

Mais il est question de Castorf, qui par ailleurs a déjà monté plusieurs spectacles à l'Ouest pour la Volksbühne de Berlin-Est, que le document Nagel propose de confier à une troupe nouvelle, à l'exemple de ce qui s'est passé il y a vingt ans avec Peter Stein et la Schaubühne. Après deux ans, la troupe serait « ou bien célèbre ou bien morte ». Célèbre ou mort : c'est la seule alternative offerte aux théâtres de l'Est.

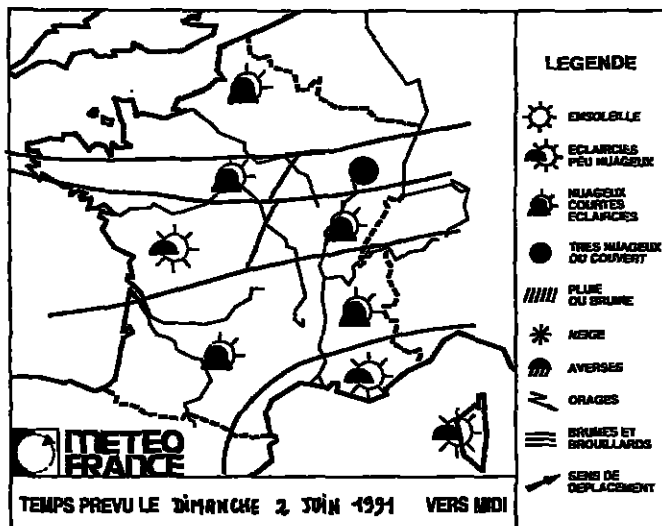
RUDOLPH GANZ
(traduction, Beate Hackl)

(1) Ivan Nagel est l'un des directeurs de théâtre les plus importants de la scène allemande. Il a mené plusieurs institutions, dont le Schauspiel de Hambourg, où il a fait venir entre autres, Peter Zadek, Helmut Sander, Kasper et Langhoff.

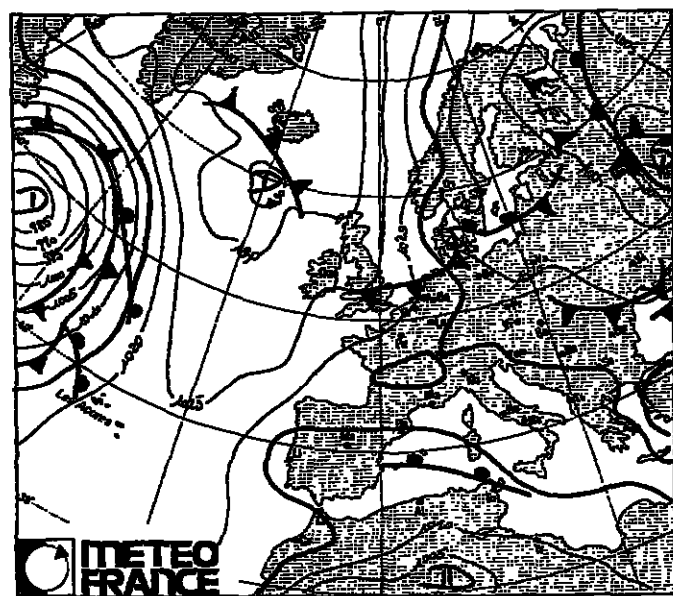
(2) Wolfgang Engel appartient à la génération années 80 de l'ex-RDA, il est l'un des chefs de file. Sur l'invitation du Théâtre de l'Europe, il va présenter à Paris, en 1992, *Dona Katia* de Garcia Lorca.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 2 juin 1991
Frais au Nord. Orageux au Sud.



SITUATION LE 1^{er} JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Nuages et soleil vont se partager le ciel en ce début de semaine. Les températures connaîtront une baisse assez sensible.

Lundi 3 juin : nuages au Nord, froid au Sud. Sur le quart nord-est du pays, les nuages prédomineront, apportant ici ou là des pluies et des brumes.

Du Nord et de la Lorraine au Bassin parisien, éclaircies et passages nuageux alternent.

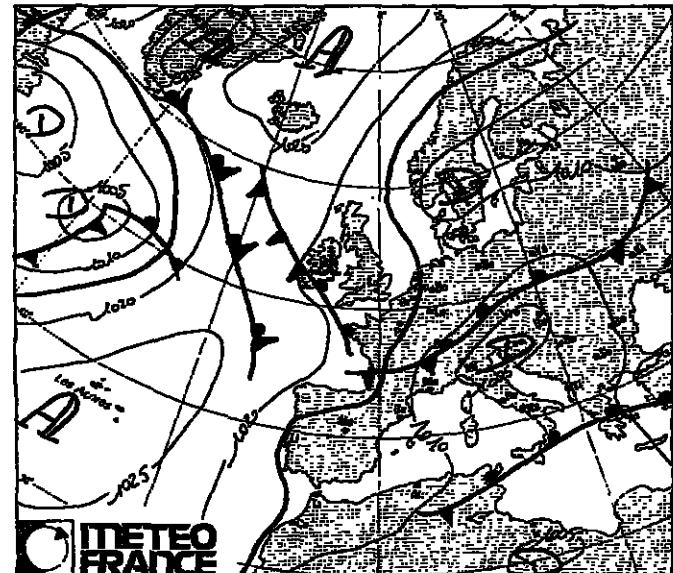
Sur l'Est, après une matinée souvent brumeuse, le soleil revient, mais des orages pourront éclater par endroits en fin de journée.

Plus au sud, après les brumes matinales, le soleil se montrera assez généreux, mais le temps deviendra lourd l'après-midi et des orages isolés éclateront.

Les températures minimales seront voisines de 5 degrés de la Normandie à l'Est et au Centre. Elles seront comprises entre 7 et 10 degrés de la Normandie à l'Est et au Centre. Elles atteindront 11 degrés sur la Bretagne et 10 à 14 degrés sur la moitié sud-est du pays (13 à 15 degrés près de la Méditerranée).

Les températures maximales varieront de 13 à 16 degrés sur les côtes de la Manche à 20 à 23 degrés dans le Sud-Ouest et 21 à 25 degrés dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-5-1991 à 18 heures TU et le 1-6-1991 à 6 heures TU										le 1-6-91		
FRANCE					ÉTRANGER							
AJACCIO	24	13	C	TOULOUSE	25	11	C	LUXEMBOURG	25	9	N	
BARCELONE	21	15	C	TOURS	25	11	C	MADRID	23	13	C	
BORDEAUX	25	15	C	PONT-A-PRE	22	14	N	MARRAKECH	25	15	C	
BOULOGNE	25	12	D	STRASBOURG	25	15	C	MILAN	24	12	N	
BREST	15	9	C	LYON	24	15	N	MONTREAL	20	12	C	
CARL	12	8	C	AMSTERDAM	14	9	C	MOSCOW	20	12	C	
CHERBOURG	13	7	C	ATHENS	22	12	D	NAIROBI	25	16	C	
CHARENTAIS	26	12	D	BANGKOK	31	25	N	NEW-DELHI	40	27	D	
DJON	26	12	D	BARCELONE	21	12	N	NEW-YORK	32	21	D	
GRENOBLE	25	16	D	BERLIN	22	11	N	OSLO	14	9	D	
LILLE	16	8	C	BRUXELLES	17	9	C	PALMA-DE-MAJ	28	10	C	
LIMOGES	24	13	N	COPENHAGUE	19	9	C	PEKIN	26	19	C	
LYON	27	12	D	DARAR	25	21	D	RIO-DE-JANEIRO	25	20	N	
MARSEILLE	24	15	N	DJERBA	24	19	C	ROME	23	12	D	
NANCY	25	10	D	GENEVE	25	10	D	SINGAPOUR	30	25	0	
NANTES	27	11	N	HONGKONG	32	27	D	STOCKHOLM	16	2	D	
NICE	22	14	N	ISTANBUL	18	9	C	SYDNEY	21	12	C	
PARIS-MONTS	23	9	C	JERUSALEM	19	10	N	TOKYO	20	17	P	
PAU	20	14	C	LE CAIRE	28	17	D	TUNIS	23	17	N	
PERPIGNAN	20	13	P	LISSONNE	22	15	C	VALSOVIE	13	8	N	
RENNES	23	9	C	LONDRES	14	8	C	VENISE	22	14	D	
STRASBOURG	25	11	D	LOS ANGELES	19	11	D	VIENNE	24	13	D	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Voyage au centre de la vie

« **A** LLO, bonjour madame. Vos embryons sont les beaux. On vous les transfère demain. » La vie peut être extraordinaire. Et les images exceptionnelles. Le reportage de Jocelyne Saab, diffusé jeudi soir dans Envoyé Spécial, à l'heure où la télévision bête plutôt qu'elle ne montre et explique, était tout simplement remarquable. Sujet retenu, la fécondation in vitro, ou d'après la tire choisie, in vitro.

Pour ceux qui l'auront vu, la fiction des mots, bébé-éprouvette, implantation d'embryons, sera devenue, par la grâce d'images parfaites, d'une qualité absolue, une réalité inoubliable, une sorte de voyage extraordi-

naire, à la Jules Verne, au centre de la vie. Ce film était tout sauf médical. Il n'avait pour but que d'expliquer comment des médecins, faute de fabriquer la vie, la maîtrisent un instant, le temps de contourner les obstacles et de lui donner une chance.

Les spécialistes, dans leur accoutrement à une procédure devenue presque banale depuis qu'en 1978 Louise Brown en fut la première réussite, souriaient d'un tel étonnement. Mais c'est que jamais, aussi nettement on n'avait vu une caméra saisir ainsi la vie.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 1^{er} juin

TF 1	0.35 Journal et Météo. 0.55 Série : Médecins de nuit. 2.00 Magnétophone : Football.	0.00 Cinéma : Miami Spice. 1.15 Cinéma : Johnny Belle Gueule. ■	23.55 Six minutes d'informations. 0.00 Musique : Rapline. 0.50 Boulevard des Clips. 2.00 Rediffusions.
20.50 Variétés : Surprise sur prise. 22.30 Bandes annonces. 22.50 Magazine : Ushual. 23.50 Magazine : formule sport. 0.50 Journal et Météo. 1.15 Variétés : Samedi après minuit.	FR 3 — De 20.00 à 0.05 La SEPT — 0.05 Série rose : La Lotus d'or. 0.35 Magazine : L'Heure du golf. CANAL PLUS 20.30 Téléfilm : Les Briseurs de rêve. 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Les Superstars du catch.	LA 5 20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.35 Magazine : A tort et à raison. 23.50 Journal de la nuit.	LA SEPT 20.05 Histoire parallèle. 21.00 Soirée spéciale animation. 22.30 Soir 3. 22.50 Soirée spéciale animation (suite). 0.00 Opéra Xenex.
A 2 20.30 Sport : Rugby. 22.10 Magazine : Bouillon de culture. 23.45 Sport : Morceaux choisis.		M 6 20.35 Téléfilm : Super papa. 22.15 Météo des plages. 22.20 Téléfilm : Des voix dans la nuit.	

Dimanche 2 juin

TF 1	Film américain de Robert Mulligan (1988). Avec Whoopi Goldberg, Michael O'Keefe, Kathleen Quinlan.	19.30 Magazine : Le Club F1.	22.40 Cinéma : Les Fantômes de miss Jones. □
13.20 Série : Hooker.		22.15 Magazine : Reporters. De Patrick de Carolis. L'amour sur ordonnance.	0.00 Six minutes d'informations.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).	En clair jusqu'à 20.00.	23.15 Magazine : Top chrono, Résumé du Grand Prix de formule 1 de Montréal.	0.05 Sport 6 (rediff.).
15.10 Série : Columbo (rediff.).	19.40 Flash d'informations.	0.00 Journal de la nuit.	2.00 Rediffusions.
16.20 Divertissement : Vidéo gag.	19.50 Sport : Football Demi-finale de la Coupe de France : Marseille-Rodez.		
16.55 Disney Parade.	22.10 Flash d'informations.	M 6	15.15 Danse : Dance of darkness.
18.15 Magazine : Téléfoot.	22.15 L'Equipe du dimanche. Football : Athlétisme ; Volley-ball ; Basket.	13.55 Série : Daktari.	16.15 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse.
19.05 Magazine : 7 sur 7.	1.00 Cinéma : La Mousche 2. ■ Film américain de Chris Walas (1989).	14.45 Variétés : Ouvert le dimanche.	17.10 Téléfilm : L'Avvertimento.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.		16.20 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.	19.00 Documentaire : L'He. La lettre jamais écrite.
20.45 Cinéma : Passeur d'hommes. □	LA 5	16.50 Série : L'Homme de fer.	20.00 Magazine : La SEPT et le Monde.
22.30 Cinéma : Ciné dimanche.	13.20 Dessin animé : Show Bug's Bunny.	17.40 Série : Supercopier.	20.30 Cinéma : Twist and Shout. ■■ Film danois de Bille August (1984).
22.35 Cinéma : Paulette, la pauvre petite milliardaire. □	13.45 Dessin animé : Bosco.	18.30 Série : Les Routes du paradis.	22.10 Court métrage : On est toujours trop bonne.
0.15 Journal et Météo.	14.15 Cirque.	19.25 Magazine : Culture pub.	22.30 Cinéma : Peaux de vaches. ■■ Film français de Patrice Mazuy (1988).
1.05 Concert : Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine.	14.45 Série : La Famille des collines.	19.54 Six minutes d'informations.	23.50 Court métrage : Du côté de la côte.
	15.35 Série : L'homme qui valait 3 milliards.	20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. Magazine : Sport 6 (et à 0.05).	
A 2	16.20 Tiercé à Chantilly.	20.40 Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.	
13.25 Série : Mac Giver (rediff.).	17.00 Série : Happy Days.	22.15 Météo des plages.	
14.15 Sport : Tennis Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.	17.30 Série : Lou Grant.	22.20 Informations : M 6 express.	
	18.20 Série : L'Enfer du devoir.	22.25 Capital.	
	19.10 Journal.		
	19.25 Journal des courses.		

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5532
HORIZONTALEMENT

I. Il y en a plein le placard. Un garçon qu'on a mis à la porte. — II. Travail qu'on peut effectuer tout en fumant. Une fille devenue belle. — III. Riposte comme un âne. Accordés comme des indemnités. — IV. On y trouve des mers. En Normandie. Un fief protestant. — V. Qui a plus de largeur que d'épaisseur. Peut-être être « entandu » quand ils sont petits. — VI. Une province de Chine. Tient la boussole. Peut être une réponse à la question. — VII. Inst. de la garde nationale. VIII. Usas. — VIII. Saint pour un feu. Succession de numéros. Pour lier. — IX. On peut y trouver le buffet. Fait des observations. — X. Conjonction. Une victime de la jalousie. Pronom. Ville ancienne. — XI. Craus. Chef d'élite. Bout de bras. — XII. Trouvée dans des roches basiques. Voyageur. Conjonction. — XIII. Général athénien. Pas annoncés. Une bonne prise. — XIV. Evoque un très beau « port ». Note. Autrefois, il pouvait être sous le bonnet. — XV. Mieux que rien. Une lie. Communiquer ses impressions.

VERTICALEMENT
1. Des hommes qui aiment rester au foyer. Est parfois enchaîné. — 2. Pronom. Dialecte ancien. — 3. Une femme capable d'injurier le patron. — 4. Base d'accord. Parler comme un duc. Qui a reçu un aversissement. — 5. Ville du Nigéria. Dieu. Ville de Roumanie. — 6. Aujourd'hui, il est rarement cassé. Possessif. Mettre en « état ». — 7. A plus de pieds que l'alexandrin. Trouvé dans les mers chaudes. — 8. Peuvent être noirs

dans l'espace. Dit à un ami. — 9. N'est devenue courante qu'avec le progrès. Rougit facilement quand elle est blanche. Peut être une collection de briques. — 10. Salutations empressées. — 11. Etre étendu. Un royaume éphémère. Paresseux. — 12. Cri de celui qui est alléché. Quand il est mince, n'est évidemment pas un petit boulot. — 13. A la deuxième, on commence à savonner. Appareur. — 14. Peut servir pour faire des filets. Dans l'Orne. Faisons un assortiment de couleurs. — 15. Bon à cuisiner. Qui a circulé. Devenues incapables de réfléchir.

Solution du problème n° 5531
Horizontalement
I. Fondeur. — II. Outrage. — III. Rameuse. — IV. Fis. Didon. — V. Or. Cédent. — VI. Insérer. — VII. Ivre. Ré. — VIII. Larne. Dé. — IX. Etre. Ur. — X. Egede. Aso. — XI. Rôle. Muet.
Verticalement
1. Farfouiller. — 2. Air. Va. Go (jeu). — 3. Noms. Irréel. — 4. Due. Cnémie. — 5. Etudes. Ere. — 6. Ursidae. — 7. Raeder. Au. — 8. Onéreuse. — 9. Peintre. Rot.
GUY BROUTY

كلنا من الأصل

CARNET DU Monde

Naissances

— Marie-Amélie ROEHRICH
et
Laurent HAY
ont la joie de faire part de la naissance de

Jean-Baptiste
le 1^{er} mai 1991.
6, rue Léopold-Robert,
75014 Paris.

Mariages

— On nous prie de faire part du mariage de

Francine DUCHÈNE
et
Jean-Paul MONGIAT,

le 1^{er} juin 1991, à 15 h 30, en l'église
Sainte-Marie-des-Fontaines, 30, avenue
Félix-Fauré, Nanterre.
1, boulevard du Couchant,
92000 Nanterre.

— Serge DULUD
et
Christine NIXON,

font part de leur mariage, le 1^{er} juin
1991, à 15 h 30, à la mairie de Malakoff.

— Marie YMONET
et
Jean-Marc BERLIOUX,

sont joyeux de faire part de leur
mariage, le 1^{er} juin 1991.
23, rue des Francs-Bourgeois,
75004 Paris.

Décès

— Le Père provincial de la Compagnie
de Jésus en France.
Les Pères jésuites de la résidence,
20, rue Sala, à Lyon,
ont la peine de faire part du décès de

Père André CHARIGNON,
survenu le jeudi 30 mai 1991, à Lyon,
dans la quatre-vingt-dixième année de
son âge.

La cérémonie religieuse a lieu ce
lundi 3 juin, à 14 heures, dans l'église
de la paroisse Saint-François-de-Sales,
11, rue Auguste-Comte, Lyon-2.

— Le président et le conseil d'admini-
stration de l'Association pour le
développement des études médicales
ont la tristesse de faire part du décès, à
Lyon, dans sa quatre-vingt-dixième
année de

Père André CHARIGNON,
ancien directeur de l'AM.

Les obsèques ont lieu ce lundi 3 juin
1991, à 14 heures, en l'église Saint-
François-de-Sales, 11, rue Auguste-
Comte, Lyon-2.

6, quai Claude-Bernard,
69007 Lyon.

— M^{me} Thérèse Clavreuil,
son épouse,
Jean et Bernard Clavreuil
et leurs épouses,
Anne-Marie Clavreuil,
ses enfants,
Pierre Clavreuil,
Régis et Isabelle Huk,
Chantal et Alain Deryck,
Stéphane Clavreuil,
ses petits-enfants,
Madeline Cart-Tanneur,
sa sœur,
Suzanne Duchêne,
sa belle-sœur,
André Huk,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond CLAVREUIL,
libraire,

survenu le 30 mai, dans sa quatre-
vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
en l'église de Migé (Yonne), le 1^{er} juin
1991, à 11 heures.

4, rue de Courson,
89580 Migé.

24, rue Dauphine,
75006 Paris.

37, rue Saint-André-des-Arts,
75006 Paris.

19, rue de Tournon,
75006 Paris.

2, cité Bergère,
75009 Paris.

— Le groupe Sucres et dentées
et sa filiale,
Le groupe Vital-Sogevindes,
Leurs directeurs,
Et tous leurs collaborateurs,
ont la tristesse de faire part de la dispa-
rition de

M. Roger COHEN-HADRIA,
président-directeur général
de Sogevindes,

décédé le 29 mai 1991.

Société Sogevindes,
11, avenue de Normandie,
94150 Rungis.

— M^{me} Paul Denozière,
son épouse,
M^{me} Marie-Paule Keating,
M. et M^{me} François-Régis Gotti
et leur fille,
M. Luc Denozière,
M. et M^{me} Gilles Fromentin
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Dieu de

M. Paul DENOZIÈRE,
ingénieur général honoraire du GREP,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre national
du Mérite,

survenu le 28 mai 1991, à l'âge de qua-
tre-vingt-un ans.

Les obsèques religieuses auront lieu
le lundi 3 juin, à 10 h 30, en l'église
Saint-Germain-l'Auxerrois, place de
l'église, à Charentay-Malabry.

Ni fleurs ni couronnes.

8, domaine de Seignelay,
92290 Charentay-Malabry.

— M^{me} Jean Dry,
Pascal et Guillaume Dry,
Georges et Gaspard Dry,
Les familles Dry, Guérin, Lassarat,
Léon, Morin,
ont la douleur de faire part du décès de

professeur Jean DRY,
chef de service à l'hôpital Rothschild,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,

survenu le 29 mai 1991.

Le service religieux sera célébré en
l'église réformée de l'Annonciation,
19, rue Cortambert, Paris-16^e, le mardi
4 juin, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue Mozart,
75016 Paris.

— Le président de l'université Pierre-
et-Marie-Curie et l'ensemble des per-
sonnels ont la profonde tristesse de
faire part du décès de

professeur Jean DRY,
ancien président de l'université,

survenu le 29 mai 1991.

Le service religieux aura lieu en
l'église réformée de l'Annonciation,
19, rue Cortambert, Paris-16^e, le mardi
4 juin, à 10 h 30.

(Le Monde du 31 mai.)

— Simon ECLACHE,
ancien journaliste
à Pontalissa (Briat),
ancien directeur des travaux
à l'inspection générale
des carrières de la Seine,

est décédé le 22 mai 1991.

Jeanne Eclache,
son épouse,
Dominique Eclache,
sa fille,
Nathalie,
sa petite-fille,
Les familles Eclache, Delcourt,
Détia, Passos, Gaudi, Sachet et Bout-
leux.

Il a fait don de son corps à la
science.

Messe célébrée à sa mémoire, à Gri-
guy (Essonne), Beauregard (Yvelines),
Curitiba (Brésil), Pinnas (Middlesex),
Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

(Il cherchait la lumière et la vérité ;
il l'a trouvée.)

— M^{me} Lise Fagnoni, née Reingold,
son épouse,
M^{me} le docteur Brigitte Fagnoni,
sa fille,
M. Jules Fagnoni, son père,
et M^{me} Jules Fagnoni,
M. le docteur et Jean Fagnoni,
son frère,

M. Lucien Reingold,
sa belle-mère,
M. François Reingold, son beau-
frère,
et M^{me} François Reingold,
M^{me} Reingold, ses nièces,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques FAGNONI,
ancien avocat au barreau de Marseille,
ancien directeur juridique adjoint
du département juridique
de Mobil Oil français,

survenu accidentellement, le 19 mai
1991, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
en Eure-et-Loir, le 29 mai.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le mardi 4 juin, à 15 h 30, en
l'église Sainte-Marie des Batignolles,
77, place du Docteur-Félix-Lobigeois,
Paris-17^e.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

— M^{me} Ghislaine François,
son épouse,
M. Pierre-Henri François,
son fils,
M. et M^{me} Georges et Ronda Hebert,
sa sœur et son beau-frère,
Les familles François, Hebert, Foute,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles FRANÇOIS,
directeur des services fiscaux
du Pas-de-Calais,
officier de l'Ordre national du Mérite,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 mai 1991, dans sa
soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Arras,
dans la plus stricte intimité.

55, rue de Douai,
62000 Arras.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André COMBAUD,
directeur honoraire
de la Banque de l'Algérie,
ancien inspecteur de la Banque Worms,

survenu à son domicile, le 26 mai
1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

62, rue Talbot,
75009 Paris.

— Lyon.

M. Bernard HUSSON,
M^{me} Colette Fournier-Nadeau,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Jackie Fournier,
ses enfants et ses petits-enfants,
M^{me} Renée Crumel
et son fils,
M. Michel Niederhauser
et ses enfants,
Le docteur et M^{me} Jacques Blum,
M^{me} Yvonne Rivaton,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu à l'âge de soixante-dix-neuf
ans, de

M^{me} Albert HUSSON,
née Constante Bernard,

Les obsèques seront célébrées en
l'église Saint-Paul, Lyon-5^e, le lundi
3 juin, à 10 h 45.

Condolances sur registre.

Et rappellent à votre souvenir son
époux

M. Albert HUSSON,
auteur dramatique,

décédé le 16 décembre 1978.

— M. et M^{me} Gérard Descaus,
Jeanne Gataud et Alexandre Bonnier,
ses enfants,
Noah, Angèle, Jean et Odile,
ses petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Madame Maurice PRÉ,
née Denise Jouve,
de son nom d'artiste Denise Gataud,
survenue à Paris, le 30 mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Saint-Germain-des-Près le lundi
3 juin à 16 heures.

66, rue d'Assas,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

9, rue Mazzarini,
75006 Paris.

— Espians.

M. et M^{me} Tyagari Saravane
et leurs enfants,
M^{me} Suzanne Saravane
et son fils,
M. Djan Saravane
et ses enfants,
M. Satya Saravane
et ses enfants,
M. et M^{me} Jude Mariadassou
et leurs enfants,
Parents et alliés,

font part du décès de

M^{me} Régina SARAVANE,
née André,

survenue le 30 mai 1991, à Espians.

La cérémonie religieuse aura lieu
lundi 3 juin, 15 heures, en l'église d'Es-
pians.

Ni fleurs ni couronnes.

Adresse : M. et M^{me} Saravane,
Douré,
47000 Espians.
P.F. J.-C. Communal,
Tél. : 53-65-02-46 Nérac.

Remerciements

— Il y a un an, le 2 juin 1990, dispa-
rait à Cannes, le

docteur Léon BOUAZIZ,
ancien de la 2^e DB.

Son épouse et ses enfants remercient
tous ceux et celles qui, l'ayant connu,
estimé et aimé, se sont unis de cœur et
d'esprit avec eux.

Il vous demandent encore une pen-
sée pour lui.

Anniversaires

— Le 1^{er} juin 1989 nous quitte

Jean RABAUT.

Ses enfants et sa sœur se souviennent
et rappellent son souvenir à ses amis.

Communications diverses

— Forum Bernard Lazare : cycle sur
le judaïsme moderne. Daniel Linden-
berg (historien) traitera : « Des intellec-
tuels juifs et de l'émancipation. Compa-
raison franco-allemande de 1848 à
1948. » Mercredi 5 juin, à 20 h 30,
centre l'Avant, 10, rue Saint-Claude,
Paris-3. Tél. : 42-71-68-19.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel
du vendredi 31 mai 1991 :

DES DÉCRETS

— N^o 91-502 du 30 mai 1991
autorisant l'offre au public d'ac-
tions nouvelles du capital de la
société centrale des Assurances
généralistes de France.

UN ARRÊTÉ

— Du 30 mai 1991 fixant le prix
d'émission des actions à bons de
souscription d'actions de la société
centrale des Assurances généralistes
de France.

Sont publiés au Journal Officiel
du samedi 1^{er} juin 1991 :

DES ARRÊTÉS

— Du 30 avril 1991 autorisant
l'Aéropostale, société nationale
industrielle, à prendre une partici-
pation dans le capital d'une
société.

— Du 7 mai 1991 portant créa-
tion de traitements automatisés
d'informations nominatives relatifs
à la gestion des communications
téléphoniques par autocommuta-
teur dans les organismes relevant
de la direction centrale du service
de santé des armées.

LOTTO

MERCREDI 20 MAI 1991

19855

9 17 33 40 42 49 19

6 1 158 540 F

2 2 56 975 F

3 1 285 5 685 F

4 1 227 111 F

5 1 333 900 F

20835

1 3 8 12 25 36 13

0 1 556 800 F

1 40 490 F

2 204 3 180 F

3 30 100 68 F

4 1 400 800 F

5 1 400 800 F

6 1 400 800 F

7 1 400 800 F

8 1 400 800 F

9 1 400 800 F

10 1 400 800 F

11 1 400 800 F

12 1 400 800 F

13 1 400 800 F

14 1 400 800 F

15 1 400 800 F

16 1 400 800 F

17 1 400 800 F

18 1 400 800 F

19 1 400 800 F

20 1 400 800 F

21 1 400 800 F

22 1 400 800 F

23 1 400 800 F

24 1 400 800 F

25 1 400 800 F

26 1 400 800 F

27 1 400 800 F

28 1 400 800 F

29 1 400 800 F

30 1 400 800 F

31 1 400 800 F

32 1 400 800 F

33 1 400 800 F

34 1 400 800 F

35 1 400 800 F

36 1 400 800 F

37 1 400 800 F

38 1 400 800 F

39 1 400 800 F

40 1 400 800 F

41 1 400 800 F

42 1 400 800 F

43 1 400 800 F

44 1 400 800 F

45 1 400 800 F

46 1 400 800 F

47 1 400 800 F

48 1 400 800 F

49 1 400 800 F

50 1 400 800 F

51 1 400 800 F

ÉCONOMIE

BILLET

Sonnette d'alarme européenne

La construction européenne repose, on le sait, sur « la convergence » des économies des Douze. Leur inflation, leurs déficits, leur politique fiscale, etc., doivent se rapprocher suffisamment pour qu'au moment choisi, les pays puissent s'unir naturellement, en commençant par l'adoption d'une seule monnaie (union économique et monétaire ou UEM). Telle est « la stratégie Delors ».

On le sait aussi : les réticences des uns et des autres sont nombreuses. Tout en suivant le convoi, les Britanniques en refusent le but parce qu'ils ne veulent pas perdre de leur souveraineté et d'abord leur pouvoir monétaire. Les pays les moins riches (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne) réclament que l'union s'accompagne d'une redistribution des richesses au travers de « politiques structurelles » qui leur soient favorables. La France souhaite que Bruxelles ne s'en tienne pas à une union monétaire mais avance parallèlement vers une Europe sociale et, M^{me} Cresson arrivant, vers une Europe industrielle.

Ce qui est plus neuf — et très ennuyeux — est la dérive par rapport au fondement même de la stratégie Delors : « la convergence » des économies. Selon le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, les progrès en la matière « semblent s'être arrêtés, voire inversés ». M. Pöhl cite les résultats d'une enquête confidentielle préparée pour le comité des gouverneurs de banques centrales (voir par ailleurs les autres déclarations de M. Pöhl de jeudi 30 mai à Londres sur l'UEM). Selon cette étude, les taux d'inflation mettraient au moins trois ou quatre ans avant de se rapprocher au sein de la Communauté européenne, rendant difficile la poursuite des progrès vers l'UEM et en particulier la création du Système européen de banques centrales (Eurofed) en 1994.

Si ses conclusions sont justes, l'enquête tire une sonnette d'alarme. La chute du mur de Berlin, et plus encore le ralentissement de la croissance économique mondiale ont perturbé gravement la marche et ont fait dériver certains pays. Il est « clair que depuis un an » c'est plutôt d'une divergence des économies des Douze que l'on a assisté, a reconnu dès vendredi M. Henning Christophersen, vice-président de la Commission. L'inflation et les déficits glissent en Allemagne, mais l'Italie est aussi visée par les reproches tant la classe politique y diffère la « rigueur » nécessaire. Bruxelles souhaite vivement que des dates et des contraintes soient fermement fixées pour baliser la route. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, en juin, à Luxembourg, devrait en être l'occasion.

ÉRIC LE BOUCHER

Les Douze rejettent une gestion centralisée en cas de crise pétrolière

Sous l'influence de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, les ministres de l'énergie des Douze ont rejeté vendredi 31 mai à Bruxelles l'idée d'une gestion européenne centralisée en cas de nouvelle crise pétrolière. Les Douze ont simplement convenu de la nécessité de renforcer leur coordination au sein de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) installée à Paris.

En cas de menace sur l'approvisionnement pétrolier de la CEE, la Commission demandait le droit d'indiquer aux Douze les mesures d'urgence à prendre (réduction de la consommation par exemple) et

Paris sans métro et avec embouteillages

Les métros et les bus étaient rares à Paris, vendredi 31 mai, en raison du mot d'ordre de grève lancé par six syndicats de la RATP pour obtenir une meilleure sécurité, des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail.

Six lignes de métro seulement fonctionnaient, dans des proportions oscillant entre 10 % et 50 %. La ligne A du RER a dû être fermée pour des raisons de sécurité. Les bus circulaient à 40 %.

Six heures du matin : la file s'allonge à la station de taxis de l'avenue de Villiers. Des « amateurs » qui ne respectent pas d'ordre d'arrivée et qui se ruent sur les rares taxis en s'agitant au milieu de la chaussée tels des démons. Ils sont incapables de distinguer une voiture libre d'une autre occupée. Ils offrent sans vergogne 250 francs pour se rendre à l'aéroport d'Orly au chauffeur épuisé qui ne pense qu'à son lit en banlieue nord. Ils supplient, ils tréignent.

Sept heures : on compte déjà vingt kilomètres de bouchons sur l'autoroute du nord et trente sur celle du sud, depuis Evry. La voie Pompidou est un peu chargée, mais on roule bien à la Concorde. Cette fluidité ne saurait durer : la CGT va faire démarquer le premier de ses défilés à Bercy. Le La Palice de service à la Préfecture de police conseille aux automobilistes de ne pas se servir de leur véhicule aujourd'hui en raison de... etc.

Huit heures : devant les plans de Paris s'échafaudent de savantes stratégies pour parvenir à destination. Ce voyageur a plutôt de la chance. Il a quitté Nation après avoir attendu une rame une demi-heure. Serré comme hareng en caque, il est parvenu à Denfert-Rochereau, où il découvre avec plaisir que deux trains sur trois circulent. Il sera presque à l'heure pour la réunion de 9 heures, à Bourg-la-Reine, qu'il avait prise la précaution d'annuler. Au guichet, la dame de la RATP distribue gentiment plus de conseils que de tickets. A une jeune Noire : « Pour la porte d'Orléans, il n'y a que vos jambes ! Prenez la grande avenue à gauche. » A un moine gris : « Pour Robinson ? Pas un train. Désolée. A une jeune casquée avec béquille : « La gare Montparnasse ? A droite, à gauche et encore à droite. C'est loin... »

Neuf heures : le dépôt de bus de Le Brun (dans le treizième) est en grève à 75 %. Toutes tendances

Les grèves dans les transports

D'autre part, il se confirme que les syndicats de cheminots, qui avaient déposé des préavis de grève à partir du 1^{er} juin, y renoncent, car ils ont obtenu de la direction des améliorations techniques du projet de réforme de la grille des rémunérations, ainsi qu'une augmentation de 10 % de l'enveloppe qui y sera consacrée, soit 990 millions de francs par an au lieu de 900 millions.

syndicales confondues, les machinistes ont croisé les bras « d'abord pour la sécurité ». Un copain s'est fait agressé avant-hier à la gare de Lyon, alors, il y en a assez. « La direction supprime des voitures. Les usagers ne sont pas contents d'attendre plus longtemps le bus. Ils deviennent agressifs. C'est normal.



Nous, c'est pareil. Avec treize heures d'ampleur de travail, nous sommes moins patients. Nous ne voulons plus être protégés par les gars du GIPR, le service de sécurité de la maison. Ce n'est pas à des gars de chez nous de faire la police. Vous les avez avec leur tenue de combat ? Ils font peur. Nous voulons que ce soit la police nationale qui assure la sécurité du réseau.

Dix heures : on signale un petit mieux sur le boulevard périphérique où les « bouchons » se sont réduits de vingt-huit à vingt kilomètres. En revanche, la situation

frustrée qui croient encore à la baguette ? Les cyclistes aussi se multiplient. Il y en a même un qui salame entre les véhicules en criant à tue-tête : « On est malheureux ! On est malheureux ! » Et pourtant, il avance, lui !

Dix-huit heures : les tribulations des Parisiens et des banlieusards s'aggravent. Les lignes de métro restantes ferment les unes après les autres. Les portes de Paris sont apocalyptiques. Il n'y a que la ligne B du RER qui fonctionne presque normalement.

Al. F.

427 kilomètres de voies nouvelles entre Hambourg et Munich

L'Allemagne inaugure son réseau ferroviaire à grande vitesse

Le président de la République allemande, M. Richard von Weizsäcker, a inauguré, le 29 mai à Kassel, le train à grande vitesse Intercity Express (ICE) qui reliera, à partir du 2 juin, Hambourg à Munich.

Cela fait dix-huit ans que la Deutsche Bundesbahn entend se doter d'un réseau à grande vitesse. La première ligne à entrer en service est celle qui dessert Hambourg, Hanovre, Fulda, Frankfurt, Mannheim, Stuttgart, Augsburg et Munich. Elle a nécessité la construction de 427 kilomètres de voies nouvelles (Hanovre-Wurtzbourg et Mannheim-Stuttgart) où l'ICE peut rouler à 250 km/heure et même réaliser des pointes à 280 km/heure. Un millier de kilomètres de voies existantes ont été modernisées pour autoriser une vitesse commerciale de 200 km/heure. Grâce à ces accélérations, l'ICE reliera Hambourg à Frankfurt en 3 heures 35 minutes au lieu de 4 heures 37 minutes avec les trains classiques.

En 1992, l'ICE reliera Hambourg à Munich via Wurtzbourg. La première relation internationale sera réalisée en 1993 entre Hambourg, Frankfurt, Mannheim, Biele et Zurich. A terme, soixante rames permettront d'assurer sur ces trois lignes une cadence d'un train à l'heure. Les infrastructures nouvelles ont coûté 16 milliards de marks (54,4 milliards de francs), soit l'équivalent des trois quarts de l'enveloppe du tunnel sous la Manche.

Un confort de salon

Le matériel roulant de base, propulsé par deux moteurs à moteur synchrones, est une rame de quatorze voitures d'une capacité de 579 voyageurs et d'un prix unitaire de 50 millions de marks (170 millions de francs). Il présente deux caractéristiques. Il est d'abord étanchéisé pour éviter aux trompes d'Estaque des voyageurs l'onde de choc du franchissement des nombreux tunnels que comporte la ligne nouvelle. Ensuite, il s'agit de voitures extrêmement confortables où l'on n'a pas lésiné

sur l'espace, en seconde classe comme en première. Moquette épaisse, canaux musicaux équipant les sièges, voiture de services équipée d'un télécopieur et de machines à écrire, cabines téléphoniques pouvant être appelées de l'extérieur : chargé de séduire des automobilistes allemands habitués au confort des Mercedes et aux autoroutes sans péage, l'ICE devait apparaître comme un véritable salon.

En France, on a trop tendance à mépriser l'ICE, qui a été battu par le TGV deux fois à l'exportation, en Espagne et au Texas. On se plaît à souligner qu'il est moins vélocé de 30 km/heure en vitesse de croisière et de 109 km/heure en vitesse de pointe, qu'il arrive dix ans après l'ouverture de la ligne Paris-Lyon, que sa voie coûte trois fois plus cher au kilomètre et sa place assise 20 % de plus que celle du TGV.

Deux logiques

Ces chiffres sont exacts, mais il ne prennent pas en compte les exigences qui étaient celles de l'ICE. L'Allemagne a choisi de faire rouler sur ses voies à grande vitesse les trains de marchandises. D'autre part, la combativité des « Verts » excluait des travaux trop destructeurs dans les forêts et aux abords des villes. Ces raisons techniques et politiques expliquent la multiplication des tunnels, qui ont considérablement renchééri le coût des infrastructures et allongé la durée de leur construction. D'autre part, la répartition de la population n'est pas identique en France et en Allemagne, où la décentralisation est une réalité. L'ICE doit s'arrêter souvent pour prendre une clientèle plus dispersée. La vitesse pure lui est moins nécessaire que la puissance afin de lui permettre de redémarrer efficacement.

Les deux logiques différentes, française et allemande, promettent de belles empoignées en Autriche, à Taiwan, en Corée, puis en Californie, où l'on souhaite accélérer à la haute vitesse ferroviaire.

ALAIN FAUJAS

Un entretien avec le ministre iranien du pétrole

« Nous sommes au début d'un long processus de compréhension réciproque entre pays producteurs et consommateurs »,

nous déclare M. Gholamreza Agazadeh

Symbole de la nouvelle volonté d'ouverture internationale de l'Iran, la conférence sur les perspectives de coopération internationale dans les années 90, organisée à Ispahan du 25 au 27 mai par le gouvernement iranien, a recueilli un succès mitigé auprès des pays consommateurs. Alors que douze pays producteurs, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, ont exprimé par la voix de leurs ministres respectifs leur soutien à l'initiative iranienne, aucun des ministres invités parmi les consommateurs — norvégien, soviétique, sud-coréen, français — n'a assisté personnellement à ce forum, qui

réunissait pourtant un nombre exceptionnel de représentants du monde pétrolier international. A quelques nuances près, tous les participants ont appelé de leurs vœux une coopération internationale afin de stabiliser le marché pétrolier et d'éviter la répétition des chocs passés. Comme l'explique ci-dessous M. Gholamreza Agazadeh, ministre iranien du pétrole, cette conférence a concrétisé la nouvelle alliance au sein de l'OPEP entre l'Iran et les pétromonarchies du Golfe, jadis hostiles, et jeté les bases d'une coopération régionale de plus en plus poussée. En ce qui concerne la coopération interna-

tionale et le dialogue producteurs-consommateurs, elle n'a été toutefois qu'un coup d'envoi, dont les conséquences seront mieux appréciées lors de la conférence organisée à Paris les 1^{er} et 2 juillet prochain à l'initiative de la France et du Venezuela. Le ministre iranien souligne aussi dans cet entretien la priorité donnée désormais par l'Iran au développement économique. Assurant que la République islamique allait signer des accords d'exploration-production avec les compagnies étrangères, il confirme la volonté d'ouverture nouvelle du pays.

ISPAHAN

de notre envoyée spéciale

« Vous avez organisé à Ispahan la première conférence internationale appelant clairement une coopération multilatérale en matière d'énergie. Et vous satisfaites des résultats ? »

— Je crois sincèrement que les crises pétrolières des deux dernières décennies n'ont bénéficié à personne. Les producteurs ont semblé gagner à certains moments, les consommateurs à d'autres, mais, globalement, elles ont été préjudiciables aux deux parties.

Nous devons tous essayer d'épargner aux années 90 la répétition de ces crises. Si nous y parvenons, ce sera un grand succès.

— Je vois trois points positifs à l'issue de cette conférence et le premier concerne l'OPEP. Les pays membres doivent réaliser la nécessité de faire régner l'amitié et la sincérité dans leurs rangs et tenter d'améliorer les conditions de fonctionnement par rapport au passé. Le fait qu'un aussi grand nombre de ministres de l'OPEP aient assisté à cette conférence me semble très encourageant.

— Le second point concerne le golfe Persique. Pratiquement tous les pays de la région étaient représentés. Cette conférence a créé une bonne base de coopération régionale, ce qui est particulièrement important après la dernière guerre du Golfe.

— Dernier point positif : la présence de nombreux Iraniens et d'étrangers qui n'étaient pas venus en Iran depuis dix ans. Elle est significative de leur intérêt, comme de notre volonté de les laisser revenir et effectuer des visites partout où ils le souhaitent. C'étaient mes objectifs en organisant cette conférence et, de ce point de vue, c'est un succès. Cette affluence sans précédent dans l'histoire de l'OPEP et les conversations que j'ai eues avec les ministres présents me laissent penser que le climat au sein de l'organisation en ressort nettement amélioré et que cette conférence a accru les chances de dialogue. Cela

dit, les réactions de tous ces participants restent à surveiller. C'est à eux de dire ce qu'ils en pensent.

— Si tout le monde, à quelque terme exceptions près, a semblé d'accord sur la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine pétrolier, les points concrets d'application restent vagues. Comme l'a souligné l'un des orateurs, peut-on réellement engager un dialogue sans impliquer les Etats-Unis et sans aborder le sujet des prix du pétrole ? Quels sont les domaines précis dans lesquels une coopération internationale vous semble possible ?

— Nous ne sommes qu'au début d'un long processus. Il reste à voir comment nos objectifs seront atteints. Plusieurs chances prochaines nous permettront d'étudier les réactions internationales : d'abord la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie en juin, puis la conférence de l'OPEP, et enfin en juillet la conférence organisée à Paris par le Venezuela et la France. Nous verrons alors si le dialogue est pris au sérieux. Jusqu'ici la réaction des Européens est grasse modo positive, celle des Américains plutôt négative. Mais je crois que si des intérêts sérieux sont en jeu, les Américains révéleront leur position.

— D'ores et déjà l'échange d'informations, les investissements, les transferts de technologie constituent des bases de coopération

possibles. Nous pourrions de cette manière conclure des accords concernant la production. En ce qui concerne les prix du pétrole, nous devons avoir plus d'échanges de vues, car nous ne connaissons pas la position de nos partenaires. Ce problème nécessite des études de fond afin de mesurer les enjeux actuels. Mais nous devons tendre dans cette direction. Le paramètre le plus important me paraît être la compréhension réciproque. Nous avons beaucoup d'intérêts communs et cela prépare le terrain pour une coopération efficace.

— Que pensez-vous de l'initiative prise par la France et le Venezuela d'organiser les 1^{er} et 2 juillet prochain une conférence à Paris réunissant des producteurs et des consommateurs ?

— Je pense que la conférence de Paris sera l'étape suivante du processus engagé aujourd'hui. J'y attache une grande importance car elle clarifiera l'avenir. De nombreux pays participeront à cette conférence et cela en soi montrera si les bases d'une coopération existent. De deux choses l'une : soit l'impact sera positif et l'on pourra suivre sérieusement les progrès accomplis, soit la réponse sera plutôt négative, dans ce cas, il n'y aura pas d'ouverture.

— L'Iran est-il prêt à ouvrir son domaine minier aux compagnies occidentales d'une manière ou d'une autre ?

— Nous négocions actuellement avec plusieurs compagnies interna-

tionales dans le domaine pétrolier et gazier. Nous avons proposé des formules qui ont des implications très sérieuses. Lorsque les contrats seront conclus, les moyens de coopération seront clarifiés auprès des compagnies. Compte tenu de nos lois, nous devons trouver des méthodes appropriées et équitables pour bâtir des sociétés communes et poursuivre le dialogue.

— L'Iran prône aujourd'hui l'ouverture et la coopération internationale. C'est un changement d'attitude profond. Comment l'expliquez-vous ?

— La guerre imposée par l'Irak a longtemps bloqué nos projets de développement économique. Maintenant que cette guerre est finie, le terrain est prêt pour le progrès et l'expansion de nos industries. En conséquence, nous avons réévalué nos projets.

— Le président, M. Hachemi Rafsanjani, a des plans concrets dans l'économie, la politique de développement du pays et d'autres domaines. Au fur et à mesure que le temps passera, leurs conséquences apparaîtront de plus en plus clairement pour l'Iran et l'ensemble du monde. J'espère que de nouveaux échanges d'informations comme ceux que nous avons eus à Ispahan permettront de clarifier nos positions à l'avenir.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS

هنا من الأصل

ÉCONOMIE

CEE

Les déclarations de M. Lamont lors d'une conférence monétaire à Londres

Les Britanniques restent fermement opposés à la monnaie unique européenne

La Grande-Bretagne demeure fermement opposée à l'introduction d'une monnaie unique européenne et maintient son idée de création d'un écu lourd, circulant parallèlement aux devises des Douze. Dans un discours aux concessions, prononcé le 30 mai lors d'une conférence organisée par l'Association pour l'union monétaire de l'Europe, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a fustigé la fixation d'un taux de change avec une monnaie unique, l'établissement d'une banque centrale et la construction d'une Europe sociale.

LONDRES

(Correspondance)

Enfonçant le clou, bien dans le style tenifiant de rigueur à Londres depuis l'arrivée au pouvoir de M. John Major, M. Lamont a souligné l'aspect « évolutif et guidé par les lois du marché » de l'approche britannique sur la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire (UEM). Pas question de renoncer à l'initiative britannique pour l'écu lourd, solution de rechange à la monnaie unique européenne prévue par la troisième étape du plan Delors. Le grand

argentier s'est félicité que plusieurs pays, comme l'Espagne et l'Allemagne, aient montré des signes d'intérêt à l'égard de cette proposition du *Treasury* d'une treizième monnaie circulant parallèlement aux devises nationales.

« Il existe tant de difficultés pratiques à résoudre à propos des modalités de l'UEM que la question britannique n'est en aucun cas le problème le plus difficile ou le sujet de controverse posé à la conférence intergouvernementale », en bon Anglais, le chancelier se méfie des idées abstraites, surtout étrangères. A ses yeux, le compromis proposé par le président de la Commission européenne, visant à éviter un blocage de Londres lors de la signature du traité sur l'UEM - dans le cas où la Grande-Bretagne ne serait pas encore acquiescée au projet de devise unique - appartient à cette dernière catégorie. M. Lamont a répété qu'il n'était pas question pour Bruxelles de passer outre l'autorité du Parlement de Westminster. La souveraineté nationale de la Couronne est en jeu!

A l'approche d'élections générales, qui doivent se dérouler au plus tard en 1992, le gouvernement Major a décidé d'écarter de cette dernière catégorie. M. Lamont a répété qu'il n'était pas question pour Bruxelles de passer outre l'autorité du Parlement de Westminster. La souveraineté nationale de la Couronne est en jeu!

L'UEM, les autres intervenants se sont efforcés de rapprocher la Grande-Bretagne du continent.

Pour éviter que l'on poursuive la construction de la CEE sans se préoccuper davantage de ceux qui ne veulent pas suivre, le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt, a suggéré un compromis technique. Il a proposé la formation d'un institut intermédiaire pour permettre à la Banque centrale européenne d'entrer en fonctions dès le début de la phase deux de l'UEM (fixée au 1^{er} janvier 1994). M. Maystadt a donné l'exemple de la Bank Deutscher Länder, ancêtre, après la guerre, de la Bundesbank.

Ciblant la réunion, M. Karl-Otto Poehl a réitéré son opposition au concept de l'écu lourd cher à M. Lamont. Pour le président, démissionnaire, de la Bundesbank, le Royaume-Uni doit être prêt à abandonner le contrôle des taux d'intérêt s'il veut participer à la future Banque centrale de l'Europe. Or le gouvernement de sa Majesté refuse toujours de considérer que la politique monétaire puisse être conduite ailleurs qu'à Londres. Pour éviter que ce soit une provocation, l'affable M. Poehl a insisté sur la nécessité pour les pays de la Communauté de parvenir entre eux à une meilleure convergence en termes d'inflation.

(Indir.)

INDUSTRIE

Le groupe Bolloré prend le contrôle de Delmas-Vieljeux

L'armateur Tristan Vieljeux devrait remettre, le 6 juin, sa démission de PDG de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV) et de Navale Delmas. En effet, le groupe Bolloré et ses alliés ont porté de 22 % à 31 % leur participation au sein de la CFDV, holding de l'armement naval Delmas, à la faveur du désengagement de certains actionnaires membres des familles Delmas et Vieljeux, a indiqué le 31 mai le groupe Bolloré. Quant à la compagnie d'assurances Axa (présidée par M. Claude Bébéar), actionnaire de référence, sa participation reste stable à 34 %.

Le capital de la CFDV se retrouve ainsi restructuré « de façon équilibrée », selon le groupe Bolloré, autour de trois grands pôles. Un conseil d'administration devrait se réunir le 6 juin « pour restituer la nouvelle structure de l'actionnariat de la société ». On s'attend à l'entrée prochaine de M. Bolloré au conseil d'administration de la Compagnie financière. Quant à M. Alain Wils, actuellement directeur général de Delmas (filiale de CFDV), il devrait prendre la présidence de cette société.

Le groupe Delmas-Vieljeux réalise un chiffre d'affaires de quelque 6,4 milliards de francs (dont 74 % dans le transport maritime), gère une flotte d'une cinquantaine de navires et emploie environ 6 300 personnes.

Le premier centre Leclerc ouvre aux Etats-Unis. - Les centres Leclerc ont inauguré officiellement, vendredi 31 mai à Baltimore (Maryland), leur premier magasin à enseigne de Leclerc (Leclerc Édouard Market), qu'ils veulent à la fois « école », « centre expérimental » et « locomotive ». Cet hypermarché de 20 000 mètres carrés, implanté dans une zone de 1,5 million d'habitants, emploie 450 salariés, presqu'équivalents à ceux des magasins américains, et a coûté 25 millions de dollars (145 millions de francs), financés pour partie par le Crédit national et la Société Générale. Le centre sera ouvert à l'automne, avec le cautionnement et l'appui du capital de 190 centres Leclerc volontaires pour participer à l'opération. Venu sur place pour l'inauguration, M. Michel-Edouard Leclerc, qui se dit certain de ne pas connaître les mésaventures de certains groupes commerciaux français aux Etats-Unis, a déclaré que cette première unité appliquera la même politique de prix agressive qu'en France.

La catastrophe du Boeing de Landa Air

L'enquête s'oriente vers l'explosion d'un moteur

Dans l'attente des résultats du dopage à Washington des enquêteurs de vol du Boeing 767 de Landa Air qui a explosé en vol, le 26 mai avec 223 personnes à bord (le *Monde* du 27), les experts pensent que l'attention n'est plus la cause la plus plausible de la catastrophe survenue peu après le décollage de Bangkok (Thaïlande).

La découverte du réacteur droit de l'appareil significativement plus endommagé par un incendie que le gauche et l'inscription sur une carte ayant appartenu à l'équipage de la mention « feu » laissent à penser que l'un des deux moteurs Pratt & Whitney pourrait avoir explosé sous l'effet d'un incendie. La carlingue aurait pu, alors, être perçée par des morceaux du réacteur et aurait explosé à son tour sous l'effet de la décompression due à l'altitude.

LA RUSSIE

Histoire des mouvements spirituels

G. PODSKALSKY - I.A. MINEA
T. SPIDLIK - E. BEHR-SIGEL
B. MARCHADIER - F. ROULEAU

pour mieux connaître les mouvements spirituels qui ont animé la vieille Russie.

180 pages 72 FF

BEAUCHESNE
72, rue de Saint-Péters - 75007 PARIS

Les Wagons-Lits comptent vendre leurs hôtels à Accor

Alia jacta est. La Compagnie internationale des Wagons-Lits (CIWL), ayant révisé ses priorités, compte céder ses hôtels au groupe Accor pour réduire ses dettes et concentrer son activité sur les agences de voyages, le ferroviaire et la restauration, surtout collective. « Après avoir fusionné les équipes, nous allons fusionner les sociétés et ceder nos actifs à Accor au cours du second semestre », nous a déclaré, vendredi 31 mai, M. Jean-Marc Simon, président de la CIWL. Une évaluation des actifs par le cabinet Arthur Andersen est en cours.

Y aura-t-il une ou plusieurs sociétés communes et quelle part la CIWL y conservera-t-elle? Comment sera rémunérée la cession: en actions d'Accor ou par de nouveaux apports dans la restauration collective? Les Wagons-Lits ont déjà

repris les filiales allemande et espagnole d'Accor. Les modalités devaient être fixées lors d'un conseil d'administration extraordinaire en juillet. M. Simon espère aussi céder, dès 1991, les 50 % d'Europcar détenus par la CIWL au constructeur allemand Volkswagen, qui possède l'autre moitié.

Reste à convaincre Accor, qui contrôle désormais la gestion de l'hôtellerie des Wagons-Lits, d'ouvrir son portefeuille. Mais le programme de M. Simon est déjà tracé: « En 1991, nous clarifions nos participations dans les métiers non stratégiques et nous reprenons en main le reste; en 1992, nous réentendons les investissements lourds dans la restauration, le ferroviaire et les agences de voyages; en 1993, nous faisons émerger un groupe plus ramassé et plus efficace. »

GUY HERZLICH

Selon la CGT

Mme Cresson serait disposée à rouvrir le dossier des chantiers de La Ciotat

Selon la CGT, le gouvernement est disposé à « rouvrir le dossier des chantiers de La Ciotat ». « Le principe d'un examen approfondi de ce dossier sur la base de pièces et arguments de la CGT a été retenu », a déclaré le 31 mai M. Gérard Alazard, secrétaire confédéral de la CGT, qui, avec un représentant de Mme Edith Cresson et des représentants du ministère de l'Industrie, rendait compte d'une entrevue avec le cabinet du premier ministre devant

2 000 à 3 000 manifestants. Le dirigeant syndical a ajouté qu'il constatait un changement par rapport à l'attitude du gouvernement Rocard. Peu après, M. Bernard Lacombe, secrétaire confédéral, devait être reçu à la banque Worms, propriétaire de l'outilage des chantiers. La manifestation de la CGT venait clôturer une marche vers Paris des licenciés des chantiers, partis de La Ciotat le 1^{er} mai.

A l'occasion du Bicentenaire du brevet français

Le premier ministre se défend d'être protectionniste

Intervenant, le jeudi 30 mai à Paris, en clôture d'une journée consacrée au Bicentenaire de la création du brevet, Mme Edith Cresson s'est inquiétée de l'insuffisance de l'information scientifique et technique en France. « Je souhaite favoriser les mécanismes pour diffuser l'information sur l'innovation », a-t-elle notamment déclaré. Le premier a aussi profité de cette manifestation pour réfuter les accusations de protectionnisme lancées à son égard.

Mme Edith Cresson a rappelé les « cinq grandes priorités » de sa politique industrielle: « Ouverture sur l'extérieur, réalisation de l'Europe industrielle, développement des petites et moyennes entreprises et industries, intensification de l'effort de recherche, forma-

tion. » Elle a tenu à répondre aux accusations de protectionnisme dont elle est l'objet: « Ces accusations sont d'autant moins acceptables qu'elles proviennent de pays qui n'ont aucune leçon à nous donner... La France est un pays ouvert aux échanges et aux investissements étrangers. » Mais « dans le domaine automobile, nous ne voulons pas subir le même traitement que celui infligé aux constructeurs américains », a poursuivi Mme Cresson, en précisant qu'une telle situation n'était pas non plus « acceptable » dans le domaine de l'électronique. « Il ne s'agit pas de bâtir une forteresse mais de disposer du temps nécessaire pour raffermir notre compétitivité », a déclaré le premier ministre.

Création de la société d'achats de droits MK 3

M. Karmitz fusionne son catalogue de films avec celui de CED

En fusionnant son catalogue de films avec celui de la Compagnie européenne de droits (CED), M. Mario Karmitz a évité le pire. Et mis un point final aux tensions existant au sein de cette société créée en 1987 pour acheter aux producteurs des droits de diffusion de films pour les revendre ensuite aux télévisions ou aux éditeurs vidéo. Le patron de MK 2, quatrième groupe cinématographique français (des salles Quinzaine Juillet), était le gestionnaire de cette société, mais n'en détenait que 2,5 % du capital (214 millions de francs au total) aux côtés d'investisseurs financiers comme Suez, l'UAP, le Crédit agricole ou encore le CIC.

Or, avec 26,3 millions de chiffres d'affaires en 1989 selon la revue *Téléscope Documentation Financière*, la CED ne se plaçait qu'au cinquième rang des sociétés françaises de droits, loin derrière UGC-DA, IDA, Gaumont et Robur DA. Et, bien qu'en 1990 la société ait connu une bonne progression de son volume d'activité, ses responsables étaient à la recherche, depuis plusieurs mois déjà, de solutions pour améliorer la rotation et la rentabilité du catalogue. La CED s'était ainsi diversifiée dans la coproduction de films, en association, déjà, avec la société MK 2. Le film *Madame Bovary* de Claude Chabrol en est la première illustration.

Ces derniers mois - à l'instigation de Suez et de M. Simon Nora, président de la CED, semble-t-il - la cession pure et simple de la Compagnie avait été envisagée. Tour à tour contactés, la Caisse des dépôts (qui contrôle

IDA), la Générale des eaux et le groupe Bouygues avaient fait des offres. Pour M. Karmitz, c'était l'assurance d'une perte de contrôle de la Compagnie et le risque de voir sa société MK 2 affaiblie.

Le 24 mai dernier, au cours d'un conseil d'administration, M. Karmitz a réussi à convaincre Suez de poursuivre cette activité et une majorité des actionnaires d'accepter une fusion de la CED avec son propre catalogue pour constituer une nouvelle entité. MK 3 sera dotée de 400 millions de francs de capital et d'un chiffre d'affaires de 188 millions. A l'occasion de cette opération, certains actionnaires de CED comme Elf-Aquitaine, le groupe Lyonnaise-Dumézil ou la société belge Mediafin, ont choisi de se désengager et de céder leurs parts (30 % du capital au total) à M. Karmitz. Ce dernier, également fort de l'appui de son catalogue, devient donc majoritaire dans MK 3.

PIERRE-ANGEL GAY

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements:
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER

Un référendum le 2 juin

La Suisse tente à nouveau d'instaurer la TVA

Après avoir en vain tenté, en 1977 et 1979, de remplacer l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires par la TVA, plus européenne, la Suisse revient à la charge en soumettant ce projet à référendum, le 2 juin.

BERNE

de notre correspondant

Les Suisses se résoudent-ils à remplacer l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) par la TVA, plus européenne, la Suisse revient à la charge en soumettant ce projet à référendum, le 2 juin.

Principale innovation de cette réforme, l'introduction de la TVA devrait permettre d'harmoniser le régime fiscal suisse avec celui des Etats voisins, de le rendre « compatible », suivant l'expression couramment employée. Alors que la Confédération s'interroge sur une éventuelle adhésion à la CEE et que de laborieuses négociations sont en cours entre les Douze et le Sept de l'AELE sur l'espace économique européen, ce référen-

dum se présente aussi comme un test de la volonté des Suisses de se rapprocher de l'Europe.

Le gouvernement a jugé le moment d'autant mieux venu pour faire passer cette réforme que, depuis 1986, les comptes de l'Etat fédéral restent équilibrés et que la base constitutionnelle du régime financier en vigueur vient à échéance en 1994. Pour l'année en cours, le budget de la Confédération s'élève à quelque 34 milliards de francs suisses (135 millions de francs français), un peu plus de la moitié des dépenses prévues de l'impôt fédéral direct (19,3 %) et de l'ICHA (31,6 %). Selon le Conseil fédéral, l'ICHA est un impôt « démodé » et « n'est plus adapté aux conditions économiques d'aujourd'hui ». En frappant les investissements et en grevant fortement la production, il désavantage l'industrie suisse d'exportation face à la concurrence étrangère.

Contrairement à l'ICHA qui touche exclusivement la consommation des marchandises, la TVA s'étendrait également aux services et aux agents énergétiques. Fixé à 6,2 % au maximum, son taux demeurerait inférieur à celui de l'ICHA et sensiblement inférieur à celui des autres pays européens (18,6 % en France, 14 % en Allemagne et 19 % en Italie). Dans l'hôtellerie et la restauration, la TVA ne dépasserait pas 4 % pen-

dant les cinq premières années tandis qu'elle se limiterait à 1,9 % pour les biens de consommation courante. En revanche, les exploitations agricoles et sylvicoles, de même que les entreprises « de très petite taille », seront exonérées de l'impôt. En cas d'approbation, la TVA rapportera quelque 600 millions de francs suisses de recettes supplémentaires.

Fruit d'un marchandage entre la droite et la gauche, ce projet représente d'abord un compromis typiquement helvétique. Bien que largement approuvé par le Parlement, il ne satisfait entièrement personne et chacun a dû faire des concessions. Les réserves qu'il suscite se reflètent aussi bien dans les rangs de ses partisans que de ses adversaires.

Officiellement, la réforme est soutenue par les quatre partis gouvernementaux (socialiste, radical, démocrate chrétien et Union démocratique du centre), de même que par l'Association suisse des banquiers et les principaux syndicats ouvriers et paysans. En revanche, elle est combattue par l'Union des arts et métiers, la plus importante association patronale, les libéraux, les écologistes et les communistes. L'issue du scrutin est d'autant plus incertaine que des divisions subsistent dans les deux camps.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Les Etats-Unis ont enregistré des résultats économiques encourageants en avril

Les indicateurs de la conjoncture américaine se sont légèrement améliorés en avril, suscitant des espoirs de sortie prochaine de la récession. Vendredi 31 mai, la publication de plusieurs indices importants a provoqué une nette poussée du dollar - son cours a atteint 5 970 francs en clôture à New-York contre 5 835 francs la veille - tandis qu'à la Bourse, l'indice Dow Jones se hisse à son plus haut niveau historique (3 027,50).

Le département du commerce a annoncé vendredi que l'indice composite, qui regroupe des indicateurs de plusieurs secteurs de l'économie, s'était inscrit en hausse pour le troisième mois consécutif. Il a augmenté de 0,6 % en avril, notamment sous l'effet d'une amélioration dans le secteur de l'emploi, et en dépit d'une demande toujours faible. Le département du commerce a également fait savoir que les commandes industrielles avaient augmenté de 1,8 % en avril, enregistrant leur première croissance positive depuis octobre dernier. Jeudi 30 mai, une diminution de 0,1 % des dépenses de consommation en avril avait été annoncée.

Les actionnaires refusent d'approuver le rapport du groupe de transport néerlandais Nedlloyd. - L'assemblée générale du groupe de transports néerlandais Nedlloyd a rejeté le rapport annuel de l'entreprise à l'issue d'une réunion de plus de huit heures, jeudi 30 mai à Rotterdam. Avec 26 000 salariés, une flotte de 66 navires et un parc de 1 200 véhicules, Nedlloyd est le premier groupe de transports au Pays-Bas. Une majorité de 55 % de votes opposés au rapport traduit un soutien massif au grand actionnaire Tönsen-Hagen (23 %), un armateur néerlandais qui réclame depuis plusieurs mois trois sièges au conseil d'administration (en plus de ses sept sièges actuels), et une restructuration profonde de l'entreprise en difficulté - pertes de 750 millions de francs en 1990.

La Pologne envisagerait d'émettre une nouvelle monnaie. - Selon le quotidien britannique *Financial Times*, la Pologne aurait l'intention d'émettre une nouvelle monnaie, afin d'accompagner la lutte contre l'inflation. Il s'agirait d'un nouveau zloty, « lourd », dont chaque unité remplacerait les anciens billets de mille zlotys. Les nouvelles coupures auraient déjà été imprimées, mais les autorités monétaires souhaiteraient attendre une nouvelle décélération de la hausse des prix avant d'introduire la réforme.

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en avril. - L'INSEE a confirmé jeudi 30 mai que l'indice des prix de détail avait progressé de 0,3 % en avril. Les prix alimentaires et ceux des produits manufacturés ont augmenté de 0,2 % seulement, et ceux de l'énergie ont augmenté de 0,4 %. En revanche, l'indice des services s'est inscrit en hausse de 0,6 %, principalement sous l'effet de la hausse trimestrielle des loyers (+1,4 %). Parmi les autres services, le prix de l'eau distribuée a augmenté de 0,9 %, tandis que la révision annuelle des tarifs de la SNCF (+3,8 %) a été prise en compte dans l'indice à hauteur de 1,1 %.

Rectificatif. - M. Jean-Michel Martin (CFDT), qui participe à la négociation de la nouvelle convention collective des assurances, nous a précisé, à la suite de l'article, publié dans nos éditions du 31 mai, que la revendication de son organisation, en matière de système de retraite professionnelle, porte non pas sur une « garantie » du système actuel, mais sur son « amélioration ». En ce qui concerne la tranche inférieure au plafond de la Sécurité sociale, la CFDT souhaite, en effet, que le régime professionnel de retraite qui adhère au régime de retraite complémentaire de l'ARRCO à hauteur de 4 % soit « conforté » en élargissant cette adhésion à hauteur du taux plafond de 8 %.

ERIC FOTTORINO | même MATIF. Le Crédit national demande, ce « papier » étant considéré comme plus « sûr » que les

ché». C'est fait.

F. R.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 28 AU 31 MAI

PARIS

En guise de consolation

INDICE CAC 40
+3,15%

Au lendemain de la défaite en Coupe d'Europe de l'Olympique de Marseille face à l'Étoile rouge de Belgrade, les supporters malheureux de l'OM - ou du moins ceux attentifs à l'évolution de leur portefeuille - auront peut-être trouvé une maigre consolation dans la Bourse. Après deux semaines de baisse, le marché est reparti de l'avant sans pour autant retrouver son entrain. Certes, le score de la semaine est encourageant avec un gain de 3,15 %, mais le déroulement des séances à Paris a été aussi décevant que la rencontre de football à Bari. Les investisseurs sont restés sur la défensive pour consolider leurs positions avant d'esquisser une contre-attaque vendredi. A l'exception de lundi (-0,18 %), les quatre autres journées ont été gagnantes, avec une progression maximum de 1,34 % le dernier jour du mois.

Vendredi 31 mai, l'indice CAC 40 dépassait des les premières heures de l'après-midi son plus haut niveau de l'année (1 851,89 le 3 avril dernier) pour terminer à 1 861,78. La progression enregistrée par le baromètre de la place française depuis les premiers jours de janvier atteint à présent 22,8 %. Toutefois, malgré cette amélioration, l'indice CAC 40 reste loin de son record historique (2 129,32, le

20 avril 1990) et même encore en deçà du niveau enregistré à la veille de la crise du Golfe, le 1^{er} août dernier (1 980,07). L'influence de Wall Street, où les investisseurs croient de plus en plus à une sortie imminente de la récession, a stimulé leurs homologues du Palais National. Reste à savoir quelle sera l'ampleur de la croissance retrouvée. A l'ours, symbole de la baisse, semble se substituer actuellement le taureau, l'animal fétiche de la hausse. Aux États-Unis peut-être, mais en France rien n'est moins sûr.

«Luisante plutôt que terne»

Les indicateurs économiques, pour l'heure, ne sont pas des plus encourageants. «A moins d'une reprise plus forte qu'attendu, nous aurons du mal à dépasser sur l'année une croissance de 1,5 %». Les propos du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, ont été relayés avec le relatif optimisme qu'il affichait jusqu'alors. Deux mauvaises nouvelles venaient compléter le tableau : l'aggravation du chômage en avril (+1,3 %) et la tentative du gouvernement de réduire le déficit budgétaire en contractant notamment de 17 milliards de francs les dépenses de cette année.

Une semaine après, les propos du premier ministre, Mme Edith Cresson, sur la Bourse - «dont

elle n'avait rien à craindre» - ont continué de résonner amèrement aux oreilles des investisseurs. L'une des réactions virulentes fut alors celle de M^{me} Nathalie de Kergorlay, déléguée générale du Comité des entreprises du second marché. «Au nom des 300 entreprises cotées au second marché, qui représentent le vivier de la croissance de l'économie française, je regrette infiniment que vous ayez décidé de délaisser la circonscription... Permettez-moi de vous rappeler que la Bourse est le moyen irremplaçable de financer un développement accéléré tout en préservant l'indépendance financière et le pouvoir de décision. A mardi, sur les antennes d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy mettait un terme aux polémiques en affirmant : «La Bourse est irremplaçable... Je préfère que la Bourse soit luisante plutôt que terne».

Si elles ont un temps déconcerté par leur maladresse, les déclarations de M^{me} Cresson n'ont tout de même pas empêché les affaires d'aller leur train. Deux Bretons, MM. François Pinault et Vincent Bolloré, en sont les exemples : le premier en prenant le contrôle de Conforama et le second en mettant la main sur Delmas Vieilleux. L'industriel du bois, M. François Pinault, a acheté au numéro du luxe, M. Bernard Arnault, président de LVMH, la chaîne de distribution de meubles Conforama pour 4,4 milliards de francs. Le montage retenu pour

cette prise de contrôle est complexe. Il passe par une offre publique d'achat ou d'échange alternative. Les actionnaires de Conforama ont le choix soit d'apporter leurs titres au prix de 1 120 francs par action (pour un dernier cours de 884 francs), soit d'échanger leurs actions contre des titres du Bon Marché (maison-mère de Conforama) acquis auparavant par une filiale de Pinault. Les parités d'échange sont de 10 actions Conforama pour 11 Bon Marché.

Parallèlement, LVMH a été très entouré sur des rumeurs concernant un rattachement effectué par M. Bernard Arnault afin de conforter sa majorité dans son groupe de luxe grâce aux gains tirés de la vente de Conforama.

Vendredi, la Compagnie financière Delmas Vieilleux, principal armement naval privé français, est tombée dans l'escarcelle du groupe Bolloré et de ses alliés avec la cession d'un bloc de 17 %. La part de Bolloré passe ainsi à 31 % et celle de la famille Vieilleux favorable à ce groupe à 26 %, tandis qu'AXA conserve sa minorité de blocage de 34 %. Toutefois, chez Bolloré, on s'empresse de préciser qu'il ne s'agit pas d'une prise de contrôle, ce qui obligerait la firme à lancer une OPA sur le reste du capital, à un prix très onéreux. L'action, au cours actuel de 4 000 francs, est - dit-on - surcotée.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Record historique

NEW YORK
+3,9%

Wall Street a enregistré une de ses meilleures performances hebdomadaires (+3,9 %) dans un marché très actif encouragé par la certitude d'une reprise immédiate de l'économie. L'indice Dow Jones est repassé au-dessus de la barre des 3 000 points dès jeudi 30 mai pour inscrire le lendemain un nouveau record historique à 3 027,50 points, battant celui du 17 avril dernier (3 004,46).

Dès la réouverture du marché mardi après le congé du Memorial Day, les achats informatisés ont lancé la traditionnelle reprise d'été. En effet, jusqu'à présent, une seule fois en cinquante ans, le Dow Jones n'est pas reparti à la hausse en été, selon les statistiques tenues par la firme Smith Barney, qui ne donne pas de précision sur la date de cet événement.

Bien que les prises de bénéfices aient sporadiquement pesé sur le marché, la demande a été alimentée par de nombreux indicateurs annonçant la fin de la récession aux États-Unis. Le signal a été donné par la fermeture du secteur industriel, en particulier les départements de l'automobile, des papiers et de la construction.

La progression de 3,4 % des ventes de logements en avril et celle de 1,2 % des ventes de logements neufs ont apporté une bouffée d'optimisme, renforcée par

l'augmentation de 1,8 % des commandes industrielles et par la hausse de 0,6 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques (censé anticiper la conjoncture). Autre élément positif, le nombre d'Américains ayant demandé à bénéficier d'une allocation de chômage a encore diminué de 9 000 personnes pendant la semaine qui s'est terminée le 18 mai.

En revanche, le marché n'a guère réagi à l'augmentation de 0,1 % des revenus personnels des Américains, car elle s'est accompagnée d'une diminution identique de leurs dépenses.

Indice Dow Jones du 31 mai : 3 027,50 (c. 2 913,91).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Alcoa	67 3/4	71 1/8
ATT	36	37 1/8
Boston	46 3/8	49
Chase Man. Bank	18 1/4	19 1/8
De Post de Nemours	43 1/8	47 1/4
Eastman Kodak	41	42 3/8
Exxon	58 5/8	58 3/8
Ford	33 3/8	36 1/4
General Electric	73	77 1/4
General Motors	39 1/2	43 1/8
Goodyear	24 3/4	26 3/8
ITT	105	106 1/4
ITT	58 1/2	60 7/8
Mobil Oil	64 7/8	65 3/8
Pfizer	58 3/8	58 5/8
Schlumberger	60 3/4	62 7/8
Texas	64	64 5/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	147 3/4	152 1/4
Union Carbide	19	20
USX	25 3/8	24 7/8
Westinghouse	27 3/8	29 1/2
Xerox Corp.	57 3/8	58 3/8

TOKYO

Progression mesurée

TOKYO
+1,02%

La place japonaise a amorcé un mouvement de reprise en milieu de semaine, qui lui a permis d'effacer ses pertes et d'enregistrer finalement un léger gain (+1,02 %) au terme des cinq séances. La semaine avait pourtant mal démarré avec un recul des valeurs lundi et mardi de 0,4 % et 0,14 %. Dès mercredi, l'indice Nikkei repartait de l'avant et la progression s'est chaque jour consolidée (+0,4 % mercredi, +0,6 % jeudi et vendredi). Le mouvement des deux derniers jours s'est effectué dans le sillage de Wall Street, encouragé aussi par la baisse des taux d'intérêt à court terme. Cependant, la reprise n'a pas été aussi forte qu'espérée en l'absence de facteurs de

soutien plus prononcés. Vendredi, le volume des transactions a augmenté, atteignant les 450 millions de titres, contre 360 millions jeudi. Parmi les titres en hausse figuraient ce jour-là les secteurs des métaux, de la construction navale et des compagnies d'électricité.

Indices du 31 mai : Nikkei, 25 789,62 (contre 25 529,14), Topix, 1 964,77 (contre 1 944,67).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Akai	1 140	1 160
Bridgestone	1 070	1 060
Canon	1 490	1 510
Fuji Bank	2 790	2 808
Honda Motors	1 310	1 350
Mitsubishi Electric	1 650	1 680
Mitsubishi Heavy	750	748
Sony Corp.	6 080	6 300
Toyota Motors	1 800	1 800

LONDRES

Sans enthousiasme

+1,15%

La Bourse de Londres a progressé modérément (+1,15 %) au cours d'une semaine morne en l'absence de statistiques économiques et écourtée par un jour férié en raison du Bank Holiday célébré lundi. La progression des valeurs a cependant été ralentie par la parution d'une étude estimant que la reprise de l'économie en Grande-Bretagne ne se fera pas avant 1992. Cette publication est contraire aux prévisions du gouvernement, qui anticipent un début de redressement au second semestre.

Après avoir franchi un instant vendredi la barre psychologique des 2 500 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs, sous le poids de prises de bénéfices, est revenu juste en dessous de ce niveau (2 499,5).

Plusieurs augmentations de capital, pour un montant total de 280 millions de livres (2,8 milliards de francs), lancées notamment par le groupe hôtelier Queens Moat Houses (184 millions de livres) et par Burmah Castrol (56 millions) ont alourdi la tendance.

Indices du 31 mai : 100 valeurs, 2 499,5 (c. 2 471,1); 30 valeurs, 1 957,2 (c. 1 932,5); Fonds d'Etat, 84,18 (c. 84,24) et mines d'or, 177,0 (c. 165,9).

	Cours 24-5-91	Cours 31-5-91
Or fin (500 onces)	60 000	67 700
Or fin (100 onces)	60 000	67 400
Pétrole brut (20 b.)	379	380
Pétrole raffinage (10 b.)	407	420
Pétrole raffinage (20 b.)	381	388
Pétrole raffinage (30 b.)	379	380
Pétrole raffinage (40 b.)	379	380
Soufre	488	475
Soufre (Elmhurst II)	488	481
Soufre (Elmhurst III)	488	481
Soufre (Elmhurst IV)	488	481
Pétrole (20 b.)	379	380
Pétrole (30 b.)	379	380
Pétrole (40 b.)	379	380
Pétrole (50 b.)	379	380
Pétrole (60 b.)	379	380
Pétrole (70 b.)	379	380
Pétrole (80 b.)	379	380
Pétrole (90 b.)	379	380
Pétrole (100 b.)	379	380
Pétrole (110 b.)	379	380
Pétrole (120 b.)	379	380
Pétrole (130 b.)	379	380
Pétrole (140 b.)	379	380
Pétrole (150 b.)	379	380
Pétrole (160 b.)	379	380
Pétrole (170 b.)	379	380
Pétrole (180 b.)	379	380
Pétrole (190 b.)	379	380
Pétrole (200 b.)	379	380
Pétrole (210 b.)	379	380
Pétrole (220 b.)	379	380
Pétrole (230 b.)	379	380
Pétrole (240 b.)	379	380
Pétrole (250 b.)	379	380
Pétrole (260 b.)	379	380
Pétrole (270 b.)	379	380
Pétrole (280 b.)	379	380
Pétrole (290 b.)	379	380
Pétrole (300 b.)	379	380
Pétrole (310 b.)	379	380
Pétrole (320 b.)	379	380
Pétrole (330 b.)	379	380
Pétrole (340 b.)	379	380
Pétrole (350 b.)	379	380
Pétrole (360 b.)	379	380
Pétrole (370 b.)	379	380
Pétrole (380 b.)	379	380
Pétrole (390 b.)	379	380
Pétrole (400 b.)	379	380
Pétrole (410 b.)	379	380
Pétrole (420 b.)	379	380
Pétrole (430 b.)	379	380
Pétrole (440 b.)	379	380
Pétrole (450 b.)	379	380
Pétrole (460 b.)	379	380
Pétrole (470 b.)	379	380
Pétrole (480 b.)	379	380
Pétrole (490 b.)	379	380
Pétrole (500 b.)	379	380

FRANCFORT

Au plus haut de l'année : +1,93 %

Le marché de Francfort a aussi bien terminé le mois de mai qu'il l'avait commencé, en clôturant au plus haut de l'année. En effet, ce record à la hausse a été enregistré sept fois dans le courant du mois, l'avant-dernier remontant au vendredi 24 mai. La clientèle allemande et étrangère, particulièrement américaine, a vivement recherché les valeurs allemandes. L'indice instantané DAX a progressé de 1,93 % d'une semaine à l'autre. Mais à son nouveau plus haut (1 704,11), il reste encore nettement en deçà (-29,5 %) de son record historique (2 414 points) inscrit le 3 avril 1990.

Sur les huit places boursières de l'Allemagne, le volume des transactions s'est élevé à 44,30 milliards de DM (150 milliards de francs) contre 40,96 milliards vendredi dernier.

Parmi les valeurs bien orientées figuraient l'assureur Allianz, qui s'attend à 50 milliards de deutschemarks de prime en 1991, et le constructeur automobile Volkswagen, qui a conforté sa place de numéro 1 allemand et européen en accroissant sa part à 28,3 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Indices du 31 mai : DAX 1 704,11 (c. 1 671,87); Commerzbank 2 035,20 pts (c. 1 983,70).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
ABG	191	186,50
BASF	256,10	259
Bayer	287	292,80
Commerzbank	276,10	276,50
Deutschebank	666,90	678,50
Hochtief	287,80	275,30
Karstadt	644	644,50
Mannesmann	287,80	279
Siemens	628	646
Volkswagen	387	392,50

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	31-5-91	Diff.
AGF	520	-19
AXA (ex-Cie Midi)	1 074	+20
Bail Equipement	136	+7,40
Banque (C*)	568	+18
Cetelem	710	+23
CCF	150	+2
CFP	272	+71
Chargours	370	+17
Chargours	763	+29
Chargours	385	+91,90
Eurifrance	730	+17
GRN	997	+13
Hénin (La)	587	+17
Locofrance	485,10	-58,90
Locofrance	805	+6
Midland Bank	90	inch.
OFF	1 741	-75,90
Pazibas	474	+4,50
Schneider	734	+6
Société générale	339	+10,70
Sovac	675	+15
Suez (C* fin.)	350,20	+9,40
UAP	586	+28
UCB (I)	145	-5,90

(1) Coupon de 5 F.

Alimentation

	31-5-91	Diff.
Beghin-Sey	642	+15
Burgman	2 500	-190
BSN	906	+19
Carrefour	1 982	+65
Cosco (C* fin.)	1 362,90	+1,90
Euronor	4230	+31
Guyenne-Gasc.	1 195	+25
LYMH	4266	+276
Lyndal	798	+34
Lyndal	251	+1
Perny-Ricard	1 185	+35
Promodis	2 162	+77
Saint-Louis	1 483	+23
Saint-Pierre	1 476	+8
Nicla	35 500	+1070

Valeurs diverses

	31-5-91	Diff.
Accor	773	+9
Air liquide	699	+14
Arjomani	1 150	-50
Bic	761	-46
Bic	338	+11
CGIP	694	+19
Club Méditerranée	446	+1,50
Esol	363,50	+14
EuroDisney	1 233,30	-1,60
Europe 1	1 120	+184
Eurotunnel	48,70	+0,60
Groupe Cif	605	-38
Hachette	199,50	+3
Havas	492,70	+6,70
Marine Wende	321	+6
Navigation mixte	1 305	+4
Nord-Est	1 310	+1,40
L'Oréal	584	+4
Samp-Gubani	1 444,10	-4,90
Samol	870	+40
Sauvages Châtillon	261	+0,90
Sky Rostignol	675	-10

Métallurgie, construction mécanique

	31-5-91	Diff.
Alpi	386	-3
Dassault-Aviation	468,10	-21,90
De Dietrich	1 550	+28
Fives-Lille	237,50	+7,50
Penhoët	515	-20
Peugeot	606	+38
SAGEM	1 648	-52
Stratof. Facom	910	+44
Valeo	164	+3
Valloire	301	+10

Produits chimiques

	31-5-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 590	+110
Roussel-Uclaf	2 011	-11
Synthelabo	810	+20
Basif	884	+14
Bayer	1 000	+28
Hochst	933	+31
Imp. Chemical	128,20	+0,60
Nova Hydro	177,50	+2,50

Matériel électrique

	31-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	600	+30
CSEE (ex-Signa)	240,50	-4,503
Général des caux	2 673	+41
Intertechnique	1 097	+12
Labinal	813	+36
Lagrand	3 615	-28
Lyndal des caux	598	+6
Matra	243	+1
Marlin-Gerlin	521	+14
Moulinex	136,20	-1,80
Radiotechnique	516	-81
SEB	1 635	-15
Servat-Avionique	435	+10
Thomson-CSF	152,50	-6
IBM	618	+2
ITT	351,50	+10,70
Schlumberger	369,80	+10,50
Siemens	2 196	+63

Mines, caoutchouc

	31-5-91	Diff.
Géophysique	710	-10
Imetel	311,80	+1,80
Métaleurop	97,80	-0,70
Métaleurop	103	+7,50
R.F.	51,60	-0,50
ZCC	1,78	+0,04

Pétroles

	31-5-91	Diff.
BP-France	127	+9
ELF-Aquitaine	368,60	+6,10

ALLEMAGNE : la fin du congrès du SPD

Les sociaux-démocrates envisagent une participation de la Bundeswehr aux missions de maintien de la paix de l'ONU

Le congrès du Parti social-démocrate allemand (SPD) s'est achevé, vendredi 31 mai à Brême, par un vote de confiance en faveur du nouveau président, M. Björn Engholm, et un débat sur le thème controversé de la participation de soldats allemands aux missions des « casques bleus » de l'ONU. D'autre part, le vote indicatif des députés sur le choix de Bonn ou Berlin comme siège du gouvernement a renvoyé pratiquement dos à dos les deux camps.

BRÈME

de notre envoyé spécial

203 voix pour Bonn, 202 pour Berlin : après deux heures de débats animés, le scrutin, à main levée, s'est déroulé dans un silence

profond traduisant l'émotion de la salle. Berlin avait pour avocats les Allemands de l'Est et surtout la vieille garde du SPD, autour de MM. Willy Brandt et Egon Bahr – les pères de l'Ostpolitik – et de M. Hans Jochen Vogel, le président sortant. Emmenés par les deux Rhénans, MM. Horst Ehmke et Johannes Rau, ministre-président du Land de Rhénanie du nord-Westphalie, les partisans de Bonn avaient pour eux une grande partie de ceux qu'on appelle les « petits-fils » de Willy Brandt, dont M. Oskar Lafontaine et surtout le nouveau président du parti, M. Björn Engholm.

Pour les « Berlinoises », le transfert du siège du gouvernement doit être un « geste de solidarité » envers les Allemands de l'Est, la « laïcité-pour-compte » de la réunification, et permettre aussi de recentrer la politique allemande vers l'est de l'Europe. Il s'agit, a souligné M. Gerhard Schröder, ministre-président de Basse Saxe, de montrer que « l'Europe ne s'arrête pas à l'Europe de l'Ouest ». Les « Bonnais » insistent en revanche sur le côté rassurant de la ville, symbole de la démocratie de l'Allemagne et du fédéralisme. Il faut valoir que les sommes importantes que représente le déménagement devraient être plutôt consacrées au financement du développement de l'ex-RDA.

Le vote montre combien il va être difficile d'éviter une furieuse empoignade à l'échelle de tout le pays. Les chrétiens-démocrates

sont tout aussi divisés et certaines formules de compromis commencent à être évoquées, comme, par exemple, l'installation du Parlement à Berlin et le maintien de l'exécutif à Bonn.

Aspiration neutraliste

Le congrès de Brême a tourné une nouvelle page dans l'histoire du parti. Plusieurs figures historiques comme Egon Bahr, Ehard Eppler, Horst Ehmke, disparaissent du comité directeur. Entrent à leur place de nouveaux dirigeants, plus jeunes, venus de l'Est, et des hommes qui n'ont pas connu la guerre ni le nazisme. C'est à eux qu'il incombe maintenant de conduire le SPD dans cette période turbulente de réunification et d'intégration européenne.

La guerre du Golfe avait révélé la vigueur de l'aspiration neutraliste, le refus de principe chez une grande majorité des sociaux-démocrates de toute participation de l'Allemagne à un quelconque déploiement de forces hors de la zone de l'OTAN. Il a fallu tout le pouvoir de conviction de la direction du parti pour persuader les députés d'accepter une modification de la Constitution afin que l'Allemagne puisse, le cas échéant, mettre des « casques bleus » à la disposition de l'ONU pour des actions de maintien de la paix, à l'exclusion de toute « action de combat ».

HENRI DE BRESSON

Après l'initiative de M. Bush pour limiter la course aux armements

Les Etats-Unis vont livrer de nouveaux avions à Israël et y stocker du matériel militaire

Au terme d'une visite de trois jours en Israël, le secrétaire américain à la Défense, M. Richard Cheney, a révélé vendredi 31 mai, que les Etats-Unis avaient commencé à entreposer sur le territoire israélien des équipements militaires dont il n'a pas précisé la nature. « Nous sommes en train d'appliquer un accord avec Israël sur le stockage de matériel ici », a-t-il déclaré. C'est en cours, au moment même où nous parlons. Des bunkers ont déjà été construits pour abriter ces stocks. M. Cheney a indiqué que les Etats-Unis allaient constituer de tels dépôts de matériel – à la disposition de l'armée américaine en cas d'urgence – non seulement en Israël « mais aussi dans d'autres pays amis du Proche-Orient ».

Jeddi, au lendemain de l'annonce de l'initiative du président George Bush pour lutter contre la prolifération des armements au Proche-Orient, M. Cheney avait déclaré que les Etats-Unis allaient fournir à Israël dix avions intercepteurs F-15 Eagle et financer à 72 % la deuxième phase du développement du projet Arrow, un missile anti-missile (comparable au Patriot) fabriqué en Israël.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait dit que cette décision était « compatible » avec le « désir de stabilité de la région » et les « mesures de contrôle des armements » au Proche-Orient suggérées par M. Bush. A la question de savoir si c'était le bon moment pour annoncer des ventes d'armes à Israël alors que ce pays poursuit sa politique d'implantations dans

les territoires occupés, M. Fitzwater avait répondu qu'Israël était un allié majeur des Etats-Unis. Le président américain avait appelé mercredi à l'élimination du Proche-Orient des armes non conventionnelles et demandé aux grands pays fournisseurs, parmi lesquels figurent les Etats-Unis, de faire preuve de « retenue » dans les ventes d'armes.

Les autorités israéliennes ont fait savoir à M. Cheney qu'elles jugeaient insuffisante l'initiative du président Bush au sujet des armes de destruction massive (chimiques, biologiques et nucléaires) et ont mis l'accent sur le danger que représentent les armes conventionnelles dans la région. L'Arabie saoudite et l'Egypte ont annoncé leur soutien de principe à l'initiative du président Bush. (AFP, Reuters)

M. Baker s'entretient avec le chef de la diplomatie syrienne. Le secrétaire d'Etat américain James Baker a annoncé vendredi 31 mai, qu'il devait rencontrer, samedi à Lisbonne, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Elcharch, afin de poursuivre ses efforts de paix au Proche-Orient. Avant ces entretiens, M. Chareh a déclaré que l'initiative du président Bush sur un arrêt de la course aux armements au Proche-Orient, n'avait pour effet que de renforcer la « suprématie militaire israélienne ». (AFP)

ESPAGNE : après l'attentat de Vic

Le « commando Barcelone » de l'ETA est démantelé

Au moment même où étaient enterrées, dans la ville catalane de Vic, les neuf victimes de l'attentat à la voiture piégée commis le 29 mai au siège de la garde civile, les forces de l'ordre arrêtaient, jeudi 31 mai, dans une autre localité de la région, les auteurs présumés de cette action terroriste (le Monde du 31 mai). L'opération contre le « commando Barcelone » de l'ETA a fait deux morts parmi les activistes, tandis que cinq autres étaient arrêtés. De l'autre côté de la frontière, à Saint-Jean-de-Luz, la police française a confirmé l'interpellation de trois Basques espagnols, ce qui porte à huit le nombre des personnes arrêtées.

aurait même réussi à filmer la scène – a apparemment fourni à la police les informations permettant d'identifier la voiture utilisée par les auteurs de l'attentat.

Cette piste aurait permis à la police de repérer rapidement la villa du propriétaire du véhicule, situé à Moncada, près de Barcelone. Les trois personnes arrêtées – un professeur irlandais, Dennis Mark Ronand, et deux Espagnols – se sont refusées à fournir le moindre renseignement. La perquisition a permis cependant de découvrir le contrat de location d'un chalet dans un village de la région, Lliga-d'Amunt, situé sur la route de Vic à Barcelone.

Le ministre de l'intérieur lue

En arrivant sur les lieux, la garde civile a découvert les membres du commando. Ces derniers tentèrent apparemment de fuir. L'un d'eux, Juan Carlos Montenegro, considéré comme le principal responsable du groupe, a été tué lors d'un échange de coups de feu, tandis qu'un autre terroriste, Juan Felix Erezuma, était gravement blessé et devait décéder après son transfert à l'hôpital. Deux autres personnes ont été arrêtées, dont un membre de l'or-

ganisation qui opérait jusque-là en Navarre, Juan Jose Zubietza.

Pratiquement au même moment, le ministre de l'intérieur, M. Jose Luis Corcuera, assistait, à Vic, aux funérailles des victimes. Accompagné de deux autres membres du gouvernement, M. Corcuera a été tué par certaines personnes à son arrivée, tout comme le président du gouvernement autonome basque, M. Jose Antonio Ardanza, venu spécialement de Vitoria.

Au Pays basque, trois rassemblements de plusieurs centaines de personnes ont eu lieu vendredi à Guernica, Bilbao et Bessuri pour protester contre la mort des deux membres présumés du commando de l'ETA. A Bessuri, au moins deux manifestants ont été blessés, dont un grièvement, lorsque qu'un groupe a tenté de jeter des pierres contre une fourgonnette de police. Un policier en civil a alors dégainé son arme et tiré. Les séparatistes basques mettent en doute la version officielle de la mort des membres du commando, qui pour eux, ont été tués de sang-froid. Au ministère de l'intérieur à Madrid, on précise que l'opération est loin d'être terminée et que la police procède au dépeuplement des documents trouvés lors des perquisitions.

THIERRY MALINIAR

Un rapport faisant état de « mauvais traitements à détenus »

Le directeur de la prison de Luynes est suspendu

Le directeur de la maison d'arrêt de Luynes, près d'Aix-en-Provence, M. Jean-Marc Charon, n'occupe plus son bureau depuis le mercredi 29 mai. Ce jour-là, le directeur régional de l'administration pénitentiaire, M. Fermaud, est venu lui signifier une décision ministérielle. Un nouveau directeur par intérim est immédiatement venu lui succéder. M. Philippe Assolant, l'ancien directeur de la prison de Loos-la-Lille.

La mesure de suspension a été prise « à titre conservatoire », précise la Chancellerie, dans l'attente des résultats de deux enquêtes en cours, l'une administrative et l'autre judiciaire. Un nouveau directeur par intérim est immédiatement venu lui succéder. M. Philippe Assolant, l'ancien directeur de la prison de Loos-la-Lille.

Les faits qui sont reprochés à M. Jean-Marc Charon sont extrêmement graves : il s'agit de mauvais traitements infligés à des détenus de la maison d'arrêt. A la fin du mois d'avril, le juge d'application des peines de la prison adresse au parquet du tribunal d'Aix-en-Provence un rapport détaillé dénonçant de graves dysfonctionnements à l'intérieur même de la prison.

Une information judiciaire contre X pour « violences et trafic » est alors ouverte, et l'instruction est confiée au premier juge d'instruction du tribunal, M. Guénard Le Gallo. Rumeurs et dénonciations se succèdent alors : l'enquête fait d'une part, apparaître des trafics de drogue et d'alcool qui ne seraient pas le fait de M. Jean-Marc Charon, et d'autre part, des violences. Le directeur aurait directement participé à des brutalités à l'égard d'au moins trois détenus de la maison d'arrêt.

Une enquête administrative est alors confiée à l'inspection des services pénitentiaires qui se rend sur place afin d'entendre le personnel et la direction de la maison d'arrêt. Le rapport remis à la chancellerie par M. Xavier Salvat fait lui aussi état de faits extrêmement graves : mauvais traitements, brutalités, trafic. M. Jean-Marc Charon aurait reconnu devant l'inspection avoir donné des claques à certains détenus.

Traitements « dégradants » Certains vont même plus loin et reprochent à M. Charon des fouilles « intégrales » menées par lui-même ayant placé les détenus dans des positions « humiliantes ». Les textes sont clairs : lors de ces fouilles, le détenu se dévêt, ses habits sont fouillés, et le seul contact autorisé est un passage de la main dans les cheveux afin de vérifier que rien n'y a été dissimulé. L'enquête s'est poursuivie vendredi avec l'audition de M. Jean-Marc Charon par les policiers de Marseille. Entendu dans le cadre

d'une commission rogatoire délivrée par M. Le Gallo, le directeur de la maison d'arrêt de Luynes a été relâché dans la soirée. Les policiers ont également entendu plusieurs membres du personnel de la prison de Luynes, de l'encadrement comme de la base.

Si ces faits se confirment, il ne s'agit plus là de la responsabilité « indirecte » d'un directeur concernant le fonctionnement de la prison, mais de faits pénalmente répréhensibles directement accomplis par le responsable d'une maison d'arrêt. Pour le moment, la chancellerie reste très prudente : la justice est saisie et l'instruction menée par M. Le Gallo n'est pas terminée.

Certains témoignages sont parfois jugés fragiles : depuis son inauguration, en juin 1990, la maison d'arrêt de Luynes, l'une des vingt-cinq prisons du programme de 13 000 places lancé par M. Alain Chalon et repris par M. Pierre Arpailange, fonctionnait mal. Cette prison qui compte 600 places, le plus souvent en cellules « simples », a déjà franchi le cap des 750 détenus.

La cohabitation public-privé est souvent difficile, notamment dans le domaine de l'environnement : les opérations de nettoyage, confiées à une entreprise privée, laissent à désirer et le personnel raconte que des ordures traînent souvent dans les cours de promenade de la prison. Une ambiance sans doute propice aux rumeurs et aux règlements de comptes.

ANNE CHEMIN et AGATHE LOGEART

Grève à l'Opéra de Paris. – A la suite d'un préavis de grève de plusieurs syndicats qui protestent contre des licenciements, les représentations du samedi 1^{er} juin du Songe d'une nuit d'été, prévues au Palais Garnier, sont annulées. Les billets pour la représentation du samedi à 14 h 30 seront valables pour le jeudi 13 juin à 19 h 30 et ceux de la représentation du samedi à 20 heures le vendredi 14 à 19 h 30.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Pays de l'Est : un entréisme avec M. Jean-François Deniau / Désarmement..... 2

ÉTRANGER

Washington et l'aide à l'URSS

Le président Bush se résoudrait à inviter M. Gorbatchev au sommet de Londres..... 4

La « contrainte »

D'un trafiquant de drogue

Le chef du « cartel » de Medellín négocie sa reddition..... 6

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le projet de loi sur la ville est adopté grâce à l'abstention des communistes..... 7

En visite à Grenoble

M. Mitterrand souhaite un « dialogue fructueux » pour « mobiliser le pays »..... 7

L'élection législative partielle de Belfort..... 8

Livres politiques

« Cris et lueurs dans le chaos », par André Laurens..... 8

SOCIÉTÉ

Le congrès du SM

Un entréisme avec le président du Syndicat de la magistrature..... 13

Le journal d'un amateur

« Garde », par Philippe Boucher..... 13

SPORTS

Les Internationaux de Roland-Garros

Le relève des jeunes Français et la sortie de Connors..... 15

COMMUNICATION

Grève possible à FR 3..... 15

ÉCONOMIE

Le train à grande vitesse allemand..... 20

SANS VISA

Les fantômes de Phnom-Penh • Coup d'œil : « Chambres d'hôtel » • Sancerre, coteau inspiré • BN : les écrits restent, les livres s'en vont • Les jeux • La table..... 25 à 32

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 19
Jeux..... 30
Loto et Tac-o-tac..... 19
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 17
Mots croisés..... 17
Philatélie..... 19
Spectacles..... 18
Télévision..... 17
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM
Le numéro du « Monde » daté 31 mai 1991 est tiré à 508 034 exemplaires.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

PIERRE MEHAIGNERIE
PRÉSIDENT DU C.D.S. - DÉPUTÉ D'ILLE-ET-VILAINE

animé par
Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Isabelle TORRE (RTL)

en direct sur

RTL

مكتبة الأمل

S A N S V I S A

Les fantômes de Phnom-Penh



PHOTO BERNARD SEVY

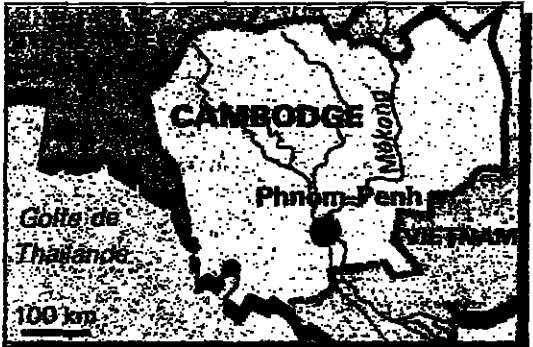
Plus d'un million de Cambodgiens sont revenus habiter Phnom-Penh, la capitale, sur les bords du Mékong. Le carburant manque, l'électricité est rare, tout est pénurie. Pourtant, dans cette ville qui semble vivre en compagnie de ses fantômes et où il était interdit, il y a seulement trois ans, de parler aux étrangers, l'Alliance française a déjà vingt-six professeurs et quatre mille élèves.

C'EST un cri insupportable, et inaudible encore le soir quand Phnom-Penh plonge dans l'obscurité et qu'une nouvelle nuit commence sans électricité. Quand la route de l'aéroport n'est plus qu'une procession de bougies et qu'une heure, parfois, éclaire un visage. Celui d'une femme, penchée sur un feu. Et elle se retourne, inquiète de savoir qui vient là, dans ce corridor noir, entre cour et trottoir, où elle a installé sa vie depuis qu'elle est rentrée.

C'est un cri imperceptible, et encore à la nuit tombée lorsque Phnom-Penh n'est plus qu'un théâtre d'ombres, d'ombres qui glissent dans un décor cassé.



La ville n'est plus qu'un théâtre d'ombres, d'ombres qui glissent dans un décor cassé.



montrent en passant la villa qu'ils habitaient avant. Le matin, quand le Cambodge - écoutons un spécialiste - n'avait encore rien de compliqué :

« Le Cambodge, ce n'est qu'un petit pays, avec un petit roi et une petite guérilla. »

Un matin calme, on a pu se promener sans mal de l'Hôtel Cambodiana, sur le quai Karl-Marx, au marché O'Russe, mais il faut se mettre en route dès 6 h 30 et encore est-on rattrapé par la chaleur à la hauteur du Phnom. Et, sur ce petit trajet, on n'a fait que de petites rencontres ordinaires. Des pous sur les trottoirs, qui picorent les trous comme s'il était besoin de les élargir. Des gendarmes de pneu ou des vendeurs d'essence à la bouteille, comme s'il en manquait dans ce pays d'opulence. Des fils électriques en feu d'artifice et le compteur à la ventricule à l'air. Un cinéma à 100 riel (15 centimes) l'entrée. On peut voir du kung-fu dès 8 heures. Ne pas oublier de se lever pendant l'hymne national. Et une procession de bonzes accompagnés d'instrument grêles. La religion est de retour. Mais c'était le carême bouddhique. Les bonzes étaient encore encadrés de plusieurs cordons de policiers.

Tout était encore normal, et, devant le Cinéma Lux, on n'a croisé qu'un seul véhicule avec une immatriculation française. Une benne à ordures, offerte par la mairie de Paris. La benne était actionnée par des éboueurs joyeux en cette belle matinée : 791 CPG 75... Les bureaux ont fermé à 11 heures pour se réveiller en milieu d'après-midi. Dans l'intervalle, on pouvait s'adresser aux changeurs chinois, qui veillent dix-huit heures sur vingt-quatre. Et à midi, les serveurs des bateaux-restaurants du Mékong ont épluché des mangues. Puis ils se sont assis en cercle autour des derniers clients.

Comme au concert, mais ce n'était que du français.

Rien de terrifiant, dans la journée, sinon cet expert suisse, surgi de l'Hôtel Cambodiana, un palais singapourien à 80 dollars la nuit, soit vingt fois le salaire mensuel d'un instituteur. Il venait de recueillir une information confidentielle : « Il n'y a plus que pour deux jours de carburant dans tout le pays. »

Mais non, rien de grave, c'est tous les jours qu'on est à deux jours de ce qui annoncerait, à Genève, l'apocalypse. Aujourd'hui, il n'y pas eu d'électricité dans les ministères : on a apporté des éventails aux visiteurs.

C'est une plainte silencieuse, et encore le soir, quand on regrette l'après-midi, pourtant étouffante, et on a beau essayer de dormir sous les ventilateurs, les générateurs ont le grondement obsédant. L'après-midi, quand les expéditions de guerre et de rizières apprennent le violon sous les frangipianiers de ce qui reste de l'Ecole des beaux-arts, vingt-deux élèves, trois instruments. Et que les vieux maîtres égrenent avec transport le nom des professeurs de français de leur jeunesse, comme si c'avait été Malraux.

de notre envoyée spéciale
Corinne Lesnes
Lire la suite p. 28

AU SOMMAIRE



La Nationale, us et coutumes de la Très Belle Bibliothèque p. 28
Au nouveau chic puritain : les chambres d'hôtel p. 26
Sancerre, coteau insipide p. 27
Pissaladière, la pizza des Nîçois p. 31
Escapes (p. 26) • Têches (p. 26) Jeux (p. 30) • Table (p. 31)

les flaque, les corps, la noce qui dîne sur le trottoir, et tout ce qui peut surgir d'une nuit sans électricité. Quand le vent, dans les restaurants sur pilotis du lac Boeung Kak, fait rouler sur le plancher des boîtes de bière qui ne demandent qu'à se noyer.

Un cri encore indistinct quand l'enfant aux moineaux est rattrapé par la nuit, ses quinze oiseaux serrés dans une cage dans l'attente d'un acheteur. Quand l'enfant en short vend des plans de Phnom-Penh à ceux qui tentent de s'y retrouver et un vieux Maurois chiffonné, bien que ce ne soit pas l'heure encore d'avoir peur du noir.

Quand l'avion de Saigon - prononcer Ho-Chi-Minh-Ville - vient de se poser et que le pilote soviétique en descend, harassé ; mais il était déjà exténué ce matin. Les pilotes des Kampuchea Airlines sont des gens capricieux, prêts à décoller sans les bagages des passagers, par crainte d'atterrir dans la nuit cambodgienne. Ou prêts à écouter les visites à Angkor, au motif qu'on mange mal à Siem Reap. Ils se ravissent généralement et un télégraphiste va porter la nouvelle : « Le pilote a changé d'avis. »

C'est une note folle, et lointaine encore, lorsqu'une ombre surgit, estropiée, le regard incendiaire. L'ombre a eu la jambe déchiquetée par une mine, elle ne s'est pas encore résignée à mendier. Long-

temps après un cessez-le-feu, s'il en survient jamais, les mines continueront à exploser. Les mines chinoises arrachent le pied, les soviétiques emportent la jambe, à moins que ce ne soit l'inverse, les mutilés, de toute façon, personne ne veut plus s'en charger.

Quand, devant le théâtre, un ex-Bourgeois Gentilhomme attend une délégation de Japonais, lampe de poche à la main, pour les conduire jusqu'à leurs fauteuils de velours rouge. C'est une représentation exceptionnelle, avec ventilateurs et projecteurs simultanés. La troupe, faite d'électricité, ne se produit que rarement. Sa dernière grande apparition publique remonte au 7 janvier, jour anniversaire de l'intervention vietnamienne de 1979. Le public a pu voir le *Sang du Kampuchea*, deuxième volet, après la *Marche du Kampuchea*, d'une fresque retraçant ce qui arrive aux Khmers, « à cause de leurs divisions, alors que le peuple veut la paix ».

C'est une note insistante, et, le soir, on commence à regretter la petite capitale provinciale des bords du Mékong qu'on a connue le matin. Car sous le soleil, Phnom-Penh, ce n'était rien. Une petite ville, un million d'habitants revenus dans leurs murs après trois ans, huit mois, vingt jours dans les rizières. Les premiers rentrés se sont servis. Les autres se sont installés dans des maisons de planches sur pilotis et ils

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES 36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65



TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES VERS LES PAYS NORDIQUES

Chambres d'hôtel

ELLE ressemble très exactement à un habit de lousage dont on doit, en même temps que l'écorce, endosser le style, l'esprit, sinon l'histoire — sauf qu'elle, on ne peut pas lui apporter la moindre retouche : la chambre d'hôtel n'est pas toujours du meilleur goût, même quand elle appartient à une catégorie dite « supérieure ». Qui fera ainsi la recension de ces fameux papiers à fleurs qui, en France du moins, presque inmanquablement la tapissent ?

Bien sûr, la beauté n'est ni son premier ni son plus important objet : la chambre d'hôtel est d'abord un lieu de passage, un abri provisoire. Sa banalité et son caractère convenu en ont d'ailleurs séduit plus d'un artiste ou écrivain, qui, sans être forcément en voyage, la préféraient à la maison ou à l'appartement gorgés de souvenirs personnels. Passager dans un hôtel, passer dans la vie : Jean Genet résidait ainsi à Paris dans un petit hôtel de la rue Saint-Denis. Demain est un autre jour. Qui peut dire où l'on se retrouvera, ce que l'on fera ? La chambre d'hôtel, et la plus banale qui soit, reflète chez lui une attitude, une éthique, une morale de vie : ce non-lieu par excellence était le symbole d'une existence entièrement et volontairement dédiée à l'instant. Toute attache, toute possession sont insupportables, une limitation à la liberté : la chambre d'hôtel, qu'on paye à la journée, donne de la vie l'idée qu'on peut, à tout instant, en changer la courbe. Voyage, voyage...

D'autres ont pu être sensibles au caractère profondément romantique de la chambre d'hôtel : quel voyageur, découvrant une chambre nouvelle, n'a pas rêvé à tous ses prédécesseurs, à toutes

les joies ainsi qu'à tous les drames dont ces quatre murs avaient pu être le théâtre ? Exactement comme dans le cas d'un habit de seconde main, entrer dans une chambre d'hôtel, c'est se couler dans une chaîne d'existences antérieures, s'inventer un passé. A l'instar des touristes littéraires recherchant encore les chambres qu'occupaient, dans les années 50, les beatniks légendaires, Ginsberg, Corso, Kerouac et Burroughs. Cela peut même devenir le but d'un voyage : retrouver, cette fois-ci pour soi, des sensations qu'on n'a pu éprouver d'autres. La chambre et ses fantômes...

CERTAINS, enfin, ont pu célébrer ces lieux stéréotypés, tous meublés de façon identique, avec les mêmes objets standardisés, la même Bible dans le tiroir de la table de nuit, et dont les fenêtres à glissière s'ouvrent sur des paysages interchangeables qu'on ne saurait localiser : il y a, c'est l'évidence, comme l'a très bien illustré Wim Wenders dans *Alice dans les villes*, une véritable « poésie des motels ». Le voyage est une fuite éperdue en soi, dans un monde parallèle au monde réel, qui jamais ne le rejoint tout à fait, bien qu'il s'agisse du même univers. Il y a ceux qui demeurent, et ceux qui ne font que passer, les « assis » de l'existence et les errants. Tous évoluent dans le même décor, mais chacun selon sa propre histoire et



sa propre temporalité : et les scénarios des uns ne s'entre-croisent que par hasard et presque inadvertance avec ceux des autres...

Depuis quelques années, on voit se développer dans presque toutes les capitales du monde des hôtels qui revendiquent consciemment cette conception quasi « amnésique » du voyage. Murs uniformément blancs ou gris pâle, sans aspérités ; meubles minimaux, en acier, aux formes

géométriques ; pas ou peu d'éléments décoratifs ni, bien sûr, de ces reproductions de tableaux telles qu'elles semblent avoir été spécialement inventées pour les hôtels : draps et couvertures monocolors, en blanc, noir ou gris ; dans ces hôtels, à mi-chemin du grand luxe bourgeois et du bon marché, l'anonymat est poussé à bout, jusqu'à la formation d'un véritable style « business », qu'on pourrait aussi

qualifier de « nouveau chic puritain ». Le caractère pratique est bien sûr ici le point le plus important — tant pour l'usager que pour l'hôtelier. Moins, c'est plus : le Bauhaus et son esprit sont passés par là. Dans ces chambres rigoureuses et rigoureusement similaires, tout semble avoir été conçu pour la fonctionnalité la plus extrême. Pas de recoins, pas d'alcôves. Tout est lisse. Inutile de se mettre à plat ventre sur le tapis pour rechercher une épigle à cheveux laissée par une inconnue ou, entre les lames du parquet, un ticket de métro de Hongkong ou d'ailleurs échappé d'une poche. Les traces des voyageurs précédents n'existent plus, ne trouvent plus aucun espace où s'inscrire : et tout semble avoir été fait pour qu'elles puissent être effacées en un instant, par une seule manipulation. Ces chambres sont éternellement vierges et sans mémoire, réellement amnésiques. Une manière dont la styliste Andrée Putman a même donné un jour la « philosophie » : « Une chambre d'hôtel est comme un gant unilatéral et réversible, qui doit pouvoir se retourner en un instant et s'adapter à toutes les mains. »

PARIS, New-York, Londres, Tokyo, Berlin : toutes ces villes vues d'une de ces chambres d'hôtel, côté cour, semblent aujourd'hui rigoureusement identiques. Bien sûr, il y a encore des tonalités d'endroit, des climats, des esprits de société qui s'im-

cent inconsciemment dans ces décors absents. Même hyperfonctionnel, un objet ne diffuse pas la même chose, qu'il ait été réalisé à Paris, à Tokyo ou à New-York. La culture résiste, par la bande, à cette standardisation ultime ; mais les fils sont aujourd'hui très ténus.

La mondialisation, non seulement des objets, mais aussi des comportements, des mentalités et des modes de vie, est, bien sûr, la raison de l'apparition de ces hôtels. Civilisation-fax : la copie se transmet en temps réel. Mais on ne peut pas manquer non plus de voir dans cette évolution la faillite de la conception, née dans les années 70, du voyage comme découverte, apprentissage, voire adoption d'une « culture » autre que la sienne. Le voyage est redevenu égoïste. Avant, on essayait, dès le périphérique passé, d'oublier la tour Eiffel que, comme chaque Français, on traîne forcément à ses basques. La nouvelle chambre d'hôtel, qui ne semble en aucune façon marquée par son environnement, se tenant dans une sorte de parenthèse du monde, en marge de celui-ci et content de s'y trouver, révèle l'ampleur de la désillusion : on ne saurait jamais sortir de soi. Le voyage est, au mieux, une greffe superficielle et très provisoire sur une autre réalité. Le « but » n'existe pas. Tout n'est que flux du même au même, simple transfert, pur déplacement. Seule la toile de fond de l'extérieur se modifie ; mais on se garde de la voir. Et si, un jour, on allait regretter les papiers à fleurs d'antan ?

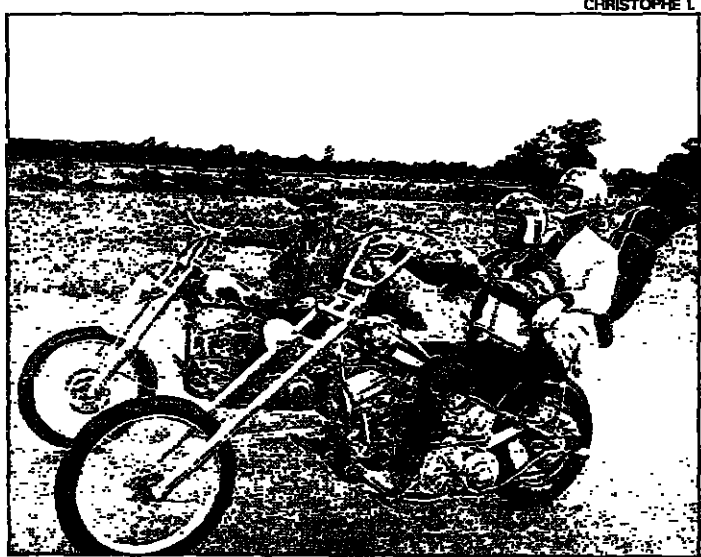
Patrice Bollon

ESCALES

L'Amérique en Harley

A défaut de danser avec les loups ou de chevaucher des mustangs, on peut enfourcher une moto et partir à la découverte de l'Amérique, voire de l'Australie. A condition, bien entendu, de posséder le permis français moto à trois volets (au Canada et aux Etats-Unis, pour des séjours inférieurs à trois mois) ou le permis international, requis en Australie et pour des séjours américains de longue durée. Quant à l'âge minimum pour les locations, il est de vingt et un ans aux Etats-Unis et de dix-huit ans au Canada et en Australie. Reste ensuite à se procurer la brochure « Motocross de Nouveau Monde (agences à Bordeaux, Marseille, Nantes, Bruxelles et, à Paris, au 8, rue Mabillon, 75006 Paris, tél. : (1) 43-29-40-40), dernière création de ce voyageur. Quatre destinations (les pays cités plus le Mexique) et diverses formules répondent à tous les goûts. Les motards farouchement indépendants opteront pour un « forfait-liberté » comprenant le vol aller-retour et la location d'une moto à Montréal (Honda), Los Angeles (Kawasaki, Honda, Yamaha, Suzuki, BMW ou Harley Davidson) ou Sydney (Kawasaki, Yamaha ou Honda). A partir de 8 000 F les 14 jours au Canada. Ceux qui apprécient la compagnie (de six à dix motos par groupe), choisiront un circuit avec guide local expérimenté. Par exemple, à travers l'Arizona et le Colorado (départ de Paris le 3 août pour 17 jours : 22 860 F, avec l'hébergement et l'assurance, la moto étant achetée et revendue sur place), le Québec et l'Ontario (quinze jours à partir de 12 110 F pour une 500 cm³ l'avion et neuf jours en demi-pension), le Mexique (8 jours, 1 400 km) ou l'Australie avec un circuit de 8 300 km en 27 jours. Quant aux partisans de la convivialité extrême, ils pourront assister au Rassemblement de Sainte-Agathe-des-Monts, au Québec (départ le 15 juin pour 14 jours, à partir de 8 240 F pour une 500 cm³), ou au Grand Prix Laguna Seca, en Californie (16 jours du 18 au 23 avril 1992, 10 630 F en pension complète). Ces prix comprennent l'hébergement et les repas. Précisons que l'on peut soit partir avec sa propre moto, soit acheter et

revendre une moto d'occasion, soit, enfin, acquérir la moto de ses rêves, une Harley Davidson, bien entendu, à choisir parmi la vingtaine de modèles en vente outre-Atlantique. Au prix de l'engin (de 4 700 à 19 400 dollars), il faut ajouter, selon la saison, de 10 380 F à 11 300 F pour l'avion, 2 nuits d'hôtel et le transport de la moto. Précisons que d'autres voyageurs (Cat Voyages, Pacific Holidays, Western Horizons et Zenith) programment également l'Amérique à moto. Renseignements dans les agences de voyages.



Dennis Hopper, Peter Fonda, Jack Nicholson, dans Easy Rider.

Tintin chez lui

Tintin à l'honneur, du 8 juin au 15 septembre, à l'occasion de l'exposition « Tout Hergé » consacrée à son créateur. Organisée à l'initiative d'une poignée de ses admirateurs, de la Fondation Hergé, du collectionneur Stéphane Steeman et des éditions Casterman, elle se tiendra au Forum des Pyramides, à Welkenraedt, dans la province de Liège. Ouverte tous les jours de 10 heures à 19 heures, avec des nocturnes jusqu'à 22 heures, les mercredis et vendredis, elle présentera, pour la première fois, sur une superficie de 6 000 mètres

carrés, toutes les facettes du talent du célèbre dessinateur au travers de multiples originaux, d'objets ayant inspiré, de grands décors en trois dimensions, de témoignages sonores, de projections, d'animations diverses (bourse d'échanges notamment) et de conférences. Une exposition-événement qui offrira une exceptionnelle vision de l'œuvre d'un des maîtres incontestés de la BD. Renseignements à l'Office belge du tourisme (21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : (1) 47-61-99-11), agence de voyages officielle des JO de 1992 et qui, à ce titre, détient en France l'exclusivité de la commercialisation (effective depuis le 2 mai) des billets de stade, présente, 450 jours avant la cérémonie d'ouverture, sa brochure *Barcelona 92*. Y sont notamment proposés des vols « aller-retour » depuis Paris (2 625 F) et des forfaits-séjours de 11, 12 ou 22 jours (n'incluant pas les places de stade) dans 11 hôtels 2, 3 ou 4 étoiles, à Barcelone (4 hôtels modestes) et, surtout, sur la Costa Brava (reliée à la capitale catalane par un service de navettes), à Playa-de-Aro, Lloret-de-Mar et Calella. Compter, selon la catégorie choisie, de 11 000 F à 23 000 F par personne, en chambre double avec petit déjeuner, pour les 11-12 jours et de 17 800 F à 39 700 F pour la totalité des JO. Quant aux billets d'accès aux sites olympiques, ils sont, selon les disciplines et la catégorie des places, vendus de 45 F à 530 F, le privilège d'assister aux cérémonies d'ouverture ou de clôture se payant de 530 à 2 700 F, selon les places. A noter que priorité sera donnée aux personnes achetant un séjour proposé par Sport Travel. Le programme détaillé des compétitions, les tarifs des billets sur les différents sites et les conditions de vente seront adressés sur simple demande.

47-42-41-18) ou, directement, auprès du secrétariat général de l'exposition, au 08/78-10-00. Les nostalgiques des grands sites temoignages de l'archéologie industrielle pourront, quant à eux, se rendre à l'ancien charbonnage du Grand-Hornu, près de Mons, dans le Hainaut, où un nouveau musée (82, rue Sainte Louise, B-7301 Hornu, tél. : 65/77-07-12, ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures) permet de découvrir à quoi ressemblaient la Belgique industrielle et la vie d'un charbonnier au dix-neuvième siècle, époque où Victor Hugo, de passage en ces lieux, écrivait : « J'ai vu pour la première fois un chemin de fer... C'est fort laid ! »

Barcelone 92

C'est le 25 juillet 1992 que sera donné, à Barcelone, le coup d'envoi des Jeux de la XXV^e Olympiade qui embraseront la capitale catalane jusqu'au 9 août. Un événement planétaire qui mobilise d'ores et déjà l'énergie des professionnels impliqués dans l'organisation de la manifestation sportive la plus prestigieuse du monde. Ainsi, Sport Travel (23, rue d'Issy, 92100 Boulogne, tél. : (1) 47-61-99-11), agence de voyages officielle des JO de 1992 et qui, à ce titre, détient en France l'exclusivité de la commercialisation (effective depuis le 2 mai) des billets de stade, présente, 450 jours avant la cérémonie d'ouverture, sa brochure *Barcelona 92*. Y sont notamment proposés des vols « aller-retour » depuis Paris (2 625 F) et des forfaits-séjours de 11, 12 ou 22 jours (n'incluant pas les places de stade) dans 11 hôtels 2, 3 ou 4 étoiles, à Barcelone (4 hôtels modestes) et, surtout, sur la Costa Brava (reliée à la capitale catalane par un service de navettes), à Playa-de-Aro, Lloret-de-Mar et Calella. Compter, selon la catégorie choisie, de 11 000 F à 23 000 F par personne, en chambre double avec petit déjeuner, pour les 11-12 jours et de 17 800 F à 39 700 F pour la totalité des JO. Quant aux billets d'accès aux sites olympiques, ils sont, selon les disciplines et la catégorie des places, vendus de 45 F à 530 F, le privilège d'assister aux cérémonies d'ouverture ou de clôture se payant de 530 à 2 700 F, selon les places. A noter que priorité sera donnée aux personnes achetant un séjour proposé par Sport Travel. Le programme détaillé des compétitions, les tarifs des billets sur les différents sites et les conditions de vente seront adressés sur simple demande.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramad

TELEX

Festival Henri IV à Montfort-L'Amaury, les 1^{er} et 2^e juin, en souvenir du passage du Vert-Galant dans cette ville, en mai 1591, quand il s'apprête à assiéger Paris. Un écrit de réquisition du blé, signé de son paraphe, est conservé à la mairie. Carroussel, cortège d'apparat, pavaues, meutes et trompes de chasse, théâtre de foire, lâcher de papillon marqueront ces deux journées. Renseignements au syndicat d'initiative, tél. : 34-86-00-40

Istanbul en musique, c'est ce que propose de découvrir, du 14 juin au 25 juillet, le voyageur Cosmopol à l'occasion d'un festival qui prend chaque année un peu plus d'ampleur. Au programme, des concerts, des opéras, des ballets, des spectacles de jazz et de pop musique, et les derviches tourneurs de Konya, les 19 et 20 juin. Une semaine au départ de Paris en hôtel 4 étoiles à partir de 4 375 F en chambre double avec petits déjeuners. Un week-end de 4 jours en hôtel luxe, à partir de 4 748 F. A ajouter les places de spectacles qu'il est possible de réserver depuis Paris.

Tourisme d'affaires et ouverture européenne, thème du Forum organisé par la Fédération nationale des comités départementaux du tourisme et le CDT de l'Essonne, le 6 juin à la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, 2 cours, M-Roméro, à Evry. Accueil à 9 h 30. Renseignements au 64-97-35-13.

New-York, capitale du monde à l'occasion du Festival international des arts qui, du 8 au 23 juin, accueillera compagnies, groupes, troupes et chanteurs venus du monde entier. Au menu : musiques d'Afrique et d'Amérique du Sud, danses des Indes, chorégraphies japonaises, théâtre classique et contemporain, concerts de jazz et comédies musicales. Deux spectacles pour 490 F (à réserver de Paris) sont proposés par le voyageur Rev'Amérique (agences de voyages) dans le cadre de ses séjours de neuf jours (à partir de 6 000 F) à New-York.

L'association internationale de l'hôtellerie (AIH) réunira son 29^e congrès à Stockholm, du 30 juin au 5 juillet prochains. Dès maintenant elle crée, avec American Express, un prix AIH pour l'environnement qui récompensera les hôtels ayant abordé d'une manière créative les économies d'énergie. Renseignements : Françoise Chamblain, AIH, 80, rue de la Roquette, 75544 Paris Cedex 11, tél. : 47-00-84-57.

Festival international d'orgues de Barbarie, les 8 et 9 juin, à Salon-de-Provence. A l'affiche, soixante-cinq « Tourneurs de manivelle » venus d'une dizaine de pays dont l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Canada et la France. En vedette, des orgues de rue, de danse ou de manège. Renseignements auprès de l'Office du tourisme, 56, cours Gimon, tél. : 90-56-27-60.

« La terre moins chère » avec Forum Voyages (dans ses agences, notamment au 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : (1) 42-61-20-20 et par Minitel 3615 code FV). Sa brochure printemps/été 1991 rassemble les vols secs pour des voyages en liberté et privilège les vols réguliers par rapport aux vols notifiés. Le monde entier est desservi et toutes les grandes compagnies sont représentées. Démarche analogue d'Unicomp (63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : (1) 43-29-12-36) avec des vols à tarifs réduits (A/R et allers simples) sur lignes régulières et vols charters pour quelque 200 destinations, au départ de Paris et de la province.

Cinq nouveaux guides aux éditions Arthaud. — Trois pour la France : la Bretagne, de Régis Hanrion (135 F) ; la Provence, de Jean-Louis Delpal (145 F) et la France buissonnière, de Marie-Hélène Baconnet et Pierre Croissiaux (110 F). Deux pour l'étranger : Malte, d'Alain Blondy (125 F) et le Brésil, de Dominique Camus et Chantal Maconnourt (160 F).

Sancerre
coteau
inspiréAUTO-
MOBILE.

Budget

Sancerre coteau inspiré



CHRISTIAN LOUR

Brusque relief de collines à un détour de Loire, Sancerre cache l'originalité de son passé comme la discrétion de son présent derrière les vitrines d'un vignoble en plein développement. Projeté au tout premier rang des cartes soucieuses d'un goût de France ou de goût tout court, son vin a ancré le nom du bourg dans les repères gourmands internationaux.

plus pressés qu'empresés qu'elle a pu commettre l'irréparable pour les retenir, et tenter de ressembler au désir des plus obtus d'entre eux. Ainsi fut rasée il y a neuf ans la halle de la Nouvelle-Place au profit de murs qui, pour être hardiment enfoncés, n'en hurlent pas moins leur mésalliance avec toute une ville. Et l'on bâtit aujourd'hui encore rue Porte-César!

Reste l'autre Sancerre, grise des plus heureux gris, dont le moirage habille aussi bien l'opulence que la décrépitude, les raccorde et les accorde, dissimulant les jointures entre le siècle de Balzac (et en deçà) et le nôtre. Une ville pas assez délaissée pour passer dans l'autre monde (celui des musées), et dont les négligences sans artifices sont autant de signes singuliers. L'endroit peut bien abandonner le logis des Clément (quatrième siècle), ou la maison Farnault hésiter à trancher entre splendeur et ruine, puisque l'un et l'autre paraissent ainsi se livrer à nous dans leur intimité, non comme un dédit du passé, mais au crédit du futur, celui que nous nous plairions à construire avec eux.

L'ENNUI avec les écrivains n'est pas tant que leurs édifices soient plus durables que les pierres, c'est qu'ils puissent nous tenter si irrésistiblement de leur accorder notre faveur lorsqu'ils les affrontent. Leur ascendant, ou leur simple antériorité, nous met en situation d'élèves, contraints, ou conquis d'avance, de vérifier leur traduction du réel, en leur accordant une prime à la citation, qui, lors même qu'ils se seraient montrés de si mauvaise foi que l'on s'estimerait fondé à les contredire, conduirait à les déclarer vainqueurs.

Qu'importe alors si Balzac est jamais passé par Sancerre : une halte à l'avant-scène de sa *Muse du département* (1843) s'impose, puisque, aussi bien, elle pourrait être d'un guide qui ne craindrait pas des formules aussi audacieuses que *« riche d'un illustre passé »*, ou *« veuve de sa puissance militaire »*, y décompterait trois mille cinq cents âmes, y verrait *« encore de vieilles maisons »*, et, malgré l'avantage d'une situation où de toutes parts l'on jouit d'un spectacle enchanteur, où l'air est d'une admirable pureté, lui prédirait *« un avenir infertile »* : celui d'une héroïne chargée de toutes les couleurs grises de la province, séduite et abandonnée par celles, éclatantes, de la capitale.

Grise, Sancerre ? Assurément. Vieille fille jusqu'au bout des ongles, assise sur une dot de vignobles dont elle ne saurait profiter, se sentant si bêtement gauche devant tant de visiteurs

cette année - que les cinq dernières familles exploitantes dans le bourg ont fait creuser, là-haut, sous la vieille ville.

Déjà, notre envoyé spécial en 1983, rapportait : *« Le vin forme la principale industrie et le plus considérable commerce du pays, qui possède plusieurs crus de vins généreux, pleins de bouquet et assez semblables aux produits de Bourgogne pour qu'à Paris les palais vulgaires s'y trompent. Sancerre trouve donc dans les cabarets parisiens une rapide consommation. »* Replanté aux quatre cinquièmes en cépage sauvignon après le passage du « typhon » phylloxera à la fin du siècle dernier, le vignoble acquiert alors son identité actuelle. Désormais, plus personne ne pourra situer Sancerre en bord de Saône. Déclaré

d'appellation d'origine contrôlée dès 1936 (1), le petit blanc a commencé ses classes sur les zébrures de la capitale et il ne lui faudra pas longtemps pour être convié aux meilleures tables.

Lente après guerre, son ascension s'accéléra dans le dernier quart du siècle. Sitôt produit sitôt vendu aujourd'hui, et si vite bu (trop) que nombre de viticulteurs sont en rupture de stock plusieurs mois l'an. De 1970 à 1990, les 825 hectares cultivés dans les quatorze communes d'appellation sont devenus 1958, les volumes produits ont été multipliés par trois et les prix par sept. Et le cours officiel actuel de l'hectolitre est à son tour multiplié par sept (service compris) pour porter à 18 francs le verre bu debout à Paris.

Si l'on excepte les terribles années en 1 (1971, 1981 et peut-être 1991 - Gérard Cherrier, le président de l'Union viticole sancerroise, estime que 80 % du vignoble ont été touchés par les intempéries cette année), la production des vins de Sancerre a connu une progression constante, avec, de 1982 à 1990, neuf « glorieuses », où les rendements moyens déclarés pouront dépasser 80 hectolitres à l'hectare. A ce débit, plus rien ne résiste à la vigne, qui s'est mise à dévorer un peu plus que les collines du Sancerrois.

Ce n'est pas seulement le paysage (celui que l'on monte goûter des yeux sur le « piton » avant d'y aller du palais) qui s'est trouvé remodelé, mais le monde du tra-

vail, la vie de famille, les espoirs et les esprits. Dans un terroir sans chômage, où la pauvreté même risque de paraître inconvenante, la modeste Sancerre, lorsqu'elle souhaite rehausser ses finances pour simplement tenir son rang, doit désormais envisager d'arracher quelques arpents de bois pour créer des vignes communales. « République » huguenote (et rasée) lorsqu'il fallait être catholique en 1573, royaliste (et vaincu) en 1796 sous le Directoire, elle saura cette fois être comme tout le monde : viticultrice.

En deux générations la vigne s'est imposée. Les frères Vacheron, qui ne veulent pas oublier que les premières terres familiales furent données à leur père par un propriétaire simplement soucieux d'échapper à l'impôt foncier, rappellent qu'en 1960, lors du partage de la forêt des Garennes, l'hectare était vendu 10 000 francs, et estimait qu'un bon hectare aujourd'hui peut être négocié 400 000 francs. C'est dire si l'on surveille les 500 derniers hectares « plantables » (mais de quelle qualité ?) du Sancerrois, comme tout ce qui se trouve à portée. A l'est, de l'autre côté de la Loire (« l'eau nous sépare, mais le vin nous unit »), l'on guigne l'éternel vignoble rival de Pouilly, qui se défend fort bien. A l'ouest, l'on gagne le plus discret Menetou-Salon, dont un quart seulement de l'espace exploitable est planté. Sancerre, qui lui avait justement refusé son appellation, tentera de le « sancerroiser » par l'argent.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 28

(1) En 1959 pour les rouges et rosés.



En vente depuis 2000 ans

Il est des modes qui ne changent pas parce qu'elles ont su conserver ce qui est vrai, comme le sel d'Ibiza; elles sont un symbole de style adapté à l'environnement, un symbole de culture populaire remplie d'originalité. Au cours d'une promenade dans le petit marché, vous ne manquerez pas de découvrir des indices qui vous feront voir Ibiza sous un autre jour, des traces de l'échange de civilisations qui depuis 2000 ans viennent à Ibiza à la recherche du sel, piment de la vie. Comprendre l'île d'Ibiza c'est se fondre en elle, se mêler à ses habitants et à ses coutumes, goûter sa gastronomie et découvrir la culture de la Méditerranée qui est conservée intacte pour le plaisir de tous. Ibiza, c'est encore l'île sur les plages de laquelle on respire une ambiance où tout invite au divertissement. Face aux modes qui évoluent sans cesse, il est encore possible de remonter aux sources.

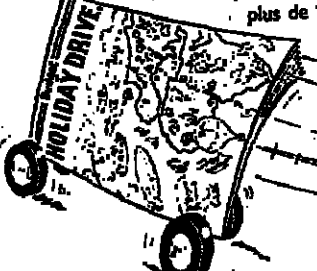


Pour plus de renseignements contactez votre agence de voyages ou l'Office de Tourisme d'Ibiza à Paris.

Ibiza

AUTO-MOBILE.

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif "tout compris". Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude. Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toll Free 0504 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.



Budget

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 28 AU 31 MAI

PARIS

En guise de consolation

INDICE CAC 40
+3,15%

Au lendemain de la défaite en Coupe d'Europe de l'Olympique de Marseille face à l'Étoile rouge de Belgrade, les supporters malheureux de l'OM - ou du moins ceux attentifs à l'évolution de leur portefeuille - auront peut-être trouvé une maigre consolation dans la Bourse. Après deux semaines de baisse, le marché est reparti de l'avant sans pour autant retrouver son entrain. Certes, le score de la semaine est encourageant avec un gain de 3,15 %, mais le déroulement des séances à Paris a été aussi décevant que la rencontre de football à Bari. Les investisseurs sont restés sur la défensive pour consolider leurs positions avant d'esquisser une contre-attaque vendredi. A l'exception de lundi (-0,18 %), les quatre autres journées ont été gagnantes, avec une progression maximum de 1,34 % le dernier jour du mois.

Vendredi 31 mai, l'indice CAC 40 dépassait des les premières heures de l'après-midi son plus haut niveau de l'année (1 851,89 le 3 avril dernier) pour terminer à 1 861,78. La progression enregistrée par le baromètre de la place française depuis les premiers jours de janvier atteint à présent 22,8 %. Toutefois, malgré cette amélioration, l'indice CAC 40 reste loin de son record historique (2 129,32, le

20 avril 1990) et même encore en deçà du niveau enregistré à la veille de la crise du Golfe, le 1^{er} août dernier (1 980,07). L'influence de Wall Street, où les investisseurs croient de plus en plus à une sortie imminente de la récession, a stimulé leurs homologues du Palais National. Reste à savoir quelle sera l'ampleur de la croissance retrouvée. A l'ours, symbole de la baisse, semble se substituer actuellement le taureau, l'animal fétiche de la hausse. Aux États-Unis peut-être, mais en France rien n'est moins sûr.

«Luisante plutôt que terne»

Les indicateurs économiques, pour l'heure, ne sont pas des plus encourageants. «A moins d'une reprise plus forte qu'attendu, nous aurons du mal à dépasser sur l'année une croissance de 1,5 %». Les propos du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, ont été relayés avec le relatif optimisme qu'il affichait jusqu'alors. Deux mauvaises nouvelles venaient compléter le tableau : l'aggravation du chômage en avril (+1,3 %) et la tentative du gouvernement de réduire le déficit budgétaire en contractant notamment de 17 milliards de francs les dépenses de cette année.

Une semaine après, les propos du premier ministre, Mme Edith Cresson, sur la Bourse - «dont

elle n'avait rien à craindre» - ont continué de résonner amèrement aux oreilles des investisseurs. L'une des réactions virulentes fut alors celle de M^{me} Nathalie de Kergorlay, déléguée générale du Comité des entreprises du second marché. «Au nom des 300 entreprises cotées au second marché, qui représentent le vivier de la croissance de l'économie française, je regrette infiniment que vous ayez décidé de délaisser la circonscription. Permettez-moi de vous rappeler que la Bourse est le moyen irremplaçable de financer un développement accéléré tout en préservant l'indépendance financière et le pouvoir de décision. A mardi, sur les antennes d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy mettait un terme aux polémiques en affirmant : «La Bourse est irremplaçable... Je préfère que la Bourse soit luisante plutôt que terne».

Si elles ont un temps déconcerté par leur maladresse, les déclarations de M^{me} Cresson n'ont tout de même pas empêché les affaires d'aller leur train. Deux Bretons, MM. François Pinault et Vincent Bolloré, en sont les exemples : le premier en prenant le contrôle de Conforama et le second en mettant la main sur Delmas Vieilleux. L'industriel du bois, M. François Pinault, a acheté au numéro un du luxe, M. Bernard Arnault, président de LVMH, la chaîne de distribution de meubles Conforama pour 4,4 milliards de francs. Le montage retenu pour

cette prise de contrôle est complexe. Il passe par une offre publique d'achat ou d'échange alternative. Les actionnaires de Conforama ont le choix soit d'apporter leurs titres au prix de 1 120 francs par action (pour un dernier cours de 884 francs), soit d'échanger leurs actions contre des titres du Bon Marché (maison-mère de Conforama) acquis auparavant par une filiale de Pinault. Les parités d'échange sont de 10 actions Conforama pour 11 Bon Marché.

Parallèlement, LVMH a été très entouré sur des rumeurs concernant un rattachement effectué par M. Bernard Arnault afin de conforter sa majorité dans son groupe de luxe grâce aux gains tirés de la vente de Conforama.

Vendredi, la Compagnie financière Delmas Vieilleux, principal armement naval privé français, est tombée dans l'escarcelle du groupe Bolloré et de ses alliés avec la cession d'un bloc de 17 %. La part de Bolloré passe ainsi à 31 % et celle de la famille Vieilleux favorable à ce groupe à 26 %, tandis qu'AXA conserve sa minorité de blocage de 34 %. Toutefois, chez Bolloré, on s'empresse de préciser qu'il ne s'agit pas d'une prise de contrôle, ce qui obligerait la firme à lancer une OPA sur le reste du capital, à un prix très onéreux. L'action, au cours actuel de 4 000 francs, est - dit-on - surcotée.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Record historique

NEW YORK
+3,9%

Wall Street a enregistré une de ses meilleures performances hebdomadaires (+3,9 %) dans un marché très actif encouragé par la certitude d'une reprise immédiate de l'économie. L'indice Dow Jones est repassé au-dessus de la barre des 3 000 points dès jeudi 30 mai pour inscrire le lendemain un nouveau record historique à 3 027,50 points, battant celui du 17 avril dernier (3 004,46).

Dès la réouverture du marché mardi après le congé du Memorial Day, les achats informatisés ont lancé la traditionnelle reprise d'été. En effet, jusqu'à présent, une seule fois en cinquante ans, le Dow Jones n'est pas reparti à la hausse en été, selon les statistiques tenues par la firme Smith Barney, qui ne donne pas de précision sur la date de cet événement.

Bien que les prises de bénéfices aient sporadiquement pesé sur le marché, la demande a été alimentée par de nombreux indicateurs annonçant la fin de la récession aux États-Unis. Le signal a été donné par la fermeture du secteur industriel, en particulier les départements de l'automobile, des papiers et de la construction.

La progression de 3,4 % des ventes de logements en avril et celle de 1,2 % des ventes de logements neufs ont apporté une bouffée d'optimisme, renforcée par

l'augmentation de 1,8 % des commandes industrielles et par la hausse de 0,6 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques (censé anticiper la conjoncture). Autre élément positif, le nombre d'Américains ayant demandé à bénéficier d'une allocation de chômage a encore diminué de 9 000 personnes pendant la semaine qui s'est terminée le 18 mai.

En revanche, le marché n'a guère réagi à l'augmentation de 0,1 % des revenus personnels des Américains, car elle s'est accompagnée d'une diminution identique de leurs dépenses.

Indice Dow Jones du 31 mai : 3 027,50 (c. 2 913,91).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Alcoa	67 3/4	71 1/8
ATT	36	37 1/8
Boston	46 3/8	49
Chase Man. Bank	18 1/4	19 1/8
De Post de Nemours	43 1/8	47 1/4
Eastman Kodak	41	42 3/8
Exxon	58 5/8	58 3/8
Ford	33 3/8	36 1/4
General Electric	73	77 1/4
General Motors	39 1/2	43 1/8
Goodyear	24 3/4	26 3/8
ITT	105	106 1/4
ITT	58 1/2	60 7/8
Mobil Oil	64 7/8	65 3/8
Pfizer	58 3/8	58 5/8
Schlumberger	60 3/4	62 7/8
Texas	64	64 5/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	147 3/4	152 1/4
Union Carbide	19	20
USX	25 3/8	24 7/8
Westinghouse	27 3/8	29 1/2
Xerox Corp.	57 3/8	58 3/8

TOKYO

Progression mesurée

TOKYO
+1,02%

La place japonaise a amorcé un mouvement de reprise en milieu de semaine, qui lui a permis d'effacer ses pertes et d'enregistrer finalement un léger gain (+1,02 %) au terme des cinq séances. La semaine avait pourtant mal démarré avec un recul des valeurs lundi et mardi de 0,4 % et 0,14 %.

Dès mercredi, l'indice Nikkei repartait de l'avant et la progression s'est chaque jour consolidée (+0,4 % mercredi, +0,6 % jeudi et vendredi). Le mouvement des deux derniers jours s'est effectué dans le sillage de Wall Street, encouragé aussi par la baisse des taux d'intérêt à court terme. Cependant, la reprise n'a pas été aussi forte qu'espérée en l'absence de facteurs de

soutien plus prononcés. Vendredi, le volume des transactions a augmenté, atteignant les 450 millions de titres, contre 360 millions jeudi. Parmi les titres en hausse figuraient ce jour-là les secteurs des métaux, de la construction navale et des compagnies d'électricité.

Indices du 31 mai : Nikkei, 25 789,62 (contre 25 529,14), Topix, 1 964,77 (contre 1 944,67).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
Akai	1 140	1 160
Bridgestone	1 070	1 060
Canon	1 490	1 510
Fuji Bank	2 790	2 808
Honda Motors	1 310	1 350
Mitsubishi Electric	1 650	1 680
Mitsubishi Heavy	750	748
Sony Corp.	6 080	6 300
Toyota Motors	1 800	1 800

LONDRES

Sans enthousiasme

+1,15%

La Bourse de Londres a progressé modérément (+1,15 %) au cours d'une semaine morne en l'absence de statistiques économiques et écourtée par un jour férié en raison du Bank Holiday célébré lundi. La progression des valeurs a cependant été ralentie par la parution d'une étude estimant que la reprise de l'économie en Grande-Bretagne ne se fera pas avant 1992. Cette publication est contraire aux prévisions du gouvernement, qui anticipent un début de redressement au second semestre.

Après avoir franchi un instant vendredi la barre psychologique des 2 500 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs, sous le poids de prises de bénéfices, est revenu juste en dessous de ce niveau (2 499,5).

Plusieurs augmentations de capital, pour un montant total de 280 millions de livres (2,8 milliards de francs), lancées notamment par le groupe hôtelier Queens Moat Houses (184 millions de livres) et par Burmah Castrol (56 millions) ont alourdi la tendance.

Indices du 31 mai : 100 valeurs, 2 499,5 (c. 2 471,1); 30 valeurs, 1 957,2 (c. 1 932,5); Fonds d'Etat, 84,18 (c. 84,24) et mines d'or, 177,0 (c. 165,9).

	Cours 24-5-91	Cours 31-5-91
Or fin (500 onces)	60 000	67 700
Or fin (100 onces)	60 000	67 400
Pétrole brut (20 b.)	379	380
Pétrole raffinage (10 b.)	407	420
Pétrole raffinage (20 b.)	381	388
Pétrole raffinage (30 b.)	379	380
Pétrole raffinage (40 b.)	379	380
Soufre	488	475
Soufre (Elmhurst II)	488	481
Soufre (Elmhurst I)	488	481
Soufre (Elmhurst III)	488	481
Pétrole (20 b.)	379	380
Pétrole (30 b.)	379	380
Pétrole (40 b.)	379	380
Pétrole (50 b.)	379	380
Pétrole (60 b.)	379	380
Pétrole (70 b.)	379	380
Pétrole (80 b.)	379	380
Pétrole (90 b.)	379	380
Pétrole (100 b.)	379	380
Pétrole (110 b.)	379	380
Pétrole (120 b.)	379	380
Pétrole (130 b.)	379	380
Pétrole (140 b.)	379	380
Pétrole (150 b.)	379	380
Pétrole (160 b.)	379	380
Pétrole (170 b.)	379	380
Pétrole (180 b.)	379	380
Pétrole (190 b.)	379	380
Pétrole (200 b.)	379	380
Pétrole (210 b.)	379	380
Pétrole (220 b.)	379	380
Pétrole (230 b.)	379	380
Pétrole (240 b.)	379	380
Pétrole (250 b.)	379	380
Pétrole (260 b.)	379	380
Pétrole (270 b.)	379	380
Pétrole (280 b.)	379	380
Pétrole (290 b.)	379	380
Pétrole (300 b.)	379	380
Pétrole (310 b.)	379	380
Pétrole (320 b.)	379	380
Pétrole (330 b.)	379	380
Pétrole (340 b.)	379	380
Pétrole (350 b.)	379	380
Pétrole (360 b.)	379	380
Pétrole (370 b.)	379	380
Pétrole (380 b.)	379	380
Pétrole (390 b.)	379	380
Pétrole (400 b.)	379	380
Pétrole (410 b.)	379	380
Pétrole (420 b.)	379	380
Pétrole (430 b.)	379	380
Pétrole (440 b.)	379	380
Pétrole (450 b.)	379	380
Pétrole (460 b.)	379	380
Pétrole (470 b.)	379	380
Pétrole (480 b.)	379	380
Pétrole (490 b.)	379	380
Pétrole (500 b.)	379	380
Pétrole (510 b.)	379	380
Pétrole (520 b.)	379	380
Pétrole (530 b.)	379	380
Pétrole (540 b.)	379	380
Pétrole (550 b.)	379	380
Pétrole (560 b.)	379	380
Pétrole (570 b.)	379	380
Pétrole (580 b.)	379	380
Pétrole (590 b.)	379	380
Pétrole (600 b.)	379	380
Pétrole (610 b.)	379	380
Pétrole (620 b.)	379	380
Pétrole (630 b.)	379	380
Pétrole (640 b.)	379	380
Pétrole (650 b.)	379	380
Pétrole (660 b.)	379	380
Pétrole (670 b.)	379	380
Pétrole (680 b.)	379	380
Pétrole (690 b.)	379	380
Pétrole (700 b.)	379	380
Pétrole (710 b.)	379	380
Pétrole (720 b.)	379	380
Pétrole (730 b.)	379	380
Pétrole (740 b.)	379	380
Pétrole (750 b.)	379	380
Pétrole (760 b.)	379	380
Pétrole (770 b.)	379	380
Pétrole (780 b.)	379	380
Pétrole (790 b.)	379	380
Pétrole (800 b.)	379	380
Pétrole (810 b.)	379	380
Pétrole (820 b.)	379	380
Pétrole (830 b.)	379	380
Pétrole (840 b.)	379	380
Pétrole (850 b.)	379	380
Pétrole (860 b.)	379	380
Pétrole (870 b.)	379	380
Pétrole (880 b.)	379	380
Pétrole (890 b.)	379	380
Pétrole (900 b.)	379	380
Pétrole (910 b.)	379	380
Pétrole (920 b.)	379	380
Pétrole (930 b.)	379	380
Pétrole (940 b.)	379	380
Pétrole (950 b.)	379	380
Pétrole (960 b.)	379	380
Pétrole (970 b.)	379	380
Pétrole (980 b.)	379	380
Pétrole (990 b.)	379	380
Pétrole (1000 b.)	379	380

FRANCFORT

Au plus haut de l'année : +1,93 %

Le marché de Francfort a aussi bien terminé le mois de mai qu'il l'avait commencé, en clôturant au plus haut de l'année. En effet, ce record à la hausse a été enregistré sept fois dans le courant du mois, l'avant-dernier remontant au vendredi 24 mai. La clientèle allemande et étrangère, particulièrement américaine, a vivement recherché les valeurs allemandes. L'indice instantané DAX a progressé de 1,93 % d'une semaine à l'autre. Mais à son nouveau plus haut (1 704,11), il reste encore nettement en deçà (-29,5 %) de son record historique (2 414 points) inscrit le 3 avril 1990.

Sur les huit places boursières de l'Allemagne, le volume des transactions s'est élevé à 44,30 milliards de DM (150 milliards de francs) contre 40,96 milliards vendredi dernier.

Parmi les valeurs bien orientées figuraient l'assureur Allianz, qui s'attend à 50 milliards de deutschemarks de prime en 1991, et le constructeur automobile Volkswagen, qui a conforté sa place de numéro 1 allemand et européen en accroissant sa part à 28,3 % pour les quatre premiers mois de l'année.

Indices du 31 mai : DAX 1 704,11 (c. 1 671,87); Commerzbank 2 035,20 pts (c. 1 983,70).

	Cours 24 mai	Cours 31 mai
ABG	191	186,50
BASF	256,10	259
Bayer	287	292,80
Commerzbank	276,10	276,50
Deutschebank	666,90	678,50
Hochtief	287,80	275,30
Karstadt	644	644,50
Mannesmann	287,80	279
Siemens	628	646
Volkswagen	387	392,50

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	31-5-91	Diff.
AGF	520	-19
AXA (ex-Cie Midi)	1 074	+20
Bail Equipement	136	+7,40
Banque (C*)	568	+18
Cetelem	710	+23
CCF	150	+2
CFP	272	+71
Chargers	370	+17
Chargers	763	+29
Chargers	385	+91,90
Eurifrance	730	+17
GRN	997	+13
Hénin (La)	587	+17
Locofrance	485,10	-58,90
Locofrance	805	+6
Midland Bank	90	inch.
OPF	1 741	-75,90
Paribas	474	+4,50
Schneider	734	+6
Société générale	339	+10,70
Sovac	675	+15
Suez (C* fin.)	350,20	+9,40
UAP	586	+28
UCB (I)	145	-5,90

(1) Coupon de 5 F.

Alimentation

	31-5-91	Diff.
Beghin-Sey	642	+15
Burgman	2 500	-190
BSN	906	+19
Carrefour	1 982	+65
Cosco (C* fin.)	1 360,90	+1,90
Euronor	4230	+31
Evreux-Gasc.	1 195	+25
LYMH	4266	+276
Lyndal (C*)	798	+34
Lyndal	251	+1
Perny-Ricard	1 185	+35
Promodis	2 162	+77
Saint-Louis	1 483	+23
Saint-Pierre	1 476	+8
Nicla	35 500	+1070

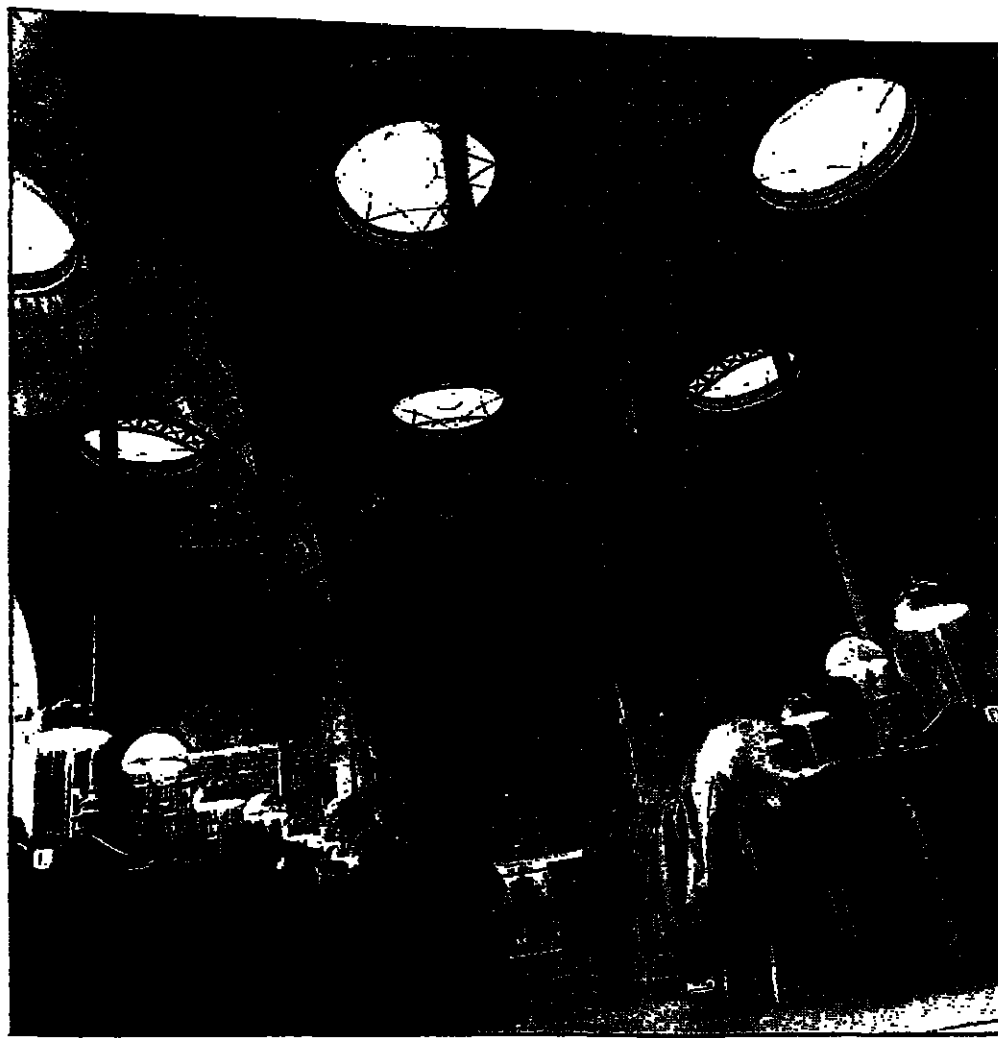
Valeurs diverses

	31-5-91	Diff.
Accor	773	+9
Air liquide	699	+14
Arjomani	1 150	-50
Bic	761	-46
Bic	338	+11
CGIP	694	+19
Club Méditerranée	446	+1,50
Esol	363,50	+14
EuroDisney	1 233,30	-1,60
Europe 1	1 120	+184
Eurotunnel	48,70	+0,60
Groupe Cif	605	-38
Hachette	199,50	+3
Havas	492,70	+6,70
Marine Wachs	321	+6
Navigation mixte	1 305	+4
Nord-Est	1 310	+1,40
L'Oréal	584	+4
Samp-Gubani	1 444,10	-4,90
Samol	870	+40
Sauvages Châtillon	261	+0,90
Sky Rostignol	675	-10

Métallurgie, construction mécanique

|--|

restent en vout



Ils usinent, courbés, scolaires, dans un silence de froissement de papier sous des parois chargées d'ouvrages. Une humanité en proie à un songe impossible : tout lire.

sont d'abord des livres, avec parfois des notions fausses sur l'Algérie. C'est intéressant, surtout pour le cheminement des maths à travers les âges.

Propos de privilège. D'initié. Cette exposition, pour ne citer qu'elle, vaudrait fortune en salle des ventes. La BN la banalise, par nécessité de mission, parce que, à côté de sa charge de conservation des ouvrages, hier

du roi, aujourd'hui de la République, elle se doit de communiquer, même si ce n'est, jusqu'en 1995, qu'à quelques milliers d'émittants par journée. Les jeunes conservateurs de ces départements vous parlent de l'usage du temps sur le velin, d'une reliure, d'une dorure. Plus sûrement du contenu des ouvrages qu'ils couvent. Ordonner le savoir. Classer. Retrouver. Mais ils vivent

du côté d'Ali Baba, et bientôt, le gros des ouvrages une fois démanté ailleurs dans Paris, le pays découvrirait la richesse picturale, plastique, l'autre sens du livre, et de ses annexes. Le plaisir des yeux.

Ce que les rois ont amassé - depuis Charles V le bibliophile et sa bibliothèque de la tour du Louvre, 60 ouvrages ont été retrouvés ou rachetés sur les 800

que ce souverain-lecteur avait collectionnés. Le produit des guerres de religion et des conquêtes. Ce que Stendhal a fait dérober en Allemagne. Ce que Napoléon et d'autres chefs de France ont fait chercher, au cours des siècles, dans toutes les langues, et surtout du côté de l'Italie. Ce que la Révolution a pris dans les couvents, et déchargé, dans cette cour, par charrettes, jusqu'à cette bible carolingienne « dorée », tombée d'un placard à balais.

« Des chefs-d'œuvre incroyables ! » explique Emmanuel Le Roy Ladurie. « Des chefs-d'œuvre dont le monde ignore souvent l'existence », répètent les conservateurs, qui vous ouvrent les boîtes contenant les ouvrages fragiles, fatigués par la lumière ou l'hygrométrie. Partout, sur chaque rayon, des perles rares, dont la BN, sage fille, n'a jamais tiré qu'une fierté toute bibliophilique. A mesure que le saut dans la modernité se rapproche, lorsque les livres d'usage passeront rive gauche, s'exprime le bonheur d'avoir veillé sur tant de raretés. Au département des estampes, à celui des manuscrits, sur l'original autographe des érotiques de Verlaine. Sur la folie de mosaïque des écrits de Proust. Aux cartes, sur ces tatouements reproduits des routes des mers.

Aux cartes, justement : conservateurs et lecteurs y savent, mieux qu'ailleurs, ce qu'il faut relativiser de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, qu'on s'approprie à célébrer à grands cris. Sur les mappemondes, sur les parchemins, les rencontres avec l'Orient ou l'Afrique apparaissent primor-

diales et l'Amérique, une conséquence logique, une fois admise l'idée que la Terre était ronde. Un continent, à observer cette mappemonde jalousement protégée de la lumière, devait forcément, devine-t-on, occuper cette surface maritime trop vaste... Aux cartes, donc, pour ne pas parler des autres départements, le travail quotidien, l'étude par les géographes en consultation vaudraient, combien, dix, vingt expositions de valeur universelle !

Et le département des médailles ! Les bibliothèques privées léguées à Richelieu, parce que les familles savaient qu'ici on en prendrait soin. Celle de James de Rothschild, restituée dans ses meubles même, et qui contient tant de plaquettes autographes ! Un Japonais a donné les manuscrits originaux de l'écrivain Mishima, dont la BN a confié la reliure à un jeune artiste, Jean de Gonnet. Des dizaines de milliers de livres, qui valent d'abord par leur aspect, comme les premières éditions de René Char, les « vélin sous grilles » qui voisinent - paradoxe en ces lieux où tout est de fer, de verre, par crainte du feu - avec des rayonnages de bois, parce que, comme le dit un autre conservateur enthousiaste, « le bois boit mieux l'humidité, alors qu'ailleurs, hélas, ce sont les livres qui la boivent ».

Arrêtons là. Comme au Louvre, il faudrait revenir plusieurs jours de suite. Ecouter des heures ces gardiens d'un temple sauvegardé, qui, jusqu'à ces dernières décennies, trouvaient normal de confier dans la salle des

imprimés, ce qui, demain, devra se retrouver dans des vitrines. L'« enfer », armoires contenant les ouvrages érotiques, a été ouvert après une exposition sur Apollinaire. Le poète était à l'index, et c'en était devenu ridicule. Mais l'enfer, fort de 1700 ouvrages, est lui-même désormais œuvre d'art, et l'on a acquis récemment l'édition la moins expurgée de la Justine de Sade. L'enfer, demain, fera le tour du monde.

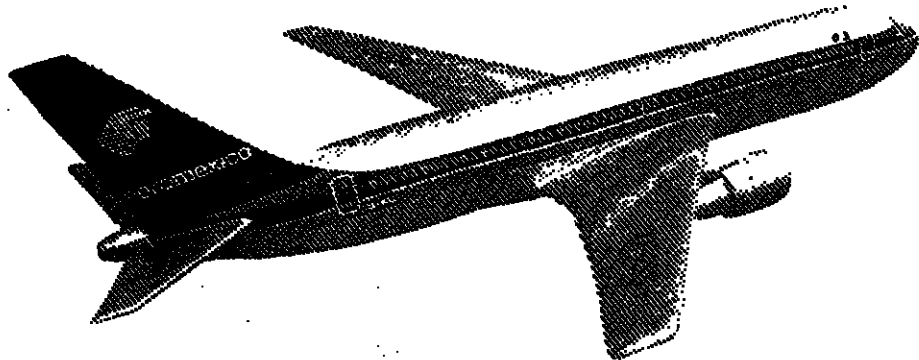
Non, nous ne lirons pas tous les livres. Dans quelques années, les chercheurs iront ressentir ailleurs, sur l'autre rive de la Seine, leur impuissance devant la culture totale. D'autres rats de bibliothèque, devant leurs ordinateurs, exploreront le savoir du temps. Sans doute, comme actuellement, plutôt les cotes R et L, l'histoire de France et la philo, sujets les plus demandés. Ils aimeront, comme aujourd'hui, privilégier la mémoire des trente dernières années, et le Moyen Âge. Ils auront des regrets pour leur chère vieille salle aux piliers de fer. Mais, ils légueront l'endroit, la salle, et tous les rayonnages, sauvegardés de l'oubli, à l'un des plus beaux musées du monde, qui n'attendait que son heure.

Philippe Boggio

► A lire pour se familiariser avec la Bibliothèque nationale, avant que celle-ci ne change d'époque : *la Bibliothèque nationale. Mémoire de l'avenir*, de Bruno Blasselle et Jacqueline Melet-Sanson, Gallimard, coll. « Découvertes ».

Grande première mondiale :

PARIS-MEXICO SANS ESCALE !



A partir du 1^{er} juin prochain, Aeromexico propose 2 vols sans escale de Paris à Mexico et retour. Les 6 vols hebdomadaires de la Compagnie proposent aussi toutes les possibilités de desserte en vols « sans escale » et en vol directs, au départ de Paris : Madrid, Miami, Cancun et Mexico. Au retour, le vol sans escale Cancun-Paris ne manquera pas de séduire tous ceux qui veulent achever leurs vacances au Yucatan.

PARIS-MEXICO
Départ de Paris : Jeudi et samedi à 19 h
Arrivée à Mexico les mêmes jours à 23 h locale
MEXICO-PARIS
Départ de Mexico le dimanche à 18 h 30 locale
Arrivée à Paris le lundi à 13 h 50
CANCUN-PARIS
Départ de Cancun samedi à 15 h locale
Arrivée à Paris le dimanche à 8 h 40
* Aéroport de Paris Orly Sud

aeromexico
12, rue Auber, 75009 Paris - Réservation : Tél. (1) 47.42.40.50
Information : n° vert (1611) 05.42.30.91 ou consultez votre agent de voyage

École de langue agréée
séjours linguistiques
English in England
adolescents et adultes
prospective sur demande
cours spéciaux pour dirigeants et cadres d'entreprise
House of English
14, rue J.-J. Rousseau
30390 Aramon
Tél. (66) 570966

Irlande
de Green en Green
de Cottages en Châteaux
au Rythme de l'Homme Tranquille
• Séjours ou Circuits Golf
• Bateaux sur le Shannon
• Locations de Roulettes
• Chasse et Pêche
• Tourisme en Liberté
l'Irlande a tout à vous offrir
Choisissez le spécialiste des voyages Galtiques
Voyages Gallia
12, rue Auber, 75009 Paris
Tél. (1) 42.66.48.71 / (1) 42.66.07.24

Des prix à vous faire partir !
Prix à partir de **1990^F**
+ taxes
MONTRÉAL
Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

PUY-DE-DÔME
La vie grandeur nature
UNE identité volcanique, c'est bien ce qui caractérise cette partie de l'Auvergne dont les sommets servent de tremplin à des milliers d'hommes volants. Au sol, un maillage incroyablement dense de sentiers balisés permet de randonner à pied, à V.T.T. ou à cheval pour découvrir un patrimoine architectural riche, authentique et attachant.
Exaltation des sports extrêmes ou sérénité des grands espaces : le choix vous appartient...
Pour recevoir notre documentation, renvoyez ce coupon au Comité Départemental du Tourisme, 26, rue Saint-Esprit, 63038 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : 73-42-21-23.
NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____
VILLE : _____
Je suis plus particulièrement intéressé(e) par :
☐ Carte touristique du département ☐ Hôtels Logis ☐ Gîtes Ruraux
☐ Campings ☐ Loisirs sportifs ☐ Randonnées ☐ Festivités

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde!

Chypre c'est mon île à part, loin des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques où l'histoire, l'art et la nature se mêlent à la perfection.
A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire.
CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. 27
Tél. (1) 45 01 95 38
Réservation chez votre agent de voyage
BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE
18, rue de la Paix, 75002 PARIS
Tél. (1) 42 42 42 42
TELEX 231437
MINITEL 366 070000
Nom _____
Adresse _____

DIPLOME (1) 60 88 82 40 LE MONDE Mai 91

Quand la nouvelle arriva sur l'Olympe, les Dieux n'en crurent pas leurs yeux.

5.895F*

SEJOUR BALNEAIRE.
A l'hôtel Akti Myrina
(catégorie luxe) dans l'île de Limnos.
8 jours en demi-pension.
Vol aller-retour inclus.

3.510F*

SEJOUR D'ILE EN ILE.
Naxos/Paros dans les cyclades.
8 jours en hôtels
de catégorie tourisme.
Vol aller-retour inclus.

1.855F*

VOLS PARIS-ATHENES.
Aller / Retour.

FORUM VOYAGES

LATERRE MOINS CHERE. LE LUXE MOINS CHER.

* Vol, séjours au départ de Paris, prix par personne, à partir de.

Agences Forum Voyages : • Paris 1^{er} : 11, avenue de l'Opéra. Tél. : 42.61.20.20.
• Paris 5^e : 39, rue de la Harpe. Tél. : 46.33.97.97. • Paris 6^e : 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes). Tél. : 45.44.38.61. • Paris 8^e : 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Tél. : 42.89.07.07. • Paris 16^e : 67, avenue Raymond-Poincaré. Tél. : 47.27.89.89.
• Paris 17^e : 75, avenue des Ternes. Tél. : 45.74.39.38. • 76100 Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc. Tél. : 35.98.32.59.
Et à partir du 1^{er} juin 1991, les 11 nouvelles agences Forum Voyages (anciennement Voyage Conseil) : • Paris 5^e : 81, boulevard Saint-Michel. Tél. : 43.25.80.58. • 80000 Amiens : 40, rue des Jacobins. Tél. : 22.91.80.99. • 14000 Caen : 90, 92, rue Saint-Jean. Tél. : 31.85.10.08. • 77000 Meulan : 17, rue Saint-Etienne. Tél. : 64.39.31.07.
• 57000 Metz : 10, rue du Grand Cerf. Tél. : 87.36.30.31. • 34000 Montpellier : 41, boulevard du Jeu-de-Paume. Tél. : 67.52.73.30. • 54000 Nancy : 99, rue Saint-Dizier. Tél. : 83.36.50.12. • 44000 Nantes : 20, rue de la Contrescarpe. Tél. : 40.35.25.25. • 51072 Reims : 14, cours J.-B.-Langlet. Tél. : 26.47.54.22.
• 67000 Strasbourg : 49, rue du 22 Novembre. Tél. : 88.32.42.00. • 31000 Toulouse : 23, place Saint-Georges. Tél. : 61.21.58.18. • Renseignements et inscriptions (Carte Bleue) : Tél. : (1) 47.27.36.37. • Minitel : 3615 code FV.



GRECE

l'Elise des Dieux

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Je vous remercie de m'envoyer, contre 9,20 F en timbres, votre brochure :

☐ La Grèce ☐ La Méditerranée ☐ L'Asie ☐ Les Amériques ☐ Les vols

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

هكنا من الأول

30 Le projet de gazoduc Maghreb-Europe
- Pause dans la croissance externe de Bouygues

32 Communication
33 à 35 « Le Monde Affaires »

36 La COB transmet le dossier de Concept
37 Bourse de Paris

BILLET

L'apprentissage de M^{me} Cresson

Depuis son arrivée à Matignon, M^{me} Edith Cresson ne cesse de vendre dans ses discours les mérites de l'apprentissage et cite toujours en exemple le « dual system » allemand. A l'Assemblée nationale, le 29 mai, le premier ministre a annoncé le clou. Elle a annoncé qu'« une réponse extrêmement rapide, sur le plan législatif », sera donnée à cette soudaine passion pour une filière de formation qui, jusqu'à présent, semblait appartenir au paysage le plus traditionnel et est souvent jugée vieillotte par l'opinion. Avec M. Lionel Jospin (éducation nationale) et M^{me} Martine Aubry (travail), elle va réfléchir aux « bases d'une loi que nous devons voter très vite ».

Tant de précipitation surprend. Actuellement, les partenaires sociaux négocient pour réformer la loi de 1971 sur la formation professionnelle. Il est prévu que leur accord, qui devrait intervenir en juillet, serve de socle à une nouvelle loi qui pourrait être votée fin 1991 ou début 1992. Dans la foulée, le patronat et les syndicats ont depuis longtemps manifesté l'intention d'engager une nouvelle discussion à partir de septembre. Sur l'apprentissage, justement. Or, on sait que les uns et les autres sont particulièrement attachés à leurs prérogatives contractuelles dans un domaine où s'exerce le paritarisme.

En outre, les régions ont leur mot à dire à propos de ce dossier puisque, depuis la décentralisation, on leur a octroyé une responsabilité de plein exercice sur la formation professionnelle. Elles financent les équipements, des actions, et peuvent définir leur propre politique. Bien entendu, et avec le temps, les élus régionaux sont devenus très soucieux de leur autonomie, bien que relative, et souhaitent être associés à toute décision. Des affaires récentes ont prouvé que leur mécontentement pouvait entraver les choix du gouvernement dans ce domaine.

Ce n'est pas tout. Nécessaire, le ravalement de l'apprentissage a déjà été entrepris et, parce qu'il est trop frais, n'a pas encore donné les résultats escomptés. En effet, la loi date de 1987, et tous les décrets d'application n'ont pas encore été concrétisés. Il faudra du temps pour savoir si l'ouverture de nouvelles filières, y compris dans les secteurs industriels, apportera des améliorations. De même pour la possibilité d'atteindre par cette voie des niveaux supérieurs au CAP, voire des diplômes d'ingénieurs, comme le souhaite le patronat de la métallurgie. La tornade qui s'abat aujourd'hui est-elle compatible avec l'habitude consensuelle qui prévaut sur ce sujet ? Faut-il ajouter une réforme à une autre à peine lancée ?

ALAIN LEBEAUE

o L'UNIL critique la baisse de la cotisation employeurs dite « 1 % logement ». - L'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) a estimé le 29 mai que la décision du gouvernement d'abaisser le taux de participation des employeurs au « 1 % logement » entraînerait « une accélération de la chute de la construction de logements sociaux en France ». Le conseil des ministres a, en effet, proposé d'abaisser le taux de participation des employeurs à l'effort de construction. Le ministre de l'économie affirme que cette mesure est « neutre » pour les entreprises, puisque la cotisation des employeurs au Fonds national d'aide au logement augmentera de son côté de 0,2 %.

120 000 salariés étaient appelés à une journée nationale d'action

Les syndicats des assurances haussent le ton

En appelant les 120 000 salariés du secteur des assurances à une journée nationale d'action, jeudi 30 mai, les organisations syndicales du secteur haussent le ton. Après trois ans de laborieuses négociations en vue d'aboutir à la signature d'une convention collective unique, les syndicats protestent ainsi contre la décision de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) de dénoncer, le 15 avril dernier, la convention collective de la région parisienne (le Monde du 18 avril).

La décision patronale est avant tout symbolique. Ni les conventions collectives des grandes sociétés de la profession (UAP, CAA, AGF...), qui emploient 80 % des personnels de ce secteur, ni les autres accords professionnels ne sont concernés par cette dénonciation. Par ce biais, la fédération patronale entend avant tout « faire avancer les choses » en ayant la garantie, compte tenu des délais légaux, d'aboutir à un accord avant l'échéance européenne de 1993. D'autant que la FFSA estime « avoir accompli le trajet normal de signature d'une convention ».

En réponse à cette « pression » jugée intolérable, les organisations

syndicales se sont, de leur côté, exceptionnellement rassemblées sous la même bannière alors même qu'elles ne partagent toujours pas la même analyse : CFTC, CFTD, CFE-CGC entendent poursuivre les négociations engagées, tandis que la CGT et Force ouvrière souhaitent les reprendre de zéro. Ces négociations n'achoppent plus, en début d'année, que sur les mesures transitoires et celles spécifiques concernant les cadres. Aujourd'hui, le CFTD et la CFTC jugent insuffisantes les dernières propositions patronales en ce qui concerne les rémunérations et la prime d'expérience censée prendre le relais de la prime d'ancienneté.

La CFTD envisage, de surcroît, une nouvelle revendication portant sur « une garantie » du maintien en l'état actuel du régime professionnel de retraite par répartition. Alors même que M. Jean-Michel Martin reconnaît que « rien ne nous permet de croire aujourd'hui que le régime actuel va être modifié », son syndicat s'inquiète des déclarations des assureurs en faveur des retraites par capitalisation à l'occasion de la publication du Livre blanc.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le premier ministre recevra les partenaires sociaux du 4 au 14 juin

Ainsi qu'elle l'avait annoncé lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, va recevoir les partenaires sociaux en compagnie de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail. Les rendez-vous sont fixés du 4 au 14 juin. Dans un communiqué, le premier ministre précise qu'elle « désire entendre les préoccupations de ces organisations et l'analyse qu'elles portent sur la situation économique et sociale du pays ». Elle souhaite que ces rendez-vous « contribuent à définir les

voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs qu'elle a fixés au gouvernement : dynamiser l'appareil productif, améliorer l'emploi et assurer la cohésion sociale ».

Inaugurant cette série, Force ouvrière sera reçue le 4 juin. Elle sera suivie le 6 juin de la CGT et du CNPE, le 7 juin de la CGPE, le 10 juin de la CFE-CGC, le 11 juin de la CFTC, le 13 juin de la FEN et de l'UPA. La CFTD clôturera la série le 14 juin.

o Bull : la CFTD demande à rencontrer M^{me} Edith Cresson. - La CFTD de Bull a annoncé dans un communiqué publié mercredi 29 mai qu'elle avait demandé à rencontrer le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, « dans les meilleurs délais », pour évoquer avec elle le dossier de cette entreprise informatique. Le syndicat

entend notamment s'entretenir avec M^{me} Cresson du sort des 1 500 salariés de l'entreprise Bull Périgord de Belfort et des rapports entre Bull et le Japonais NEC.

La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT a prévu l'envoi de délégations de salariés de Bull à Matignon le 12 juin.

En signant un accord sur les classifications

Citroën aménage le déroulement de carrière de son personnel

La direction d'Automobiles Citroën devait signer, jeudi 30 mai, avec toutes les organisations syndicales représentées (à l'exception de la CGT) un nouvel accord portant sur l'adaptation des classifications à l'évolution professionnelle des salariés de l'entreprise. Ratifié, après dix mois de négociations, par la seule CFTD, dans la matinée et qui devrait être accepté par les autres syndicats dans la journée, cet accord constitue, selon M. François Cusey, directeur central du personnel d'Automobiles Citroën, « une étape importante » dans le processus, engagé depuis 1984, de reconnaissance des aptitudes professionnelles des 33 760 salariés du groupe, d'enrichissement des tâches et de diminution des niveaux hiérarchiques.

Nouveaux outils de gestion

Cet accord, qui doit être progressivement mis en œuvre entre le 1^{er} septembre prochain et le 1^{er} janvier 1992, s'inscrit dans le prolongement de l'accord sur les classifications de 1984 et de son avenant de 1987 (le Monde du 15 juin 1990). Il définit les conditions de déroulement de carrière des trois catégories de personnel (ouvriers, agents de maîtrise et cadres) et, en particulier, les passerelles qui permettent les promotions de l'une à l'autre.

En ce qui concerne les ouvriers, le texte ratifié jeudi prévoit l'introduction de la notion de « polyvalence fonctionnelle » dans la reconnaissance de leurs compétences.

Elle consiste, explique M. Cusey, à reconnaître l'aptitude des opérateurs à effectuer toutes les opérations « tournant autour d'une fonction de l'automobile : montage d'un échappement, d'une planche de bord... ».

Les ouvriers qui auront atteint un certain niveau de complexité des tâches (échelon 240) rejoindront automatiquement la catégorie des agents de maîtrise. De la même façon, les ETAM qui auront occupé au moins trois postes successifs pourront prétendre intégrer la catégorie des cadres, cette dernière se voyant par là même élargie. Ces mesures doivent permettre, assure M. Cusey, d'éviter « l'imbrication des fonctions » entre les derniers niveaux d'une catégorie et les premiers niveaux de celle qui lui est supérieure. Ces promotions devraient concerner, dès l'entrée en application de l'accord, 700 ouvriers et 1 300 ETAM.

Ces nouveaux cursus supposent parallèlement l'harmonisation des « instruments de gestion » des trois catégories de personnel et la mise en place de nouveaux outils de gestion prévisionnelle d'emploi, dont le coût est estimé à 1 million de francs. Globalement, la direction d'Automobiles Citroën évalue à 0,35 % de la masse salariale le montant de la mise en œuvre de cet accord. « Et cela ne sera pas gratuit non plus à l'avenir », reconnaît M. Cusey, qui entend maintenant ouvrir avec les syndicats le dossier de la formation professionnelle, celle-ci représentant, en 1990, 5 % de la masse salariale.

V. D.

Des rentrées inattendues et des dépenses engagées plus lentement

Le déficit budgétaire des Etats-Unis pourrait être moins élevé que prévu cette année

Alors que le Congrès des Etats-Unis vient d'approuver un projet de budget pour 1992 (octobre 1991-septembre 1992) comportant 1 450 milliards de dollars de dépenses et prévoyant un déficit de 278,8 milliards de dollars, l'exécution du budget de cette année (octobre 1990-septembre 1991) pourrait réserver de bonnes surprises.

Il est décidément bien difficile de prévoir l'évolution du budget des Etats-Unis. Alors que le déficit retenu pour cette année par la Maison Blanche devait largement atteindre le chiffre astronomique de 318 milliards, l'évolution des dépenses et des recettes au cours des six premiers mois de l'exercice permet d'espérer une bonne surprise.

Le « trou » constaté pour la période octobre 1990-mars 1991 a atteint 151 milliards de dollars. A très peu de choses près, le déficit enregistré entre octobre 1989 et mars 1990 avait été le même. Or, en 1990, le déficit final a été limité à 220,4 milliards de dollars. La similitude d'exécution des deux exercices incite certains responsa-

bles de l'administration, mais aussi des économistes privés, à revoir leurs calculs et à prévoir pour 1991 un déficit compris entre 260 et 290 milliards.

Cette amélioration est cependant très relative (1). Au cours des années 1987-1988-1989, le déficit budgétaire avait été limité à 150 milliards de dollars. Le chiffre retenu pour 1991 représentait donc plus qu'un doublement en deux ans, ce qui est sans précédent. Et, dans l'absolu, une impasse budgétaire atteignant 6 % de la production nationale traduit un déséquilibre profond des finances publiques du pays, déséquilibre qui a des conséquences probantes sur les taux d'intérêt dans le monde, l'épargne des pays industrialisés étant déjà insuffisante pour satisfaire les besoins d'investissement.

Faillites d'établissements financiers

Non seulement l'amélioration en train de se dessiner est relative, mais elle est très circonstancielle. S'expliquant en grande partie par les contributions à la guerre du Golfe versées par différents pays alliés, au premier rang desquels l'Arabie saoudite. Les Etats-Unis

après la récession de 1981-1982. L'optimisme mesuré doit faire preuve actuellement M. Richard Darman, directeur du budget, n'a pas d'autres causes.

L'important accord budgétaire conclu fin octobre 1990 entre le Congrès et la Maison Blanche rend moins irréaliste que feu la loi Gramm-Rudman-Hollings l'objectif d'un retour à l'équilibre dans quelques années. D'abord parce que l'assainissement envisagé est reporté de deux ans, soit à 1996. Ensuite parce que la contrainte ne porte plus — comme avec la loi GRH — sur des niveaux programmés de déficit mais sur la limitation de certaines dépenses. C'est ainsi que, dans le budget de 1992, les quelque 1 450 milliards de dépenses envisagées sont classées en trois catégories : les charges obligatoires (mandatory), qui sont le plus souvent des dépenses sociales, pour environ 707 milliards de dollars ; les charges de la dette publique — écrasantes — qui s'accroissent rapidement du fait des taux d'intérêt élevés (206 milliards) ; enfin trois catégories de dépenses (337 milliards) qui peuvent être revues en cause (discretionary) puisqu'elles dépendent d'autorisations annuelles : défense (283 mil-

De nombreuses entreprises françaises ont des projets en Europe de l'Est

Depuis l'ouverture de l'ancien bloc soviétique, 65 % des grandes entreprises françaises auraient conçu au moins un projet dans cette zone, selon les résultats d'un sondage de l'Institut IFOP, publié cette semaine pour le compte de l'hebdomadaire *La Lettre de l'Europe de l'Est*, le cabinet de consultant Coopers & Lybrand, et IP, régie publicitaire du groupe Havas. A la fin du mois d'avril, 43 % de ces projets auraient été réalisés.

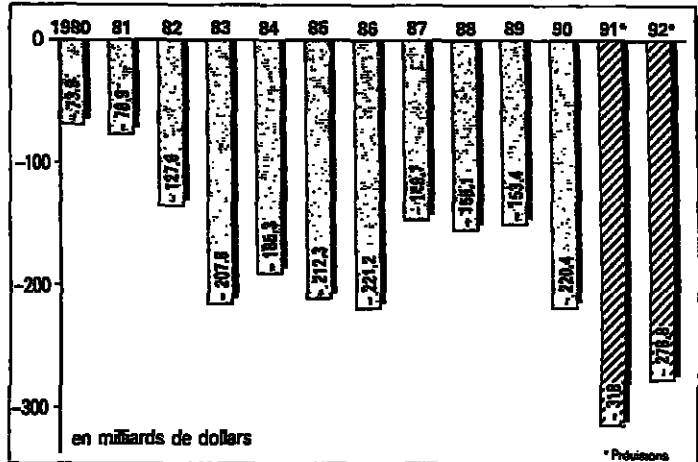
La Pologne et la Hongrie caractérisent en tête de palmarès, 43 % des 240 entreprises sondées s'étant fixées au moins un projet dans le premier de ces pays, et 40 % dans le second. D'autres pays attirent quantitativement moins de projets, mais ceux-ci ont plus de chances de se concrétiser : avec un taux de réalisation de 56 %, la Yougoslavie apparaît la plus accessible en Europe centrale et orientale, suivie de l'URSS (47 %).

L'exportation représente 71 % des projets réalisés à l'Eti, suivie par l'investissement direct (30 %) et la sous-traitance (28 %). A noter que si 65 % de ces projets ont bénéficié des services de la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), 33 % des entreprises se sont lancées sans garantie financière française.

Fiat négocie activement le rachat de 30 % du soviétique VAZ

Fiat s'appuie à entrer en force dans le capital du principal constructeur automobile soviétique, la société VAZ, l'une des plus grosses affaires d'URSS, dont la privatisation est envisagée. Le groupe turinois a entamé des négociations pour acquérir 30 % du capital de VAZ, qui produit entre autres des Lada et Jigouli, et est parvenu à la fin du mois d'avril à un premier accord préliminaire avec les autorités soviétiques.

L'existence de négociations avancées a été confirmée, la semaine dernière à Rome, par M. Cesare Romiti, administrateur délégué du groupe Fiat. M. Romiti, qui parlait en marge des travaux de l'assemblée de la Confindustria (patronat italien), a ajouté que cette négociation s'inscrivait « dans l'objectif de produire 300 000 voitures par an ». A la fin des années 60, Fiat avait assuré la conception et la construction du complexe automobile de Togliatigrad, dont VAZ assume aujourd'hui l'exploitation. — (AFP)



ont ainsi déjà reçu 25 milliards de dollars sur une somme attendue de cinquante milliards.

En outre — et c'est un autre facteur circonstanciel — les dépenses considérables occasionnées au budget par la faillite de nombreuses banques et caisses d'épargne sont engagées beaucoup plus lentement que prévu. Elles devaient atteindre 115,1 milliards cette année. Or, après six mois d'exécution budgétaire 1991, moins de 20 milliards de dollars ont été dépensés. Bien évidemment, l'essentiel des sommes ainsi « économisées » seront dépensées en 1992. A moins que l'opération de sauvetage-liquidation des caisses d'épargne et des banques ne prenne plus de temps que prévu, ce qui permettrait d'étaler dans le temps les charges incombant au budget fédéral, c'est-à-dire la différence entre les remboursements versés aux épargnants et les sommes récupérées sur la vente des actifs des caisses. Il était prévu que l'opération coûterait au budget fédéral jusqu'en 1992 : 88 milliards en 1992, 44 milliards en 1993, soit au total 250 milliards de dollars pour les trois années.

Si la récession qui frappe l'économie américaine depuis l'automne 1990 devait se prolonger, la bonne surprise attendue ne se produirait probablement pas.

Mieux contrôler les dépenses

Lorsque l'activité économique se ralentit, les impôts rentrent beaucoup moins bien dans les caisses de l'Etat. C'est ce qui s'est produit durant la récession très dure de 1981-1982 provoquée par le deuxième choc pétrolier et l'envolée des taux d'intérêt. A cette époque, le déficit budgétaire avait considérablement augmenté, passant de 73,8 milliards de dollars en 1980 à 78,9 milliards en 1981 puis à 127,9 milliards en 1982 pour dépasser les 200 milliards en 1983 (207,8).

Si, en revanche, la récession américaine prend fin au cours des semaines qui viennent, les recettes fiscales seront progressivement plus abondantes et le déficit pourra effectivement être inférieur à 300 milliards de dollars cette année. C'est ce qui était arrivé — mais avec un certain retard —

liards), intérieur et actions à l'étranger.

L'accord d'octobre dernier prévoit que si les dépenses sociales augmentaient plus rapidement que prévu, des économies devraient compenser le supplément de charges. Quant aux dépenses dites « discrétionnaires », tout dérapage entraînerait désormais des coupes appliquées spécifiquement.

Le budget des Etats-Unis n'aura probablement pas retrouvé l'équilibre en 1996. Tout au moins peut-on penser que l'administration va maintenant chercher à contrôler les dépenses. La reprise de la croissance économique et l'apurement de la crise des caisses d'épargne le soulagera d'un lourd fardeau. Et si les taux d'intérêt baissent durablement au cours des prochaines années, alors les Etats-Unis surprendraient agréablement une communauté internationale qui manque trop d'épargne pour la consacrer aux déficits publics de nations imprévoyantes.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Le déficit de 1991 comme celui de 1992 (278,8 milliards de dollars) sous-estime complètement le déficit des comptes de l'Etat du fait de la prise en compte des excédents de la Sécurité sociale. Sans ces excédents, le déficit prévu pour 1991 par l'administration serait de 379 milliards de dollars et celui de 1992 de 344 milliards de dollars.

o Le déficit commercial américain se ferte baisse. - Le déficit commercial américain, exprimé sur la base de la balance des paiements, s'est établi à 18,37 milliards de dollars (106 milliards de francs) pour le premier trimestre, en baisse de 33,8 % sur le dernier trimestre 1990, et à son niveau le plus bas depuis près de huit ans. La réduction du déficit trimestriel s'explique pour partie par la récession qui a fait chuter de 7,1 % les importations américaines. Mais une légère hausse des exportations (+ 0,2 %) est également responsable de cette amélioration du déficit commercial.

Ces chiffres, calculés en données « balance des paiements », diffèrent légèrement des statistiques sur le commerce extérieur publiées chaque mois car ils ne comprennent pas, notamment, une partie des ventes militaires.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Nokia Data racheté par la firme nippono-britannique ICL

Fujitsu poursuit sa stratégie de conquête

Le rachat pour 2,3 milliards de francs de Nokia Data, filiale informatique du géant finlandais Nokia par la Britannique ICL (*le Monde* du 30 mai) confirme les craintes des industriels européens de l'électronique. Le japonais Fujitsu, qui contrôle, depuis l'été 1990, 80 % du capital du principal fabricant d'ordinateurs au Royaume-Uni, entend bien utiliser son pied-à-terre communautaire comme un instrument de conquête.

A bout de souffle il y a à peine deux ans, ICL, passé depuis juillet 1990 sous pavillon japonais, reprend l'offensive. Le constructeur informatique britannique, qui a affiché des comptes bénéficiaires en 1990, a en effet annoncé officiellement mercredi 29 mai qu'il

allait reprendre pour 230 millions de livres (2,3 milliards de francs environ) Nokia Data, la filiale informatique de Nokia, l'un des plus gros groupes industriels finlandais et la première capitalisation de la Bourse d'Helsinki.

ICL met ainsi la main sur une division informatique installée en Suède, qui pèse près de 8 milliards de francs en termes de chiffre d'affaires, emploie 24 000 salariés de part le monde et, à l'image d'un Nixdorf avant son rachat par l'allemand Siemens, d'un Olivetti ou d'un Bull, connaît de sérieuses difficultés financières. Les pertes de Nokia Data, lourdement endettée (sa dette financière atteint le milliard de francs) et seule filiale déficitaire de Nokia, sont estimées pour 1990 à 150 millions de francs, montant qui aurait dû doubler cette année, selon certains analystes de la City de Londres, et ce en dépit du plan de rationalisation engagé l'an passé et qui s'est soldé par la suppression de 650 emplois.

Cette acquisition, totalement financée par ICL, ainsi que tenait à le préciser mercredi 29 mai ses dirigeants, se fera par règlement en cash (à hauteur de 500 millions de francs) et par l'octroi à Nokia d'une participation minoritaire dans le capital du fabricant britannique d'ordinateurs. ICL devrait ainsi offrir

l'équivalent des 1,8 milliard de francs restant sous la forme d'actions préférentielles, correspondant à une participation de 5 % de Nokia dans ICL, lors de la réintroduction en Bourse du groupe britannique, théoriquement prévue pour 1994-1995.

La cession par Nokia (très présent dans les télécommunications) de sa filiale informatique va à contre-courant des regroupements entrepris récemment - l'OPA de l'américain ATT sur son compatriote NCR, qui parient sur une interpenetration croissante de ces deux technologies. Elle s'explique cependant par la faiblesse de la position de Nokia dans le monde de l'informatique mondiale, et donc par l'importance des moyens financiers que le groupe finlandais aurait dû mobiliser pour la redresser.

Nokia vient de donner une nouvelle carte à Fujitsu. La fusion d'ICL et de Nokia devrait donner naissance à un ensemble puissant pesant 24 milliards de francs en termes de chiffre d'affaires et réalisant près de 90 % de ses ventes en Europe. Pouvait-il en dire autrement? Qui, de Siemens, Olivetti ou même Bull (avec qui Nokia Data avait des accords commerciaux), aurait pu, à l'heure actuelle, réaliser une telle acquisition?

C. M.

Président du numéro un français du BTP

M. Martin Bouygues annonce une pause dans la croissance externe

« Nous allons observer une certaine pause dans la croissance externe », a déclaré M. Martin Bouygues, président du groupe français de bâtiment et de travaux publics (BTP) en présentant le 28 mai les comptes de 1990. Après une hausse de 21 % l'an dernier, le chiffre d'affaires du groupe (56,7 milliards de francs en 1990) ne devrait progresser que de 6 % en 1991.

Depuis quatre ans, les investissements du groupe ont dépassé 14 milliards de francs et plusieurs centaines d'entreprises ont été acquises. « Il faut donc, a expliqué le président du numéro un français du BTP, intégrer ces nouveaux apports, prendre son temps et rechercher une amélioration des marges financières. » Mais M. Bouygues n'a pas exclu que, si « des opportunités se présentent », il saurait les saisir. « C'est une question de prix. »

Avec une progression de 21 % du chiffre d'affaires en 1990, le bénéfice net (part du groupe) n'a connu qu'une hausse de 9 %, ce qui est beaucoup plus que les grands concurrents britanniques, mais moins que les deux principaux concurrents français Générale des eaux et Lyonnaise-Dunoy et beaucoup moins que les allemands Hochtief et Philipp Holzmann et que l'espagnol Dragados.

Prunt sur les perspectives 1991, M. Bouygues a toutefois estimé que le chiffre d'affaires pourrait atteindre 60 milliards de francs, soit une hausse de 6 %. C'est le secteur central, c'est-à-dire le bâtiment et les travaux publics (en Europe avec l'acquisition récente du suisse Losinger et en Côte-d'Ivoire, notamment), qui devrait cette année tirer le plus fortement l'activité du groupe. En revanche, les sociétés routières, l'immobilier ainsi que les secteurs de diversification sont appelés à des progressions plus modestes. On s'attend entre 1989 et 1991 à

un doublement du chiffre d'affaires international du groupe. Deux secteurs restent particulièrement fragiles : la maison individuelle et les travaux pétroliers offshore. La réduction très sensible du nombre des mises en chantier de logements en France, notamment de logements sociaux, d'autre part, inquiète bien évidemment le président du groupe.

La vie de Bouygues

Bouygues a remporté récemment des contrats importants en Thaïlande et en Arabie saoudite, où il entend accentuer sa prospection commerciale, ainsi qu'à Taiwan. De même, l'Iran est considéré comme un marché prometteur (logements, hôpitaux) et une délégation de haut niveau conduite par le maire de Téhéran se trouvait précisément au siège du groupe le 28 mai. L'Amérique du Sud, en revanche, ou l'Europe de l'Est n'intéressent qu'assez peu, pour le moment, les dirigeants de l'entreprise. De même, M. Martin Bouygues a estimé que le marché allemand restait extrêmement difficile, son groupe ayant échoué, bien qu'il fut le moins-disant, pour le contrat de construction du métro de Cologne.

Les effectifs atteignent aujourd'hui 77 400 personnes, le nombre de cadres ayant augmenté, pour sa part, de 42 % en trois ans. Chaque année, Bouygues accueille 4 000 stagiaires, dont la moitié sont embauchés ultérieurement.

Pour sa part, M. Francis Bouygues, fondateur du groupe, a annoncé que la société de production de films qu'il a créée l'année dernière et qui vient de sortir *la Reine blanche*, avait conclu deux accords avec le metteur en scène américain David Lynch pour faire trois films dans les quatre prochaines années, et avec Pedro Almodovar et Bernardo Bertolucci. Avec ce dernier, M. Francis Bouygues va mettre en chantier une superproduction sur la vie de Bouddha.

FRANÇOIS GROSCHARD

Thomson-CSF et GEC-Marconi créent un GIE européen

Alliance franco-britannique dans les radars aéroportés

Thomson-CSF et le groupe britannique GEC-Marconi ont décidé d'aborder en commun la mise au point de la nouvelle génération de radars avancés. Les deux spécialistes européens de l'électronique de défense ont annoncé, mercredi 29 mai, la création d'un groupe européen d'intérêt économique chargé de concevoir et de commercialiser les « antennes actives » qui équipent les appareils de mesure et de détection des avions de combat d'ici une vingtaine d'années. Cette coopération a été justifiée par les coûts faramineux que nécessitent la conception et le développement des radars militaires de l'an 2000. Les deux électroniciens parlent d'un programme d'investissements lourds de 5 milliards de francs.

Le britannique et le français devraient se répartir à égalité le capital de cette nouvelle structure, baptisée GEC Thomson Airborne Radar. Cette association trans-

manche entre les deux grands concepteurs de radars embarqués en Europe est l'aboutissement de pourparlers engagés il y a environ deux ans. Elle a été fortement encouragée par les ministères de la défense des deux pays concernés. Le soutien accordé par Londres à ce projet rend peu probable une soumission du dossier à la commission des monopoles britanniques, estimait jeudi M. Jean-Robert Martin, directeur de la branche aéronautique de Thomson-CSF.

L'accord conclu entre Thomson-CSF et GEC-Marconi intervient deux mois après l'échec d'Eurodyamics, autre projet franco-britannique qui devait associer le groupe dirigé par M. Alain Gomez à British Aerospace dans le domaine des missiles guidés. Thomson-CSF et GEC-Marconi sont à l'heure actuelle concurrents sur les deux programmes de radars européens les plus avancés.

FISCALITÉ

Le gouvernement s'engage à supprimer le taux majoré de la TVA au début de 1993

Le ministre de l'économie a fait savoir à l'issue du conseil des ministres du mercredi 29 mai que le taux majoré de la TVA, actuellement fixé à 22 %, serait supprimé au début de 1993 et que le taux normal de 18,6 % s'appliquerait sur l'ensemble des biens actuellement assujettis à ce taux. Sont concernés les automobiles, les motocyclettes de plus de 240 cm³, les pierres et perles précieuses, les ouvrages en matières et métaux précieux, certains matériels et accessoires de photographie et de cinéma, les locations de vidéocassettes préenregistrées, les électrophones, magnétophones, magnétoscopes, récepteurs de radio (1); le caviar, les fourrures, les parfums de luxe; les publications, films et cassettes photographiques ou d'incitation à la violence (2).

Cette mesure entraînera en 1993 une baisse importante - estimée à 8,3 milliards de francs - du prélevement fiscal sous forme de TVA. Mais en 1991 et en 1992, les prélèvements au titre de la TVA seront augmentés (le *Monde* du 30 mai) respectivement de 1,7 milliard de francs et de 2,7 milliards de francs du fait des mesures de redressement sur les publications, films et cassettes photographiques ou violents ont été régulièrement compensés par des taxes au profit de l'Etat, qui ont annulé l'effet de baisse sur les prix de vente.

(1) Les récepteurs de télévision, les disques et les supports de son préenregistrés sont déjà au taux de 18,6 %.

(2) Les baisses de taux majoré déjà intervenues sur les publications, films et cassettes photographiques ou violents ont été régulièrement compensées par des taxes au profit de l'Etat, qui ont annulé l'effet de baisse sur les prix de vente.

ÉNERGIE

Dans l'espoir d'un prêt de la BEI

L'Algérie, le Maroc et l'Espagne présentent leur projet de gazoduc Maghreb-Europe

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Signataires, il y a quatre semaines à Madrid, d'un accord pour la construction du « gazoduc Maghreb-Europe » (*le Monde* du 4 mai), les ministres algérien, espagnol et marocain de l'énergie, M.M. Sadek Boussena, Claudio Aranzadi et Driss Alaoui, ont présenté, mardi 28 mai, leur projet à la Commission de Bruxelles, dans l'espoir d'obtenir un prêt substantiel de la Banque européenne d'investissement (BEI). Le projet, qui vise à relier dès 1993 les gisements algériens de la région

d'Hassi R'mel à Séville, via Tanger et le détroit de Gibraltar, grâce à un ouvrage long de 1 265 kilomètres, devrait coûter au total 1,3 milliard de dollars (environ 7,5 milliards de francs).

Ce gazoduc permettra d'acheminer 10 millions de mètres cubes de gaz par an, dans une première phase résultant directement d'un protocole d'accord commercial entre l'Enagaz espagnole et la Sonatrach algérienne pour de telles livraisons, le Maroc se contentant de toucher des redevances de passage versées par Madrid. La capacité du gazoduc atteindra 20 millions de mètres cubes dans une deuxième phase, quand il y aura connexion à d'autres pays euro-

péens - le Portugal certainement, la France sans doute.

La Commission apporte son « soutien total » à l'entreprise. Celle-ci répond au souci de diversification, de libre transit et de complémentarité dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe, à l'ordre du jour d'un prochain conseil ministériel des Douze. Elle conforte aussi les responsables de Bruxelles dans leur espoir de renforcer la coopération avec le Maghreb au moyen de ce qu'ils appellent la « politique méditerranéenne renouée », en insistant sur le fait que l'Europe de l'Est n'est pas leur seule préoccupation.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

SOCIAL

Le groupe Chargeurs supprimera plus de 300 emplois dans le textile

Le groupe Chargeurs, spécialisé dans le textile, les transports et la communication, achèvera cette année la grande restructuration engagée dans son secteur de tissus d'habillement avec la suppression d'environ 330 emplois, ont indiqué, mercredi 29 mai, les responsables du groupe lors de l'assemblée générale des actionnaires. Le directeur général, M. Eduardo Malone, n'a pas précisé quels sites seraient touchés par la dernière étape des restructurations.

En 1990, la principale société visée a été les Tissus Rouillière avec 500 suppressions d'emplois. Depuis 1988, entre les cessions de sociétés et les restructurations, l'effectif est passé de 8 000 à 3 500 personnes. Les restructurations ont coûté 600 millions de francs aux Chargeurs.

M. Jérôme Seydoux, président du groupe, a, d'autre part, indiqué qu'il allait profondément rénover la société Pathé Cinéma (films et salles) qu'il a reprise en août dernier. Pour financer ces travaux, certains actifs pourraient être vendus, comme le siège de Pathé, rue Francœur à Paris dans le 18^e arrondissement.

REPÈRES

CRÉDITS BANCAIRES

300 milliards de francs supplémentaires en 1990

Les banques membres de l'AFB (Association française des banques) ont distribué 300 milliards de francs de crédits supplémentaires en 1990, dont 250 aux entreprises et 50 aux particuliers. Selon l'AFB, la croissance de ces crédits aux entreprises a été de 20 % par rapport à 1989, contre 8 % en moyenne pour les autres secteurs. Une centaine de milliards ont servi à financer l'investissement productif et les banques AFB ont assuré 80 % des crédits de trésorerie des entreprises.

Marquant un ralentissement, les crédits aux particuliers ont augmenté de 9 % (contre 15 % en 1989), dont 60 % ont financé l'acquisition de logements, le reste étant affecté aux prêts personnels et autres prêts à la consommation. L'AFB souligne que cette croissance des crédits s'accompagne d'une croissance des risques (faillites d'entreprises, surendettement des ménages...)

SALAIRE HORAIRE OUVRIER

Augmentation de 1 % au premier trimestre

Selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, le taux de salaire horaire ouvrier aurait augmenté de 1 % au premier trimestre de 1991 et de 4,4 % en douze mois. Au quatrième trimestre 1990, la hausse avait été de 1,2 %, et la progression pour l'ensemble de l'année 1990, de 5,1 %.

Malgré cette décélération, le pouvoir d'achat s'accroît, quoique plus lentement. Dans l'hypothèse d'une hausse des prix de 3,2 % d'avril 1990 à avril 1991, ainsi que le souligne le ministère du travail, l'augmentation serait de 1,2 %. Elle avait été de 1,8 % en 1990 et de 0,8 % en 1989.

Europe : hausse des prix « sensible » en avril. Les prix ont augmenté en moyenne de 0,6 % en avril dans les douze pays de la CEE, ce qui porte à 5 % le taux d'inflation sur les douze derniers mois dans le Marché commun, a indiqué Eurostat, l'office statistique de la CEE. Le taux d'inflation annuel reste néanmoins inférieur à celui enregistré l'an dernier à la même époque (5,4 %). La hausse « sensible » des prix intervient en avril est due à des taux d'inflation « substantiels » au Royaume-Uni (+ 1,3 %) à cause du relèvement de la TVA et des taux d'accises, en Grèce (+ 3,4 %) et au Portugal (+ 0,8 %).

LOTTO 1985											
RECHERCHER 20 MAI 1991											
9	17	33	40	43	19						
PRIMAIRE 22											
20R35											
1	3	8	12	25	30						
PRIMAIRE 22											

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENTS DU PAS-DE-CALAIS et du NORD

PROJET - de déclassement de la catégorie des routes express de la RN 1 dite ROCADE LITTORALE et d'une section de la RN 335 dans les départements du PAS-DE-CALAIS et du NORD entre COQUELLES et la FRONTIÈRE BELGE - de classement en AUTOROUTE A.16 de l'itinéraire BOULOGNE S/MER (Pas-de-Calais) - FRONTIÈRE BELGE (Nord).

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté conjoint des préfets du Pas-de-Calais et du Nord du 21 mai 1991, une enquête publique portant sur le déclassement de la catégorie des routes express et sur le classement en AUTOROUTE A.16 susvisés, sera ouverte pendant 21 JOURS entiers et consécutifs.

DU 10 JUIN au 1^{er} JUILLET 1991 INCLUS

Cette enquête concerne les communes suivantes :

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

SAINT-MARTIN-LEZ-BOULOGNE, WIMILLE, WACQUINGHEN, BEUVREQUEN, MARQUISE, LEULINGHEN-BERNES, LEUBRINGHEN, SAINT-INGLEVERT, BONNINGUES-LEZ-CALAIS, PEUPLINGUES, COQUELLES, CALAIS, MARCK, GUEMPRES, OFFEKERQUE, NOUVELLE-ÉGLISE, VIEILLE-ÉGLISE, SAINT-OMER-CAPELLE, SAINT-POULIN.

DÉPARTEMENT DU NORD

SAINT-GEORGES-SUR-L'AA, BOURBOURG, CRAYWICK, LOON-PLAGE, MARDYCK, GRANDE-SYNTHÉ, DUNKERQUE, COUDEKERQUE-BRANCHE, TETEGHEM, LEFFRINCQUEUX, UDEM, LES MOERES, GHYVELDE.

Pendant la période de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera déposé à la préfecture du PAS-DE-CALAIS, place de la Préfecture - 62020 ARRAS - CEDEX.

Siège principal de l'enquête.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête au siège principal de l'enquête pour être annexées au registre.

Pendant le même délai et aux jours et heures habituels d'ouverture un exemplaire du dossier ainsi que le registre d'enquête seront tenus à la disposition du public dans la PRÉFECTURE et les SOUS-PRÉFECTURES suivantes :

Préfecture du Nord, 123, rue Nationale 59039 Lille-Cedex.
Sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer, 131, Grande-Rue - BP 649 62221 Boulogne-sur-Mer.
Sous-préfecture de Calais, Esplanade Jacques-Vendroux 62106 Calais.
Sous-préfecture de Saint-Omer, 41, rue Saint-Bertin 62505 Saint-Omer.
Sous-préfecture de Dunkerque, 17, rue de l'Écluse-de-Bergues 59386 Cedex 01.

Sont également lieux d'enquête les mairies des communes indiquées ci-dessus dans lesquelles, aux jours et heures habituels d'ouverture, le public pourra également prendre connaissance du dossier intéressant le territoire communal. De la même façon, les observations du public seront consignées sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

La commission d'enquête dont le siège est fixé à la PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS à ARRAS est composée de

Président : M. LUZINAR Lucien, chef de centre des impôts en retraite.
Membres : M. BUISINE Claude, chef de personnel en retraite.
M. DEPECKER Paul-Pierre, ingénieur DDE en retraite.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public dans les conditions suivantes :

Dans les sous-préfectures de :
DUNKERQUE, le vendredi 21 juin 1991 de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
CALAIS le mardi 25 juin 1991 de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h.
BOULOGNE-SUR-MER, le jeudi 27 juin 1991 de 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h à 16 h.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête dans chaque lieu d'enquête pendant le délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de leur département dans les conditions prévues au titre 1^{er} de la loi du 17 juillet 1978.

Le 21 MAI 1991

Le Préfet du département
du PAS-DE-CALAIS
signé : Jean-Gilbert MARZIN

Le Préfet de la région
NORD-PAS-DE-CALAIS
signé : J. Claude AUROUSSEAU

مكتبة الجليل

M. Jean KASPAR

L'ASTRADEL

GRANDS ADMIS
A L'ICAM
Tapez RES

ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Jean Kaspar

Suite de la première page

Le chômage a encore augmenté en avril. Sur quels points M. Cresson doit-elle insister la politique de M. Rocard ?

Pour nous, il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux chantiers. Pour répondre aux besoins nouveaux, il faut encourager l'urgence d'emplois de proximité (gardes d'enfants, travail à domicile, aide aux personnes âgées), favoriser les services marchands et engager de grands travaux en matière d'équipement collectif financés par l'emprunt. Il n'y aura pas de victoire sur le chômage si l'on ne met pas au centre de l'action la réduction et l'aménagement du temps de travail, et sans limitation des heures supplémentaires. Il faut enfin agir en faveur de la formation initiale et continue, favoriser la recherche, aider les PME. Globalement, la déclaration de M. Cresson manque d'audace sociale et reste dans une logique très économiste.

À deux ans des prochaines élections législatives, vous attendez-vous à un changement de politique économique ?

L'absence d'allusion, dans le discours de M. Cresson, à la nécessité d'engager un débat de fond sur la fiscalité, le fait que le projet de loi sur la taxe d'habitation n'a pas été retenu comme devant être discuté dans les prochaines semaines, sont autant de signes montrant que les préoccupations monétaires et le respect des grands équilibres risquent de l'emporter sur la recherche de solutions nouvelles. Le gouvernement ne peut se limiter à resserrer les comptes de l'Etat.

La priorité à la lutte contre le chômage ne risque-t-elle pas d'exiger que les entreprises effectuent un choix entre salaires et emploi ?

Le choix ne se pose pas en ces termes car le ralentissement de la croissance n'a pas des conséquences identiques dans tous les secteurs d'activité. Certains connaissent encore un développement important. La structure du déficit commercial montre que l'agroalimentaire, les services et le tourisme sont excédentaires, alors que l'énergie et l'industrie sont déficitaires. Il ne peut donc pas y avoir de réponse globale. S'il y a des choix à faire, ce sont des choix de secteur par secteur ou même entreprise par entreprise, ils doivent porter sur la nature des investissements, l'organisation du travail, la réduction du temps de travail, la limitation des heures supplémentaires et le changement du travail. Le coût salarial n'est pas le seul élément qui fonde la compétitivité des entreprises françaises.

« Non aux réductions de remboursements »

Le précédent gouvernement a tenté, sans succès, d'équilibrer les comptes de l'assurance-maladie sans trop toucher aux prestations et sans accroître les recettes. On prête à M. Edith Cresson l'intention de relever le taux de la CSG et de modifier le remboursement des médicaments. Est-ce, selon vous, inévitable ?

Non. Nous sommes tout à fait opposés aux réductions de remboursements. La maîtrise des

dépenses de santé doit être poursuivie. Cela suppose une action vigoureuse pour limiter la progression des coûts des soins et le volume des dépenses pas toujours en rapport avec l'amélioration de la santé publique. C'est donc en agissant en direction des producteurs de soins que l'on peut parvenir à une véritable maîtrise des dépenses de santé préservant notre système de protection sociale. Si, en définitive, il faut augmenter les recettes, la CFDT préfère que cela soit fait par le biais de la CSG, qui fait contribuer tous les revenus, plutôt que par un relèvement des seules cotisations salariales. Mais, à court terme, ce n'est pas un passage obligé.

Vous avez indiqué que, sur le dossier des retraites, la CFDT n'hésiterait pas à « prendre des risques ». Les grèves à la SNCF vous incitent-elles à tenir un discours « réaliste » ?

Le plus grand risque aujourd'hui pour les salariés et les retraités serait de laisser faire car nous sommes devant une évolution inexorable et positive qui est l'allongement de l'espérance de vie de la population. Par ailleurs, avec le développement de la formation, les jeunes arrivent beaucoup plus tardivement dans une activité professionnelle. Le débat sur l'avenir des systèmes de retraite est donc essentiel. Notre volonté est d'agir autour de trois axes. Premièrement, plutôt que de débattre à partir de règles techniques, nous raisonnons en termes de niveau de revenu de remplacement. Nous souhaitons que l'on retienne l'idée que soit assurée comme retraite pour les salariés 75 % du salaire antérieur, avec une modulation pour les smicards.

Deuxièmement, sans toucher au droit à l'ouverture de la retraite à soixante ans, il faut renouer la notion de durée d'activité pour tenir compte de la durée de la vie professionnelle et rectifier les inégalités liées à la durée d'espérance de vie, différente suivant les catégories professionnelles.

Troisièmement, plutôt que d'harmoniser les règles entre les différents régimes de retraite, il faut s'orienter vers une plus grande solidarité à travers les règles de compensation financière.

Est-ce que l'on s'oriente vers une plus grande solidarité quand M. Cresson assure que la spécificité des régimes spéciaux sera maintenue ?

Engager la concertation sur l'avenir des systèmes de retraite en posant comme préalable que les régimes spéciaux ne doivent pas être concernés au premier mal de la clarté des débats. Il ne s'agit pas, bien évidemment, de supprimer les régimes spéciaux, qui correspondent à une histoire et à des réalités professionnelles. En revanche, si des professions souhaitent sortir des règles générales, il leur appartient de procéder aux arbitrages nécessaires entre salaires directs et indirects pour assurer les équilibres.

Le livre blanc sur les retraites prévoit que la concertation s'étalera sur un an. Faut-il aller plus vite ?

Le débat public doit prendre du temps. Il faut cependant régler rapidement deux problèmes : celui sur l'évolution des pensions, en permettant aux retraités de bénéf-



ci-dessus : M. Jean Kaspar, directeur général de la CFDT, lors d'un entretien avec le Monde.

« Le gouvernement joue avec le feu »

Dans le secteur public, la politique salariale contractuelle est en panne. Le gouvernement de M. Rocard proposait que de nouveaux critères d'évolution des rémunérations soient retenus. A quelles conditions la règle du jeu salarial pourrait-elle être revue ?

Il est inacceptable que le gouvernement fasse son deuil de la politique contractuelle salariale dans les fonctions publiques. Il joue avec le feu. Ce n'est pas parce que les marges de manœuvre sont réduites qu'il faut sacrifier le contractuel. Une politique contractuelle doit être bâtie sur la durée. Le gouvernement doit rapidement prendre l'initiative et répondre aux organisations de fonctionnaires. La CFDT est prête à s'engager dans

cette négociation, pour débattre de critères clairs, à définir à partir des données économiques, financières et sociales sur lesquelles pourra se bâtir une politique salariale solide et cohérente.

Le gouvernement doit annoncer clairement ses intentions. Mais il y a un point incontournable : un accord pour 1991 doit intégrer le contentieux lié au non-respect de l'accord de 1988-1989. La balle est dans son camp. Je suis inquiet de constater que, sur ce point, aucune indication n'a été donnée par le premier ministre. Ce sera un test de sa volonté de concrétiser son ambition sociale.

Le syndicalisme français a de plus en plus de mal à se faire entendre des pouvoirs publics. On a parfois l'impression qu'il ne s'agit plus d'un dialogue mais d'un monologue. Comment comptez-vous agir pour lui redonner de l'influence ?

Il ne faut pas forcer le trait. Le syndicalisme français produit des résultats à travers des accords de branche et d'entreprise, qui améliorent les conditions de vie. Le patronat doit faire preuve d'une plus grande ouverture sociale car l'un de nos problèmes réside dans la sous-capacité contractuelle française. C'est la raison pour laquelle nous voulons faire émerger de nouvelles règles du jeu social, renforcer le poids du contractuel, construire une nouvelle articulation entre le législatif et le contractuel, faire en sorte que les rapports sociaux en France sortent de leur sous-développement et se hissent à la hauteur des autres pays européens. Réussir 1993 passe aussi par là.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

ALLONS ENFANTS DE L'INDUSTRIE...

En faisant dépendre le "bonheur" social de l'issue de la guerre économique, c'est un réarmement moral que propose Mitterrand aux français. A tous les français. Enquête sur les capacités des stratèges à commander et des troupes industrielles à combattre.

ET AUSSI :

Carlo de Benedetti

Itinéraire d'un "ingénieur juif".

Managers

Quel pouvoir à 30 ans ?

EN VENTE PARTOUT 25 F

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
MATHÉMATIQUES ET STATISTIQUES
cours, exercices et corrigés
par Marc BELOT et François ECOTO
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Ségurier 75006 PARIS

Global Warnings

The Economics of the 21st Century

Every Future

Traduction de l'annonce ci-dessus : « Avertissements Mondiaux »

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Avec Le Monde sur Minitel

GRANDS ADMIS A L'ICAM

36.15 LE MONDE

Tapez RES

SOCIAL

Le travail

plus de...

CRÉDITS BANCAIRES

300 milliards...

Immobilier

propriétés...

Salaires

Augmenter...

Présent

Europe...

COMMUNICATION

Les rapports difficiles entre Canal Plus et les réseaux

M. André Rousselet veut exploiter les programmes du câble sur satellite

RENNES

de notre envoyé spécial

Entre Canal Plus et le câble se joue dès l'origine une histoire d'amour contrariée. La télévision payante avait été créée par Canal Plus s'est installée en 1984 sur les ondes hertziennes. Sept ans plus tard, la chaîne dépasse les trois millions d'abonnés tandis que les réseaux, privés de « locomotives », atteignent péniblement les 500 000 foyers.

M. André Rousselet n'a de cesse d'exploiter cet avantage. Chaque année, le PDG de Canal Plus chapitre énergiquement les exploitants du câble réunis à Médiaville pour leur enseigner la stratégie. Ou plutôt sa stratégie. Il y a deux ans, à Paris, M. Rousselet expliquait que les abonnements aux réseaux étaient trop élevés pour séduire le client. Les câblodistributeurs se sont récriés, mais ils ont ramené leurs tarifs au-dessous de 100 francs. L'an dernier, à Lyon, le président de Canal Plus conseillait aux groupes du câble d'associer leurs efforts pour financer des programmes plus attractifs. La Compagnie générale des eaux, la Caisse des dépôts et la Lyonnaise des eaux, jusque-là éditeurs concurrents, se sont associées, sous la houlette de Canal Plus, pour créer Planète. Canal Jimmy, Cinéma ou Ciné-Cinéma.

Les réticences des exploitants

Cette année, à Rennes, M. Rousselet incite fermement les exploitants du câble à diffuser ces nouvelles chaînes... par satellite. Pour toucher « les 60 % de foyers français qui ne sont jamais concernés par les réseaux câblés ». Le PDG de la chaîne câblée avait déjà formulé cette invitation dans un entretien au *Monde* au mois

de mars, choisis lui-même le satellite Télécom 2 et fixé la date de lancement à mars 1992. Cette fois, il prie les câblodistributeurs de négocier avec lui, d'ici quinze jours, un partage des foyers français entre câble et satellite et de lui confier la commercialisation du bouquet de chaînes.

Les exploitants du câble ont bien quelques réticences. Ils savent qu'ils donneront ainsi à M. Rousselet un peu plus de puissance et lui abandonneront une part non négligeable de leur marché. Mais comment résister à ce diable d'homme ? Il faut bien avouer que ses « conseils » - même s'ils sont souvent assés sans grande diplomatie - ont porté leurs fruits. Depuis un an, les abonnements au câble ont enfin décollé et, surtout, les réseaux ont désormais auprès du public une image de modernité et d'innovation, due en grande partie aux nouveaux programmes revus et corrigés par les équipes de Canal Plus.

Préserver le fonds de commerce

Mais surtout, les câblodistributeurs, qui ont déjà investi lourdement dans les réseaux, souhaitent rapidement rentrer dans leurs fonds. Les nouveaux programmes, qui doivent attirer plus d'abonnés, demandent pour le moment de nouveaux investissements : 38 millions de francs pour Planète, 60 millions environ pour chaque chaîne de cinéma, 70 millions pour Jimmy. Les actionnaires perdront au total cette année quelque 60 millions de francs, et l'exemple américain montre que ce type de programme n'est vraiment rentable qu'à partir d'un public potentiel de 20 millions de foyers. La lente progression du câblage, les contraintes réglementaires, bien peu assouplies par les décrets examinés en ce moment par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ne permettent pas d'envisager cet équilibre. Le satellite de M. Rousselet permettrait donc de trouver de nouveaux clients et de nouvelles rentrées.

A l'évidence, Canal Plus sera une nouvelle fois le premier bénéficiaire de cette opération. M. Rousselet pouvait craindre que les Français échantonnent peu à peu un abonnement à une seule chaîne contre un abonnement à un ensemble de programmes. En partageant le territoire, en obtenant la commercialisation par satellite des programmes du câble, il évite que les réseaux grignotent peu à peu son fonds de commerce. Il crée aussi une solidarité étroite entre Canal Plus et les exploitants du câble, un oligopole de fait qui verrouille le marché contre toute agression extérieure. M. Rousselet redoute en effet qu'un programme émis depuis un autre pays de la Communauté européenne et diffusé par Astra soit repris sur les réseaux français et vienne concurrencer Canal Plus, avec une réglementation moins contraignante. Les exploitants du câble étroitement alliés avec la chaîne payante seront moins sensibles au chant des sirènes de RTL 2 ou d'autres initiatives de ce genre.

Entre Canal Plus et les câblodistributeurs, les nœuds ne sont pas encore consommés mais elles sont en bonne voie. Le contrat a commencé à se négocier à Rennes lors de Médiaville, sous le regard inquiet des élus locaux. Ceux-ci redoutent que M. Rousselet et les exploitants de réseaux décident tous seuls quelles communes auront le droit au câble et à ses vingt chaînes et lesquelles devront se contenter de cinq programmes sur Télécom 2. Et M. Martial Gabillard, adjoint au maire de Rennes et président de l'Association des villes câblées, a rappelé que les élus, s'ils étaient écartés, pouvaient jouer « au grain de sable dans la machine ». La loi leur confère en effet la possibilité d'harmoniser les réseaux câblés avec les systèmes d'antennes collectives branchés sur le satellite. Une arme dont ils pourraient faire usage pour perturber le partage de territoire entre Canal Plus et les réseaux câblés.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Après plusieurs actions menées par le Livre CGT

Le groupe Maxwell menace de liquider l'imprimerie François

Le groupe Maxwell, propriétaire de l'imprimerie François à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), menace de mettre l'entreprise en liquidation si aucun accord n'est établi avec les 220 salariés, afin de rétablir un climat de confiance et d'empêcher toute « action illicite ».

Après plusieurs conflits d'ordre salarial avec le syndicat du Livre CGT en octobre dernier, la fabrication de magazines habituellement faite par l'imprimerie François a été confiée à d'autres entreprises. Depuis, le syndicat a mené diverses actions pour protester contre cet arrêt de la production, comme l'occupation d'une autre imprimerie ou celle du tunnel sous la Manche, le 17 mai.

L'actionnaire Artgraphiel Holdings SA (nouveau nom de Maxwell Média, qui regroupe les activités françaises du groupe britannique) a condamné cette « nouvelle provocation » et noté « qu'il n'y a aucune raison de soutenir une entreprise dont le personnel est manipulé par le syndicat du Livre ». Le propriétaire pose plusieurs conditions pour garantir l'avenir de l'imprimerie François, dont l'arrêt de toute action illicite. La fédération CGT du Livre a indiqué qu'elle s'opposerait à toute liquidation.

Prélude à une rupture avec Eurocom

Les frères Gross renforcent leur contrôle sur Aegis-Carat

Pionnier et premier groupe de l'achat d'espaces publicitaires en Europe avec 26 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, Carat a entamé une restructuration qui renforce le pouvoir des frères Gilbert et Francis Gross sur le groupe qu'ils ont fondé, et le pouvoir de Carat sur ses filiales en Europe. Au même moment, Eurocom prend ses distances avec Carat alors que la filiale d'Havas s'était alliée avec les frères Gross il y a à peine deux ans.

Depuis 1989 (le *Monde* du 19 octobre 1989), la maison mère du groupe, la holding Aegis cotée à Londres, avait pour principaux actionnaires à égalité (14,9 %) le groupe français Eurocom et la société familiale des fondateurs de Carat, les frères Gilbert et Francis Gross. Cet équilibre va être bouleversé avec une augmentation en cours de capital d'Aegis de 30 millions de livres, souscrite par la banque Warburg Pincus, qui devient le deuxième actionnaire. En parallèle, les frères Gross vont porter leur part dans Aegis à environ 25 %. La part d'Eurocom - dont les repré-

sentants ont voté contre la série d'opérations proposées - devrait en revanche baisser à 11 %.

L'argent frais récolté par Aegis - la holding prépare en outre sa cotation sur les places de Paris et Francfort - va financer un contrôle resserré de Carat (détenu à 100 % par Aegis) sur ses filiales en Europe. Le groupe, qui détenait seulement 29,9 % de la centrale d'achat anglaise TMD, a lancé une OPA sur le restant du capital. D'ici la fin de l'année, Carat va également racheter les intérêts de ses partenaires locaux dans ses filiales nationales (notamment en Allemagne). Ces partenaires deviendront actionnaires d'Aegis et participeront au conseil d'administration européen, coprésidé par les frères Gross. Le nouveau directeur général du groupe sera M. Peter Scott, président de Aegis. Et pour bien marquer la visée européenne à l'ordre du jour, les chiffres du groupe seront désormais exprimés en euros.

Le contrôle accru des frères Gross, sur un groupe lui-même mieux contrôlé, sonne-t-il le déclin de l'alliance conclue entre Carat et Eurocom ? L'intégration des forces des deux alliés dans l'achat d'espaces, hors de France, aura-t-elle des résultats mitigés. Quant au rapprochement des activités en France, mollement limité par une décision controversée des pouvoirs publics qui circonscrit la coopération aux « budgets internationaux achetés dans des médias internationaux » (le *Monde* du 6 septembre 1990), il n'a pas encore eu les effets concrets que dénonçaient les centrales d'achat concurrentes.

Dans l'Hexagone, le Conseil de la concurrence mène actuellement une enquête sur les pratiques du milieu publicitaire. Malgré sa visibilité, qui vient renforcer une campagne de publicité remettant en cause le système de rémunération et le partage des fonctions dans le secteur, Carat pourrait sortir relativement indemne de cette enquête, que beaucoup voyaient pourtant dirigée contre lui. Car le groupe des frères Gross met en avant son statut de grossiste - qui l'autorise à jouer sur les marges obtenues et consenties - alors que les centrales d'achat, créées en riposte par les agences de publicité, sont généralement mandatées de leurs clients, ce qui les contraint à une plus grande transparence. Cette bataille qui fait rage entre centrales d'achat d'espaces et agences de publicité (le *Monde* du 25 avril) met Eurocom dans une position difficile. La filiale d'Havas, structurée autour de ses agences, a une « culture » très différente de celle de Carat, et la méfiance chronique entre les équipes des deux groupes pousse au divorce. Mais les dividendes d'Aegis représentent une part importante des bénéfices d'Eurocom. Et dans la publicité, le compte d'exploitation a souvent plus de poids que la culture, flûte d'entreprise.

M. C. I.

L'Office d'annonces innove afin de résister à la concurrence

De nouveaux annuaires « pages jaunes » à Paris en 1992

France Télécom et son filiale, l'Office d'annonces (ODA), ont présenté, le 22 mai, leur nouvel annuaire téléphonique « pages jaunes », qui sera à la disposition des Parisiens en 1992. Plus maniable, plus compact, « Les pages jaunes » comprendront dorénavant deux volumes au lieu de trois : l'un destiné au grand public - « Les pages jaunes vie pratique », l'autre destiné aux professionnels - « Les pages jaunes vie pratique et professionnelle ».

Le nouvel annuaire distribué aux particuliers regroupera les rubriques consacrées à la vie courante, aux professionnels exerçant des activités de proximité et classés par ordre alphabétique et par arrondissement. L'autre annuaire contiendra l'ensemble des rubriques professionnelles, scindées en deux parties : « grand public et mixtes » et « professionnels ». Ce réaménagement sera équilibré par de nouvelles modalités de distribution, comme le portage systématique aux entreprises - notamment dans le treizième arrondissement, celui dont M. Paul Quilès, ex-ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, dans le gouvernement de M. Rocard, est député - et par la mise en valeur de l'activité des annonceurs (43 000 insertions publicitaires) qui adapteront leur message aux différents types de clientèle et aux arrondissements correspondant à leur zone de chalandise.

Ces innovations ont été décidées à la suite d'un programme d'études mené conjointement par France Télécom et l'ODA en 1989 et 1990 auprès des abonnés du téléphone (plus de 2000 usagers, particuliers et professionnels) ainsi que de prototypes, des annonceurs et des entreprises. Une politique d'innovation qui ressemble fort à une contre-offensive de France Télécom et de son partenaire Havas pour aider l'ODA et son annuaire à résister à la concurrence des annuaires privés. La loi de décembre 1990 sur les télécommunications donne en effet toute liberté d'accès aux listes d'abonnés du téléphone. Une brèche dans laquelle se sont engouffrées « Les pages jaunes », annuaires créés par des membres du cabinet de l'ancien ministre des postes et télécommunications, M. Gérard Longuet (le *Monde* du 23 mars 1990). Même si

France Télécom et l'ODA se défendent de vouloir parer à cette concurrence, « Nous ne baxons pas dans la même catégorie et que les « Pages jaunes », qui ne paraîtront qu'en octobre 1992, elles sont purement locales et ne sont qu'un complément aux annuaires de l'ODA », explique un responsable.

Précision du CSA concernant le déficit d'Antenne 2. - A la suite de son communiqué du 28 mai concernant la situation financière des chaînes publiques (le *Monde* du 30 mai), le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) précise que « la dégradation progressive de la situation financière d'Antenne 2 dont le déficit comptable s'élève en 1990 à 74,2 millions de francs et d'abord (pour 417 millions de francs) le fait de prévisions excessivement optimistes dans la loi de finances, en ce qui concerne les recettes publicitaires. La diminution de ces recettes est elle-même le résultat d'une chute régulière de l'audience depuis 1988 ». Le CSA, qui rejoint ainsi l'analyse du rapport de la Cour des comptes sur la gestion des chaînes publiques (le *Monde* du 18 mai), ajoute que « pour le solde, le déficit est imputable à un dépassement des dépenses prévues, constituant d'une erreur de gestion ».

Au sommaire du Monde de l'éducation de juin

Quels murs pour quelle école ?

Les revendications du mouvement lycéen de l'automne dernier portaient à la fois sur une amélioration des locaux scolaires et sur la pédagogie. Un hasard ? Pas vraiment, souligne l'enquête de Michaëla Bobasch dans le *Monde* de l'éducation de juin : pédagogie et cadre de vie sont étroitement liés. Comment travailler-t-on dans les cités scolaires des années 60 ? Et dans les collèges de banlieue ? Quels sont les effets de la décentralisation qui, dans les années 80, a transféré aux collectivités locales la responsabilité des bâtiments scolaires ? Etonnément en apparence, l'agitation lycéenne n'a pas épargné les établissements ultra-modernes. Les nouveaux espaces seraient-ils inhospitaliers ? Des chercheurs essaient en tout cas qu'il faut laisser une certaine liberté aux usagers, si l'on veut qu'ils s'approprient l'espace.

Egalement au sommaire du *Monde* de l'éducation de juin : - Les langues vivantes en primaire : premiers bilans. Un enfant sur sept reçoit actuellement une initiation à une langue vivante étrangère. Si l'idée de base est de favoriser l'apprentissage par le jeu, la pédagogie, elle, se cherche encore.

- Devenir enseignant, la nouvelle formation. A partir de la rentrée, tous les enseignants, de la maternelle au lycée, seront recrutés au niveau de la licence et formés dans les nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Une expérimentation est en cours dans trois villes pilotes. Non sans difficulté, le *Monde* de l'éducation a enquêté et publié, en outre, un schéma pour comprendre le nouveau parcours de formation des étudiants.

- Evaluation : le mode d'emploi des séjours linguistiques. Choisir et réussir son séjour : reconnaître la qualité ; checklist pour un bon départ.

- Actualité. Lycées : la réforme ; le schéma des futures séries de bac.

- Formation. L'essor des contrats de qualification : au bout du tunnel, le diplôme ; que veut le « système dual » en Allemagne ?

- Ecole au quotidien. L'enseignement, pas facile d'en sortir : quand les profs rêvent de journalisme ou d'édition...

- Guide. Les Maisons vertes : des psychologues au service des enfants ; Parents/enfants : les nuits agitées des lieux à six ans ; Télévision : lutter contre la violence à l'écran.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt
DUROC. Bel appartement, 197 m², 7 950 000 F. 43-35-18-38

8^e arrdt
AV. MONTAIGNE. Luxueux, double séjour, 4 ch. 800 000 F. 44-53-00-42

9^e arrdt
CADET. P.D.L., plein soleil, 8 P., 180 m² à rafraîchir. Serv. 4 850 000 F. 43-35-18-38

11^e arrdt
Particulier vend appartement, 80 m² sur cour calme et arborisée. 60 m. Poss. ch. de serv. avec asc. Tél. 47-70-75-62.

20^e arrdt
M^{re} MARAICHES. APPTS-LOFTS. 115 x 135 m², très calme, duplex, patio, très clair. Environnement de caractère. Frais de notaire réduits.

VISITE SUR PLACE
Le SAMEDI de 14 h à 18 h 89A, rue des Pyrénées, 20^e et sur R.V. au 42-22-55-49.

PL. GAMBETTA
Dolce et Gabbani. 3 m sous sol, 5 rue et cour, très calme, 500 000 F. 42-71-87-24.

M^{re} ALEX. GUMAS
3 P., coin cas., w.c., bms, ref. nt, bel bain, s/plafond. CLAIR. 75 718 000 F. CREDIT. 43-70-04-84.

93 Seine-Saint-Denis
Bagnolet, limite Les Luths, 5^e étage, dans petite copropriété calme, sympathique 3 pièces, ch. entr., séjour, 2 ch. cuis. Equipée, cave, chauffage collectif. Prix : 900 000 F + 700 F. Tél. à partir de 20 h 30 en semaine ou le week-end toute la journée.

METRO 4 CHAMINS
EXCEPTE 2 P., coin équipée, sol, d'eau, wc. Cave. Prix 350 000 F. ord. total - 45-04-08-80.

J.F. 27 ans, BTS
secrétariat bureautique, 3 ans exp. recherche poste à responsabilité dans une entreprise dynamique. Maitrise TTX (Word 6, Excel).

Appelée Véronique PETIT
au : (1) 45-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.F. 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp. recherche poste à responsabilité dans une entreprise dynamique. Maitrise TTX (Word 6, Excel).

Appelée Véronique PETIT
au : (1) 45-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.F. 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp. recherche poste à responsabilité dans une entreprise dynamique. Maitrise TTX (Word 6, Excel).

Appelée Véronique PETIT
au : (1) 45-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.F. 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp. recherche poste à responsabilité dans une entreprise dynamique. Maitrise TTX (Word 6, Excel).

Appelée Véronique PETIT
au : (1) 45-88-01-07, de 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.F. 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp. recherche poste à responsabilité dans une entreprise dynamique. Maitrise TTX (Word 6, Excel).

L'AGENDA

Vacances

Tourisme
Loisirs

CORSE sud Bastia. A louer studios bord plage, tout confort, 4 pers., 2 cuis., tennis et piscine, dans paradis. Juillet/août. Tél. : 42-85-28-75 37-31-16-22

LOUE à CANNES JUIN/JULIET 91 Studio touristique « Les Sables dorés » 30 mètres de la plage, oléaire. Rénov. (1) 93-92-95

automobiles
Sept 90. Mod. 91, 1^{er} m. 11 500 km, 1^{er} gear, 4 m. Blanche, Vins teintes 4 m. Tenuos. Alerte. 61P. Tél. 40-50-14-31 (ép.)

de 5 à 7 CV
A VENDRE URGENT
FIAT UNO
70 SX i.e. 3 p
Sept 90. Mod. 91, 1^{er} m. 11 500 km, 1^{er} gear, 4 m. Blanche, Vins teintes 4 m. Tenuos. Alerte. 61P. Tél. 40-50-14-31 (ép.)

de 8 à 11 CV
A vendre URGENT
PORSCHE CARRERA 2
Catalytic, année mod. 90 14 000 km, gris mét. Options 1 pont aéroélectrique, cuir, climatisation, alarme. Prix : 412 000 F. Tél. : 45-24-05-51 ou 42-42-04-65 demand. M. BASSANT

CHRYSLER LE BARON
Catalytic. Année 90. Import USA. 145 000 F. Tél. : 42-07-12-10

deux-roues
A VENDRE
HARLEY DAVIDSON
SPORTSTER Vitesse 1900. Tél. : 46-47-95-46

châteaux
Château à louer, XIV^e siècle, domaine rural, piscine, chasse. Tél. (1) 54-47-08-12.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

André JULLIARD
TANDIS QUE
J'AGONISE
de William FAULKNER
Illustration de Collinard

192 PAGES 132Fr.

McDo

La bara

AFFAIRES

Entreprises en Californie

McDonnell Douglas sur la défensive

Le sort s'acharne sur le numéro un américain de l'armement, McDonnell Douglas. Deux grands contrats militaires lui échappent, et l'activité civile lui fait perdre de l'argent



LONG-BEACH

de notre envoyé spécial

UNE monstrueuse baleine en tenue de camouflage armée d'un drôle d'engin, le boom, destiné à tester les instruments de vol, c'est ainsi qu'apparaît au visiteur privilégié le premier exemplaire du C-17, cet énorme appareil de transport de troupes qui commencera à voler en juin, avec huit mois de retard sur les prévisions. Deux autres exemplaires de cet avion, qui peut aussi être utilisé à des fins humanitaires et pour des opérations d'évacuation, sont pratiquement terminés et deux autres prendront la place en attendant une montée en puissance de la production qui devrait permettre de sortir 18 appareils par an à l'échéance 1995-1996, affirme Len Tavernetti, le directeur de ce programme militaire encore confidentiel sur lequel McDonnell Douglas place beaucoup d'espoir. Après des mois et des années d'attribution.

C'est en août 1981 que l'US Air Force avait choisi la firme de Saint-Louis (Missouri) pour satisfaire ses exigences en matière de transports de troupes. Mais Lockheed s'est empressé de faire le forcing en proposant d'accélérer sa production de C-5 avant que le choix ne se porte définitivement sur le C-17 de McDonnell Douglas. Quatre ans perdus, affirme M. Tavernetti, puisque le programme a été stoppé, repris et stoppé à nouveau avant la guerre du Golfe ne lui donne un second souffle. « Saddam Hussein a été notre meilleur agent de marketing. En effet, l'avantage de cet appareil - équipé des dernières technologies avioniques et de 200 kilomètres de câble, explique le

directeur de projet - est que, en dépit de ses dimensions, il pourra atterrir sur des centaines de petites aérodromes qui jusqu'à présent étaient interdits aux gros porteurs de Lockheed, le C-5 et le C-141. » Si l'armée américaine avait disposé de ces appareils au moment de l'invasion du Koweït, elle aurait pu déverser en douze jours 50 % de plus de troupes et de matériel militaire qu'elle ne l'a fait en Arabie saoudite, avancent les responsables de McDonnell, précisant que l'US Air Force envisage d'acheter 120 appareils de cette nature pour un montant total de 35 milliards de dollars. C'est donc sur la ligne budgétaire unique la plus coûteuse du budget de la défense que s'affairent nuit et jour 7 000 personnes (dont 2 000 ingénieurs) dans les installations de Long-Beach, à proximité de Los Angeles.

Plus de 5 000 avions en 2001

De l'autre côté de l'autoroute qu'il faut emprunter pour pénétrer dans la seconde partie de « McDonnell-City », là où se trouve l'activité civile de l'avionneur, qui emploie ici plus de 40 000 personnes dont 6 000 ingénieurs - la division la plus importante du groupe, - M. Joe Pickle, le vice-président et responsable du programme du MD-11, défend les couleurs de cet avion « qui pourra transporter 300 passagers, 50 de plus que le DC-10 », mais aussi se transformer en avion-cargo à la demande, en quinze minutes d'heure. Une possibilité qui semble intéresser beaucoup de compagnies dans la mesure où le transport cargo, en augmentation régulière de 5 à 6 % par an depuis quelques années, est l'élément déterminant de coût qui peut



permettre de rentabiliser ou non un trajet comportant le transport de passagers. A fin avril, neuf appareils dotés de vingt-cinq sièges, qui permet, théoriquement, d'économiser jusqu'à 3 % de carburant, avaient quitté la piste d'envol pour rejoindre leurs clients. A la même date, ceux-ci étaient au nombre de 32, et le carnet de commandes avait enregistré 392 MD-11. Y compris trois commandes fermes et une option passée par la compagnie française Minerve.

le choix entre General Electric, Pratt and Whitney et le britannique Rolls Royce.

« Tant que nous ne serons pas sortis de la récession, nous vendrons ce type d'appareil aux compagnies », affirme M. Pickle. Un pronostic qui conforte les prévisions de l'administration américaine établies, il est vrai, avant la guerre du Golfe. Selon la Federal Aviation Administration, compte tenu de la forte augmentation du transport de voyageurs, la flotte d'avions à réaction des compagnies aériennes devrait passer de 3 900 en 1989 à près de 5 000 en 2001. Soit, chaque année, la mise en service de 214 avions neufs en moyenne. En regardant ces prévisions, McDonnell croise les doigts. Car la firme a besoin d'assurer le succès de son plus important programme commercial - le MD-11 - et de faire de même avec son plus important programme militaire - le C-17 - pour éviter de subir une crise majeure qui, sinon, se transformerait en véritable débacle après le récent échec du chasseur ATF qu'elle a

durement ressenti. Le 23 avril dernier, l'Air Force a annoncé que le marché de l'Advanced Tactical Fighter (ATF), un fabuleux pactole de 648 appareils et de 64 milliards de dollars, sur vingt-cinq ans, était alloué à l'association Lockheed-Boeing-General Dynamics, au détriment du tandem McDonnell Douglas-Northrop, confirmant certaines indiscretions en provenance de Washington (le Monde du 9 avril).

Une situation financière préoccupante

La perte du contrat le plus important de la décennie est autant un manque à gagner évident qu'un déjà conduit McDonnell à annoncer des suppressions d'emplois qu'un canonnet commercial et technique, le prototype YF-23 de Lockheed ayant finalement été choisi parce qu'il offrait « le meilleur produit au meilleur prix ».

Pour celui qui reste, de loin, le premier fournisseur du Pentagone, la nouvelle ne pouvait pas plus mal

tomber alors que le constructeur de l'hélicoptère Apache, qui s'était brillamment distingué dans la guerre du Golfe, venait de perdre quelques jours plus tôt une commande de 34 milliards de dollars de l'armée de terre américaine pour la fourniture de son futur hélicoptère léger, le LHA (Light Helicopter). Un marché qui est allé à Boeing et à Sikorsky et qui passe sous le nez de McDonnell, allié pour la circonstance à Bell. Dans le même temps, le directeur des programmes d'armement au ministère de la Défense faisait savoir que le groupe de John F. McDonnell était en si mauvaise posture financière que la société pourrait être aculée à la faillite si l'administration persistait à lui réclamer les 1,35 milliard de dollars qu'elle voulait recouvrer au titre de paiements litigieux.

A en juger par les comptes de l'exercice 1990, marqués par un chiffre d'affaires total de 16,2 milliards de dollars (dont plus de 8 avec le Pentagone) et un bénéfice de 185 millions, la situation est effectivement préoccupante. Le groupe qui réalise pratiquement le même volume d'activité dans le militaire et le commercial, gagne très peu d'argent dans le premier secteur et en perd dans le second. Seuls les missiles, le domaine spatial et les services financiers dégagent du profit.

Une fois de plus, McDonnell va s'efforcer d'abaisser son point mort en réduisant ses effectifs. Des milliers de licenciements qui viendront s'ajouter aux très nombreuses suppressions d'emplois déjà opérées pour l'ensemble de l'industrie et qui affectent tout particulièrement la Californie, la région militaire la plus importante des Etats-Unis. Selon les dernières prévisions, l'industrie militaire, qui emploie 1,2 million de personnes dans l'ensemble du pays (dont la moitié dans le seul bassin de Los Angeles), a déjà supprimé plus de 70 000 emplois (dont 20 000 en Californie du sud). D'autres licenciements massifs sont attendus, notamment parmi les personnels ouvriers. Un déclin pour la Californie qui a vu son activité de défense chuter à 8 % environ de son PNB cette année contre 10 % en 1987. Et près de 40 % au début des années 50.

SERGE MARTY

Les dix principaux fournisseurs du Pentagone

Année fiscale 1989	Année fiscale 1990
1. McDonnell Douglas..... 8,6	1. McDonnell Douglas..... 8,2
2. General Dynamics..... 7,0	2. General Dynamics..... 6,2
3. General Electric..... 5,8	3. General Electric..... 5,7
4. Raytheon..... 4,1	4. General Motors..... 4,0
5. General Motors..... 3,7	5. Raytheon..... 4,0
6. Lockheed..... 3,7	6. Lockheed..... 3,5
7. United Technologies..... 3,6	7. Martin Marietta..... 3,4
8. Martin Marietta..... 3,3	8. United Technologies..... 2,8
9. Boeing..... 2,9	9. Grumman..... 2,6
10. Grumman..... 2,4	10. Tenneco..... 2,4

Chiffre d'affaires réalisé avec le Pentagone, en milliards de dollars.

La baraka de la Bank of America

Alors que les grandes banques nationales américaines (Citicorp, Chase) ou californiennes (Security Pacific) s'enfoncent dans un océan de pertes, la Bank of America renaît de ses cendres

SAN-FRANCISCO
correspondance

LA statue de A.P. Giannini luit au soleil de mai. Eposée et soignée soigneusement par un employé sexagénaire, cette œuvre, érigée en l'honneur de l'émigrant italien qui rêva, au tournant du siècle, de conquérir tous les éparpillés des Etats-Unis à partir de son siège de San-Francisco, reprend vie. La seconde banque de dépôts américaine (derrière la Citicorp) aussi. Rescapée après une décennie qui la mena au bord du précipice, la Bank of America affiche aujourd'hui une santé gailarde et dispose désormais de nouvelles perspectives.

Pendant plus de trente ans, Giannini s'attela à l'ouverture de succursales en Californie, tissant un réseau atteignant les bords les plus éloignés. Ce financier populiste, « le banquier des petites gens », comme il aimait à se décrire, finit par atteindre son objectif final. A la fin des années 40, il détenait un empire (dont une participation importante dans la Citicorp) s'étendant de la Côte ouest à New-York. Mais la législation anti-trust l'obligea à désinvestir de ses filiales et à se retrancher dans le bastion californien. Heureusement, la croissance de l'Eilat, les prêts aux pays du tiers-monde nourrirent l'expansion de la Bank of America, prise de bouillie préteuse. Pendant quelques années, de 1970 à 1980, sous la férule autoritaire de Tom Clausen, la firme de San-Francisco ne cède à aucune de ses ambitions.

Lorsque Clausen accepte la direction de la Banque mondiale, en 1981, son successeur, Samuel Armacost, hérite d'un fardeau empoisonné. La récession de 1980 frappe par ricochet la Bank of America, bailleur de fonds principal de la promotion immobilière qu'elle avait soutenue sans discernement. Parvenu au sommet de cette institution d'environ trente mille employés à moins de quarante-cinq ans, le jeune président affronte de mauvais trimestres, ponctués par l'insolvabilité des créanciers du tiers-monde. De 1985 à 1987, les pertes avoisinent 1,8 milliard de dollars. Des OPA sauvages menacent la vieille maison. Submergé par ces difficultés incontrôlables et assailli par la fille du fondateur, véritable égarée de la dynastie, qui demande son départ, Armacost démissionne, remplacé par Clausen, qui retourne aux affaires privées au milieu des quolibets dubitatifs.

Mauvaise passe

La Bank of America traverse alors une mauvaise passe. Tandis que les « raiders » (un premier de First Interstate, un second de Sandy Weil, l'ex-patron d'American Express) tambourinent à la porte, la firme de San-Francisco cherche en vain des liquidités... La rentabilité de ses actifs devient négative. Les dirigeants se résignent alors à s'aligner momentanément à des financiers nippons afin de renflouer la trésorerie. Le moral chute. « Les employés n'osaient plus révéler

qu'ils travaillaient chez nous », raconte Frank Newman, le directeur financier. Toutefois, au calvaire succède le sursaut. L'équipe rassemblée par Armacost et composée principalement d'anciens de la Wells Fargo, la rivale et seconde banque californienne, se consola avec l'arrivée de Richard Rosenberg. Clausen lui promet la direction de la firme à condition de redresser le réseau des succursales. « Sans son savoir-faire avec la clientèle des petits déposants, le réveil aurait pris du temps », confie Donald Crowley, un analyste de Keefe, Bruyette & Woods, spécialiste dans le secteur.

En effet, la stratégie commerciale se conjugue à des facteurs structurels. Rosenberg, un homme de marketing, joue son va-tout. Il accroît d'urgence les dépenses publicitaires et annonce de nouveaux produits. L'un d'entre eux, le « compte Alpha », permet d'ouvrir cinq cent mille comptes en un an. Il développe un système de rémunération des employés qui privilégie les bonus liés aux performances commerciales. Même les directeurs de succursales gagnent jusqu'à 100 000 dollars par an, car il faut encourager « ceux qui se démenent », explique Lewis Coleman, le vice-chefman, un ancien de la Wells Fargo, lui aussi. Surtout, il incite sa force de vente à promouvoir les produits dérivés - cartes de crédit, coffres-forts - qui accentuent la rentabilité par compte ouvert. « L'élément essentiel dans ce domaine, c'est la relation avec le déposant. Une fois solidifiée, la banque s'enrichit au fil des services

qu'elle lui rend », résume Donald Crowley.

Les facteurs structurels parachevent le cheminement vers le renouveau. Malgré les égrégements des années 70, où la direction préféra l'expansion internationale à la satisfaction de sa clientèle, celle-ci demeure dévouée et fidèle, au grand dam des concurrents. Le montant des dépôts de particuliers dépasse 42 milliards de dollars en 1990, soit plus de 10 % des dépôts bancaires de la Californie. Et, malgré le monopole des banques et des caisses d'épargne, battu en brèche depuis dix ans par les courtiers et les compagnies d'assurances, la Bank of America renforce ses parts de marché des dépôts grâce à une image qui l'identifie au succès de la région.

Allié de choix

Par ailleurs, la firme de San-Francisco vide ses abois. Les dépenses (hors paiements d'intérêts) passent de 4,3 milliards de dollars en 1986 à 3,7 milliards de dollars l'an dernier. La dette des PVD est réduite par Lewis Coleman de 10 à 4 milliards de dollars en un an et les prêts immobiliers provisionnés sans retenue dégagent désormais des résultats positifs non anticipés. A cela s'ajoute le faible coût des dépôts - 4,74 % - moins rémunérés en Californie qu'ailleurs. « Nous disposons ainsi d'un avantage non négligeable », susurre Frank Newman. Une litote, car l'économie s'élève à 700 millions de dollars par an ! Enfin, Rosenberg et

Coleman se dotent d'un réseau informatique sophistiqué, « car nous pouvons ainsi proposer des produits de qualité à des coûts réduits », selon Coleman.

Mais le véritable ressort de ce rebond, c'est la chance. Exsangue au milieu des années 80, l'entreprise d'Armacost n'a pu participer aux prêts en junk bonds ou aux syndications litigieuses et pharaoniques des bâtisseurs d'empire éphémères tels Donald Trump ou Campeau. De surcroît, elle émerge du marasme des 1989 alors que le secteur entier s'y enfonce, lui permettant de jouer les forts parmi les faibles. « Une vraie baraka », assure Crowley.

La réforme Brady (du nom du ministre du Trésor américain) permet, d'une part, l'expansion bancaire au-delà des frontières d'un Etat et, d'autre part, la suppression des restrictions entre banques de dépôts et banques d'affaires autorisées à commercialiser les titres. Aussi, forte de la trésorerie engrangée depuis deux ans, la Bank of America rachète, avec le soutien fédéral, sept banques ou caisses d'épargne et devient la troisième institution financière dans des Etats-clés de la côte ouest comme celui de Washington ou l'Arizona. Les deux cents succursales auront coûté 440 millions de dollars et rapporté 7 milliards de dollars de nouveaux dépôts. Une aubaine, d'autant que la reprise des caisses d'épargne s'est opérée avec le soutien financier des autorités fédérales. On ne prête qu'aux riches.

Certes tout peut encore arriver. Le trimestre dernier, la Bank of

America devait ravir la Bank of New England et, ce faisant, établir une tête de pont sur la côte est. Mais elle a été devancée par l'ingéniosité des compères de KKR (Robert et Kravis). « Un coup dur » mal digéré par les hommes de Rosenberg, selon des proches. D'ailleurs, les performances financières ne vont pas tarder à s'altérer, d'après les estimations des analystes. La récession qui touche la Californie s'attaquera au portefeuille immobilier, source de 29 % des prêts de la firme, et ralentira les opérations effectuées par les particuliers. Les crédits d'impôt utilisés depuis 1988 (comme contrepartie aux pertes d'exploitation) s'effacent désormais et laissent place à une ardoise fiscale accrue de 250 millions de dollars. « D'ailleurs, notre expansion outre-Californie va nous obliger à payer plus sur nos dépôts », ajoute Coleman.

Néanmoins la Bank of America sort grandie de cette épreuve. Ses dirigeants prévoient une consolidation et un rapprochement des grandes banques, « soit par fusion, soit par acquisition », note Coleman. Des rumeurs circulent selon lesquelles la Wells Fargo constituerait un allié de choix. Propos démentis par le vice-chefman de la Bank of America, quoique... cinq des neuf membres de son comité directeur viennent de la maison d'en face. Au-delà des conjectures, une chose demeure certaine, la Bank of America veut devenir la Banque de l'Amérique.

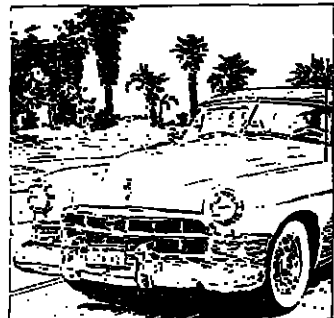
ALEX SERGE VIEUX

AFFAIRES

Entreprises en Californie

Jack Pandol en son jardin

Le patron de Pandol Brothers Inc., qui exploite 1 600 hectares de fruits et légumes n'échappe pas aux saisons. A cause des gelées puis de la sécheresse, il a dû licencier



FRESNO

de notre envoyé spécial

JACK désigne du doigt des rangées de choux laissées à l'abandon. « Tenez, c'est ce qui reste. On a voulu faire un test sur des légumes chinois. On a perdu 100 000 dollars. Tant pis, il fallait essayer. » Brusquement, il saute de sa vieille Mercedes définitivement privée d'amortisseurs et aussitôt, l'air docte, les grappes disposées en treille, « Ici, en revanche, ça a l'air de bien prendre. On fait des croisements. Du raisin du Chili ou d'Afrique du Sud, mélangé avec des espèces du sud-est des États-Unis. Il faudra encore attendre un peu pour juger. »

A soixante-huit ans, Jack Pandol — « Senior », précise la secrétaire — a encore du mal à s'arracher à sa terre. A ces cultures expérimentales conduites à présent par l'un de ses fils, mais qui continuent à le passionner. Et à le faire voyager. A l'intérieur de la gimbardie, la radio grésille. C'est la secrétaire qui, pour la seconde fois, rappelle les impératifs d'horaires à son patron. « Vous allez être en retard, Jack. » Déjà 16 heures. Juste le temps de passer un costume, de filer jusqu'au petit aérodrome de Fresno, et, à 19 heures précises, le président de Pandol Brothers Inc. dinera aux côtés de ses collègues de la commission du commerce extérieur de Californie, à Sacramento, la capitale de l'Etat. En présence de « Pete », Peter Wilson, le gouverneur

de Californie, venu parler de la situation économique de la région, rendue plus difficile par les gelées et la sécheresse, avec quelques patrons de l'industrie et de l'agro-business. A 21 heures, tout devrait être bouclé. Jack Pandol devrait retrouver son lit à minuit.

Voilà bien près de cinquante ans qu'il vit au même rythme, à cette différence près que les fonctions sociales ont progressivement remplacé le travail aux champs. Au même endroit, aussi, cette dizaine de bâtiments fonctionnels et sans âme plantés à Delano, à une demi-heure de voiture de Fresno, au cœur de la San Joaquin Valley, la région agricole la plus riche des États-Unis. « Pendant des années, nous avons travaillé sept jours sur sept avec mes deux frères. Après avoir conduit le tracteur toute la semaine, on passait le dimanche à l'église ou à des tâches ménagères, et tout l'argent que nous pouvions gagner à la ferme revenait à nos parents », raconte-t-il.

Grâce à la guerre du Vietnam

C'était comme ça chez les Pandol, en tout cas depuis que le père, Steve, avait quitté son emploi dans le bâtiment à Chicago pour retrouver un climat plus clément dans la Central Valley californienne. Et perpétuer le travail de la vigne apprise en Yougoslavie. « Mon père était austro-hongrois, ma mère yougoslave. Moi, je suis américain, mais j'ai hérité de ce mélange le goût des contacts et des langues étrangères », explique-t-il en passant sans transition de l'anglais à l'espagnol. A la mort du père, au début des années 60, les fils, déjà très présents dans l'exploitation, prennent le relais, en se fixant comme double objectif de diversifier la production et de partir à l'assaut des marchés extérieurs. C'est à l'occasion d'un de ces voyages que l'un des frères trouva la mort dans un accident d'avion. Mais, entourés de toute la famille, Jack, devenu président, et son frère Matt, qui, tradition oblige, ont décidé de travailler sur place, s'attachent à faire fructifier une entreprise que l'on cite désormais en exemple pour son ouverture précoce sur l'étranger.

En réalité, Pandol Brothers a commencé à exporter presque par accident, il y a moins de trente ans, en empruntant les avions-cargos qui portaient ravitailler en armes, munitions et aliments les troupes américaines engagées dans la guerre du Vietnam. Bien armées, les premières caisses de raisin de table, l'essentiel de la production, étaient destinées à Hongkong, la véritable plaque tournante locale. Voilà pour la version officielle. En réalité, à cette époque, l'entreprise qui s'était déjà fortement développée était soumise à un sévère boycottage de la part du syndicat des ouvriers agricoles (le United Farmworkers of America) et de son leader, Cesar Chavez. De 1966 à 1970, ce dernier

allait mener la vie dure à Pandol Brothers et à son patron qui affichait des opinions très républicaines presque avant l'heure. Empêchée de commercer avec San-Francisco et le nord-est des États-Unis, l'entreprise s'empressa de saisir au vol les appareils de l'US Air Force pour écouler sa marchandise sous d'autres cieux.

Raisin sans pépins

A l'heure actuelle, environ 20 % des productions de raisin (sans pépins, conformément aux habitudes américaines), de citron, de pêche, de kiwi, de pomme verte et de quantité de légumes prennent chaque jour le chemin de l'Asie (qui constitue le principal marché à l'exportation), de l'Amérique centrale et de l'Europe pour l'essentiel, quelques caisses s'égarant jusqu'aux Emirats arabes unis et à l'Australie. Au total, une centaine de produits et un réseau étendu à quarante pays, approvisionné par air et mer. Témoin ces navires frigorifiques qui croisent au large du Chili en direction du Japon et dont on suit le tracé au mur, d'heure en heure, dans la *salesroom* contiguë au bureau de Jack où s'affairaient une demi-douzaine de spécialistes des matières premières et du fret maritime. Des informations reprises en continu sur leurs écrans et que suivent aussi avec attention les concurrents de Pandol Bros, installés dans toute la région.

Chaque année, la Californie — qui est le premier Etat agricole américain, loin devant le Texas, l'Iowa et le Nebraska, — et ce depuis quarante-deux ans, — exporte plus de 4 milliards de dollars de produits de la terre, essentiellement à destination des pays asiatiques et européens, sur une production totale qui avoisine les 17 milliards de dollars. A partir de quelque 80 000 exploitations agricoles réparties sur 13 millions d'hectares de terres cultivables (le tiers de la superficie totale de l'Etat) et qui n'emploient que 2 % de la population active californienne, un taux proche de la moyenne nationale. Et beaucoup d'ouvriers saisonniers venus en masse du Mexique, mal payés, généralement sans couverture sociale, que l'on s'empresse de mettre à la porte à la première averse.

Au début des années 80, les ouvriers agricoles de San Joaquin Valley ont été les premiers à faire les frais de la hausse du dollar et de la chute des exportations agricoles californiennes qui en est résultée (suite au renchérissement des produits à destination de l'étranger), laquelle a entraîné la disparition de nombreuses exploitations. A présent, ce sont les gels du mois de décembre dernier qui les poussent vers la sortie. « Nous avons été obligés de licencier soixante-quinze d'entre eux », reconnaît Jack Pandol Sr. « Nous devons nous adapter à une situation exceptionnelle — le thermomètre est tombé à moins 10° Celsius à la fin de

l'année dernière, du jamais vu dans cette région — et nous efforcer de préserver le maximum d'emplois », explique-t-il, soulignant l'importance des coûts salariaux (50 % des charges totales). Cette grosse PME emploie cent vingt personnes à temps complet, quatre cents pour une période de neuf à douze mois et deux cents pour un semestre.

En dépit des aléas climatiques, les 1 600 hectares de légumes et de fruits continuent à assurer des revenus confortables à Pandol Bros. La société réalise plus de 125 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel, mais elle a su trouver des recettes — et des profits — annexes en créant sa propre unité d'emballages destinés d'abord à l'exploitation familiale, ensuite à des clients extérieurs. Encore une idée de Jack qui cherchait surtout le moyen de ne pas écraser ses grappes de raisin, et d'en mettre le maximum dans une boîte, pour assurer un meilleur service à moindre coût. Le polystyrène expansé est acheté en Corée et les presses fournissent chaque année 4,5 millions d'emballages recyclés dont 3 millions seront vendus à d'autres entreprises. Notamment pour l'expédition des roses. Une activité de complément qui tient à l'aise dans un simple hangar et qui fonctionne pratiquement sans personnel. Sans surveillance excessive. Ce qui permet à Jack Pandol d'aller régulièrement jeter un œil sur ses greffes de raisin du Chili.

S. M.

Brice C. Jones, le vigneron de la Sonoma Valley

WINDSOR

de notre envoyé spécial

« Je ne veux faire qu'un seul vin, du chardonnay. Mais je veux qu'il soit le meilleur. » A l'inverse de ses collègues des vallées de Napa, de Sonoma et de la région côtière qui produisent l'essentiel du vin californien de qualité en jouant sur différents cépages (les trois principaux étant le chardonnay, le cabernet sauvignon et le zinfandel) et en montant progressivement en gamme, Brice Cutrer Jones s'en tient à son vin blanc préféré. Un chardonnay qui sied à son palais et dont il vend à présent 95 000 caisses de 12 bouteilles chacune, plus du double de sa production initiale. Il y a tout juste dix ans, lorsqu'il a commencé à coller ses premières étiquettes aux appellations Sonoma-Cutrer Russian River Ranches, Cutrer-Vineyard et Les Pierres, son premier cru.

Heureusement, ce qui, à l'époque, aurait pu apparaître comme une simple mode, est devenu une habitude bien ancrée dans l'esprit des consommateurs. « Le bon pour le vin blanc que l'on boit de préférence frais, voire glacé, remonte à 1976 et, depuis, les gens continuent à en boire. A table, car il n'empêche pas de travailler l'après-midi, ou en cocktail », explique-t-il. De fait, sur les 30 millions de caisses de vin que produit chaque année la Californie (dont 7 % seulement de qualité très supérieure), près de 62 % sont du vin blanc. Des proportions qui peuvent être étendues à l'ensemble du pays puisque cet Etat qui regroupe 770 producteurs de vins (sur les 850 répertoriés aux États-Unis) dont 185 dans la Napa Valley et 155 dans la vallée voisine de Sonoma (le reste, l'essentiel, provenant de la Vallée centrale), représente à lui seul 90 % de la production totale américaine, soit plus de 14 millions d'hectolitres chaque année.

Sans avoir tous ces chiffres en tête au moment où il s'est lancé dans la vigne, puis a monté sa cave, Brice C. Jones savait que le marché était porteur et qu'il était possible de s'y nicher. A une double condition : accepter d'avoir tout à apprendre et de perdre d'abord et peut-être sur une longue période de l'argent.

Un climat proche de celui de la Bourgogne

Né en 1939 dans la zone du canal de Panama, ce fils et petit-fils d'officier de carrière issus de West Point n'avait aucun vigneron dans la famille, et c'est par le pur hasard de son affectation à Francfort, au sortir de l'académie de l'US Air Force, en 1963, qu'il se piqua de connaître bientôt les grands vins européens. La guerre du Vietnam allait interrompre ce lent apprentissage, mais il faut croire que sa passion pour les vignobles était réelle puisqu'il décidait de démissionner de l'armée en 1970 pour entrer à la Harvard Business School dans l'espoir d'apprendre à gérer une exploitation. Viticole, bien sûr.

Deux ans plus tard, Brice C. Jones avait un associé, Kent M. Kineman, un avocat new-yorkais, une raison sociale, Sonoma-Cutrer Vineyards, quelques économies, mais pas la moindre parcelle de terre californienne. Que ce soit dans la Napa Valley, où la viticulture avait véritablement commencé en 1858 à l'initiative de Charles Krug ou dans la Sonoma Valley voisine, plus froide, souvent recouverte d'une légère brume et au climat très proche de celui de la Bourgogne, aucune bonne terre n'était à vendre. Il dut finalement se rabattre sur quelques flancs de colline pour y planter d'abord un peu de vin rouge, à titre expérimental, puis du chardonnay, résultat de longues études sur les meilleures qualités de cépages et de l'avis éclairé d'un consultant embauché

à cet effet. En 1972, à trente-deux ans, Brice était l'heureux propriétaire de quelque deux cents acres éparpillés entre les deux vallées, une superficie progressivement triplée.

Huit ans plus tard, il avait toujours ses titres de propriété mais était quasiment ruiné. « L'explication est simple, raconte-t-il, au bas de la vallée, le rendement est de six tonnes par acre. En haut, à flanc de colline, il n'est plus que de deux tonnes et demi. Avec les mêmes coûts. Or c'est là où nous étions. Je n'arrivais pas à décoller. » Heureusement, l'engouement des Américains pour le vin blanc allait venir à son secours. Et l'obliger à franchir le pas. Les deux associés sont d'accord. Le seul moyen de gagner de l'argent est de contrôler le processus. D'avoir sa propre cave. « C'est ce que nous avons fait. »

Les étrangers visent le haut de gamme

En 1981, Sonoma-Cutrer est enfin sorti du rouge. Pour beaucoup grâce à William Bonetti, un maître de chais qui avait auparavant, pendant cinq ans, été au service de E & J Gallo, le numéro un mondial du vin de table, installé à Modesto, au tout début de la San Joaquin Valley, puis chez Krug, une maison beaucoup plus traditionnelle. A présent, l'entreprise, installée près de Windsor, affiche sa prospérité et peut se permettre de sponsoriser chaque année le Championnat du monde de cricket qui se déroule à proximité. « Nous faisons 8 millions de dollars de chiffre d'affaires, ce qui est naturellement bien loin du milliard de dollars que réalisent les frères Gallo. Mais c'est un choix. De qualité maintenant. De rentabilité demain », souligne son propriétaire.

Va pour le « sur mesure ». Pour l'instant, la société se contente de vendre dans une quarantaine d'Etats et à Porto-Rico en visant,

via les distributeurs, la clientèle des restaurants, là où se trouvent les vrais prescripteurs. Mais cette production et ces circuits de consommation volontairement limités empêchent de développer une véritable politique à l'exportation. Brice en convient. « Nous vendons très peu à l'étranger, peut-être 1 % de la production contre 20 %, par exemple, pour Mondavi, l'un des grands noms de la profession. Mais il y a exportation et exportation. Pour nous, il importe beaucoup d'être présent au Japon, où nous envoyons 500 caisses de chardonnay par an. Mais à la condition d'être dans les meilleurs restaurants. »

L'ancien pilote de l'US Air Force semble avoir fait le bon choix. Le marché des vins de qualité, les *premium wines*, est dominé par les trois cépages qui représentent ensemble les trois quarts de l'ensemble des cépages commercialisés, à savoir le cabernet sauvignon (14 %), le chardonnay (24 %) et surtout le zinfandel blanc (32 %). Un segment de marché qui ne semble pas encore trop affecté par la baisse de la vente de vins constatée ces deux dernières années aux États-Unis sous le triple effet de la crise économique, d'un alourdissement de la fiscalité et de l'impact de différentes campagnes contre l'alcool. De plus, il ne sert à rien de s'épuiser financièrement à aller chercher bien loin de nouveaux consommateurs alors que les producteurs de Napa et de Sonoma disposent, à leur pied, d'une clientèle captive puisqu'en effet plus de 90 % des vins consommés en Californie sont d'origine locale. Reste que la présence étrangère, conduite par les investisseurs britanniques, suisses et français pour l'essentiel (les Japonais sont, pour l'instant, loin derrière), se renforce dans l'industrie vinicole californienne. Et c'est le haut de gamme qui est visé.

S. M.

Le Monde DE L'EDUCATION JUIN 1991

ÉCOLE

DANS QUELS LOCAUX VOS ENFANTS TRAVAILLENT-ILS ?

Egalement au sommaire :

- Le mode d'emploi des séjours linguistiques
- Le bilan des langues vivantes en primaire
- Les nouvelles formations des métiers d'enseignants

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde CAMPUS

LE BOND EN AVANT DES « BAC + 2 »

Supplément magazine - 48 pages avec

Le Monde

LUNDI 3 JUIN (numéro daté 4)

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Maub.-Mut.) F. dim.

YUGARAJ (air climatisé) 43-26-44-91 14, rue Dauphine. 6 F. lundi

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

مكتبة الأمل

jardin

lectures de fruits et légumes
séchés, 1 a d.

Les jardins de fruits et légumes secs sont très intéressants pour les personnes qui ont un jardin. Ils permettent de cultiver des légumes secs, des fruits secs, des herbes aromatiques, etc. Ils sont très faciles à entretenir et produisent beaucoup de légumes secs et fruits secs. Ils sont très utiles pour la cuisine et pour la santé. Ils sont très populaires et très appréciés. Ils sont très faciles à cultiver et à entretenir. Ils produisent beaucoup de légumes secs et fruits secs. Ils sont très utiles pour la cuisine et pour la santé. Ils sont très populaires et très appréciés.

Le Monde

EDUCATION

ÉCOLE

ANS QUELS LOCAUX
VOS ENFANTS
TRAVAILLENT-ILS ?

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

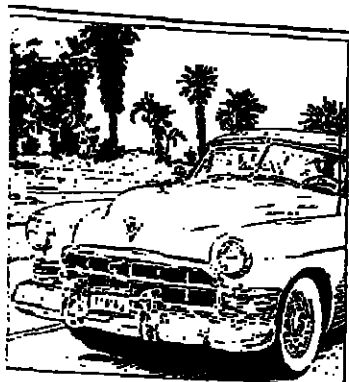
Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire

Équipement du laboratoire



LOS ANGELES

correspondance

«SIX albums, des clips, des courts-métrages, un long-métrage en préparation, des jeux vidéo...» pour Sony, le contrat passé avec Michael Jackson, ce sera au moins 1 milliard de dollars de ventes...» Robert Zito, vice-président de Sony USA Inc., détaille avec gourmandise les retombées financières du contrat d'exclusivité que Sony Music Entertainment (ex-CBS Records) vient de signer, pour une centaine de millions de dollars seulement, avec la star.

Première acquisition japonaise d'envergure dans le domaine de l'industrie des loisirs, le rachat de CBS par Sony en 1987 avait créé des échos dans l'opinion américaine. Quatre ans après, la liste des investissements japonais à Hollywood est impressionnante. Et elle continue de s'allonger. A qui le tour ? se demandent-ils aujourd'hui à Hollywood. Quels sont les objectifs à long terme des investisseurs japonais ? Certes, les capitaux japonais arrivent au moment où l'industrie américaine du cinéma, voyant ses coûts s'élever, se fait très gourmande. Et ce n'est qu'un début, confirme l'homme d'affaires Peter Dekom, très au fait des transactions entre financiers japonais et producteurs américains. Car les rivaux nippons de Sony et de Matsushita s'apprêtent bien, eux aussi, à entrer dans le jeu de Hollywood. Déjà les rumeurs de nouvelles fiançailles circulent : entre Toshiba et Time Warner, entre Hitachi et Paramount... Pourtant, à l'heure actuelle, les investisseurs asiatiques sont plus prudents. Ils attendent de voir les fruits de leurs premières incursions.

Quelques mois après l'acquisition de MCA-Universal par Matsushita, le studio de Burbank s'abstient du moindre commentaire. Lors de la transaction, la communauté de Hollywood avait déjà remarqué avec appréhension l'absence de garanties de non-ingérence similaires à celles qu'avait données le président de Sony, Akio Morita, lors du rachat de Columbia. « Notre philosophie est celle de la localisation globale », précise Robert Zito en jargon nippon, ajoutant que les cadres de Columbia Pictures et de Tri-Star ne reçoivent pas de directives de Tokyo. Les premiers films produits par la nouvelle direction sortront dès l'été (Hudson Hawk, avec Bruce Willis, Radio Flyer, le Prince of Tides dirigé par Barbara Streisand...), précédés par des rumeurs de coûts extravagants, et alors même que l'un des deux présidents, Jon Peters, démissionne de son

poste. Les recettes du box-office de la fin de 1991 donneront une première indication de la rentabilité de cette coûteuse acquisition. Les dépenses de Columbia Pictures sont, d'ores et déjà, compensées par les bénéfices exceptionnels réalisés par Sony Music Entertainment en 1989 et 1990. La société, acquise pour 2 milliards de dollars en 1987, est estimée à 5 milliards aujourd'hui.

Mais, en achetant un grand studio hollywoodien, la stratégie à long terme de Sony vise davantage que le box-office. Mûrant sur une synergie entre « software » et « hardware », la compagnie programme déjà la promotion du matériel électronique (téléviseurs, magnétoscopes ou consoles de jeux) en relation avec Hook, le prochain film de Steven Spielberg sur l'histoire d'un Peter Pan adulte, un film dont la sortie est prévue aux États-Unis pour décembre. Par ailleurs, la société Sony Electronic Publishing vient d'être créée dans le but d'assurer le marketing de ces nouveaux produits multimédias et interactifs.

Deal à avantage de Disney

Avec les 600 millions de dollars de financement de Touchwood Pacific Partners I, les studios Walt Disney se retrouvent au troisième rang des placements japonais par le volume. Contrairement aux autres opérations, on précise chez Disney qu'il s'agit là d'investissements passifs. Alors que de telles opérations n'avaient porté jusqu'à présent que sur un nombre restreint de films (et le plus souvent indépendants), ce financement concerne un portefeuille de vingt-quatre films représentant l'ensemble de la production des studios (à savoir Disney, Touchstone et Hollywood Pictures) pour la saison 1991-1992.

Mais la difficulté notable qu'a rencontrée la société financière chargée de placer les titres Yamachi, pourrait déclencher un redoublement de prudence, voire un revirement des investisseurs japonais. Pour les responsables de Disney, le problème est strictement conjoncturel, la société d'investissements nippons ayant lancé cette opération en septembre 1990, pendant la crise du Golfe et la récession du crédit bancaire observée au quatrième trimestre 1990. Le deal très avantageux réalisé par Disney a irrité à plus d'un titre les producteurs indépendants.

Certains nippons préfèrent pour l'instant la coopération, question d'apprentissage. Nomura Babcock & Brown (NB & B) a choisi le par-

tenariat avec des indépendants forts. Le groupe japonais a ainsi investi 50 millions de dollars en joint-venture avec Interscope, les heureux producteurs du remake lucratif de Trois Hommes et un couffin qui tournent actuellement une version nouvelle du Grand Chemin, sous le nom de Paradise, avec Melanie Griffith et Don Johnson. Pour la société d'investissements japonaise (issue de Nomura Securities et de Babcock & Brown), la première incursion à Hollywood a commencé par les productions Morgan Creek, où elle a investi dans quatre films (dont Enemies, a love story qui a valu une nomination aux Oscars à Anjelica Huston) pour 25 % du budget total de 100 millions de dollars, sans le moindre contrôle créatif. Les films ont été des succès moyens, mais les investisseurs japonais se disent

prêts à revenir. Cependant, le film qu'on annonce comme le grand succès de l'été - Robin Wood, Prince of Thieves avec Kevin Costner dans le rôle de Robin des bois - est financé à 100 % par Morgan Creek.

Autre stratégie d'entrée dans le jeu : une participation en capital. Pioneer LCD Inc. a pris en juin 1990 10 % de Carolco Pictures, aux côtés de Canal Plus et prochainement du groupe Rizzoli. Au conseil d'administration de cette société de production internationale basée à Los Angeles siègent donc un Français, deux Japonais et bientôt un Italien. Ces partenaires stratégiques pensent à Carolco un renforcement de son implantation à l'étranger. Pioneer s'octroie ainsi les droits de distribution mondiaux des titres du catalogue (Rambo, Total Recall, The Doors et, bientôt, Terminator 2 avec Schwarzenegger...) sur

disques-laser et en assure la distribution vidéo au Japon.

L'afflux de capitaux japonais est accueilli par Hollywood avec un mélange d'appréhension, de fatalisme et... quelques propos racistes. Certains s'étonnent d'une réglementation libérale qui permet à une compagnie étrangère d'acheter une entreprise américaine alors que les réseaux n'ont pas le droit de vendre leurs shows à l'étranger (les règles des syndicats viennent d'ailleurs d'être assouplies). Et, lors du rachat de MCA, l'hebdomadaire Variety titrait, en idéogrammes japonais : « Consommateurs, attention ! » Rien de tel quand le financier italien Giancarlo Parretti acquiert MCM (avant d'être récemment dépossédé d'une partie de ses pouvoirs tout en restant l'actionnaire principal) ou Rupert Murdoch, la Twentieth Century, puisque, en effet, quatre

des sept majors américains sont propriété étrangère. Une limite de tolérance se dessine : « Si les Japonais s'approchent de Paramount, le Congrès envoie une troisième bombe nucléaire sur Hiroshima », lance Peter Dekom. En revanche, le rachat d'Orion serait apprécié favorablement, comme un sauvetage, car malgré les succès de Danse avec les loups et le Silence des agneaux, le mini-major reste en difficulté.

Hégémonie culturelle

Les producteurs hollywoodiens s'accrochent à dire qu'ils ne peuvent tout de même pas reprocher aux Japonais l'actuelle vulnérabilité de l'économie américaine. Les réactions au Deal de Michael Jackson ont porté davantage sur les montants financiers en cause que sur ses implications économiques et culturelles. « La question de l'hégémonie culturelle est légitime, songe-t-on à Roger Smith, vice-président exécutif de Carolco. Il existe un consensus dans la capitale du cinéma : l'industrie fabrique des produits à fonction économique, sans illusion culturelle, qu'elle porte alors la couleur de l'argent ? Mais que fait le management japonais devant un scénario sur la deuxième guerre mondiale ? C'est un sujet d'inquiétude », entend-on. Mais, à l'heure actuelle, les besoins financiers surpassent les risques de censure.

« Avec le temps, la communauté de Hollywood va comprendre que Sony ne va pas transformer Hollywood, précise Robert Zito, et nous avons créé vingt-cinq mille emplois dans ce pays. »

L'enjeu est également technologique. Si l'évolution fut minime depuis cinquante ans, on est à l'aube d'une révolution dans ce domaine. Les Japonais et leur stratégie à long terme sont plus aptes à y mener le cinéma ? Faut-il alors parler de futur monopole ou de nouvelle géographie globale ? Pour une production cinématographique qui représente la dernière exportation des États-Unis, après celle de l'industrie aéronautique, qui est sûre de son savoir-faire, la meilleure garantie de non-ingérence reste le marché : à l'échelle planétaire, la demande du public s'adresse bien aux films produits par Hollywood. Nul doute que les investisseurs japonais en soient tout à fait conscients.

CLAUDINE MULARD



Rand Corp., la tête pensante

Dans un pays où le court terme domine, les hommes de la « Rand » (un millier de personnes) font de la recherche à long terme. Au service de la défense, mais aussi de l'espace ou du nucléaire

SANTA-MONICA

de notre envoyé spécial

«D'ADRESSES AMUSE ME.» (Les délais me font sourire.) Dans un pays où le président est élu pour quatre ans, les maîtres des grandes entreprises jouent sur trois mois, se moquent du court terme et jouent avec le temps et quasiment un acte contre nature.

Mais le petit panache qui orne le bureau de Michael Rich, le vice-président de Rand Corp., se veut davantage un clin d'œil qu'une véritable provocation. Il n'empêche. Plus de quarante ans après sa création, la « Rand » reste la tête pensante des États-Unis, sans doute la seule institution à avoir développé un champ d'investigation aussi large, englobant la défense, son domaine de prédilection, mais aussi la science et la technologie, les relations internationales et les gigantesques défis sociaux et économiques que doit relever au plus vite la société américaine. Un organisme jusqu'ici sans égal en Europe et même au Japon (avec lequel des collaborations ont cependant été établies), et qui a su préserver jalousement son indépendance vis-à-vis de son principal client - le Pentagone - jusqu'à refuser de s'installer à Washington pour éviter de se laisser empiéter par les cercles du pouvoir et les innombrables lobbies qui gravitent autour.

« Nous voulons être loin de Washington, c'est vrai, mais ce n'est pas la seule raison de notre présence

ici. La Californie a toujours été liée à l'armement, et il était assez logique de s'y installer. De plus, la proximité d'universités réputées pour la qualité de leurs équipes, à Los Angeles et à San Francisco, a constitué aussi un facteur d'attraction », explique M. Rich, qui dirige la division sécurité nationale et recherche, la plus importante des quatre branches d'activité de Rand, ainsi que le National Defense Research Institute, une autre structure rattachée à cette division et dont les travaux font aussi autorité. L'idée de créer une personnalité entre le militaire et l'industriel et de capitaliser l'effort de recherche entrepris de part et d'autre est née à la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque le général H. H. « Hap » Arnold, alors commandant en chef des forces armées aériennes, avait adressé un rapport en ce sens au ministre de la guerre de l'époque.

La guerre avait libéré des centaines d'ingénieurs qui allaient retourner au civil où dans les académies militaires. Des responsables du ministère de l'Industrie et de Commerce de recherche et de développement scientifique ont voulu préserver cette matière grise qui avait su si bien s'employer pendant la guerre. D'où l'idée de créer un organisme chargé d'aider les militaires dans leurs prévisions et de coordonner ces prévisions avec l'évolution des recherches et de la technologie. Rand Corp. est officiellement née en décembre 1945, et cinq mois après elle publiait son premier rapport sur la conception et les performances de satellites qui n'étaient encore qu'à l'état de projet. Douze ans plus tard, les premiers engins

étaient mis sur orbite. Mais par les Soviétiques.

Entre-temps, Rand s'était séparée à l'amiable de la société Douglas Aircraft qui, dans un premier temps, lui avait offert une structure d'accueil, et l'institution avait installé ses bureaux en mai 1948 à Santa-Monica, une petite station de bord de mer qui, elle aussi, se veut à contre-courant. Depuis ce jour, son maître, Dennis Zane, un ancien professeur jugé très radical par les conservateurs californiens, a baptisé sa ville « République populaire ». Là, dans des locaux à l'allure quasi monacale où sont concentrés 90 % des effectifs, une équipe de recherche composée de 560 personnes (sur les 1 080 employés que compte l'institution), appuyée par un réseau de 400 consultants répartis dans tout le pays et à l'étranger, assiste le Pentagone, les États-Unis et ses partenaires,

Tables de la loi

« Au début, pendant plus de dix ans, nous avons travaillé essentiellement pour l'US Air Force », indique Michael Rich, au nom de cette entreprise à but non lucratif financée par les contrats d'études passés avec différents organismes et agences gouvernementaux (95 millions de dollars de recettes l'année dernière) et par les contributions de diverses institutions, dont la célèbre Fondation Ford (42 millions de dollars en 1990). « Ensuite, durant les années 60, nous nous sommes diversifiés vers l'espace en consacrant beaucoup d'études à la NASA, puis vers l'énergie atomique, tout en

continuant à travailler pour le Pentagone. Nous voulions tendre vers un principe 50/50 : la moitié de nos travaux pour la défense, le reste pour les affaires domestiques et internationales. À la fin des années 70, l'administration Carter a encore davantage mis l'accent sur ce rééquilibrage avant que l'arrivée de Ronald Reagan entraîne un brutal changement de cap en sens inverse, explique-t-il. Mais nos tables de la loi n'ont pas changé. Leur message est clair : recherches dans l'intérêt du public, indépendance et esprit non partisan, pas d'affiliation politique. » Un souci constant de distance qui n'a toutefois pas empêché l'ancien président de Rand, M. Donald B. Rice, un ex-spécialiste du bureau fédéral du budget, de démissionner de ses fonctions en 1989 (après avoir passé dix-sept ans à la tête de l'institution qui n'a connu que... quatre patrons depuis sa création) pour être nommé secrétaire à l'Air Force, l'aviation américaine. L'actuel patron, M. James A. Thomson, est aussi un civil et un ancien membre du Conseil national de sécurité, donc un observateur attentif des questions militaires. Une donnée permanente dans l'histoire de cette maison unique en son genre.

L'élection de l'ancien gouverneur de Californie à la Maison Blanche en 1981 a été une période faste pour le département de la défense qui a vu son budget monter en flèche. Et pour la Californie où sont installés tous les grands fournisseurs du Pentagone. A Santa-Monica, où les experts de Rand avaient analysé les années Précé-

dentes aussi bien les moyens d'améliorer la recherche tactique aérienne des chasseurs américains que l'avenir de la télévision par câble ou les problèmes que connaissait déjà la ville de New-York (en 1968...), la part du militaire est montée à 77 % des travaux, une proportion qui prévalait encore à l'heure actuelle, admet-on. Elle est exactement de 77 % pour les études « classées défense » et non classées contre 23 % pour les activités dites civiles.

Un scénario d'invasion du Koweït

C'est ici qu'a été passée au peigne fin l'initiative stratégique de défense, bien avant que l'ex-président Reagan lance sa « guerre des étoiles ». « Cette idée de défense n'était pas la nôtre », indique aujourd'hui M. Rich. « Nous nous sommes contentés d'étudier les différentes options technologiques offertes, les implications, notamment économiques, qui pourraient en résulter et les méthodes d'approche que cela impliquait », ajoute-t-il. Plus près de nous, la guerre du Golfe a été aussi examinée sous toutes les coutures par les spécialistes de la Rand. « Avant, pendant et surtout après », souligne ce spécialiste des affaires militaires. « Nous avons notamment travaillé, bien avant août 1990, sur un scénario d'invasion du Koweït et sur les moyens d'éviter cette éventuelle menace qui, pourtant, allait se concrétiser. Nous avons aussi étudié les différentes conséquences que pourrait avoir une guerre du Golfe sur les intérêts vitaux des pays occi-

dentaux. » Autant d'indications qui incitent à se demander, une fois de plus, comment l'administration Bush a pu négliger de tels signaux, qui lui ont été nécessairement transmis avant que l'Irak annexe son voisin.

« Maintenant, l'heure est aux leçons à tirer du conflit, poursuit le vice-président de Rand. Nous étudions ses implications dans le recrutement des personnels militaires, la part des réserves et du personnel d'active ou encore les performances des différents matériels, le fonctionnement des systèmes de communication ainsi que, dans un tout autre chapitre, la façon dont a été opérée la coordination entre l'armée américaine et les forces alliées. »

Du concret, du rapide, qui tranche singulièrement avec les objectifs à long terme que s'assigne en permanence la Rand Corp. « Les deux attitudes ne sont pas contradictoires, explique-t-on. Les réponses que nous allons apporter rapidement à ces questions nous serviront de base de travail pour le long terme. C'est souvent comme ça. » L'avez-vous, ajoute Michael Rich avec un sourire, cette guerre est supposée avoir scellé la réconciliation américano-soviétique. C'est un élément vital pour la réflexion que nous menons sur l'après-guerre froide. Nous avons commencé à penser à ce sujet dès 1980 ! Depuis, nous continuons à réfléchir. En prenant notre temps. Et le rapport final n'est pas près de sortir... »

SERGE MARTI

MARCHÉS FINANCIERS

Les mésaventures du numéro trois français des services informatiques

La COB ordonne la révision des comptes de Concept et transmet le dossier au parquet

La Commission des opérations de Bourse a rendu publiques, mercredi 29 mai dans la soirée, les conclusions de ses enquêtes lancées en octobre dernier sur l'information financière et comptable diffusée par le groupe Concept, numéro trois français des services informatiques, ainsi que sur le marché des titres cotés pour la période allant de janvier 1989 à septembre 1990.

Le texte du communiqué est sévère pour la société et donc pour ses anciens dirigeants, la firme ayant changé de mains depuis. Concernant l'information financière diffusée par Concept et sa filiale CCMC en août et septembre 1990, la COB a constaté la violation de dispositions de son règlement relatif à l'obligation d'information du public et a décidé l'ouverture d'une procédure aux fins de sanctions administratives. D'autre part, l'enquête ayant conduit à relever des faits susceptibles de recevoir une qualification pénale, la Commission a décidé de transmettre le dossier au parquet. Les faits retenus seraient susceptibles de constituer des délits relevant du droit des sociétés (faux bilans, abus de biens sociaux) et du droit boursier (opération d'initiation, information trompeuse destinée à agir sur les cours, manipulation de cours).

Enfin, la COB demande à Concept de faire procéder à une révision de ses comptes 1990 par un cabinet spécialisé extérieur, désigné avec son accord, avant sa prochaine augmentation de capital. L'idée, en fait, est que la société reparte sur des bases saines, les faits reprochés étant imputables à l'ancienne direction et non à la nouvelle équipe dirigeante installée par Altus Finance (groupe Crédit Lyonnais), qui en a pris le contrôle en novembre 1990. D'ores et déjà, Concept a décidé d'ajourner son assemblée générale du 31 mai où devaient

La Société générale s'engage à couvrir les pertes de sa société de Bourse

Les sept comptes ouverts par différentes sociétés du groupe Djan, spécialisé dans la location avec option d'achat, au sein de la charge Delahaye-Ripault, filiale de la Société générale, fonctionnaient comme un compte unique ? Ou bien au contraire étaient-ils indépendants les uns des autres ? Selon la réponse que les juges apporteront à ces questions, la facture de la Société générale pour couvrir les pertes variera de 11 à 438 millions de francs.

Dans cette affaire, la difficulté juridique vient en partie du fait que les pertes sont situées sur le compte de sociétés ayant été cédées

par M. Jacques-Henri Djan à M. Kameledine Darmouli, un de ses anciens salariés. Pour la Société générale, la compensation entre les pertes et les gains s'impose pour deux raisons : M. Jacques-Henri Djan avait seul la signature sur l'ensemble des comptes et la compensation était automatique dans le passé. Les autres créanciers du groupe Djan plaident qu'il n'existe pas de convention de compensation et réclament le versement des comptes créanciers. Un expert a été nommé qui devra trancher. Dans tous les cas, la Société générale s'est engagée à couvrir les pertes de Delahaye-Ripault.

Rapprochement entre les SDR Sud-Est et Centrest

Première restructuration dans le réseau des sociétés de développement régional

LYON

Le conseil d'administration de la Société de développement régional (SDR) du Sud-Est (Lyon) s'est prononcé, le 28 mai, en faveur d'un rapprochement avec la SDR Centrest, dont le siège est à Nancy. Ce rapprochement, qui devrait prendre effet au 1^{er} janvier 1992, pourra se réaliser sous la forme d'une fusion pure et simple ou de la création d'une filiale commune, à laquelle les deux entreprises feraient apport de leur patrimoine.

Le nouvel ensemble économique, jouissant d'un statut particulier et distribuant des crédits bonifiés par l'Etat, détiendrait, avec 130 salariés, un portefeuille de plus de 300 participations dans des entreprises industrielles pour un montant supérieur à 1 milliard de francs. Ce rapprochement devrait être facilité par la présence d'actionnaires communs aux deux entreprises, de dimensions voisines.

L'idée de fiançailles entre la SDR Sud-Est et certaines de ses homologues n'est pas tout à fait nouvelle. Voici quelques années, on pensait aboutir à la création d'une société de développement régional pour le quart sud-est du pays, mais l'affaire ne put aboutir en raison de la structure du

capital de la SDR de Provence-Côte-d'Azur. Déjà, quelques affinités étaient apparues entre la place financière de Lyon et la SDR Centrest, qui demandait ouvertement, en 1986, à être cotée sur le principal marché financier de province, alors que son siège est situé au chef-lieu d'une circonscription de Bourse... La perspective d'un rapprochement entre Sud-Est et Centrest est réapparue après que cette dernière eut pris des intérêts au sein de la SDR Sofiparil, compétente pour la région parisienne. Du fait de leur statut, les SDR ne peuvent encore détenir plus de 35 % d'une seule et même entreprise. Pour contrôler leur homologue parisienne, les deux provinciales ont donc conclu une alliance qui les autorisera, d'emblée, à porter une large majorité du capital, afin de réaliser une percée commerciale vers l'Île-de-France.

Ce rapprochement prend place dans un contexte particulier. Les SDR font preuve d'une grande activité, notamment à Lyon, depuis la pleine application de la réforme du marché financier. Le mouvement de restructuration des vingt SDR devrait se poursuivre jusqu'à réduire leur nombre de moitié au moins.

GÉRARD BUÉTAS

NEW-YORK, 29 mai ↑

La hausse se ralentit

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs américaines ont continué, mercredi 29 mai, de se raffermir à Wall Street. Cependant le mouvement, très vif la veille, a sérieusement tendu à se ralentir. Après une certaine irrégularité, l'indice Dow Jones des industries s'inscrivait en clôture à la cote 2 969,59 avec un gain de 10,06 points (+0,33 %).

Conséquence de la flambée de hausse de mardi, des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais ce facteur technique n'a pas empêché les investisseurs de passer de nouveaux ordres d'achat, principalement axés sur les industries automobile et papetière. De fait, une large majorité d'analystes prévoit maintenant une sortie de la récession avant le fin du mois de juin. Plus des deux tiers des experts récemment interrogés par l'Association of Business Economists saluent que le fond de la crise sera touché dans les prochains jours de l'été, et 27 % estiment qu'il faudra attendre le troisième trimestre pour assister à un redémarrage de l'expansion.

L'activité a continué d'augmenter et 188,45 millions de titres ont changé de mains contre 162 millions la veille.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcoa	70 3/4	71 7/8
AT&T	58 1/8	58 1/8
Bell	46 3/4	46 3/4
Boeing	18	18 1/8
Chrysler	18	18 1/8
Du Pont de Nemours	40 3/4	40 3/4
Eastman Kodak	58 5/8	58 5/8
Exxon	58 5/8	58 5/8
Ford	74 1/8	74 1/8
General Electric	40 3/4	40 3/4
General Motors	42 3/4	42 3/4
IBM	106 1/8	106 1/8
Intel	85 1/2	85 1/2
ITT	85 1/2	85 1/2
Motor	85 1/2	85 1/2
Pfizer	85 1/2	85 1/2
Schering	85 1/2	85 1/2
Union Carbide	85 1/2	85 1/2
USX	85 1/2	85 1/2
Weyerhaeuser	27 7/8	28 1/4
Xerox Corp.	57 1/4	57 1/2

LONDRES, 29 mai ↑

Poursuite de la hausse

Les valeurs ont terminé en légère hausse, mercredi 29 mai, au Stock Exchange. A la clôture, après avoir fluctué dans une marge étroite, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 13,2 points, soit 0,5 % à 2 402,8. Le volume d'échange a atteint 434 millions de titres contre 286,6 millions mardi.

VALEURS	Cours du 28 mai	Cours du 29 mai
Alcatel	1 100	1 170
Boiseries	1 050	1 070
British Telecom	1 050	1 070
British Airways	2 170	2 200
British Petroleum	1 300	1 320
British Steel	1 070	1 080
British Sugar	780	790
British Telecom	8 180	8 240
British Telecom	1 000	1 000

FAITS ET RÉSULTATS

Le Crédit commercial de France (CCF) détient la majorité du capital de Framingham, société britannique spécialisée dans la gestion de valeurs mobilières. Cette opération permet au CCF de renforcer sa stratégie européenne en matière de gestion de valeurs mobilières, notamment en Grande-Bretagne où Framingham gère au total 22 milliards de francs de capitaux au 31 mars 1991. Cette opération s'accompagne du lancement prochain de la première opération de gestion d'actifs à l'étranger, consistant à investir en valeurs de croissance (small caps).

La Société générale achète l'International Bank of Johannesburg. La Société générale a acheté mardi 28 mai la totalité des parts de l'International Bank of Johannesburg, banque commerciale sud-africaine spécialisée dans les opérations bancaires nationales et internationales pour les compagnies d'Afrique du Sud. Le bilan total de cette banque créée en avril 1981, représentait 1,1 milliard de francs à la fin de l'exercice 1989-1990. Cette acquisition est la première opération du genre menée en Afrique du Sud par une banque européenne depuis la levée par la CEF, le 13 mars dernier, du contrôle sur les investissements financiers dans ce pays.

PARIS, 30 mai ↑

Bien orientée...

sans plus

La Bourse de Paris a continué sur sa lancée, jeudi 30 mai, après deux séances de hausse consécutive. Affichant une avance de 0,08 % à l'ouverture, les valeurs françaises ont évolué au cours de la matinée avec la plus grande stabilité. A la mi-journée, elles progressaient de 0,05 %. En début d'après-midi, de meilleures dispositions semblaient animer le marché, qui s'ajoutait quelques fractions. L'indice CAC 40 gagnait 0,21 %. Plus tard, dans la séance, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, les valeurs de la place ont repris de la vigueur et ont repris un peu de hauteur même si les premières heures de cotation furent un peu laborieuses. Cela étant, les volumes de transactions ont été relativement modestes. A la journée, il s'est échangé un milliard de francs sur les marchés à règlement mensuel et constant continus. Quelques valeurs ont retenu l'attention des opérateurs, Peugeot notamment, avec un plus haut annuel à 804 francs pour 160 000 titres. Chargeurs affichait la plus forte progression des valeurs du CAC 40, l'indice a continué d'être bien entouré après sa consolidation de la veille. Bonne progression d'Hachette et d'Europe 1.

TOKYO, 30 mai ↑

Nouvelle avance

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse jeudi 30 mai pour la deuxième séance consécutive. L'indice Nikkei a progressé de 151,89 points à 25 847,40 points, soit un gain de 0,6 %. Le Nikkei-cho atteignait ainsi son plus haut niveau depuis trois mois. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 400 millions de titres, mercredi, à 360 millions.

VALEURS	Cours du 29 mai	Cours du 30 mai
Alcatel	1 100	1 170
Boiseries	1 050	1 070
British Telecom	1 050	1 070
British Airways	2 170	2 200
British Petroleum	1 300	1 320
British Steel	1 070	1 080
British Sugar	780	790
British Telecom	8 180	8 240
British Telecom	1 000	1 000

PARIS :

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3611	3640	DLA	345	349
Amatel Associes	280	279 90	Idarova	140	140
B.A.C.	159	156	Immo. Habitat	530	525
Banque Paribas	870	875	I.P.B.M.	100	100
Boussac	371	371	Local Invest.	282	285
Boussac (Ly.)	210	205	Locam.	87	87
Calsonic	1099	1027	Mats. Comm.	119	118 70
Carat	385	385	Mater.	142	142 30
Cedex	680	680	Presbury	85	85
C.E.G.E.P.	161	148 40	Publ. Filipp.	380	386
C.F.P.I.	285	280	Razet	645	642
C.N.I.M.	920	920	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	301	301
Conforama	273	274 90	S.H. Mangon	180	180
Crest	884	884	Select Invest (Ly.)	94 10	96 50
Dagblin	226 50	208 70	Serbo	440	440
Démas	431 60	422	S.M.T. Goupil	130	115
Démas	1015	995	Soyas	264 70	258
Demachy Worms Co.	441	488	TF1	311	307 50
Develuy	1099	1099	Thermador H. (Ly.)	285	285
Deville	383	382	Unilog	218 50	219
Dolac	138 10	135	Vel et Ce	95	95
Editions Belfond	225	225	Y. St-Laurent Groupe	770	777
Europe Propulsion	320	315			
Financ	128	122			
Fininvest	270	269 90			
G.F. Group (Ly.)	409	409			
Grand Lure	218	218			
Groupe Oxygène	760	740			
Guinot	951	950			
L.C.C.	237	235			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 mai 1991
Nombre de contrats : 68 560

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept. 91	Dec. 91	
Dernier	106,14	106,20	106,06	
Précédent	105,90	105,90	105,80	

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 91	Sept. 91	Jun 91	Sept. 91
106	0,20	1,11	0,07	0,96

CAC 40 A TERME

Volume : 7 952 (MATIF)

COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 827,5	1 822	1 811
Précédent	1 805,5	1 809	1 794

CHANGES

Dollar : 5,809 ↑

Le dollar s'échangeait en nette hausse jeudi 30 mai, à la suite d'opérations de découvert consistant à plusieurs séances de baisse. A Paris, la monnaie américaine clôturait à 5,809 francs contre 5,76 francs mercredi à la cotation officielle.

FRANCORT	29 mai	30 mai
Dollar (en DM)	1,695	1,712
TOKYO		
Dollar (en yen)	137,60	137,68

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 mai) : 9 3/8 - 9 1/2 %
New-York (29 mai) : 5 7/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	28 mai	29 mai
Valeurs françaises	117,50	118,50
Valeurs étrangères	116	117,20
SBF, base 100 : 31-12-81		
Indice général CAC	481,96	484,26
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 807,81	1 825,16

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	28 mai	29 mai
Industrielles	2 958,84	2 969,59
LONDRES (indice Financial Times)		
100 valeurs	2 479,70	2 492,90
30 valeurs	1 937	1 946,90
Mines d'or	162	172
Fonds d'Etat	84,39	84,35

FRANCORT

	28 mai	29 mai
Dax	1 682,14	1 681,53

TOKYO

	29 mai	30 mai
Nikkei Dow Jones	25 495,41	25 847,40
Indice général	1 934,69	1 948,51

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,8045	5,8065	5,8116
\$ can.	5,8097	5,8037	5,8116
Yen (100)	4,2156	4,2186	4,2186

TAUX DES EUROMONNAIES

	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
\$ E.-U.	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
Yen	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
Fluor	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
PS (100)	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
RS	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4
L (1 000)	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
\$ 1 1/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
Fin	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Jeudi 30 mai
Louis Heimann,
président de la Fédération
nationale des logis de France.

Vendredi 31 mai
M. Hubert D'Artemare,
PDG de Saint-France.

PARIS

Cours relevés à 13 h 54

00/E

kapelle de Dresde, dir. Colin Davis.

Foreign models

23.07 Poussières d'étoiles.

SCIENCES

Une exposition au Muséum d'histoire naturelle

On a marché sur la Terre

M. François Mitterrand a inauguré le 21 mai à Paris, au Jardin des plantes du Muséum national d'histoire naturelle, l'exposition « On a marché sur la Terre », qui préfigure ce que sera la future galerie de l'évolution dont l'ouverture est prévue pour 1993.

La vie est née, il y a quelques 3,5 milliards d'années, dans les océans. Là se sont développés les premiers bactéries, champignons, algues, animaux mous. Mais la photosynthèse des plantes aquatiques enrichissait peu à peu l'atmosphère en oxygène. Ce qui permettait la création, dans la haute atmosphère, de la fameuse couche d'ozone qui protège les surfaces émergées des rayonnements nocifs du soleil.

Vers moins 450 millions d'années, les océans et probablement les eaux douces étaient ainsi peuplés de divers groupes de plantes et d'animaux, dont certains étaient déjà très complexes, alors que les surfaces continentales étaient toujours désertiques. A moins 415 millions d'années, l'oxygène de l'atmosphère et l'ozone de la haute atmosphère allaient bientôt permettre de « marcher sur la Terre », c'est-à-dire aux espèces végétales et animales de coloniser les continents.

Cette colonisation n'a pas été simple. Dans l'eau, les plantes et les corps sont soutenus,

portés par le milieu aqueux. Dans l'air, les uns et les autres doivent avoir des sortes d'armatures (les carapaces, les squelettes, le bois, etc.) qui leur servent de support. Ils doivent aussi isoler leur milieu interne, qui est toujours fait obligatoirement à 70, 80 ou 90 % d'eau et auquel une dessiccation même légère serait mortelle. Ils doivent vivre de l'oxygène dissous dans l'eau, ce qui oblige à remplacer les branchies par les poumons. Sans oublier la survie des œufs ou graines exposés dans l'air à des dessiccations fatales. Les animaux, pour la plupart, doivent en outre développer les organes (membres et muscles) qui leur permettent de se déplacer en portant leur corps.

Ce sont toutes ces adaptations à un milieu et à des modes de vie fondamentalement différents de ce qu'ils étaient à leurs débuts qu'explique l'exposition.

Y. R.

► Jardin des plantes, galerie de paléontologie, 18 rue Buffon, 75005 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 17 h en semaine et de 11 h à 18 h les samedis et dimanches. Entrée : 25F. Jusqu'à la fin de 1991.

CARNET DU Monde

Décès

— M. et M^{me} Richard Lévy, Alexandra et Ariane, M^{me} Catherine Cohen-Hadria, M^{me} Marie-José Badet, M^{me} Jacqueline Cohen-Hadria et ses enfants, M^{me} Lise Cohen-Hadria et ses enfants, M. et M^{me} Claude Cohen-Hadria et leurs enfants. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Madge COSTEDOAT,

née Lévy,

survenu le 17 mai 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

23, rue de Cuvry,

75016 Paris.

— Les étudiants,

Les enseignants,

Les membres de la commission de

médecine générale,

Les membres du conseil,

Le doyen de la faculté de médecine

Saint-Antoine,

ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean DRY,

survenu à Paris, le 29 mai 1991.

Faculté de médecine Saint-Antoine,

27, rue Chaligny,

75012 Paris.

[Né le 3 mars 1927 à Havre, M. Dry est

nommé professeur de séméiologie médicale à la

faculté Saint-Antoine et chef de service à l'hôpital

Bichat à Paris en 1972. Il est président de l'université Paris-VI de 1976 à 1982 et a été vice-

président de la conférence des présidents d'université.

Les principaux travaux de M. Dry portent sur les

maladies métaboliques de surcharge et les maladies

allergiques. Il a été notamment président de la

société française d'allergologie.]

— En décidant de nous quitter en

toute responsabilité, par une belle soirée

de printemps, à Maintenon, le

27 mai 1991,

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

et vous prie d'assister ou de vous

unir d'intention à la messe célébrée le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

[Nous laissons nos lecteurs juger de ce

débat que, pour notre part, nous considé-

rons comme clos.]

Arnaud

nous contrainst de le respecter jusqu'au

bout au prix d'un sacrifice qui nous

bouleverse.

Nous continuerons de l'aimer intensément

avec François et Cécile, notre

famille et de nombreux amis.

Christiane et Georges MALEMPRE-

WINTJENS,

18, rue Mathurin-Régner,

28130 Maintenon.

Suivant la volonté d'Arnaud, une

messe sera célébrée en l'église Saint-

Barthélemy, à Liège (Belgique), le

samedi 1^{er} juin, à 15 heures, dans son

village natal Corso-Cambis-San-Lo-

renzo (Haute-Corse).

Les mouvements sociaux dans les transports

La grève devrait fortement perturber le trafic de la RATP le 31 mai

L'agitation sociale qui prévaut actuellement dans les transports publics sera illustrée, vendredi 31 mai, par les arrêts de travail organisés à la RATP par la CGT, la CFTD, le SAT (conducteurs de métro autonomes), les cadres FO, l'Union des syndicats indépendants (USI) et le Syndicat autonome des conducteurs de bus. La direction prévoit un trafic réduit, en moyenne, à un tiers sur trois, un RER sur deux et un bus sur deux, tant à Paris qu'en banlieue. Le mouvement ne devrait pas se prolonger, la mobilisation n'étant pas très forte parmi le personnel. En effet, les revendications avancées concernent les salaires, pour lesquels les négociations se poursuivent normalement, une augmentation de 1 % ayant été attribuée, au 1^{er} mai, à titre d'acompte.

En ce qui concerne les craintes exprimées par les syndicats sur l'avenir des retraites, le premier ministre a promis dans sa déclaration de politique générale que le gouvernement n'y toucherait pas.

Reste le problème difficile de l'insécurité, qui échappe largement à la RATP. Celle-ci défend un projet de législation qui autoriserait la police à sortir des limites de Paris afin de poursuivre les délinquants en banlieue, mais le ministère de l'Intérieur ne manifeste aucun enthousiasme.

Du côté de la SNCF, les discussions entre la direction et les syndicats reprennent, le 31 mai, sur la réforme de la grille des rémunérations. Les préavis de grève déposés à titre de précaution couvrent la période allant du 31 mai à 6 heures jusqu'au 15 juin à 6 heures, mais cela ne signifie pas pour autant des arrêts de travail. Dans le cas où les négociations tourneraient court, la direction ne prévoit aucune perturbation avant le lundi 3 juin.

A Air Inter, l'unique syndicat de navigants, l'USPNT, qui appelle à la grève le mercredi 29 et le jeudi 30 mai, n'est pas parvenu à perturber plus que prévu les vols de la compagnie. La direction avait annoncé qu'elle assurerait 70 % des vols le 29. Non seulement elle y est parvenue, mais elle a décidé de porter, le 30, cette proportion à 80 % du programme normal.

Annoncée pour le jeudi 6 juin dans l'ensemble du groupe Air France (Air France, UTA, Air Inter), la grève destinée à obtenir la fin du blocage des salaires n'avait toujours fait l'objet d'aucun préavis, le 30 mai, à Air Inter. La direction de cette compagnie tout comme celle d'UTA - laisse entendre que l'amélioration des résultats financiers des dernières semaines permettrait bientôt d'assouplir la rigueur, celle-ci étant maintenue à Air France, où la situation est beaucoup plus grave.

o Affaire Boudarel : le parquet décide de ne pas poursuivre. - Le parquet du tribunal de Paris a estimé qu'il n'y avait pas lieu de déclencher des poursuites contre M. Georges Boudarel, maître de conférences à l'université Paris-VII, qui fut, de 1953 à 1954, instructeur politique vietnamien dans un camp de prisonniers français au nord du Vietnam. Agissant au nom de l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine, M. Jean-Marc Varaut avait déposé plainte, le 3 avril, contre M. Boudarel pour « crime contre l'humanité ». L'information a été confiée à M^{me} Lucie Le Houx, juge d'instruction au tribunal de Paris, à qui appartient la décision de renvoyer ou non M. Boudarel devant un tribunal. Le parquet a motivé ses réquisitions « de non informer » en se fondant sur la loi du 18 juin 1966 amnistiant « de plein droit tous crimes et délits commis en liaison avec les événements consécutifs à l'insurrection vietnamienne ».

Deux enquêtes de conjoncture de l'INSEE

Confirmation d'une reprise probable de la croissance à l'été

Une reprise de la croissance économique à l'été semble probable au vu de deux enquêtes de l'INSEE qui viennent d'être publiées.

La première concerne l'enquête menée chaque mois auprès des industriels. Elle confirme l'amélioration des perspectives personnelles des chefs d'entreprise : depuis le point très bas de l'indicateur en février (-22), celles-ci n'ont cessé d'évoluer dans le bon sens. L'amélioration est très nette pour l'automobile : on passe là de soldes fortement négatifs de réponses (-80 en novembre 1990, -72 en février) à des soldes maintenant très positifs (+19 en avril, +32 en mai). Amélioration de la situation aussi dans les biens intermédiaires, ce qui est le signe d'une prochaine reprise de la production industrielle, les firmes se réapprovisionnant. Dans le secteur des biens de consommation et des biens d'équipement, l'amélioration est beaucoup moins nette mais se manifeste néanmoins.

Une autre enquête de l'INSEE justifie également un certain optimisme : celle menée en avril auprès de 3 200 chefs d'entreprise exerçant leurs activités dans les

services. L'INSEE souligne qu'après le net fléchissement amorcé fin 1990 et qui s'est poursuivi au premier trimestre 1991, « les perspectives d'activité laissent présager dans les mois à venir un retour à la croissance ». Cette reprise se ferait à un rythme un peu ralenti par rapport à ce qui avait été enregistré quand la croissance était forte, mais elle se généraliserait à l'ensemble des secteurs : services rendus aux ménages, services rendus à l'industrie.

Ces deux enquêtes de l'INSEE sont importantes. Elles écartent, semble-t-il, le risque d'une récession en France au cours des prochains mois et annoncent une reprise économique à l'été. Elles ne disent pas en revanche si la reprise qui se profile se poursuivra longtemps - amorçant un nouveau cycle conjoncturel - ou si elle sera seulement « technique », c'est-à-dire passagère, faisant place à un nouveau ralentissement au début de 1992. Hypothèse que n'écartent pas certains économistes en raison des taux élevés d'intérêt qui rendent improbable une forte reprise des investissements.

LIBAN : « en vertu » du nouveau traité entre Beyrouth et Damas

Paris demande le retrait des troupes syriennes et des élections libres

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, mercredi 29 mai en conseil des ministres, que la France « entendait demander qu'en vertu du nouveau traité de fraternité et de coopération (conclu entre Beyrouth et Damas) la Syrie accepte de retirer les troupes qui occupent une partie du territoire libanais et que des élections libres puissent avoir lieu sur l'ensemble du Liban ». Le président Mitterrand a pour sa part rappelé que la France est le « seul pays qui ait constamment défendu l'identité libanaise » et qu'elle continuerait à le faire.

Apparavant, Paris avait souvent appelé au retrait de toutes les troupes étrangères du Liban. Mais depuis la signature du traité, le 22 mai, les autorités françaises s'étaient contentées d'une déclaration qui ne faisait pas allusion à ce départ. Le ministre des affaires étrangères avait seulement fait valoir que la France « avec un autre Etat » et exprimé l'espoir que la mise en œuvre du traité serait « équilibrée et soucieuse de l'intérêt des deux parties ».

De nouveau, l'opposition a dénoncé l'attitude réservée du gouvernement. « Pourquoi ne dit-on rien sur le Liban au moment où est signé un traité qui consacre l'Anchisme, l'annexion, la prise sous tutelle totale sur le plan juridique », a demandé, mercredi à l'Assemblée nationale,

M. Jean-François Deniau, ancien ministre, en rappelant l'action de la France pour obtenir la libération du Koweït. Dans sa réponse, le nouveau secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, a souligné que « le retour progressif à la sécurité au Liban ainsi que l'extension croissante du territoire sur lequel les autorités libanaises exercent leur contrôle doit permettre la tenue d'élections pour que le peuple libanais « exprime des choix démocratiques ».

o Le bureau politique du RPR, réuni mercredi sous la présidence de M. Jacques Chirac, a exprimé sa plus vive préoccupation devant l'évolution de la situation au Liban, ajoutant que le traité syro-libanais « s'apparente (...) à la mainmise d'un Etat sur un autre ». Le mouvement gaulliste rappelle que « toute solution au problème libanais passe par le retrait de l'ensemble des troupes étrangères du pays ».

o TUNISIE : droits de l'homme et intégrisme. - L'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe (ADHMA) a publié le 26 mai un communiqué exprimant sa « préoccupation » face à « la multiplication des actes de violence menés par des groupes isolés appartenant au mouvement religieux Ennahda » et « la division des citoyens tunisiens en croyants et en mécréants exprimée par ce mouvement ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Protection, danger

ILS s'interrogent, les Américains, ils en sont à se demander si c'est pas Milia, la petite chienne des Bush, qui l'a déclenchée, la guerre du Golfe. Vous savez qu'elle a un problème de santé, elle aussi. Elle, c'est un loup. Eux, ils font de l'hyperthyroïdie. Mais ça s'attrape pareil. Et l'hyperthyroïdie, ça rend agressif, ça rend nerveux. Le doigt qui presse sur le bouton, ça l'agite, et, bon...

Et comment ça se chope ? En buvant de la flotte ? D'où cette équipe de plombiers, l'ami Nouchi vous en a parlé hier, lâchée sur la Maison Blanche et sur la résidence du vice-président. Il n'en même pas large, là, aujourd'hui, ce pauvre Quayle. Peut-être. Peut-être pas. Et si c'était contagieux ? Leur Millie, ils couchent avec, n'oubliez pas, George et Barbara, même qu'elle a fait des petits dans leur lit.

Ca encore, c'est pas trop grave. Etre à la tête de l'Etat le plus puissant du monde, ça vous oblige à vivre dangereusement. Seulement voilà, ils ont découvert autre chose aux Etats-Unis. Quelque chose qui nous concerne

vous et moi : le latex. Quoi, le latex ? Il tue. Parfaitement ! On a déjà relevé cinquante cas d'allergie mortelle. Quatre patients sont passés de vie à trépas l'an dernier parce que des médecins avaient mis des gants pour leur administrer un lavement. Et le capote ? Ben... oui. Vous le mettez rapport au sida, et vous capotez dans dans un irréversible coma.

Non, je ne blague pas, c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux, j'ai la dépêche sous les yeux. Ça viendrait de certaines protéines de caoutchouc solubles dans l'eau. Décidément, elle a pas la cote, l'eau, en ce moment. Affolée, la Food and Drug Administration a envoyé une mise en garde à tous les fabricants de latex : Attention, danger ! C'est bien joli, mais comment se préserver des milliards de préservatifs déjà distribués sur un marché en pleine expansion ?

Je vais vous dire : N'y touchez pas. Vous risquez d'avoir un bébé ? Et alors ? Avec tous ces Babar, ces Marsupilami et ces E.T. en fausse peluche qui lui tendent les bras, vous en serez vite débarrassés !

Une explosion dans une raffinerie près de Marseille fait quatre blessés

Le bilan officiel de l'explosion qui s'est produite, jeudi 30 mai, à la raffinerie Shell de Berre-l'Étang, près de Marseille (Bouches-du-Rhône), s'établit à un brûlé grave et à trois blessés. La principale victime, brûlée à 70 %, a été évacuée par hélicoptère sur l'hôpital de Toulon, où elle a été admise dans le service des grands brûlés. L'explosion, selon des éléments non confirmés, serait d'origine accidentelle.

Après une première explosion, très forte, vers 10 h 15, un violent incendie s'est déclaré. Trente secondes plus tard, deux nouvelles

explosions ont été entendues à plusieurs kilomètres de distance et les flammes ont redoublé de violence.

Le plan d'intervention inter-raffinerie a été déclenché ainsi que le plan rouge. Plusieurs détachements de pompiers de plus de dix casernes du département se sont rendus sur place.

Le feu qui a pris dans une tranchée pétrolière, où passent des oléoducs, a été éteint en fin de matinée. En revanche, celui du bâtiment où sont stockés du caoutchouc et divers produits pétroliers se poursuivait dans l'après-midi.

Sophie Solal reçoit le prix « Plume en herbe »

Sophie Solal n'était pas particulièrement impressionnée en recevant, mercredi 29 mai le concours Plume en herbe dont les noms furent appelés un à un par Hervé de la Martinière, directeur du département littéraire de Nathan, en plus de son talent, a su manifester fraîcheur et spontanéité.

de sa classe de quatrième du collège Vallon-des-Frères, « montée » avec elle à Paris - avec deux écoles municipales de Marseille - et qu'elle s'est prêtée au jeu de l'interview avec William Leymerie.

Le « plus jeune écrivain de France », ainsi qu'on put le constater les vingt premiers du concours Plume en herbe dont les noms furent appelés un à un par Hervé de la Martinière, directeur du département littéraire de Nathan, en plus de son talent, a su manifester fraîcheur et spontanéité.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Banlieues : « Les périls de l'uniformité », par Philippe Genestier ; « Une police prise au dépourvu », par Alain Brillet... 2

La crise yougoslave

La Croatie a proclamé sa souveraineté... 5

La présidence du parti du Congrès en Inde

M. Rao, un pape de transition... 5

Corse

Protestations après l'attentat du FLNC contre le conseil général de Haute-Corse... 8

Financement des partis

M. Jean-François Deniau préside la commission d'enquête parlementaire... 8

Opposition

M. Chirac n'aurait pas d'associer les Verts à une majorité de droite... 9

Report de la conférence sur l'espace

sur l'espace... 11

Rétrospective

François Morellet

Une exposition au Musée de Grenoble sur l'atelier du peintre... 15

SECTION B

LIVRES ♦ IDÉES

Genet célébré, ou le scandale impossible « Le Moyen Âge pour penser aujourd'hui » de La Fayette de Michel Braudaud et Histoires littéraires, par François Bott • Littérature française • Les quatre-vingts ans de Gallimard • D'autres mondes, par Nicole Zand : « La perversité des mères »... 17 à 28

SECTION C

Grogne dans les assurances... 29

M^{re} Cresson et l'apprentissage

Les projets du premier ministre et la politique contractuelle... 29

Canal Plus et le câble

M. Rousselet veut exploiter les programmes du câble sur satellite... 32

AFFAIRES

Entreprises en Californie : McDonnell Douglas sur la défensive • La baraka de la Bank of America... 33 à 36

Services

Abonnements... 6
Annonces classées... 32
Cartes... 38
Loto... 29
Marchés financiers... 36-37
Météorologie... 39
Mots croisés... 38
Radio-Télévision... 39
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 mai 1991

a été tiré à 492 326 exemplaires.

air sud

Le spécialiste des îles Grecques



A LA CARTE

Plus de 30 îles au choix, en circuit, sur mesure, en séjour : exemple : PAROS logement chez l'habitant 1 semaine 890 F

CHARTERS

Paris / Athènes à partir de 1650 F A/R
Paris / Héraklion à partir de 1790 F A/R

AIR SUD 105, rue Monge 75005 PARIS - (1) 43 37 85 90

Brochure gratuite sur simple demande sur minitel : 3615 code ASD

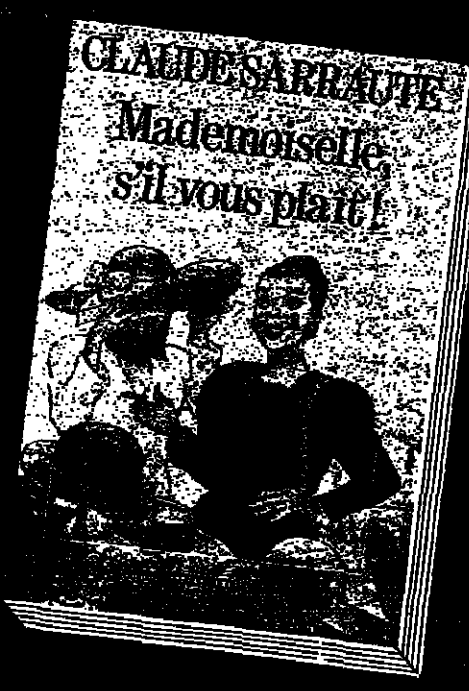


GRECE

L'Elue des Dieux

OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

LE MINI-MONDE DES GRANDS MAGASINS
SOUS LA LOUPE DE CLAUDE SARRAUTE.
UN WOMEN-SHOW IRRESISTIBLE !



Flammarion

194 pages.

89 F.